



HAL
open science

Les usages sociaux des groupes de travail au Sénégal : facteurs d'égalisation des chances scolaires

Macodou Ndiaye

► **To cite this version:**

Macodou Ndiaye. Les usages sociaux des groupes de travail au Sénégal : facteurs d'égalisation des chances scolaires. Sociologie. Aix-Marseille Université, 2013. Français. NNT : . tel-00956345

HAL Id: tel-00956345

<https://theses.hal.science/tel-00956345>

Submitted on 6 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Ecole doctorale 355 « Espaces, Cultures et Sociétés »

LABORATOIRE D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL (LEST-UMR 7317)

**Les usages sociaux des groupes de travail au Sénégal :
facteurs d'égalisation des chances à l'école.**

Thèse pour obtenir le grade de

DOCTEUR EN SOCIOLOGIE

Présentée et soutenue publiquement

Par

Macodou NDIAYE

Le 06 décembre 2013

Sous la direction de Thierry BLÖSS

Jury

Thierry BLÖSS, Professeur à Aix-Marseille Université, (Directeur de thèse),

Choukry BEN AYED, Professeur à l'Université de Limoges, (rapporteur),

Boubacar LY, Maître de Conférences HDR à l'Université de Dakar, (rapporteur),

Philippe VITALE, Maître de Conférences à Aix-Marseille Université.

Remerciements

Cette thèse doit beaucoup à ceux qui m'ont soutenu durant ces dernières années. Je leur dédie ce travail en signe d'amitié et de reconnaissance. Je remercie mon directeur de thèse, Monsieur Thierry Blöss, pour sa confiance, les membres du jury, les enseignants qui ont contribué à mon instruction, mes camarades doctorants ainsi que l'équipe du Lest. Je remercie également ma compagne, ma famille, mes amis ainsi que toute autre personne ayant contribué de près ou de loin à l'aboutissement de ce travail.



Ecole doctorale 355 « Espaces, Cultures et Sociétés »

LABORATOIRE D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL (LEST-UMR 7317)

**Les usages sociaux des groupes de travail au Sénégal :
facteurs d'égalisation des chances à l'école.**

Thèse pour obtenir le grade de

DOCTEUR EN SOCIOLOGIE

Présentée et soutenue publiquement

Par

Macodou NDIAYE

Le 06 décembre 2013

Sous la direction de Thierry BLÖSS

Jury

Thierry BLÖSS, Professeur à Aix-Marseille Université (Directeur de thèse),

Choukry BEN AYED, Professeur à l'Université de Limoges (rapporteur),

Boubacar LY, Maître de Conférences HDR à l'Université de Dakar (rapporteur),

Philippe VITALE, Maître de Conférences à Aix-Marseille Université.

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	13
---------------------------	----

Première partie

Les transformations sociales opérées dans le champ scolaire sénégalais

Chapitre I

<i>L'ouverture du secteur éducatif à l'économie de marché dans le contexte social de crise...</i>	45
---------------------------------------------------------------------------------------------------	----

1.1. Les phénomènes marquant la libéralisation du secteur éducatif.....	49
--------------------------------------------------------------------------------	-----------

1.1.1 L'acte de naissance de l'enseignement privé.....	55
--------------------------------------------------------	----

1.1.2 La libéralisation de l'économie point culminant de la contestation scolaire.....	57
----------------------------------------------------------------------------------------	----

1.1.3 Le phénomène de synchronisation en temps de crise.....	61
--------------------------------------------------------------	----

1.2. Le préscolaire, espace d'égalisation des rapports sexués et réalité contrastée.....	62
-------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

1.2.1 - Les « jardins d'enfants », une réalité sociale très contrastée	63
------------------------------------------------------------------------------	----

1.2.2- Les inégalités dans le recrutement du personnel.....	64
-------------------------------------------------------------	----

1.2.3 – Les performances scolaires à l'orée du certificat d'études.....	70
-------------------------------------------------------------------------	----

Chapitre II

La reproduction sociale et sexuée des inégalités dans les trajectoires scolaires et dans l'accès au premier emploi.....73

2.1. Les reproductions sociale et scolaire des inégalités de sexe.....76

- 2.1.1 Garçons et filles dans la vie active à l'heure des réformes structurelles.....77
- 2.1.2 L'investissement dans les groupes de travail comme trait d'union entre le secondaire et le marché de l'emploi ?82
- 2.1.3 Les stratégies scolaires des groupes sexués dans les secteurs public et privé de l'enseignement secondaire84

2.2- Garçons et filles de l'élémentaire à l'entrée dans le secondaire moyen.....86

- 2.2.1 Tableau des inégalités scolaires dans l'élémentaire et le secondaire moyen.....87
- 2.2.2 La déperdition scolaire à travers les cycles d'études.....89

2.3. Les groupes sexués dans l'enseignement secondaire91

- 2.3.1 Le secondaire, une étape charnière du processus scolaire.....91
- 2.3.2 Les filles dans les filières de l'enseignement général et technique : performances et contre-performances.....92

Chapitre III

La dimension transnationale de la construction sexuée des trajectoires scolaires.....101

3.1. La différenciation sociale et sexuée dans le secondaire marocain.....104

- 3.1.1 Ambitions scolaires et inquiétudes devant l'avenir106
- 3.1.2 La relégation des filles, une donnée transnationale.....108
- 3.1.3 Projection dans l'avenir et filières d'études.....108

3.1.4 Les élèves entre lien intergénérationnel et valorisation de la famille nucléaire.....	110
3.2. Les inégalités sociales dans le secondaire béninois et sénégalais.....	112
3.2.1 Ouvriers et inactifs à la recherche d'un emploi après leur scolarisation.....	113
3.2.2 Le système d'enseignement béninois : prééminence masculine dans le recrutement du personnel et rapport sexué inégalitaire.....	117

Deuxième partie

Les interactions familles-groupes de travail, un espace imbriqué d'activation des pratiques sexuées

Chapitre IV

Les déterminants familiaux de la répartition sexuée des rôles sociaux..... 127

4.1. Présentation des modèles familiaux wolof..... 128

4.1.1 Les tâches domestiques ou la manifestation sociale des contraintes sexuées.....	131
4.1.2 La socialisation des garçons par une préparation à un rôle d'autorité.....	136
4.1.3 Les parents comme exemples concrets de la répartition des rôles familiaux.....	140
4.1.4 L'insertion des garçons dans « les structures alimentaires de la parenté ».....	145
4.1.5 Du sentiment d'adhésion vers des rapports contrariés avec la sphère domestique : l'effet « schizophrénie ».....	147

4.2. Le modèle social à l'épreuve des politiques d'ajustement structurel..... 149

4.2.1 Les transformations à l'œuvre dans le modèle parental.....	150
4.2.2 Une vision sexuée des rôles en pleine mutation.....	152
4.2.3 L'émergence d'un modèle synthétique de socialisation.....	153
4.2.4 Le nouvel usage des idéologies sexuées.....	159

Chapitre V

Les activités de sociabilité scolaire, une affaire fondamentalement masculine ?169

5.1. La socialisation introvertie, un processus tourné vers la sphère privée ?.....170

5.1.1 Concilier travaux domestiques et investissement dans les groupes de travail175

5.1.2 L'envers du décor ou les facteurs décourageant les longues études.....180

5.1.3 La temporalité différentielle des projets scolaire et professionnel.....183

5.2. La socialisation extravertie, un processus orienté vers la sphère publique ?.....185

5.2.1 Les transformations à l'œuvre dans les modèles de socialisation189

5.2.2 La relation entre les modèles familiaux et les groupes socio-professionnels.....189

5.2.3 Les modèles introverti et extraverti dans la question de l'accès au logement.....195

Chapitre VI

Les variations des modèles familiaux dans le choix du groupe de travail.....203

6.1. Présentation et typologie des groupes de travail.....205

6.1.1 La configuration des groupes de travail.....205

6.1.2 La mixité, une réalité à facette multiple des interactions garçons-filles.....208

6.2. L'influence des liens de famille sur le choix d'un groupe de travail.....209

6.2.1 Les modèles familiaux dans le choix d'un groupe de travail.....210

6.2.2 La famille, un lieu d'homologation de l'investissement scolaire.....213

6.2.3 La charge domestique dans le choix du groupe de travail.....216

Troisième partie

Le rôle dynamique des groupes de travail dans la réussite scolaire

Chapitre VII

Les groupes de travail, entre transgression des schèmes de conduites sociales et surinvestissement scolaire des élèves.....229

7.1. Le phénomène de la transgression sociale des schèmes de conduite.....230

7.1.1 L'école comme lieu de la transgression sociale.....234

7.1.2 L'investissement scolaire féminin, une remise en question du modèle traditionnel?.237

7.1.3 L'école comme espace de promotion sociale.....239

7.2. Les différentes formes d'investissement scolaire : des symboles de réussite sociale à la mutualisation scolaire.....240

7.2.1 Le phénomène de la « mutualisation ».....241

7.2.2 La typologie des acteurs mutualistes.....242

7.2.3 L'investissement des filières de formation comme mode d'accès à la promotion sociale.....244

7.3. Les groupes de travail comme espace favorisant le surinvestissement scolaire.....245

7.3.1 Le surinvestissement scolaire des familles modestes dans les groupes de travail.....247

7.3.2 Lorsque les filles jouent sur la temporalité scolaire.....250

7.3.3 Lorsque les problèmes familiaux justifient la réduction de la temporalité scolaire..252

Chapitre VIII

Le rôle moteur des groupes de travail dans la réussite scolaire.....255

8.1. Les mécanismes de fonctionnement des groupes de travail.....257

8.1.1 La formation des groupes de travail en milieu scolaire.....259

8.1.2 La maximisation de l'apport collectif à travers la fusion ou le rapprochement entre groupes.....261

8.1.3 Les interrelations entre groupes de travail : La complémentarité entre sexes à l'épreuve ?.....	262
8.2. Le groupe de travail comme lieu de production et de reproduction des contenus scolaires.....	264
8.2.1 Le groupe de travail comme lieu de reproduction des savoirs scolaires.....	265
8.2.2 Les collectifs d'acteurs à l'épreuve des matières scientifiques et littéraires.....	267
8.2.3 Les matières scolaires dans le mode d'organisation des groupes.....	268
8.3. Mode de production des contenus scolaires et informatifs.....	269
8.3.1 Les groupes de travail dans les différentes stratégies d'invention de la performance.....	271
8.3.2 Le groupe de travail dans le transfert des contenus informatifs.....	273
8.3.3 Le rôle du groupe de travail dans le lien social.....	280
8.4.L'impact des groupes de travail dans la réussite des élèves au baccalauréat.....	291
8.4.1 Le tableau des performances au baccalauréat.....	293
8.4.2 Origine sociale et performances scolaires dans les groupes de travail.....	297
8.4.3 Tel père, telle fille ?.....	301
Conclusion.....	302
Bibliographie.....	311
Partie Annexes.....	323
<i>Annexe I - Les outils d'enquête : le questionnaire et les guides d'entretien.....</i>	<i>324</i>
<i>Annexe II - Agenda d'enquête.....</i>	<i>334</i>
<i>Annexe III - Coupures de presse.....</i>	<i>337</i>
<i>Annexe IV - Tableaux des dépouillements.....</i>	<i>354</i>

Liste des sigles utilisés

FMI : Fonds Monétaire International

MEN : Ministère de l'Education Nationale

PREF : Plan de redressement économique et financier

PDEF : Plan décennal pour l'Education et la formation

BFEM : Brevet de Fin d'Etudes Moyennes

PAML : Plan d'ajustement à moyen et long terme

ETFP : Enseignement technique et de formation professionnelle

DPS : Direction de la Prévision et des statistiques

CEDEAO : Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe 15 Etats membres

FAWE : Forum des Educatrices Africaines. Il regroupe 33 pays africains

CRDI : Centre de Recherche et de Développement International (Agence canadienne)

ORSTOM : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

UNICEF : Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

UNESCO : Fonds des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture

EGEF : Etats Généraux de l'Education et de la Formation

PAML : Plan d'Ajustement à Moyen et Long terme

Liste des figures, graphiques et tableaux

Figures, graphiques, et encadrés

Figure 1 : Acteurs formels et informels intervenant dans le système scolaire au Sénégal.....	14
Figure 2 : Partenaires extérieurs intervenant sur les politiques éducatives au Sénégal.....	15
Graphique 1 : répartition de la population selon leur expérience dans le préscolaire.....	68
Graphique 2 : Répartition des actifs selon le type d'emploi et la génération.....	80
Graphique 3 : Evolution de l'effectif des bacheliers au Maroc en fonction du sexe et par année.....	105
Graphique 4 : Le type de ménage en fonction du sexe du chef de foyer.....	143
Graphique 5 : Répartition des chefs de ménage selon le sexe et la participation au marché du travail.....	144
Encadré N°1 : Déroulement de l'enquête.....	36
Encadré N°2 : « Je discute peu de mes projets de carrière avec ma famille ».....	285
Encadré N°3 : « On se sent moins favorisées que les garçons ».....	287
Encadré N°4 : « Les garçons sont des complexés ».....	289

Tableaux

Tableau 1 : Evolution de l'effectif des établissements privés au Sénégal.....	56
Tableau 2 : Nombres d'EPES de 1994 à 2007.....	56
Tableau 3 : Répartition des « jardins d'enfants » dans la région de Thiès selon le statut et le département en 2007/2008.....	64
Tableau 4 : Répartition de la population préscolaire selon les régions du Sénégal.....	69
Tableau 5 : Sénégal, survivants par année d'études et par sexe.....	71
Tableau 6 : Evolution des nouveaux inscrits en 1ère année d'études élémentaires par sexe...87	87

Tableau 7 : Evolution du taux d'abandon par niveau d'études de 1993 à 1998.....	89
Tableau 8 : Répartition des inscrits selon la série et le secteur.....	93
Tableau 9 : Pourcentage des inscrits selon la série et le secteur	93
Tableau 10 : Le taux de réussite des filles à l'examen du baccalauréat selon la série et selon le secteur pendant l'année scolaire 2005/2006.....	95
Tableau 11 : Evolution des inscrits par type de série entre 2000 et 2005.....	98
Tableau 12 : Répartition des élèves selon le sexe et les études projetées dans le cycle secondaire au Maroc.....	107
Tableau 13 : Eléments de comparaison entre les milieux éducatifs sénégalais et béninois...	113
Tableau 14 : Répartition de la population au Sénégal et au Bénin.....	113
Tableau 15 : Répartition des groupes de travail selon le secteur et la mixité.....	206
Tableau 16 : Réussite au baccalauréat des élèves en fonction du type de groupe de travail fréquenté (2007/2008).....	294
Tableau 17 : Réussite au baccalauréat dans les groupes de travail présents dans le secteur privé en 2007/2008.....	295
Tableau 18 : Admission au baccalauréat selon le groupe de travail.....	296
Tableau 19 : Répartition des élèves ayant réussi au baccalauréat en 2007/2008 en fonction des groupes socioprofessionnels.....	299

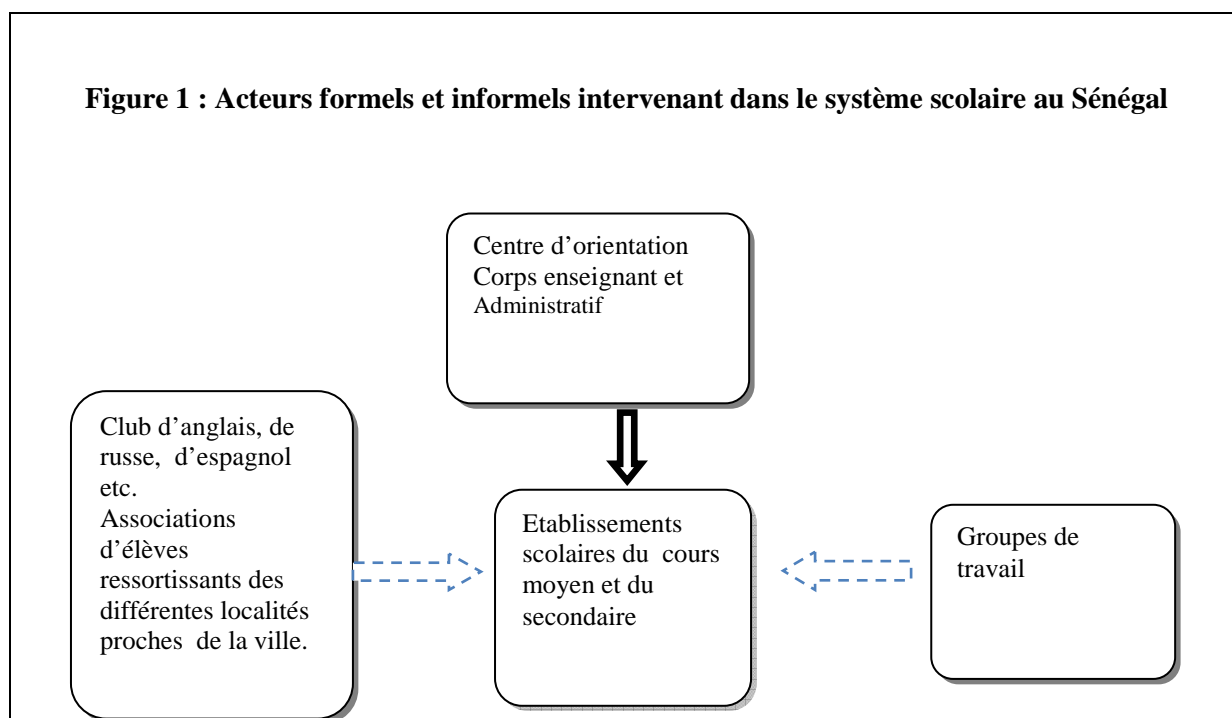
Introduction

Après soixante ans d'indépendance, la couverture scolaire au Sénégal a été largement améliorée, mais elle exclut encore une bonne partie de la population. Le pays peine à atteindre la scolarisation primaire universelle et la moitié de la population reste analphabète (Unesco, 2010). La population scolarisée a considérablement augmenté, enregistrant un accroissement de plus de 50% dans les lycées¹, en l'espace seulement de 17 ans (1990-2007). Cette augmentation du nombre d'élèves représenté par 60.9% de garçons contre 39.1% de filles (Maïmouna Fadiga, 2008) révèle l'existence d'une disparité entre les sexes.

L'accroissement de l'effectif scolaire a entraîné d'importantes modifications dans le paysage éducatif. Les formes d'investissement scolaire se sont diversifiées et de nouvelles stratégies individuelles et collectives axées sur la réussite scolaire, ont favorisé l'émergence de nouveaux types d'acteurs. Parmi ces derniers, nous distinguons les « Groupes de travail », les Associations d'élèves ressortissants des villages environnants, les « Clubs d'Anglais », de Philosophie, de Mathématiques qui sont en fait les animateurs informels d'une activité de sociabilité scolaire largement ignorée par les instances officielles. (*cf. Figure 1*).

¹ Les lycées sont constitués de classes allant de la 2^{nde} à la Terminale, en passant par la 1^{ère}. Ces trois niveaux constituent l'enseignement secondaire général dans le système d'enseignement au Sénégal. Nous utiliserons donc, dans cette thèse les termes « d'enseignement secondaire » pour parler des lycées. Nos travaux portent donc sur les classes de 2^{nde}, de 1^{ère} et de Terminale au sein desquelles deux filières sont représentées : les filières littéraires constitués d'élèves inscrits en séries L (L1, L2) et les filières scientifiques pour des élèves inscrits en séries S (S1, S2).

Figure 1 : Acteurs formels et informels intervenant dans le système scolaire au Sénégal

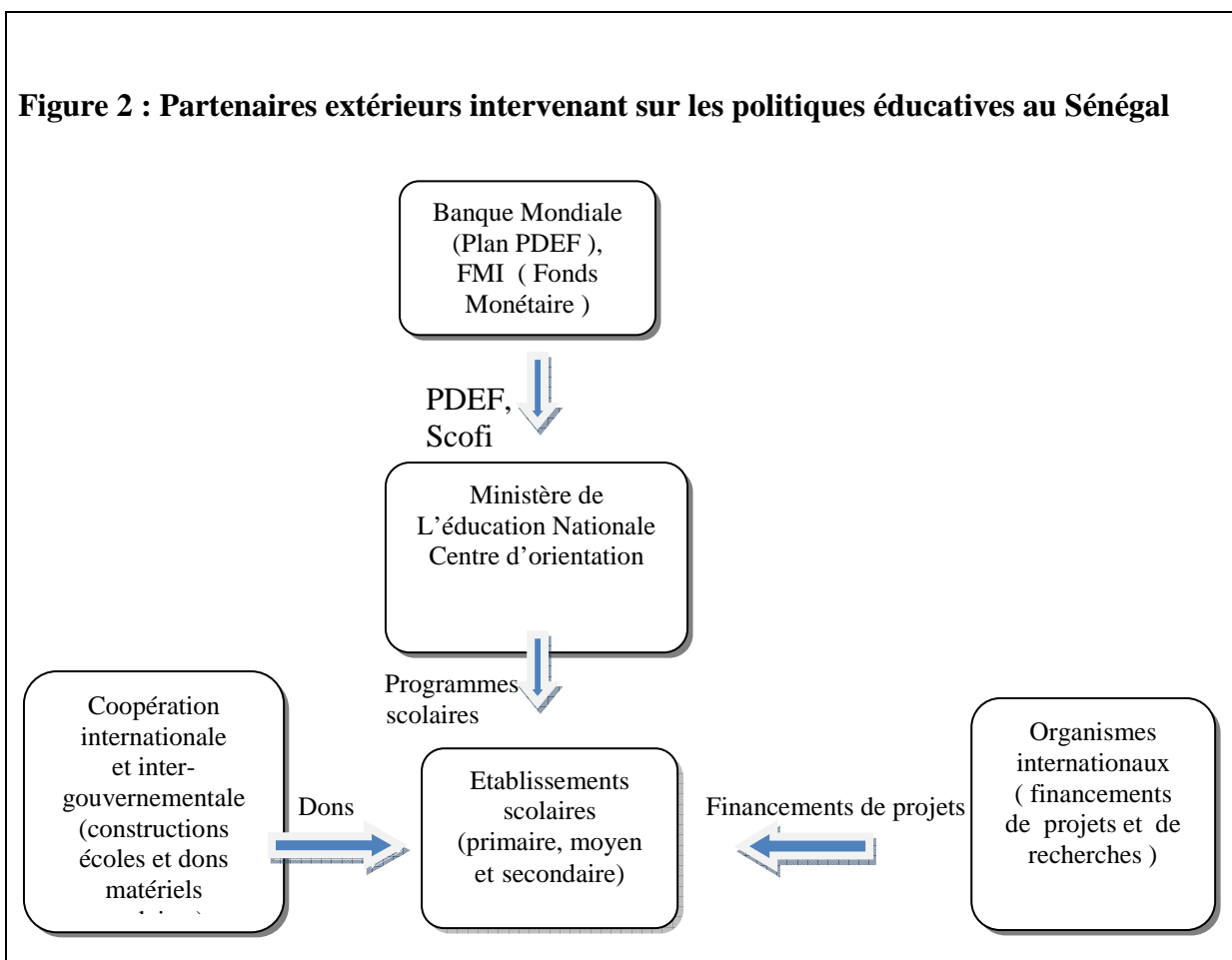


Ces collectifs d'acteurs mobilisent une écrasante majorité d'élèves, dans les secteurs public et privé de l'enseignement. Cependant, en raison de leur existence officieuse, ils ne sont pas légitimés à émettre des avis sur les orientations qui affectent la vie scolaire. Les décisions qui organisent le fonctionnement du système d'enseignement sénégalais sont davantage le fruit de négociations entre les acteurs internationaux comme la Banque Mondiale² et les instances

² La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (F.M.I.) sont des institutions financières du système des Nations-Unies et leurs rôles sont complémentaires. Le FMI est centré sur les questions macroéconomiques et consent des prêts assortis d'échéances courtes ou moyennes tandis que la Banque mondiale s'occupe souvent du long terme. Les services du FMI et de la Banque mondiale collaborent étroitement dans le cadre de l'aide fournie aux pays et sur les questions qui intéressent les deux institutions. Celles-ci s'organisent aussi souvent pour faire coïncider leurs missions dans les pays ou envoient des représentants prendre part aux missions de l'autre institution. Les évaluations du FMI sur la situation et la politique économique d'un pays sont prises en compte dans l'évaluation des projets de développement ou de réforme que réalise la Banque mondiale. De même, les conseils de la Banque sur les réformes structurelles et sectorielles sont pris en considération dans les conseils de politique dispensés par le FMI. Les services des deux institutions coopèrent également à l'élaboration de la conditionnalité dont sont assortis leurs programmes de prêts respectifs. (Informations tirées du site du F.M.I.).

Etatiques, que d'un réel processus interne engageant les différents acteurs présents dans les structures éducatives.

D'une part, ces acteurs internationaux parviennent à imposer les schémas éducatifs de leur choix, comme la massification au niveau de l'école élémentaire, au détriment d'une valorisation de l'enseignement supérieur. D'autre part, « ces partenaires au développement » sont secondés par un réseau d'organismes que nous appellerons dans cette thèse, des acteurs satellites (*cf. Figure 2*) dans la mesure où ces derniers interviennent en aval, par des contrôles et des rappels à l'ordre sous formes d'articles de presse ou de publications à caractère « scientifique » lorsque sur le terrain, ces politiques éducatives peinent à être appliquées.



L'intervention de ces partenaires au développement connus aussi sous les étiquettes de « bailleurs de fonds », s'est déroulée au Sénégal dans un contexte de tensions sociale et politique, dont les trois points culminants dans l'enseignement ont été une année blanche³ enregistrée en 1988, une session unique d'examen en 1992 et une année invalide en 1994. Cette intervention a pris la forme de politiques d'austérité budgétaire qui se sont matérialisées sur les tissus économique et social, par des « programmes d'ajustement structurel ». L'éducation, la santé et l'emploi sont les secteurs qui ont le plus souffert des programmes d'ajustement (Diouane, 2000 : 11), en contradiction avec les logiques sociales (Makhtar Diouf, 1992 :63).

L'impact des politiques d'ajustement structurel (P.A.S.) dans les villes et le monde rural, la place des femmes dans la société, la démocratie ont été les thèmes qui ont émergé de ce contexte social de crise (Unesco, 1995 : 3). Les acteurs satellites ont joué un rôle déterminant dans l'exploration et la vulgarisation de ces nouveaux objets de recherche. La mise en place de centres d'études dépendant de ces organismes, et le lancement d'appels d'offre sur ces thèmes, ont orienté les chercheurs qui ont voulu capter ces fonds, vers ces nouvelles structures d'accueil. Cette situation de dépendance de la recherche vis-à-vis des fonds privés a créé de véritables angles morts dans la réflexion sociologique.

Les collectifs d'acteurs communément appelés « Groupes de travail » que nous étudierons dans cette thèse, n'ont fait l'objet d'aucune réflexion sociologique. Ils ne sont mentionnés à notre connaissance, dans aucune recherche. Ils sont formés de garçons et de filles réunis dans

³ Une année blanche ou une année invalide signifient l'invalidation des enseignements, mais les deux diffèrent, de par leurs conséquences. Quand une année est invalide, les étudiants en subissent les conséquences dans la mesure où les passants redoublent leur année et ceux qui sont en position de cartouche sont exclus. Dans le cas d'une année blanche, c'est le statu quo : tout le monde reprend. Mais, il n'y a aucune répercussion sur le cycle. Celui qui est en première année, par exemple, reprend l'année sans être un redoublant, de même que le cartouchard (source : APS, 2008).

des groupes de trois à sept élèves inscrits dans les mêmes filières, et partageant quelques affinités qui peuvent être liées à la fréquentation d'un cycle antérieur d'études, un réseau d'amis, ou un lieu résidentiel.

A travers des activités de sociabilités scolaires très originales orientées vers la réussite scolaire, les groupes de travail sont devenus des espaces alternatifs et concurrents à la transmission officielle des contenus scolaires et informatifs, prenant en compte à la fois la situation scolaire et les contraintes familiales de chaque élève. Cette nouvelle forme de transmission informelle des contenus d'enseignement, intervient à un moment où non seulement le système éducatif révèle son incapacité de plus en plus croissante, à assurer sa mission essentielle d'encadrement des élèves, mais vit un grand péril, à cause de son instabilité chronique. Dans un tel contexte, le travail même de transmission des contenus d'enseignement, dans sa forme institutionnalisée, s'opère sur fond de contestation sociale, rendant de moins en moins possible la tenue des cours de classe. La remise en cause de cette fonction essentielle de l'école, centrée sur l'organisation de la transmission des savoirs scolaires dispensés en fonction des niveaux d'études, sur la base d'un programme scolaire, a un effet direct sur la vie des lycéens. D'une part ces derniers affirment qu'*«actuellement, on n'apprend rien. Les professeurs se contentent de distribuer des fascicules et c'est tout. Ils ne nous expliquent même pas les cours»*. *«Hier déjà, notre professeur d'Histoire et de Géographie nous a dit carrément qu'il y avait des contraintes de temps et qu'il est obligé de nous donner des fascicules. Puis, il a ajouté que c'est à nous de trouver des solutions pour nous en sortir. Vous vous rendez compte de la gravité de la situation»*⁴. D'autre part, les élèves pensent que pour s'en sortir ils sont *«obligés entre amis de faire des groupes de travail*

⁴ Ndeye Aïssatou S. élève en classe de Terminale S2 (Cf. Annexe III, Les élèves paient les longues grèves des professeurs, 10 juillet 2012).

pour s'entraider »⁵. Ils reconnaissent que « *presque tous les élèves se retrouvent dans des groupes de travail pour tenter de préparer l'examen du bac avec les moyens du bord* »⁶.

Les pratiques éducatives très innovantes dont les groupes sont à la base, sont orientées vers le travail collectif des matières scolaires ; ces pratiques favorisent la rencontre entre élèves issus de groupes sociaux très hétérogènes.

Dans cette thèse, nous montrerons que les activités de ces collectifs sont orientées vers la réussite scolaire des élèves. Dans ce cadre, les groupes de travail sont amenés à trouver des réponses au déficit de ressources sociales, économiques et culturelles (Blöss, 2002 : 7) entravant l'accès aux capitaux scolaires.

Cette question sociale de la disponibilité des ressources socialement légitimes, est au cœur de la société sénégalaise, dans la mesure où le français, langue dans laquelle les élèves sont scolarisés n'est parlée que par une faible partie de la population. L'acquisition du français est presque nulle pour les enfants sénégalais (Moussa Daff, 1990) dont la langue de la concession familiale est majoritairement le wolof⁷. En effet 14% de la population du Sénégal est francophone occasionnel (Mamadou Cissé, 2005) et s'exprime souvent dans un français approximatif. Dans cette faible proportion seulement 10% pratique réellement un français stable contre une majorité qui n'a pas le moindre accès « aux pratiques occidentales de l'écrit » (Lahire, 1995).

⁵ Cf. Annexe III, « Les élèves de Terminale paient les longues grèves des professeurs ».

⁶ Cf. Annexe III, idem.

⁷ Le wolof est parlé et compris par plus de 70% de la population sénégalaise selon Moustapha Samb (2008 :109).

Nous verrons que les activités de sociabilité scolaire développées par les collectifs d'élèves, jouent en faveur d'une égalisation des chances à l'école. Les lycéens issus de familles modestes apparaissent comme les groupes d'élèves, qui tirent le plus de bénéfice des pratiques éducatives développées dans les groupes de travail. La raison est simple. Ces lycéens appartiennent à des groupes sociaux qui disposent le moins des ressources sociales, économiques et culturelles valorisées par l'école.

Les groupes de travail : un analyseur social et un objet sociologique transversal

Les groupes de travail sont des espaces où les élèves développent diverses activités de sociabilité scolaire, dans l'objectif d'améliorer leurs performances à l'école. Il s'agit d'espaces au sein desquels des vocations scolaire et professionnelle se forment à la faveur de pratiques éducatives réunissant des élèves issus de différents groupes sociaux. Ces collectifs d'acteurs n'ont jamais été mis cependant, au centre d'une réflexion sociologique *a fortiori* d'une étude des rapports entre élèves ou d'une analyse des trajectoires scolaires. Les chercheurs africains et européens qui ont écrit sur l'école sénégalaise, n'ont jamais questionné ces collectifs d'acteurs largement ignorés des instances officielles.

Cette thèse portera sur les groupes de travail dont les activités se présentent pour l'analyse sociologique sous le sceau donc, de la nouveauté. Les pratiques scolaires dont ils sont le lieu, soulèvent un certain nombre d'enjeux sociaux liés au déficit des ressources sociales, économiques et culturelles. Les élèves sont confrontés au niveau familial, à l'absence de ces ressources socio-économiques pourtant valorisées par l'école. Le déroulement des activités scolaires dans les groupes de travail, est révélateur par ailleurs de l'enjeu lié aux rapports sociaux de sexe, dans la mesure où la constitution des groupes de travail relève d'une

construction sociale qui est le fruit des interactions entre garçons et filles présents dans les différentes filières du secondaire. La diversité des groupes de travail investis selon des critères sexués, pose plus largement la question de l'état des rapports sociaux de sexe dans les différents secteurs de la société, et de l'implication familiale des enfants dans les tâches quotidiennes. En ce sens, le fonctionnement des groupes de travail constitue un analyseur social de la répartition des rôles dans les modèles familiaux, et de la division sexuelle des tâches domestiques.

Les garçons sont avantagés par la division sexuelle des rôles sociaux (Momar-Coumba Diop, 2002 : 66 ; Sidibé, 2006 : 163) parce qu'ils sont libérés des corvées. Ils parviennent souvent à utiliser leur temps disponible, pour faire avancer leurs projets scolaire et professionnel. Les filles sont débordées, quant à elles par les diverses activités domestiques. Celles-ci concernent la cuisine, la vaisselle, la lessive etc. (Rodet, 2009 :212) et sont effectuées au quotidien surtout dans le cadre d'un apprentissage domestique.

Par ailleurs, comme analyseur social, les groupes de travail ne sont pas imperméables à l'ambiance sociale. La crise sociale qui s'est muée dans l'espace scolaire en grèves cycliques ayant débouché, à plusieurs reprises sur la paralysie complète du secteur éducatif (*cf. Chapitre I*), a poussé les parents d'élèves à s'interroger sur l'intérêt de l'enseignement général. Cette interrogation sur l'opportunité à suivre un cursus général ne conduisant à aucun métier, s'est manifestée dans les groupes de travail localisés dans le secteur privé par diverses interactions. Celles-ci ont eu comme conséquence tangible, un abandon progressif de l'enseignement général, au profit des formations techniques et professionnelles garantissant un meilleur accès à l'emploi. Ces différentes formations, comme le rappellent les

autorités éducatives⁸ « ont donc une finalité professionnelle et visent une spécialisation selon les filières et le diplôme visé. (...) Les études durent deux à trois ans et les étudiants reçoivent une formation théorique et pratique qui est parfois complétée par un stage en entreprise ».

Les groupes de travail constituent un objet transversal à différents domaines d'étude de la réflexion sociologique. Dans le déroulement de leurs activités scolaires, les élèves mettent à contribution, de diverses manières, le groupe familial. La configuration de la structure familiale, comme nous le verrons, peut être un indicateur du niveau de participation des élèves aux activités scolaires. Le modèle parental peut parfois encourager l'élève à s'investir dans les groupes ou le décourager. L'implication des filles dans les tâches domestiques au détriment de leurs études, contribue à faire de la famille le lieu de « reproduction des pratiques et des idéologies sexuées » (Blöss, 2009). En cela, l'étude des groupes de travail pose en même temps la question de la transmission des dispositions sociales et culturelles mettant les élèves dans les conditions de répondre favorablement aux attentes de l'institution scolaire.

L'impossible genèse des groupes de travail

Sur la base de témoignages d'anciens élèves, il est possible de dire que les groupes de travail sont présents en milieu scolaire, depuis au moins deux décennies. Cependant, il est impossible de déterminer l'année de leur apparition ni les formes qu'ils ont pu prendre, à différents stades. Seulement, pouvons-nous émettre l'hypothèse que la crise sociale qui s'est emparée des différentes sphères de la société, à partir des années 1980, a non seulement introduit un

⁸ Portail du Ministère de l'Éducation nationale consacré aux examens. Pour accéder au site : <http://examen.sn/spip.php?article990>

facteur supplémentaire de discrimination à l'égard des élèves dont les parents ne peuvent plus supporter les dépenses scolaires, faute de revenus suffisants (Diagne et Dovoedo, 2003), mais a créé aussi les conditions qui ont permis l'apparition des groupes de travail. La diminution de « la capacité des parents à contribuer à l'éducation des enfants » (Unesco, 1995 : 3), manifestée par la perte de revenus, la suppression des internats⁹ (Sidibé, 2006) et des bourses d'internat dans les lycées en 1980/1981 (Bonnardel, 1993 : 370) ont également poussé les élèves à fréquenter en masse les groupes de travail.

Du point de vue de la composition interne, les groupes de travail obéissent à des logiques dépendantes des trajectoires scolaires et du niveau des élèves dans le cursus. Les modes de cooptation des membres à l'intérieur des filières se font sur un mode largement affinitaire. Le lieu résidentiel suffit parfois à créer cette affinité. Les groupes de travail s'adaptent à la réalité scolaire faite de passage en classe supérieure, de redoublement et d'exclusion. De nouveaux réseaux se créent à chaque nouvelle année. Il arrive aussi qu'un même réseau survive à plusieurs années scolaires.

Présentation des différentes parties de la thèse

L'analyse des mécanismes de fonctionnement des groupes de travail permet de dégager trois grands axes principaux de réflexion. Ces axes permettront de questionner les activités de sociabilités scolaires au cours desquelles les élèves mettent en commun des contenus scolaires, culturels et sociaux au bénéfice d'un collectif. Dans la première partie de la thèse,

⁹ Le système éducatif s'est caractérisé à ses débuts au Sénégal par un système d'internat qui avait comme avantage de permettre aux élèves venus de localités éloignées d'être logés sur place et aux élèves de conditions modestes de pouvoir être pris en charge. Nous relayons ici les critiques de Amady Aly Dieng, auteur du livre « Réflexions sur les problèmes de l'Afrique noire, 2013 » qui fait remarquer ce paradoxe voulant que les autorités qui ont supprimé les internats sont ceux mêmes qui sont « rentrés pieds nus dans les internats » et qui y ont trouvé vêtements et nourritures. (Pour en savoir un peu plus sur les internats, se référer à l'Annexes 3, Extraits de Journaux à l'article intitulé « La suppression des internats »).

composée de trois chapitres, nous interrogerons le contexte social de crise qui a vu l'apparition de ces nouveaux types d'acteurs. Nous montrerons que les transformations opérées durant cette période de tension à la fois sociale, politique et économique ont profondément marqué le paysage éducatif sénégalais. Le dernier chapitre de cette partie sera consacré à l'analyse comparative des systèmes d'enseignement marocain et béninois parce qu'ils partagent avec le Sénégal un système éducatif hérité, il y a une soixantaine d'années de la colonisation. Ces comparaisons permettront de questionner les formes d'investissement scolaire en cours dans ces différents pays. Ces questionnements seront très utiles, dans l'analyse des trajectoires scolaires des lycéens, mais aussi dans l'étude de leurs projets professionnel et matrimonial.

L'apparition des groupes de travail en milieu scolaire a créé un engouement parmi les élèves. Néanmoins, les filles sont entravées dans leur élan par les tâches du quotidien auxquelles elles sont régulièrement affectées. D'où l'idée, dans la seconde partie de cette réflexion divisée en trois chapitres, d'étudier les relations entre le fonctionnement des groupes de travail et la répartition des rôles parentaux donnant la clé de compréhension de la division sexuelle des tâches domestiques. La troisième partie dévoilera la manière dont les groupes de travail participent à l'amélioration des performances scolaires des élèves. Deux chapitres permettront d'analyser en profondeur les résultats obtenus dans les différents groupes sociaux et les mécanismes par lesquels les élèves surmontent leurs déficits social, culturel et économique afin d'augmenter leur chance de réussite. Nous reviendrons pour conclure, à l'affirmation de départ selon laquelle les usages sociaux des groupes de travail participent au Sénégal, à l'égalisation des chances scolaires. Nous montrerons les mécanismes par lesquels les activités de sociabilité scolaire favorisent la réussite des élèves.

Première partie : les transformations sociales opérées dans le champ scolaire sénégalais

La première partie de la thèse étudiera tout d'abord, la crise sociale des années 1980 dans ses différentes répercussions scolaires (Chapitre I). Quelles ont été les mesures prises par l'Etat du Sénégal, fortement endetté, pour surmonter l'assèchement de ses finances publiques ? Comment les mesures se sont-elles traduites au niveau du système d'enseignement ? Nous montrerons que les politiques d'austérité dénommées « programmes d'ajustement structurel » ont été appliquées sous la supervision de deux acteurs internationaux appelés aussi bailleurs de fonds : le Fonds Monétaire International (F.M.I.) et la Banque Mondiale. Les mesures de stabilisation qui ont été dictées par ces deux institutions financières, comportent la dévaluation de la monnaie, la réduction des dépenses publiques, l'augmentation des frais à la charge des utilisateurs des services publics, et le blocage des salaires (Unesco : 1995). Les autres mesures de restructuration de l'économie passent par la réduction ou l'élimination des contrôles de prix, la réforme du secteur public, et la libéralisation du commerce. Ces plans de stabilisation de l'économie provoqueront une crise sociale qui touchera tous les secteurs.

Dans le premier chapitre, nous montrerons comment les réformes ont installé le système éducatif dans une instabilité chronique et bouleversé les relations entre les catégories populaires et l'institution scolaire jusque-là perçue comme un corridor d'accès vers la fonction publique. Nous interrogerons le détail de cette contestation sociale caractérisée par des explosions de violence (Harouna Sy, 2008). Nous verrons aussi comment cette contestation s'est muée progressivement en une nouvelle forme musicale « le rap » introduite par une jeunesse qui se considère, dorénavant comme les « déchets » de l'école.

Les transformations apparues dans les relations entre les populations et l'école publique, se sont traduites par une prolifération d'écoles privées de formation professionnelle. La forte demande, en matière de formations technique et professionnelle a aussi entraîné une accentuation des trajectoires sexuées ; les filles privilégiant ainsi les formations professionnalisantes au détriment de l'enseignement général.

Quelles significations sociales peut revêtir cette différenciation des trajectoires, dans un milieu éducatif où la scolarisation universelle et l'instruction féminine furent pendant une décennie instituée, comme une priorité nationale ? Quelles sont les causes profondes de cet intérêt des filles pour ces formations professionnelles faites au détriment des longues études donnant accès à plus de responsabilités, quand on sait que l'action des autorités gouvernementales ces dernières années, mise en avant dans le programme dénommé « L'Education pour tous¹⁰ » (Unesco, 2008) a surtout visé d'ici 2015, l'égalité entre les sexes dans l'accès aux études supérieures ?

A travers l'étude des trajectoires scolaires, nous montrerons que les différenciations sexuées n'existent pas dans le « préscolaire » communément appelé « jardins d'enfants » au Sénégal. Nous montrerons qu'il s'agit d'une situation unique dans l'enseignement dans la mesure où l'appartenance sexuée apparaît comme un critère discriminant dans tous les autres cycles.

L'intérêt pour les jardins d'enfants permet de faire d'une pierre deux coups, dans la mesure où l'étude des structures d'accueil des enfants de moins de six ans, permet de saisir les

¹⁰ L'éducation pour tous, en 2015, un objectif accessible ? est un plan pour l'égalité d'accès aux études supérieures entre garçons et filles. Il bénéficie du soutien des plusieurs acteurs nationaux et internationaux dont le CNEPSCOFI une association d'enseignantes pour la promotion des filles qui a déroulé un plan de développement pour la promotion des filles. (Cf. Plan pour le développement des filles, Dakar, Unicef, 2008) Pour plus de précisions concernant sur le plan dénommé l'Education pour tous et regroupant plusieurs pays sous développés voici un site : <http://www.unesco.org/education/gmr2008/rapportcomplet.pdf>

contrastes saisissants entre la parité sexuée caractérisant les préscolarisés, et les disparités entre sexes observées au sein du personnel chargé de l'encadrement des enfants. Les diplômés du secondaire constituent le réservoir au sein duquel s'effectue le recrutement de ce personnel. Nous verrons dans cette deuxième partie du premier chapitre que si le secteur privé du préscolaire recrute en masse un personnel féminin à cause de la précarité de l'emploi, vu qu'aucun C.D.I.¹¹ n'a été proposé dans ce secteur, la fonction publique propose de meilleurs salaires avec une bonne perspective de carrière. Cependant, les hommes constituent la majorité du personnel.

La parité sexuée observée dans la fréquentation du préscolaire, ainsi que les disparités chez le personnel d'encadrement amènent à s'interroger sur les rapports de sexe, dans différents niveaux du cursus secondaire ; l'intérêt pour le personnel du préscolaire étant une façon d'observer les trajectoires sexuées dans les générations précédentes. Quelles sont les formes prises par cette différenciation sexuée dans ces différents cycles ? Les progrès scolaires féminins ont-ils connu des évolutions favorables, dans l'enseignement sénégalais, comme des études tendent à le montrer dans les pays développés, par exemple ? Quelles vérités émergent de l'étude des performances féminines et masculines, après l'examen du bac ? Ces questions seront au cœur du chapitre II qui a comme objectif de faire le tableau précis des trajectoires dans le secondaire.

Ce tableau de la réalité scolaire, une fois présenté, suscite de nouvelles interrogations. Comment les trajectoires ainsi décrites sont-elles vécues par les élèves du secondaire ? Nous montrerons dans le chapitre III que les lycéennes évitent de différer l'âge du mariage et qu'il existe une articulation entre leur choix porté sur les formations professionnelles et leurs

¹¹ CDI : Contrat à durée indéterminée.

projets matrimoniaux. En effet, les lycéennes sénégalaises et marocaines plus que leurs condisciples béninoises raisonnent en termes d'harmonisation entre la vie conjugale et la vie professionnelle. Dans ce troisième chapitre centré sur l'analyse comparative entre ces trois pays (Sénégal, Maroc, Bénin), nous verrons que les lycéens manifestent un sens aigu des liens parentaux et filiaux ; ce qui peut se comprendre par le fait que la retraite n'est perçue, par exemple dans le cas sénégalais que par 10% des personnes de plus de 60 ans (Antoine, 2007 : 13) et que les enfants constituent pour les personnes âgées, le seul soutien matériel.

Deuxième partie : Les interactions familles - groupes de travail, un espace imbriqué d'activation des pratiques sexuées

La deuxième partie de cette thèse s'intéressera à la relation très étroite existant entre les modèles familiaux et les niveaux d'implication des élèves dans les groupes de travail. Les modèles parentaux influencent l'organisation interne et le mode de fonctionnement des groupes. Cette influence des structures familiales sur le fonctionnement des groupes permettra d'approfondir les questions suivantes : A partir de quels processus, les lycéens sont-ils amenés à reproduire dans les groupes des différenciations sexuées qui aboutissent à la formation de groupes de travail sans mixité ? Quels rôles jouent les représentations sociales dans l'adoption des attitudes sexuées en milieu scolaire ?

Le Chapitre IV étudiera de façon détaillée, l'acquisition des habitudes qui donnent une dimension sexuée aux activités que les garçons et les filles développent dans le champ éducatif. Les « règles du jeu familial » dévoilent en réalité, les rapports sociaux de sexe qui définissent les domaines d'intervention et les différentes sphères d'action (professionnelle, matrimoniale) où les lycéens peuvent se déployer.

Les ajustements structurels qui ont réduit la capacité des hommes à prendre en charge les besoins du ménage, ont contribué à la participation plus accrue des femmes dans les secteurs productifs. Cette insertion féminine dans les structures économiques a créé les conditions d'une renégociation des relations matrimoniales et du rôle des femmes dans le ménage. Les femmes sont ainsi amenées à réclamer l'accès à des « statuts supérieurs conformes aux nouveaux rôles qu'elles jouent au sein du ménage et au niveau sociétal » (Dial, 2005).

Le Chapitre V pose précisément la question des enjeux sociaux de la composition sexuée des groupes de travail. Cette interrogation a un sens dans la mesure où, dans le précédent chapitre, nous avons vu que les structures familiales ont tendance à orienter les filles vers les tâches domestiques au détriment de leurs études, au moment où les garçons sont encouragés à bâtir un projet scolaire. L'élaboration de deux modèles d'analyse permet d'interroger le processus par lequel les groupes de travail, par une subtile subdivision en plusieurs types de groupes tenant compte des réalités familiales de chaque élève, sont amenés à intégrer les différenciations sexuées dans leur fonctionnement interne ainsi que le déroulement des diverses activités scolaires.

La construction des modèles explicatifs permettra de répondre à plusieurs questions. Par exemple, comment fonctionnent les différenciations sexuées dans le milieu familial ? Quel impact cette différenciation a-t-elle dans l'investissement scolaire des filles et des garçons ? Nous verrons que nous avons affaire en réalité à un modèle de socialisation introverti qui pousse les filles à privilégier la sphère privée et un modèle de socialisation extraverti encourageant les garçons à bâtir un projet scolaire et professionnel solide conduisant à un rôle d'autorité.

La prégnance des représentations sexuées qui accompagnent au Sénégal cette délimitation des rôles introvertis et extravertis, laisse peu de place à un « individualisme dans la vie privée » des femmes, à plus forte raison dans les sphères publiques. Le fait que les modèles parentaux étendent leur rayonnement dans les territoires sociaux où se déploient les groupes de travail posent plusieurs questions. A travers quels ressorts les modèles parentaux parviennent-ils à étendre leurs influences sur la configuration des groupes de travail ? Quels sont les facteurs structurants qui font que les jeunes filles n'arrivent pas à prendre part davantage aux activités des groupes, alors qu'elles en expriment le désir ? Le chapitre VI consacré à l'étude des variations des modèles familiaux dans le choix d'un groupe donné, tentera de répondre à ces différentes questions.

Les rôles parentaux contraignent en effet les filles à être au cœur des préoccupations domestiques, comme nous l'avons vu. Les lycéennes s'occupent de la cuisine, de la vaisselle, du nettoyage etc. Ces tâches constituent un boulet énorme pour leur vie scolaire. Mais il s'agit du prix que les jeunes filles doivent payer pour décrocher le ticket de la conformité sociale qui s'avère très utile dans la négociation matrimoniale.

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous verrons que les garçons sont appelés à investir un rôle d'autorité. Il faut souligner que la crise économique et l'urbanisation, ajoutées au désir d'autonomie de plus en plus grandissant des filles, apparaissent cependant comme des phénomènes perturbants et poussent à une renégociation des rapports sociaux de sexe. Nous montrerons qu'il existe une métamorphose en cours du modèle social. Un modèle de synthèse est en train de se substituer au modèle traditionnel, occasionnant des démarches contradictoires parmi les lycéennes.

Troisième partie : Le rôle dynamique des groupes de travail dans la réussite scolaire des élèves

La troisième partie de cette thèse abordera la question scolaire, avec quelques outils conventionnalistes qui ont semblé pertinents dans l'étude du fonctionnement des groupes de travail. L'objectif du chapitre VII sera d'interroger à nouveau la scolarisation féminine au Sénégal en montrant que la fréquentation scolaire des filles relève de la transgression sociale lorsqu'elle est mise en rapport avec les schèmes qui dictent les conduites sociales. Dans ce chapitre, nous nous intéresserons aussi au surinvestissement scolaire dans les familles modestes et à un phénomène de tricherie lors des examens connu sous le nom de « mutualisation ». Nous laisserons de côté le jugement moral dans l'étude de ce phénomène de tricherie pour mettre l'accent sur les conditions sociales le favorisant, avant de faire la typologie des acteurs mutualistes.

Si la mutualisation constitue le revers des activités de sociabilité scolaire, le surinvestissement scolaire pratiqué par des élèves issus de familles défavorisées, suffit à montrer le réel engouement que les pratiques éducatives arrivent à susciter chez certains lycéens. Le surinvestissement est pratiqué par les élèves en raison inverse du niveau d'insertion de la famille dans les structures économiques. Le « moteur interne » animant le lycéen pratiquant le surinvestissement scolaire semble alimenté par la volonté de sortir de la pauvreté matérielle et d'en faire sortir les parents. La déliquescence du cadre familial parfois polygamique favorise aussi un surinvestissement dans les études chez certains élèves qui perçoivent encore l'école comme la voie royale vers l'insertion professionnelle et sociale.

La question des performances scolaires, abordée dans le chapitre VIII, permettra de se poser quelques questions simples d'apparence. La participation des élèves aux groupes de travail

favorise-t-elle l'accès à de meilleurs résultats scolaires ? Quels sont les résultats enregistrés dans les différents groupes sociaux et sexués qui y prennent part ? Les groupes de travail favorisent-ils une égalisation des chances scolaires ? Si oui de quelles manières ? Telles sont les principales interrogations qui seront au cœur du dernier chapitre de cette thèse et qui permettront de mettre en évidence l'existence d'une différenciation sociale du rapport à la temporalité scolaire. Au moment où les lycéennes expriment « le désir » de se lancer dans la formation professionnelle pour rejoindre la vie active et nouer une relation matrimoniale dans une temporalité très courte, surtout si elles sont inscrites dans l'enseignement privé, les garçons sont majoritaires à dire qu'ils visent des formations universitaires. Les différents types de groupes de travail (mixtes ou monosexes) seront ici articulés aux différentes situations familiales des élèves. Cette articulation permettra de mieux comprendre que chaque type de groupe visant la performance scolaire est une forme d'adaptation aux réalités familiales de l'élève et une manière de maintenir le cap sur l'accès aux capitaux scolaires.

Méthodologie d'enquête

Cette thèse sur les activités de sociabilité scolaire observées dans le secondaire sénégalais a pour objectif de donner de la visibilité aux collectifs d'acteurs désignés sous le vocable de « groupes de travail » et d'étudier leurs mécanismes de fonctionnement. Dans la mesure où aucun texte n'a encore été écrit sur les groupes de travail, il s'agira donc de poser une première pierre, dans la connaissance de ces groupes d'élèves présents, de façon informelle, dans les collèges et les lycées sénégalais. Dans ce travail méthodologique, nous combinons enquêtes quantitative et qualitative. Dans la phase quantitative, l'usage de questionnaires sur une population déjà recensée dans les groupes constitués a permis de saisir les caractéristiques sociales des élèves qui participent aux groupes de travail. Durant la phase

qualitative la démarche d'enquête a consisté en une campagne d'entretiens directifs après une participation observante auprès des élèves actifs dans les groupes et auprès d'informateurs constitués du personnel des établissements du secondaire.

Notre terrain se situe au Sénégal où la population étudiée présente la particularité de vivre au rythme des événements scolaires (rentrée scolaire, examens, fin d'année, passage à une classe supérieure ou redoublement). Nous avons effectué, en tenant compte de cette particularité, un premier voyage de quatre mois qui s'est déroulé d'octobre 2007 à février 2008. Ce premier contact avec le terrain a permis, au-delà du travail d'enquête auprès des élèves participant ou non aux groupes de travail, d'entrer en relation avec les personnels administratifs et enseignants et de recueillir toutes les données utiles sur les élèves et sur l'organisation des établissements. Des questionnaires ont ciblé la population scolaire après un travail d'observation prolongée dans les groupes de travail et dans les bibliothèques. Un second voyage de quatre mois a été effectué au Sénégal de janvier 2009 à avril 2009. Il a été l'occasion de renouer avec les mêmes enquêtés pour mieux faire ressortir le lien entre les données recueillies au cours du premier séjour et les résultats obtenus en fin d'année scolaire par les élèves.

L'enquête de terrain s'est effectuée dans le département de Thiès, situé dans la région du même nom. D'une superficie de 6601km², soit 3,35% du territoire national, la région de Thiès est perçue aujourd'hui comme le deuxième pôle socioéconomique national après la capitale. En ce qui concerne les activités économiques, la région occupe une place importante dans plusieurs secteurs de la vie économique: la pêche, les industries et mines, le tourisme, le transport, l'élevage, l'agriculture, les télécommunications. Thiès est la deuxième ville après Dakar qui est la capitale du Sénégal, tant du point de vue donc, des infrastructures que de

celui de la démographie (1.570 150 habitants). Le choix de la capitale régionale qui compte 571.733 habitants (ANSD, 2009) se justifie par la diversité de sa population scolaire qui mêle villageois venant des localités voisines et vivant dans des familles d'accueil et population citadine. Cette grande hétérogénéité sociale favorise le voisinage de personnes appartenant à tous les groupes sociaux. Une dernière raison de ce choix est que l'auteur de cette thèse est aussi natif de cette ville.

Première catégorie d'informateurs : les élèves

Nous avons réalisé tout d'abord un travail d'observation des pratiques de lecture dans les bibliothèques, et fait une observation participante dans les salles de cours, où les groupes de travail sont à l'œuvre. Les entretiens et les questionnaires ont ensuite pris le pas sur cette première phase d'observation. En tout, 110 groupes ont été recensés sur deux établissements (public et privé). Nous avons administré 210 questionnaires auprès des élèves du secondaire.

Deuxième catégorie d'informateurs : Les enseignants et le personnel administratif dont les bibliothécaires

Notre travail d'enquête nous a mis en rapport avec le personnel très diversifié des établissements scolaires, où nos observations ont eu lieu. Nous avons rencontré des directeurs d'études, des surveillants, des bibliothécaires, et des enseignants. Ce personnel réparti dans différentes branches de l'enseignement scolaire occupe des postes d'observation qui permettent une vue presque unique sur le fonctionnement des écoles et sur le paysage scolaire.

Le travail d'échantillonnage

Le nombre réduit du personnel encadrant ne nous a pas laissé un éventail de possibilité très large quant au choix de la méthode d'échantillonnage. Nous avons interrogé auprès de ce personnel toute personne disponible et qui pouvait contribuer à la connaissance des parcours scolaires des lycéens dans les groupes et toute personne ayant accueilli favorablement notre démarche.

Un échantillonnage raisonné a été nécessaire. Nous avons procédé à un échantillonnage stratifié, en ciblant les cursus, les groupes sociaux et sexués. En raison de la surreprésentation des garçons et des séries littéraires dans les groupes, nous avons choisi ce mode d'échantillonnage pour avoir la représentativité nécessaire dans chaque groupe. Du fait de la taille réduite des groupes recensés dans le secteur privé, nous avons interrogé tous les élèves participant aux groupes de travail.

L'exploitation des données statistiques

Les données des MEN¹² (Ministères de l'Education Nationale) sénégalais, marocain et béninois ont beaucoup contribué à améliorer nos connaissances sur la fréquentation des lycées tant au niveau national que régional ainsi que la répartition des garçons et des filles dans les différentes filières de l'enseignement général et technique.

¹² Ministère de l'Education Nationale

Encadré N°1 : Déroulement de l'enquête

Les enquêtes auprès des élèves : Il faut convenir que ces enquêtes ont revêtu deux formes différentes. D'une part, nous avons interrogé des élèves, pris isolément, pour connaître leurs parcours puis nous avons eu des entretiens directifs avec ceux qui participent aux groupes de travail. Les groupes comptent généralement entre 4 et 6 élèves. Nous avons administré des questionnaires aux élèves de chaque groupe de travail et ce, dans divers endroits : devant les salles de cours et dans les bibliothèques et à l'entrée des établissements. Les élèves ont fait montre d'une grande disponibilité et chacun nous a accordé, quand c'était possible au moins une demi-heure à une heure d'entretien. Dans les groupes de travail, les entretiens effectués ont généralement été précédés d'une phase d'observation au cours de laquelle nous avons assisté aux séances de travail. Celles-ci ont une durée moyenne de deux à trois heures mais peuvent prendre parfois toute une matinée ou une après-midi.

Parfois le lieu de rendez-vous de l'entretien se trouvait être chez l'élève. De façon générale, ces entretiens se sont déroulés dans l'enceinte des établissements. Les salles de classe inoccupées nous ont servi de lieu d'entretien. Les élèves n'ont eu aucun mal à répondre à nos questions et ont été pour la plupart à l'aise et prolixes. Ils ont vu, à travers notre personne, un camarade qui a eu la chance d'accéder à des études supérieures et qui pouvait leur apporter des informations sur les filières à l'université ainsi que les débouchés. Tous, sans exception, nous ont interrogé sur les branches intéressantes dans les sciences humaines à l'Université et sur les démarches à suivre pour étudier dans les universités européennes.

Les observations participantes : Nous ne manquerons pas de souligner l'importance que les questionnaires et les entretiens dirigés revêtent pour ce travail de terrain. De toute façon, il était difficile de ne pas y sacrifier. Faire passer des questionnaires seulement aux élèves appartenant à ces groupes, sans être sur place pour assister au déroulement des séances de travail était, du point de vue du travail qui nous attendait, impensable. D'ailleurs, la pertinence des questions soulevées durant les phases ultérieures de l'enquête dépendait du travail préalable d'observation ainsi que de notre participation aux séances de travail dans les groupes. Nos premières séances d'observation se sont faites *incognito* dès le début de l'enquête en octobre 2007. Nous avons essayé donc de passer inaperçu, dans un premier temps. Nous fondant dans le décor nous avions plus l'air d'un autre élève en classe de Terminale que d'un chercheur essayant d'en savoir davantage sur le fonctionnement des groupes de travail. Les séances ont eu lieu dans les salles de cours. Généralement les groupes

s'installent devant le tableau et travaillent les exercices. Ces derniers terminés, nous en profitons pour les interroger sur leur façon de travailler, la manière dont ils se sont connus, ce que ces groupes leur apportent, de façon concrète etc. Ces entretiens ont été collectifs. Les élèves donnent des raisons différentes voire divergentes de leur choix de tel groupe de travail plutôt que de tel autre. Ils parlent aussi de leur projet de carrière.

La démarche méthodologique d'une observation participante répond tout d'abord à un souci qui est celui de connaître de façon préparatoire à l'enquête proprement dite, les traits caractéristiques de chaque groupe et la position de chacun des membres. A travers les premières observations, les groupes peuvent être définis comme des associations informelles de lycéens, sans aucune hiérarchie et qui cherchent à améliorer leurs performances scolaires. Les interactions au cours des séances jettent une lumière sur les relations de dépendance qui accompagnent le travail des cours. Ces relations de dépendance ne sont pas, tout à fait unilatérales. Elles sont liées à l'ordre du jour. Elles montrent surtout une relation de complémentarité bénéfique aux membres et qui soude le groupe. Dans les bibliothèques nous avons noté que les filles sont très présentes. Elles viennent y faire leur révision et emprunter des bouquins. Assises autour d'une table, chacune ouvre un cahier ou un livre et lit en silence. Ces rencontres se terminent par des débats sur les textes lus ou sur ceux du programme scolaire.

Les professionnels de l'enseignement : Lors de l'enquête de terrain, le personnel encadrant composé de professeurs, de bibliothécaires et de surveillants a été notre premier interlocuteur. En tout 32 entretiens directifs ont été effectués auprès de ce personnel. Ces entretiens se sont déroulés au sein des établissements dans les bureaux des interviewés. Nous avons eu des entretiens répétés avec les surveillants, les bibliothécaires et le personnel du bureau des examens chargé de l'archivage des notes scolaires. Concernant le corps enseignant, ces entretiens se sont déroulés dans la salle des professeurs. Dans les établissements publics, la direction nous a laissé faire sans se préoccuper de nous outre mesure. Le proviseur et le censeur ont été inaccessibles. Nous avons continué nos démarches auprès des surveillances générales, des bibliothécaires et du bureau des examens sans l'aval du censeur.

Dans le privé, par contre où nous avons effectué des enquêtes, l'administration a été à nos côtés, à chaque étape du travail exploratoire, documentaire et du travail de terrain. Elle nous a introduit auprès des élèves et des professeurs et nous a remis tous les documents utiles pour nos recherches. Leurs coordonnées personnelles qu'ils nous ont transmises nous ont permis même après notre retour en France de compléter des informations recueillies.

PREMIERE PARTIE

***LES TRANSFORMATIONS SOCIALES OPEREES DANS LE CHAMP SCOLAIRE
SENEGALAIS***

S'interroger sur les transformations sociales opérées dans le champ scolaire sénégalais, revient à questionner en même temps les conditions socio-historiques marquées par des perturbations de toutes sortes qui ont conduit à l'apparition, puis à l'essor des groupes de travail en milieu scolaire. Les circonstances de l'émergence, dans le paysage éducatif, de ces collectifs d'acteurs, en marge des instances officielles, montrent que si les interactions ayant abouti à la création et à la diversification des groupes de travail se déroulent dans les espaces éducatif et familial, plusieurs facteurs économique, politique et social (c'est-à-dire un contexte national de crise aiguë) auront contribué à les rendre de plus en plus incontournables, dans les modes de sociabilité scolaire.

Le Sénégal a connu à partir des années 1980 la crise scolaire la plus grave de son histoire. Cette crise du système d'enseignement secondaire et supérieur sénégalais « a dépassé celle de Mai 68, en durée, en extension mais surtout en gravité » (Ndoye et Camara, 1991 :491). Dans cette première partie de la thèse, nous verrons que les dysfonctionnements qui ont conduit à la paralysie du secteur éducatif ont touché non seulement tous les secteurs de la vie au Sénégal mais s'ajoutent à une « tare originelle » spécifique à l'école sénégalaise « de type occidental ». En effet, celle-ci a longtemps été perçue « comme un instrument de domestication des indigènes » (Ndoye et Camara, 1991 :493) dans la mesure où elle servait à pourvoir en auxiliaires l'administration coloniale.

Plusieurs questions permettront de mieux saisir le contexte social qui a favorisé l'émergence des groupes de travail. Nous verrons que leur apparition en milieu scolaire coïncide non seulement avec les réformes structurelles mais constitue, sur le plan de la prise en charge des élèves abandonnés à eux-mêmes, une réponse à la fragilisation sociale des familles

confrontées au chômage et à la précarité. Quelle est la nature de la crise sociale qui a frappé ce pays, ancienne capitale de l'A.O.F¹³, réputé parmi les plus stables de l'Afrique de l'Ouest ? Quelles ont été les répercussions de cette crise dans les différents secteurs de la société ? Quelles sont les transformations sociales que cette crise a engendrées dans le secteur scolaire ? En quoi ont-elles pu être des incubateurs ou des vecteurs puissants pour les collectifs d'acteurs communément appelés « groupes de travail » ? Telles sont les questions qui permettront de saisir les transformations sociales à l'œuvre dans le champ éducatif sénégalais. Ces interrogations permettront de dresser le tableau des phénomènes ayant conduit à l'appauvrissement des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes.

Plusieurs chiffres ci-dessous permettent de mettre le doigt sur les difficultés rencontrées par les populations, dans l'accès à l'emploi et aux services de bases au Sénégal. En réalité, les populations sont frappées de plein fouet par les politiques de rigueur imposées par les institutions de Bretton Woods, d'abord en 1984, puis reconduites à travers un nouveau plan (1998) pour une troisième « facilité d'ajustement structurel renforcé » (FASR). Les effets de ces plans successifs s'ajoutent à une ambiance économique morose. Deux personnes sur trois sont touchées par la pauvreté, au moment où seulement 16.7% des ménages a accès à l'eau courante, et 23% au réseau électrique (Tom Seck, 1997). Les dysfonctionnements affectent tous les secteurs. La détérioration des termes de l'échange¹⁴, la dégradation de l'agriculture

¹³ L'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) réunissait tous les pays de l'Afrique de l'Ouest sous domination française. Cette structure dont le siège était à Dakar jusqu'à l'accès à l'indépendance en 1960 des colonies administrait pour le compte de la métropole les différents pays dont la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Bénin, le Burkina Faso, le Togo.

¹⁴ D'après Bernard Conte (2002), le débat sur la détérioration des termes de l'échange des pays producteurs de produits primaires a été lancé par Prebisch et Singer en 1950. A partir d'une étude du commerce extérieur de l'Angleterre, Prebisch conclut à une détérioration d'environ 60% des termes de l'échange des produits primaires par rapport aux produits manufacturés entre 1876 et 1938. Par hypothèse, Prebisch considère que les pays du tiers-monde exportent leurs matières premières vers les pays développés d'où ils importent des produits manufacturés. Ainsi les termes de l'échange des pays du Sud se sont détériorés. La détérioration des termes de l'échange des pays du Sud contribue à l'augmentation du revenu réel des pays développés. En d'autres termes quels que soient le lieu et le secteur où se produisent les gains de productivité, ils entraînent inexorablement l'augmentation du revenu réel des pays développés et la diminution de celui des pays en voie de développement.

de rente (arachide, riz, coton) consécutive aux cycles de sécheresse font chuter, entre les périodes 1979/1983 et 1989/1992, le taux de croissance du PIB de 3.8% à 1.7% (Maïmouna Fadiga, 2003). La dévaluation du franc cfa¹⁵ qui s'en suit en 1994 engendre une baisse des revenus par tête d'habitant, « ce qui fait régresser le Sénégal du Groupe des pays à revenus intermédiaires à celui des pays à faibles revenus » (Maïmouna Fadiga, 2003 :35).

La traduction sur le plan scolaire des politiques de rigueur, au-delà de la diminution des moyens affectés à l'éducation, a sapé les fondements de l'institution scolaire dont « la vocation dans l'imagerie populaire « est de délivrer des diplômes et d'offrir un emploi » (Ndoye et Camara, 494). La faillite de la politique éducative amène les acteurs officiels à convoquer en 1981, les Etats Généraux de l'Education et de la Formation (EGEF) et à déposer des conclusions après trois ans de réflexions qui devaient fournir des matériaux de « l'Ecole nouvelle¹⁶ ». Cette « école nouvelle » censée stabiliser le système éducatif que les Etats généraux devaient contribuer à mettre en place, a été très vite rattrapée par la crise scolaire. D'où l'idée répandue que l'école nouvelle connaît une crise de paternité. Les événements qui ont suivi la réforme, c'est-à-dire l'année blanche (1988) et l'année invalide (1994), ont fait voler en éclats les derniers espoirs de stabilisation du système scolaire.

¹⁵ Le Cfa qui est la monnaie que le Sénégal partage avec le Bénin et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et du Centre (CEMAC) a été dévaluée en 1994 dans le cadre justement des réformes structurelles. Il est très curieux que les différents auteurs qui ont décidé de questionner la crise aient carrément évacué de leurs problématiques l'enjeu que constitue le cfa et son rôle négatif dans la crise. Selon Yves Nayiragira, 12 milliards d'euros représentent les réserves logées au Trésor public français que les pays africains n'ont pu mobiliser pour relancer leur économie et faire face aux ajustements structurels. Ce montant avoisine les 14 Milliards d'euros en 2011 (Gassama et al., 2012) si l'on additionne les avoirs des deux banques centrales. Ces réserves sont théoriquement utilisées sur le principe de la solidarité. « La banque centrale dépose ensuite 50 pour cent de ces réserves de change auprès du Trésor français sur le compte d'opération, en contrepartie de la convertibilité illimitée garantie par la France. Ce taux de 50% est entré en vigueur en 2005. Il était de 65 pour cent dans le premier accord. L'article 2 de cet accord stipulait que la banque centrale versera au compte d'opérations du trésor français les disponibilités qu'elle pourra avoir en dehors de la zone d'émission, soit 65 pour cent de ses avoirs extérieurs. Les 35 pour cent doivent servir à des charges bien définies » (Quotidien Le Moniteur de l'Union Africaine).

¹⁶ « Ecole nouvelle » est l'expression désignant l'Ecole à construire à partir du schéma proposé par la commission nationale de réforme de l'éducation tenue en janvier 1981 (Ndoye et Camara, 1991 : 498).

Dans le chapitre I, nous montrons que les réformes visant la transformation du système scolaire jugée « utilitaire »¹⁷ vers une véritable institution d'éducation scolaire qui servirait à « multiplier les formes d'excellence culturelle socialement reconnues » se sont brisées sur les écueils de l'ajustement structurel. Ce dernier a affecté durement les milieux sociaux défavorisés dont le surendettement et la paupérisation ont mis les élèves dans l'incapacité de poursuivre leurs scolarités. Dans l'impossibilité de compter sur leurs familles surendettées¹⁸, les élèves ont cherché de nouvelles stratégies d'investissement scolaire afin d'améliorer leurs chances d'accès à des capitaux scolaires conduisant à un emploi qualifié. Dans le chapitre II, l'accent sera mis sur les formes d'investissement scolaires inspirées par la crise ayant secoué le système d'enseignement, car malgré les difficultés économiques et le chômage des jeunes sortis de l'école, les représentations sociales autour de l'école, nourries par une vision instrumentale ont prospéré plus que jamais¹⁹. Les bénéfices attendus de l'enseignement ont même été renforcés. « Par exemple, toutes les couches sociales investissent dans l'enseignement, en espérant une promotion à des postes de responsabilité dans l'administration, dans les sociétés nationales, et dans des fonctions électives. Toutefois, de nouvelles pratiques voient le jour » (Ndoye et Camara, 1991).

L'étude des trajectoires scolaires des élèves dans les différentes filières du secondaire offrira l'occasion de répondre aux questions relatives au mode d'investissement scolaire des garçons et des filles dans ce cycle. Quelles sont les trajectoires scolaires marquantes dans l'enseignement secondaire sénégalais ? Comment garçons et filles s'investissent-ils dans les différentes filières scientifiques, techniques et littéraires ? Existe-il une dimension

¹⁷ Le mot « utilitaire » est employé ici pour parler de la relation instrumentale que les élèves entretiennent avec l'institution scolaire.

¹⁸ Les familles sénégalaises sont surendettées selon une Etude de la Direction de la Statistique réalisée en 1997.

¹⁹ Ce même paradoxe est noté par Ben Ayed (2002) concernant l'attitude des parents vis-à-vis de l'école française. D'après lui ce paradoxe fait que « jamais les familles populaires n'ont porté autant d'intérêt à l'école et jamais on a autant parlé en même temps de leur désintérêt, voire de leur désinvestissement ».

transnationale de cet investissement scolaire, quand on sait que des pays tels que le Maroc et le Bénin²⁰ partagent avec le Sénégal le même système d'enseignement hérité de la période coloniale ? Les lycéens marocains, béninois et sénégalais développent-ils des stratégies similaires ou opposées d'accès aux capitaux scolaires ? Comment les différentes stratégies s'articulent-elles concrètement au système d'enseignement ? Les particularités nationales produisent-elles des attentes sociales différentes venant des populations scolaires ? Ces pistes de réflexion conduiront à centrer notre propos sur les stratégies développées par les lycéens dans leur désir d'accès aux capitaux scolaires (chapitre III).

L'accès aux capitaux scolaires n'est pas le seul objectif que cherchent à atteindre les élèves. L'interaction des lycéens avec les modèles familiaux permet de voir l'articulation entre la recherche des capitaux scolaires conduisant vers des emplois valorisants et les projets familiaux et matrimoniaux auxquels ils disent accorder beaucoup d'intérêt. Les élèves comptent « rendre la monnaie » à leurs parents qui les ont beaucoup aidés et soutenus. Cette préoccupation tournant autour du maintien de la solidarité familiale semble ici aller de pair avec l'accès aux ressources financières que les capitaux scolaires peuvent favoriser.

²⁰ Le Bénin se situe en Afrique de l'Ouest. Il a accédé à l'indépendance en 1960 sous la dénomination de république du Dahomey après avoir fait partie de l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) dont la capitale se trouvait à Dakar. Le Maroc est, quant à lui un protectorat français depuis la signature du traité de Fès en 1912. Or, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les revendications indépendantistes s'intensifient. Déjà en 1943, le président américain Franklin Roosevelt avait encouragé le sultan marocain Mohammed Ben Youssef dans sa volonté d'indépendance. Puis, à partir de 1947, ce dernier prend ses distances à l'égard du protectorat, fait l'éloge de la ligue arabe et soutient l'Istiqlal, parti de l'indépendance. Cependant, la nomination du général Juin, chef d'État major général de la défense nationale (1947), puis du général Guillaume (1951) comme représentants officiels du gouvernement français à Rabat, montre que la France n'est pas prête à abandonner le Maroc. Dès 1951, le général Juin, soutenu par les colons conservateurs français, menace de destitution Mohammed Ben Youssef s'il ne désavoue pas l'Istiqlal. Sous la contrainte, le sultan cède et déclare se distancer des nationalistes. Devant la détérioration accélérée de la situation, le gouvernement français est de plus en plus mal à l'aise face à la pression internationale et décide de faire revenir le sultan. Dès lors, les choses vont se précipiter. Le 6 novembre 1955, le président français, Antoine Pinay, et Mohammed Ben Youssef signent les accords de La Celle-Saint-Cloud, prévoyant le retour sur le trône du sultan, sous le nom de Mohammed V, et l'indépendance du Maroc. Dix jours plus tard, Mohammed V rentre triomphalement à Rabat. Le 2 mars 1956, après la signature, à Paris, de la déclaration commune annulant le traité de protectorat de 1912, le Maroc accède à l'indépendance (Source :CVCE, 2005).

Le souhait de resserrement du lien intergénérationnel imprègne fortement les projets familiaux des élèves. Ces derniers souhaitent d'après leurs propos, que leurs parents soient à leurs côtés. Mais derrière ces projets, il y a surtout le désir de trouver un point d'équilibre où s'emboîtent projet matrimonial et avenir professionnel. Cette recherche d'une harmonisation entre ces deux sphères montre que les lycéens ont une conscience claire des enjeux sociaux et des bénéfices pouvant être tirés du système éducatif.

L'appauvrissement en masse des populations occasionné par les différentes phases de l'ajustement de l'économie ouvre une perspective analytique permettant d'aborder certains phénomènes rencontrés dans les groupes de travail. Ces phénomènes touchent aux rapports filiaux, d'ailleurs très peu étudiés par les sociologues sénégalais. L'observation des groupes permet en réalité d'apporter un éclairage sur de nouvelles facettes de cette relation sociale qui puise dans le substrat de l'inconscient collectif et qui nourrit l'imaginaire des élèves. En ce sens, le resserrement des liens filiaux et familiaux que les élèves disent vouloir perpétuer, comme témoignage de l'affection qu'ils éprouvent pour leurs parents, peut trouver son explication dans les énormes sacrifices que les parents d'élèves consentent « pour multiplier les chances de leurs enfants d'aller à l'école. Les ponctions volontaires qu'ils opèrent sur leurs maigres revenus se traduisent de plus en plus souvent aujourd'hui par la construction de salles de classe dans leur localité, dans l'espoir que l'administration y affectera des instituteurs ou des professeurs de collège. A cause de ces pratiques, dans un pays comme le Sénégal, la carte scolaire s'est densifiée en dehors de toute prévision et de toute planification » (Nacuzon Sall, 1996 :65).

Chapitre I – L’ouverture du secteur éducatif à l’économie de marché dans le contexte social de crise

La crise scolaire au Sénégal s'est accentuée d'année en année jusqu'à atteindre son apogée dans les années 1980. L'école sénégalaise est peu à peu plongée dans « une perte de prestige » (Malamine Maro, 2005). Les grands centres d'intérêt qui sous-tendent la promotion sociale ont été durement affectés par la crise économique. L'administration publique, secteur qui recrute en masse les diplômés, s'est lancée dans une réforme de réduction de ses effectifs. Cette grande machine d'ascension sociale pour les familles modestes s'est bloquée au moment où le « secteur privé connaît un véritable marasme : l'Etat et les entreprises parapubliques lui doivent de lourdes créances » (Nacuzon Sall, 1996). En réalité, la nouvelle donne à laquelle les familles doivent désormais faire face est que les études deviennent coûteuses, demandent un plus grand soutien financier au moment où « la scolarité s'allonge indéfiniment ».

La décennie qui commence à partir de 1980 se caractérise par « l'élaboration d'une stratégie de massification des grèves ». Celle-ci se traduit par l'élargissement de la « base géographique du mouvement revendicatif » (Momar-Coumba Diop, 1992 : 446). A partir des années 1990, la tension s'empare à nouveau de la scène scolaire et les acteurs cèdent à la violence : « des barricades de pierres » « de fûts vides, de kiosques renversés », de matériaux divers et de « pneus brûlés » font leur apparition dans les rues. Les grévistes font usage « d'armes blanches, de gourdins, de bombes paralysantes et asphyxiantes et recourent à la séquestration de personnalités scolaires et universitaires » (Harouna Sy, 2008 : 12). Les

mouvements de contestation ont depuis l'indépendance, installé le système d'enseignement dans une permanente instabilité. Les grèves éclatent presque chaque année, aux mêmes périodes et pour les mêmes revendications. Il y a une régularité chronologique et une sorte de réglage périodique de l'éclatement des grèves revendicatives. Mais c'est à partir de 1980 que le rythme des mouvements revendicatifs longs et coûteux s'est intensifié au Sénégal. Entre 1960 et 1979, le système scolaire a enregistré sept longues grèves. Elles passeront à quinze entre 1980 et 1999, puis enregistreront une baisse notable entre 2000 et 2008 pour atteindre le nombre de huit.

Les politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international comme solution libérale au sous-développement, sont largement mises en cause dans cette détérioration des tissus social et économique. « Ajustement » n'est rien d'autre que « le nouveau terme introduit par les économistes, pour parler de politiques d'austérité. Au tout début des années 1980, on ne parle que d'ajustement conjoncturel avec les interventions à court terme du FMI. C'est l'entrée en scène de la Banque Mondiale, agence de développement sur le moyen et le long terme qui a transformé cet ajustement conjoncturel en ajustement *structurel*. (Makhtar Diouf, 1992 : 63).

L'éducation, la santé et l'emploi sont les secteurs qui ont le plus souffert des programmes d'ajustement (Diaoune 2000 : 11). Les politiques d'austérité auxquelles ces réformes structurelles ont abouti, ont été menées au détriment des logiques sociales. Dans l'ensemble « l'objectif déclaré est comme dans toute politique économique conjoncturelle, le rétablissement des grands équilibres : stabilité des prix, équilibre des finances publiques et de la balance des paiements, croissance économique, plein emploi ». (Makhtar Diouf, 1992 : 63).

Trois catégories de mesure pour résorber la crise vont être prises à travers un Plan de redressement économique et financier (P.R.E.F.) coïncidant avec le « sixième plan de développement » 1980/1985 auquel succédera un quatrième « plan d'ajustement à moyen et long terme (P.A.M.L.) » allant de 1985 à 1992. Les premières mesures visent l'assainissement des finances publiques et se traduisent par la fermeture de vingt trois ambassades, la réduction des subventions aux denrées de consommation et la fermeture des internats dans les établissements du secondaire.

Sur le plan de l'éducation et de la formation, la part des dépenses d'éducation est restée à peu près constante entre 1981 et 1988 soit 23% du budget national, ce qui explique pourquoi dans le même temps le taux de scolarisation, pour les enfants de 7 à 12 ans ait progressé de 12 points (Makhtar Diouf, 1992). Deux facteurs expliquent cette situation paradoxale. D'une part, le progrès de l'alphabétisation dans les communautés rurales : ce sont les villageois eux-mêmes qui financent les abris scolaires avec le produit de la taxe régionale prélevée au niveau local. D'autre part, l'instauration des classes à double flux consistant à dispenser des cours de manière alternative à un effectif de deux salles de classes, en une journée. Ce phénomène des classes à double flux cache d'autres paradoxes. En effet, dans les écoles rurales « il y a des élèves et pas assez d'enseignants, soit on dispose d'enseignants et pas de salles de classes, soit enfin, il y a trop d'enseignants et d'élèves, et pas de tables-bancs » (Essono, 2004). D'où l'idée des classes multigrades permettant de regrouper des élèves de plusieurs niveaux d'études, dans une même salle de classe et confiés à un même enseignant qui les reçoit soit le matin, soit l'après-midi, en fonction de l'emploi du temps.

En réalité, les ressources sont rentabilisées au maximum, en accueillant des effectifs d'élèves deux fois plus nombreux. Un tel système d'enseignement au rabais ne concerne que les milieux défavorisés. L'école élémentaire remplit davantage une fonction d'alphabétisation que d'instruction. (Ly et Diouf, 1989). Les réformes structurelles qui ont conduit à la réduction du budget alloué à l'enseignement et à la baisse de la qualité de l'enseignement, ont dans le même temps contribué à la baisse du revenu des ménages. Beaucoup d'élèves « sont périodiquement renvoyés de l'école parce que les parents victimes des vagues de licenciement, n'arrivent plus à faire face aux échéances de paiement ». (Jacques Sy, 2002 : 89).

Les temps forts qui ont marqué la crise autrement dit l'année blanche²¹ de 1988 et l'année invalide de 1994 ont entraîné la rupture symbolique du contrat de confiance qui lie l'école publique au citoyen. Dans le même temps, la crise sociale a été un terreau dans lequel plusieurs phénomènes ont vu le jour, à savoir le recrutement massif par l'Etat d'enseignants non fonctionnaires appelés « volontaires de l'éducation », le programme de « l'Education pour tous » (EPT) ainsi que l'ouverture de l'école à l'économie de marché. Les pages suivantes permettront d'étudier la répercussion de tous ces différents phénomènes sur les trajectoires scolaires.

²¹ Une année blanche ou une année invalide signifient l'invalidation des enseignements, mais les deux diffèrent, de par leurs conséquences. Quand une année est invalide, les étudiants en subissent les conséquences dans la mesure où ils redoublent leur année et ceux qui sont en position de cartouche (c'est-à-dire ayant connu un redoublement) sont exclus. Dans le cas d'une année blanche, c'est le statu quo : tout le monde reprend. Mais, il n'y a aucune répercussion sur le cycle. Celui qui est en première année, par exemple, reprend l'année sans être un redoublant, de même que le cartouchard (source : APS, 2008).

1.1– Les phénomènes marquant la libéralisation du secteur éducatif

L'explosion de l'offre en matière de formations professionnelle et technique, dans le secteur privé a été le phénomène le plus marquant de la crise scolaire. Les écoles de formation ont en ce sens augmenté de dix fois leur taille en dix ans. (*cf. Tableau 1*). Des transformations d'ordre juridique ont accompagné l'essor du secteur privé, rendant possible la diversification de l'offre de formation. Entre 1991 et 1994 des dispositions législatives autorisent la création dans le privé, d'écoles d'enseignements professionnel et technique. Ces dispositions législatives marquent l'affaiblissement de l'Etat dans la mesure où ces nouvelles structures privées ne sont pas soumises aux mêmes contraintes budgétaires que dans la fonction publique. « Que ce soit sous formes d'actions collectives ou d'initiatives individuelles, les acteurs économiques n'investissent pas seulement des champs engendrés par la nouvelle constellation nationale, voire internationale, ils prennent aussi de plus en plus possession de certains secteurs de la vie économique et sociale où l'Etat a pendant longtemps joué un rôle prépondérant sinon exclusif ». (Baumann 1998 : 27). Ces secteurs concernent la santé et l'éducation. A titre d'exemple, on assiste à l'ouverture de cliniques et d'établissements d'enseignement (y compris supérieur) appartenant à des particuliers.

Le chômage des jeunes diplômés a modifié durablement le rapport que les populations sénégalaises ont toujours entretenu avec l'institution scolaire. Considérée avant la crise comme un corridor d'accès vers la fonction publique, l'école est désormais perçue, à cause du chômage massif des jeunes diplômés comme une impasse.

Plusieurs remarques s'imposent lorsqu'on s'intéresse à l'emploi et à son corollaire le chômage. Ce dernier ne rend qu'imparfaitement compte au Sénégal, des réalités socio-économiques parce qu'il n'existe pas de véritable statut de chômeur. Les personnes sans activités ne bénéficient pas d'aides venant d'organismes étatiques. Il s'y ajoute que l'oisiveté est très mal perçue socialement. Les gens sans activités se réfugient derrière le statut « d'hommes d'affaires » dans le secteur informel ou de « rat de l'administration »²². Les diplômés de l'enseignement secondaire, voire supérieur qui pouvaient traditionnellement prétendre à un poste dans l'éducation nationale (Baumann, 1998 : 28) ont été parmi les plus touchés par l'arrêt des recrutements dans la fonction publique.

En 1991, le chômage des diplômés sortis de l'enseignement supérieur devient une réalité sociale qui suscite beaucoup d'inquiétude chez les parents d'élèves et chez les élèves du secondaire, dans la mesure où il s'agit d'un phénomène tout à fait nouveau, dans le secteur de l'éducation et de la formation. Tant bien que mal, les secteurs de l'emploi parvenaient à absorber la population sortie des établissements scolaires même avec le diplôme de fin d'études du collège (Bepc). « Avec les crises en tout genre, aujourd'hui au Sénégal, un Doctorat (serait-il de médecine !) n'ouvre pas automatiquement beaucoup de portes. L'administration publique doit réduire ses effectifs, elle ne recrute plus ou presque plus » (Nacuzon Sall, 1996). La situation est plus préoccupante à la capitale où 25%²³ des diplômés n'arrivent pas à trouver un emploi. Il faut souligner aussi que de vains subterfuges sont utilisés par les chômeurs issus de l'enseignement public, pour donner l'impression qu'ils

²² Rat de l'administration est un terme employé pour désigner les courtiers qui de façon informelle squattent l'administration afin de se familiariser avec le personnel. Cette familiarité leur permet de dénicher aux particuliers des papiers d'état civil contre paiement en moins de temps que les délais habituels d'attente.

²³ Chiffres sur la situation des diplômés chômeurs donnés par Baumann (1998). Ces données concernent l'année 1997.

exercent une activité professionnelle. C'est le cas de A. T.²⁴ que nous retrouvons ci-dessous. Ancien étudiant, il a quitté l'école après avoir obtenu son diplôme de maîtrise.

« L'essentiel c'est que je ne sors pas pour mendier ; même ceux avec qui je loge ne savent pas que je chômais... Mais qu'est-ce que je fais ? je suis dans les activités, l'essentiel je ne vole pas (rires) mais je me débrouille, je suis toujours en activité » A.T Maîtrise en 1993.

S'il est socialement valorisant d'être occupé, rien n'échappe cependant, à la sagacité populaire ; d'où les moqueries au sujet de tous ceux qui sont pris en train de dissimuler leur manque d'activités. Ce chômage des jeunes diplômés ajouté à la réelle demande sociale en matière de scolarisation pousse l'Etat, grâce à l'appui de la Banque mondiale à mettre en place le projet dénommé « les volontaires de l'éducation ».

La naissance des « volontaires de l'éducation nationale »

L'Etat applique la flexibilité du travail dans le but de diminuer les dépenses dans le secteur éducatif. En 1997, le système d'enseignement absorbe 33% du budget national. En réalité 93% des dépenses du Ministère de l'Education concerne les rémunérations. « Si le Sénégal s'est toujours félicité du grand nombre de ses intellectuels, leur formation coûte chère à la société. En effet en 1991/1992, l'Etat dépense 19 fois plus par étudiant que par élève du primaire, contre 13 fois plus en 1986/87 » (Baumann, 1998).

Depuis 1995, pour une période de quatre ans, mille deux cents jeunes signent à la rentrée scolaire un contrat de deux ans, renouvelable une fois pour servir l'Etat en tant que

²⁴ A.T. est un ancien étudiant qui cherche du travail. (Baumann, 1998).

« volontaires » de l'éducation. Alors que le BFEM – l'équivalent du BEPC – suffit pour se présenter aux concours, à l'échelle nationale, trois candidats sur cinq retenus ont le niveau du baccalauréat, un sur cinq, un diplôme de l'enseignement supérieur. Ces volontaires ne bénéficient pas de garantie d'embauche et sont rémunérés moyennant une bourse de 50.000 f.cfa²⁵ soit la moitié du salaire d'un instituteur en début de carrière. L'objectif « volontariste » que s'est fixé le gouvernement, en recrutant ces volontaires de l'éducation, consiste à créer 20.000 emplois par an soit un cinquième de ce qui est socialement nécessaire²⁶.

Il faut souligner que les volontaires de l'éducation ne sont en fait volontaires que de nom dans la mesure où la majorité de ces jeunes n'a fait que saisir cette opportunité offerte d'exercer un emploi salarié. Les concernés ont d'ailleurs été les premiers à sortir cette boutade lors des manifestations pour l'amélioration de leurs conditions de travail, et pour en rire aussi.

Le terme de « volontaires de l'éducation » a été médiatisé par les autorités sénégalaises elles-mêmes, à travers les médias publics, en mettant en avant l'idée qu'à travers ce volontariat, les jeunes rendent service à leur pays. L'arrêté du 15 juin 1995 portant création du corps des volontaires porte déjà le nom de « Projet de Volontaires de l'Education (PVE) » et fixe pour quinze (15) ans, la durée du projet. L'arrêté porte sur la création du corps. Il définit les conditions de sélection et de formation ainsi que la prise en charge des volontaires dans le secteur de l'éducation.

²⁵ Ce montant représente à peu près 90 €.

²⁶ Volontaires de l'éducation : le soutien de l'UNESCO, Walfadriji, 1995, p12, 13

La bataille pour la scolarisation universelle

Les travaux consacrés au champ scolaire sénégalais ont mis largement en avant, les programmes éducatifs comme *L'éducation pour tous*. Sous l'impulsion de la Banque mondiale et de l'Unicef, l'Etat a fait émerger des localités les plus reculées, de nouvelles structures scolaires pour offrir *ce droit à l'éducation* au citoyen le plus éloigné. Le brouillard de la médiatisation dissipée, il faut pourtant rappeler que le progrès de l'alphabétisation dans les communautés rurales ne doit rien au projet gouvernemental.

La mobilisation pour une « éducation pour tous » a surtout mis l'accent sur la nécessité d'inscrire les filles à l'école. Cette campagne pour l'inscription massive des populations et pour la création de la « case des tout-petits »²⁷ n'a fait qu'évacuer du débat public, la question des enjeux nationaux et internationaux de l'instruction des citoyens.

Les politiques publiques se sont principalement focalisées sur l'éducation de base, sous l'impulsion des bailleurs de fonds. L'accès à la meilleure formation est devenu à travers la réduction des dépenses publiques, une priorité laissée à la libre appréciation des familles qui y accorde peu ou prou d'importance selon leurs groupes sociaux mais aussi selon l'appartenance sexuelle des élèves. Nous verrons dans la seconde partie de la thèse (*cf. Chapitre V et VI*) que cette appartenance sexuelle de l'élève est déterminante dans le sacrifice financier que les parents seront prêts à consentir dans l'accès aux capitaux scolaires.

²⁷ La case des tout-petits a été créée dans le but de développer les écoles de la petite enfance au Sénégal. Il s'agit d'écoles préscolaires dédiées à la garde des enfants de moins de six ans.

En réalité l'organisation et le fonctionnement du système d'enseignement sont le reflet des nouveaux défis que doit relever l'ensemble des acteurs intervenant dans le système éducatif. Les difficultés paralysant l'appareil éducatif perceptibles dans la régularité des mouvements de revendication, qu'ils viennent du corps enseignant ou des élèves eux-mêmes, montrent que les dysfonctionnements apparaissant en milieu scolaire prennent un caractère de plus en plus conflictuel. Dans les faits « chaque groupe social veut assurer la sauvegarde de ses intérêts » (Nacuzon Sall, 1996 :65). Ainsi cette bataille pour l'accès aux capitaux scolaires fait prospérer l'idée que les « postes de responsabilité semblent généralement octroyés aux diplômés de l'université »²⁸.

La crise sociale ouvre maintenant une nouvelle page concernant la relation que les classes défavorisées entretiennent avec le système scolaire. Avant la crise de l'ajustement structurel, le certificat d'études primaires suffisait comme diplôme aux élèves venant de familles modestes. Le poste ainsi occupé permettait de couvrir les besoins de la famille. Les écoliers de parents pauvres pouvaient avoir ainsi comme objectif le certificat d'études élémentaires fermant le cycle de l'école primaire « avec tous les sacrifices et toutes les renoncations que leur imposait le temps nécessaire aux études élémentaires. Compte tenu de ces délais (6 ans), à défaut des bourses d'études ou des cantines scolaires, la solidarité sociale permettait d'assurer au moins la subsistance » de l'élève (Nacuzon Sall, 1996). En dehors de ce cycle d'étude, les élèves pauvres avaient droit à une bourse. La crise et la récession économique marquent la fin de cette relation des couches sociales modestes avec l'institution scolaire.

Plusieurs questions restent posées : l'école pourrait-elle assurer à tout le monde, la même promotion sociale ? Les milieux défavorisés peuvent-ils prétendre aux mêmes emplois que

²⁸ Nacuzon Sall, idem.

les autres groupes sociaux ? Les chiffres montrent en fait l'inégal accès à l'éducation. 40% de la population a accès à l'école dans un pays qui compte 13.5 millions d'habitants²⁹. Le peu de travaux consacrés à l'enseignement secondaire dans les recherches sur le milieu scolaire n'a pas permis d'apporter des éléments pouvant nourrir une réflexion touchant aux formes d'investissements individuels et collectifs dans ce cycle du secondaire. Fait notable, on observe l'émergence des écoles privées dans le paysage éducatif au Sénégal. Ce développement semble aller de pair avec une féminisation de plus en plus accrue des filières liées à la formation professionnelle et technique. Cette prédilection des filles pour les formations professionnalisantes au détriment de l'enseignement général traduit une nouvelle donne dans les parcours scolaires et constitue le phénomène majeur qui a accompagné la libéralisation du secteur éducatif (*cf. chapitre V*).

1.1.1- L'acte de naissance de l'enseignement privé

La loi autorisant en 1991, la création d'écoles de formation professionnelle et technique semble venir à son heure, au moment où l'Etat semble incapable de financer seul le nécessaire effort d'éducation. Trois ans plus tard, une nouvelle loi porte création du statut des établissements privés. C'est en fait dans cette dynamique que fut lancé en 1994, un « accord-cadre » pour la promotion de l'enseignement privé. Tous ces établissements nouvellement créés sont appelés à désengorger les structures publiques, mais surtout à diversifier l'offre en matière de formation.

En dix ans d'existence seulement (1994-2004), l'effectif des établissements privés a connu une forte explosion atteignant un accroissement de 675% (*cf. Tableau 1*).

²⁹ Données obtenues à partir de l'enquête réalisée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal (ANSD) en 2012.

Tableau 1 : Evolution de l'effectif des établissements supérieurs privés au Sénégal

Année	Nombre d'établissements	Effectif des élèves
1994	4	500
1999	31	5000
2003	48	8000
2004	48	13000

Source : Tamba, 2004

Entre 2004-2007, cette progression a diminué jusqu'à atteindre un rythme de sept établissements créés par an (*cf. Tableau 2*). Le dynamisme du secteur privé dans les filières liées à la formation professionnelle et technique s'explique pour une grande part, par l'insuffisance de l'offre publique en matière de formation professionnalisante. Par ailleurs, la capacité d'accueil des écoles publiques face à une demande de formation de plus en plus élevée, s'est avérée très insuffisante.

Tableau 2 : Nombres d'EPES (Etablissements Privés d'Enseignement supérieur) de 1994 à 2007.

Années	Nombre d'EPES
1994	04
1999	31
2004	48
2007	70

Source : Babacar Niasse, 2009.

« La situation des 25.000 bacheliers de l'année scolaire 2007/2008 qui ont toutes les peines du monde pour accéder à l'enseignement supérieur public, est une illustration de

l'insuffisance de l'offre publique de formation » (Babacar Niasse, 2009). L'Université de Dakar, malgré ses divers démembrements (Centre Universitaire Régional, C.U.R) localisés dans des régions comme celle de Thiès « déclare ne pas pouvoir recevoir plus de 5200 nouveaux bacheliers pour l'année académique 2008/2009 compte tenu de sa capacité d'accueil ³⁰ ». A cette insuffisance de l'offre s'ajoutent d'une part, les conditions difficiles mises en place pour filtrer l'accès aux filières les plus prisées de l'enseignement supérieur public, et d'autre part, les sureffectifs des Facultés de Droit, de Lettres et de Sciences économiques.

Les dysfonctionnements relevés dans l'enseignement public font de l'enseignement supérieur privé un secteur qui attire de plus en plus l'intérêt des parents d'élèves et des investisseurs. « Le standing des locaux de certains EPES³¹, le mobilier trouvé sur place ainsi que les propos d'un Recteur- fondateur qui a eu la franchise d'avouer, sans fanfaronnade apparente, qu'il gagne très bien sa vie avec son établissement » (Babacar Niasse, 2009 :69) est la preuve du poids de plus en plus grandissant du secteur privé dans l'échiquier éducatif.

1.1.2 – La libéralisation de l'économie comme point culminant de la contestation scolaire

La multiplication des établissements privés sur le territoire national répond à une forte demande en matière de formation. La crise qui a secoué le monde scolaire a contribué fortement à cette montée en flèche de la demande en formation technique et professionnelle. Cette période de crise a été accompagnée par un chapelet de revendications sociales diverses.

³⁰ Dakar et Saint-Louis accueillent les deux plus grandes universités du Sénégal. Babacar Niasse rapporte ainsi les propos de l'administration universitaire devant le souhait des nouveaux bacheliers à être orientés à l'université.

³¹ Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur.

Celles-ci portent sur l'insuffisance des bourses, les problèmes d'encadrement des étudiants, les problèmes d'accès au logement, la baisse de la qualité des repas, et la grande vétusté des bâtiments. C'est dans ce contexte que le secteur privé de l'éducation a pris son envol. Si le nombre d'écoles a explosé, le nombre d'élèves demandeurs de formation professionnelle a lui aussi augmenté passant en une décennie (1994-2004) de 500 élèves à 13 000 élèves (cf. *Tableau 1*)³².

Parler de la crise qui a frappé l'école, c'est montrer les limites des politiques publiques qui ont conduit l'enseignement secondaire à des performances qualitatives et quantitatives médiocres. L'une des conséquences des grèves chroniques a été la diminution de l'intérêt des familles aisées pour l'enseignement public, dans un contexte pourtant de forte demande de formation professionnelle et technique de qualité émanant des citoyens.

L'enseignement secondaire ne reçoit en réalité que 28% des dépenses publiques consacrées à l'éducation. Dans la répartition de la dotation en matières pédagogiques et de fournitures scolaires, les limites apparaissent très vite. 95% de ce budget constitue dans les faits, la masse salariale du personnel administratif et enseignant ; ce qui laisse une portion congrue à l'achat de matériels scolaires. Les conséquences de cette répartition du budget alloué à l'école sont importantes. Ainsi le nombre moyen d'élèves atteint 46 par classe sur l'ensemble du pays. Dans la région de Thiès on dénombre 53 élèves par classe et 57 élèves dans les zones semi-urbaines, en moyenne. L'utilisation des manuels scolaires est très révélatrice de ce dénuement. Seul 50% des parents d'élèves s'est impliqué dans l'achat de livres scolaires pour leurs enfants. 13,8% des élèves ne possède aucun livre dans l'enseignement secondaire. En moyenne chaque élève possède 4 livres pour une dizaine de matières étudiées en classe³³.

³² Les chiffres donnés doivent être rapportés aux infrastructures existantes et aux taux de scolarisation.

³³ Ces chiffres ont été tirés de *La Revue des dépenses publiques d'éducation* réalisées en 1998.

Dans le moyen-secondaire (collège)³⁴, 65% des élèves est issu de parents ayant été scolarisés. Cependant 30% des élèves se révèle incapable de préciser le diplôme que possèdent leurs parents.

Les taux de redoublement au Sénégal, illustrent les contre-performances du système d'enseignement au niveau du secondaire. Environ 40% des élèves du secondaire reconnaît avoir redoublé au moins, une classe durant le cycle précédent. A peu près 12% d'élèves a été exclu d'un établissement d'enseignement moyen et 10% d'un établissement d'enseignement secondaire. Dans les établissements privés, le taux de redoublement est encore plus élevé. Il s'élève à 51%³⁵. En fait la majorité de la population scolaire du secteur privé vient de l'enseignement public, après y avoir enregistré des performances médiocres.

Le versant politique de ce contexte social de crise révèle pourtant des tentatives, de la part des autorités gouvernementales d'établir de nouvelles bases, pour l'école sénégalaise. En effet, les états généraux (E.G.E.F.) organisés sous Abdou Diouf³⁶ promettaient la fin de tous les problèmes répertoriés, ainsi que l'instauration d'une école plus adaptée aux réalités sénégalaises. Dans les faits, la crise qui secoue l'enseignement a des bases plus larges et n'épargne aucun secteur de la société sénégalaise. Le pays a tout d'abord vécu une crise économique avec son corollaire de déficit de la production industrielle, qui a abouti à la fermeture des usines et services bancaires. Une telle situation ne va pas dans le sens d'une atténuation des tensions sociales.

³⁴ Coût-efficacité dans l'enseignement moyen et secondaire, Source MEN juillet 2000.

³⁵ Source : MEN (Ministère de l'Education Nationale), 1998.

³⁶ D'abord Premier Ministre de Senghor en 1970, il accède à la présidence en 1981. Il quitte la présidence en 2000 après avoir été battu par son opposant Abdoulaye Wade.

Les programmes d'ajustement ont été le catalyseur d'une crise que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire vont installer durablement. La crise sociale qui s'est emparée des écoles et des mouvements revendicatifs va à partir de ce moment, connaître une accentuation : « La réforme imposée par le Fonds monétaire international, au moment où le pays connaissait une crise sociale (compression et suppression d'emplois, grèves cycliques) et scolaire (année blanche en 1988, grève de l'enseignement supérieur et secondaire) aggravée par la politique d'ajustement structurel, impliquait l'arrêt des investissements et des recrutements dans la fonction publique et provoquait dès lors un accroissement dramatique du chômage » (Vandermotten, 2004 : 19). L'arrêt du recrutement dans la fonction publique et l'explosion du chômage, dans la mesure où ils assombrissent les perspectives d'accès à l'emploi pour les élèves en cours de formation, vont contribuer à allumer la flamme de la contestation dans les écoles et dans d'autres sphères d'activités liées à l'expression artistique que les jeunes vont dorénavant investir.

Les rejetés de l'école investissent le milieu de la musique

Les « rejetés » du système d'enseignement ne baissent pas pour autant les bras. Ils s'inventent de nouveaux rôles et trouvent de nouvelles vocations dans les domaines de la création et de l'interprétation musicale. Cette conversion est favorisée par l'apparition au Sénégal des groupes de rap connu sous le nom de « mouvement hip hop ». Une ferveur populaire accompagne la mise sur pieds de toutes ces formations de rappeurs. Ces mouvements musicaux nés dans la contestation ont puisé leurs armes dans la crise sociale. « Pour la plupart, ces jeunes sont des déjections de l'école, qui a été la première à sentir les effets drastiques des politiques d'ajustement, ou encore des jeunes qui n'ont pu se sortir du borbier universitaire, du fait des conditions de dégradation du système scolaire dans les

années 1990. On remarque que les premiers rappers au Sénégal ont commencé à *rappier* à l'école » (Babacar Guèye, 2003).

La rencontre de tous ces facteurs socio-scolaires et économiques aboutit à la remise en cause de la place et du rôle joué désormais par l'Etat du Sénégal dans la crise qui s'est emparée de tous les secteurs d'activités. En se désengageant de son rôle de régulateur social et économique mais aussi de soutien aux masses, l'Etat va favoriser la coordination des mouvements scolaires, universitaires et syndicaux de revendication. Les acteurs de l'école, des entreprises vont ainsi de plus en plus tendre vers la synchronisation de leurs actions de contestation.

1.1.3 -Le phénomène de synchronisation en temps de crise

L'espace sociopolitique et culturel sénégalais a enregistré depuis plusieurs décennies, notamment à partir des années 1980, « des mutations relativement profondes » (Babacar Niane, 2011 : 157). Celles-ci ont été déterminées dans une large mesure, par le phénomène d'amplification, de « synchronisation par temps de crise » (Bourdieu, 1984) poussant de plus en plus les acteurs impliqués dans la contestation sociale vers la coordination de l'action syndicale ou de leurs projets revendicatifs. L'émergence et le développement du mouvement *hip hop* sénégalais passent par ce même schéma, dans la mesure où l'analyse des mutations permet de voir que le mouvement rap apparaît à l'école et prend son essor, en même temps que l'arrivée des événements tragiques dits de « février 1988 »³⁷, « le boom universitaire » et l'hypertrophie du secteur informel dans le tissu social et économique. Ces phénomènes et ces

³⁷ Le poids de l'histoire et notamment de la colonisation par ses délimitations artificielles, les affrontements inter-ethniques, la dégradation de l'environnement physique et économique, conduisent dès 1988 à une dégradation des relations entre le Sénégal et la Mauritanie qui, d'incident en incident, durcissent leurs positions respectives. Une situation explosive se crée, que ne manqueront pas d'attiser les médias, prompts à privilégier la dimension ethnique du conflit (Institut Panos, *Journalisme et conflits dans la vallée du fleuve Sénégal*, 1996)

évènements se déroulant dans différentes sphères d'activités apparemment déconnectées, semblent avoir un dénominateur commun : la remise en question du rôle et de la place de l'Etat dans les secteurs éducatif et économique, ainsi que la redéfinition de la relation public/privé.

Dans l'ensemble, le privé reste le secteur qui a bénéficié de la crise sociale. La différenciation sexuée est un trait caractéristique de l'enseignement privé ou du moins le secteur privilégié de son accentuation. Il s'agit d'un phénomène qui traverse le système éducatif du primaire jusqu'au secondaire voire l'université. Pourtant, les observations que nous avons faites montrent que le préscolaire (0 - 6 ans) donne les mêmes chances aux élèves quelle que soit leur appartenance sexuelle. Cette situation où s'observe une égalisation des chances est unique dans le paysage scolaire sénégalais, quel que soit le cycle scolaire considéré et donc mérite qu'on s'y attarde. C'est ce phénomène paritaire dans les rapports sexués, observé dans ce cycle appelé aussi « Jardins d'enfants » que nous allons étudier dans les pages suivantes.

1.2. – Le préscolaire, espace d'égalisation des rapports sexués et réalité contrastée

L'intérêt pour le préscolaire répond à la nécessité d'interroger en profondeur les trajectoires sociales. La pertinence qu'il y a, à étudier les formes qu'elles empruntent, dès le début de la prise en charge de l'enfant hors du cadre familial, est vite apparue. Elle s'est renforcée, lorsque nous avons observé que garçons et filles enregistrent les mêmes performances dans ce cycle de l'enseignement pré-élémentaire (0-6ans). Au-delà de ce cycle, la différenciation sexuée apparaît comme le marqueur le plus notoire du système éducatif sénégalais. L'enseignement préscolaire révèle donc que les groupes sexués sont logés à la même

enseigne et que la différenciation sexuée ne s'opère véritablement que lorsque garçons et filles franchissent le seuil de l'enseignement élémentaire (7-12 ans).

Par le biais de diverses comparaisons entre les secteurs privé-public, nous montrerons qu'en réalité, le préscolaire présente une situation exceptionnelle d'une indifférenciation sexuée observée dans la fréquentation des structures d'accueil. Dans le même temps des situations très contrastées sont observées dans le recrutement du personnel. Nous verrons dans les pages qui suivent qu'entre cette situation exceptionnelle offerte aux filles de participer plus amplement à la vie préscolaire, le personnel dans le secteur privé majoritairement féminin est confronté à la précarité.

1.2.1 - Les « jardin d'enfants », une réalité sociale très contrastée

La couverture préscolaire est très faible au Sénégal et toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. L'état des lieux des jardins d'enfants regroupant des cases communautaires, des cases des tout-petits, des garderies et des écoles maternelles (*cf. Tableau 3*) permet de dénombrer 161 établissements au cours de l'année scolaire 1990/1991. Leur répartition par secteurs montre que cinquante neuf (59) écoles sont situées dans le secteur public alors que cent deux (102) écoles appartiennent au privé (M.E.N., 2000).

Tableau 3 : Répartition des « jardins d'enfants » dans la région de Thiès selon le statut et le département en 2007/2008

Département	Case communautaire	Case des tout-petits	Ecole maternelle	Garderie	Total
Mbour	114	31	13	29	187
Thiès	17	14	12	37	80
Tivaouane		7	7	5	19
Région Thiès	131	52	32	71	286

Source : Moustapha Ndiaye, 2009

Entre garçons et filles, il n'existe pas d'écart significatif du point de vue de la fréquentation des « jardins d'enfants ». Au regard des chiffres ci-dessous (*cf. note de bas de page 38*), un équilibre paritaire se dessine sous le ciel de « la petite enfance ». Celui-ci se maintient jusqu'en 1998/1999 période durant laquelle l'effectif des écoles révèle un équilibre paritaire entre garçons et filles³⁸.

1.2.2- Les inégalités dans le recrutement du personnel

L'équilibre paritaire des élèves cache mal cependant, une foule d'inégalités. Ces dernières apparaissent en premier lieu, au niveau du personnel encadrant. Le personnel des préscolaires

³⁸ Sur un effectif total de 23 623 élèves répertoriés dans les cours du « jardin d'enfants » les filles représentent un total de 12 030 élèves. Ce qui permet de voir qu'il existe une parité entre les deux sexes dans les âges compris entre 0 à 6 ans.

est composé au niveau national de 77% de femmes contre 33% d'hommes³⁹. Ces chiffres sont le reflet d'une distribution sexuée inégalitaire du personnel. Le personnel d'encadrement des jardins d'enfants privés est très distinct de celui du secteur public. Dans le secteur public, le personnel est assez bien réparti entre les deux sexes durant les périodes comprises entre 1990/1991 et 1998/1999. En 1991, les femmes représentent 48.73% des éducateurs recrutés dans la fonction publique⁴⁰. Cet équilibre se maintient jusqu'en 1999 où ce personnel féminin recruté est finalement titularisé à hauteur de 54.49%⁴¹.

Les chiffres changent complètement dans le secteur privé. Les disparités dans ce secteur concernent la répartition sexuée des postes. Pour la seule année 1990, les femmes dans le privé représentent 94.08 % du personnel contre 87.07 % en 1999. Ce sureffectif féminin s'explique par le caractère précaire des emplois à pourvoir. L'explosion du chômage des femmes avec ou sans diplômes professionnels ou qualification requise, explique la présence en masse de ce personnel féminin.

Féminisation des emplois, précarité des salaires

Les formes sociales participant à la perpétuation de la précarité des emplois qu'occupe le personnel féminin des jardins d'enfants s'expliquent de plusieurs façons. Dans un contexte sénégalais d'éclatement de la famille, les hommes se retrouvent généralement seuls face aux diverses dépenses quotidiennes occasionnées par la vie en famille. Dans cette situation de crise, les salaires des femmes apparaissent ainsi comme de l'argent d'appoint et sont donc les bienvenus. Dès lors, il devient difficile de plaider pour la valorisation des salaires de ce personnel.

³⁹ La répartition est la suivante : sur une population constituée de 1272 enseignants, 988 sont des femmes.

⁴⁰ Voici les effectifs : sur 277 éducateurs recrutés, 135 sont constituées de femmes.

⁴¹ En effet, 200 femmes sont titularisées parmi les 367 éducateurs recrutés.

Ce phénomène de l'écart sexué des salaires, cache « une part non expliquée » (Meron et Silvera, 2006 : 27) dans la mesure où on peut se demander ce que font les femmes de l'argent qu'elles gagnent. Cette question permet de s'apercevoir ainsi que le salaire féminin, loin d'être un appoint, apparaît plutôt comme la base des dépenses du ménage (Delphine Roy, 2005 : 42).

Entre le personnel des « jardins d'enfants » répertoriés dans le privé et celui des aides-soignantes (Arborio, 2001), les similitudes sont nombreuses. Il s'agit généralement d'emplois qui traduisent la précarité des conditions de travail, pour les personnes qui occupent l'emploi. Il s'agit aussi d'emplois qui s'inscrivent dans la durée. Les femmes qui occupent ces emplois ont abandonné l'école trop tôt. Elles représentent « le réservoir potentiel dans lequel s'effectue le recrutement ». Les femmes restées longtemps au chômage et ayant perdu tout espoir d'un retour à l'emploi constituent ainsi au Sénégal cette main d'œuvre bon marché. Cette ressource humaine est intarissable dans la mesure où les chômeuses qui n'ont jamais travaillé sont à 94 % scolarisées⁴². Les femmes ayant fait le secondaire moyen sont 35.4 % à connaître les affres du chômage même si 54.9% d'entre elles se déclarent ménagères. En réalité, les femmes restées longtemps demandeuses d'emplois finissent par se réfugier derrière le terme de femmes au foyer (Antoine et al., 1995 : 135-136) pour cacher leur manque d'activités productives.

⁴² Il s'agit d'une étude réalisée en 1995 et portant sur les comportements des ménages sénégalais. (Antoine et al., 1995).

Le rôle du niveau d'études dans l'accès à l'emploi

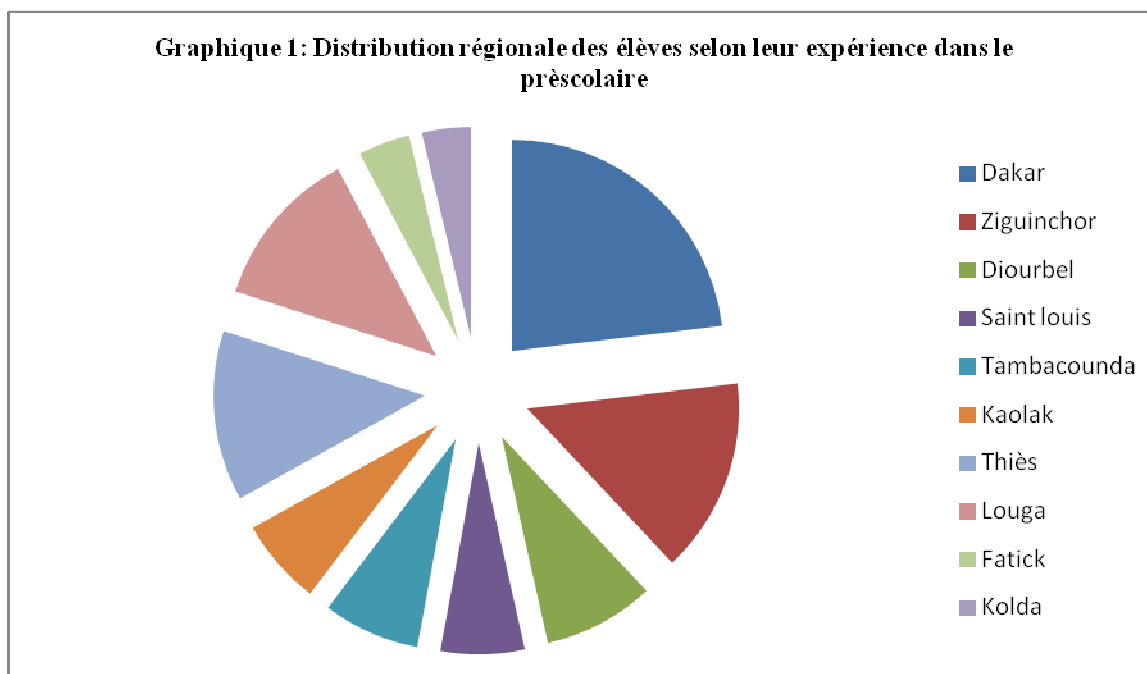
Chez les diplômées du secondaire moyen, la proportion de femmes n'ayant jamais travaillé est relativement peu élevée, en comparaison des autres femmes scolarisées. Les femmes diplômées de l'enseignement secondaire forment un groupe relativement homogène, avec un taux de chômage élevé, et une part constante de chômeuses qui n'ont jamais eu accès à un travail. C'est à partir du niveau de la Troisième, que le pourcentage de filles au chômage diminue jusqu'à presque disparaître, pour les femmes qui ont fréquenté l'enseignement supérieur.

En fait, les situations sont très contrastées, selon le type d'instruction. Les femmes de niveau supérieur ont un faible taux de chômage soit 9.4 %, ce qui est plus bas que celui des hommes de même niveau scolaire. Ces derniers sont 12.6 % à rechercher un emploi. Les femmes diplômées de l'enseignement technique enregistrent au contraire, un taux de chômage très élevé : en effet, plus d'une sur deux est au chômage, et les trois quarts d'entre elles n'ont jamais travaillé de leur vie. Ce sont les femmes sorties des écoles techniques (secrétariat, gestion etc.) qui ont eu le plus de mal à trouver un emploi, dans ce contexte de réformes structurelles.

L'emploi d'éducatrices dans le privé est une aubaine, à cause du chômage généralisé. Les filles n'occupent cet emploi que de façon provisoire. Les chiffres du Ministère ne mentionnent aucune embauche⁴³ ayant abouti à un contrat à durée indéterminée dans le privé malgré ce recrutement massif de personnel féminin.

⁴³Nous entendons par embauche ici un recrutement ayant abouti à un contrat à durée indéterminée (CDI)

Lorsque les régions ne sont pas logées à la même enseigne



Source : M.E.N. 2000

On observe une inégale répartition de l'accueil des élèves dans les préscolaires (cf. Graphique 1 et aux Tableaux 3 et 4). La région dakaroise concentre plus de la moitié des élèves concernés. Au niveau de l'école élémentaire, seul 23 % des élèves a eu une expérience du préscolaire. Les statistiques révèlent l'ampleur des disparités régionales. Dans la région de Fatick situé au centre du Sénégal, seul 4 % des élèves a eu accès aux jardins d'enfants. Dans la région de Thiès où nous réalisons notre enquête de terrain, les élèves ayant eu une expérience dans le préscolaire représentent 13%. La région de Saint-Louis, l'ancienne capitale du Sénégal n'a été « préscolarisée » qu'à hauteur de 6.5%.

Tableau 4 : Répartition de la population préscolaire selon les régions du Sénégal

Région	Nouveaux entrants au primaire (effectif)	Effectif avec expérience préscolaire	% entrants avec expérience préscolaire
Dakar	49263	11509	23,4
Ziguinchor	13423	2029	15,1
Diourbel	8374	716	8,6
Saint-Louis	21951	1418	6,5
Tambacounda	10786	808	7,5
Kaolack	17607	1175	6,7
Thiès	25726	3397	13,2
Louga	9252	1155	12,5
Fatick	13687	551	4
Kolda	20033	767	3,8
TOTAL	190102	24299	12,8
Zone rurale	9255	1215	1,3
Zone urbaine	97602	23084	23,7

Source : MEN, 2000

Lecture du tableau : Parmi les nouveaux entrants dans les écoles primaires sénégalaises, moins de 24% des élèves a une expérience dans le préscolaire. Ce tableau 3 montre ici la répartition des élèves dans les différentes régions du pays selon leur expérience dans les « jardins d'enfants ». Concernant la région de Thiès par exemple, on peut lire que sur un effectif de 25 726 nouveaux entrants dans les écoles élémentaires seuls 3 397 ont fréquenté le préscolaire soit 13,2% d'élèves.

Les disparités régionales au seuil de l'élémentaire

Dans le préscolaire, les femmes occupent la majorité des postes disponibles. Dans le primaire (6-12 ans), la relation s'inverse ; les femmes cèdent la place aux hommes. En effet, ces derniers occupent plus facilement que les femmes un poste d'instituteur sans avoir les diplômes requis (MEN, 2000). Dans la décennie 1990-2000, toutes les femmes passées dans le métier d'enseignant ont le diplôme requis, ce qui n'est pas le cas pour le personnel masculin. Les disparités sont à la fois régionales et touchent en même temps le niveau

d'études. Dans la région de Dakar, les femmes ne représentent que 37.41% du personnel recruté dans le cycle élémentaire au cours de l'année 1999. Les écarts se creusent de manière vertigineuse dans les autres régions du Sénégal notamment à Thiès où les femmes représentent seulement 10%⁴⁴ des enseignants recrutés dans ce cycle. Quelle que soit l'année considérée, les femmes se retrouvent plus diplômées que les hommes. A Dakar plus précisément, l'ensemble du personnel ayant eu le diplôme requis en 1999 était de 97.8%. Les femmes arrivent en tête avec 99.3 % du personnel à disposer des titres demandés.

Si les pages précédentes mettent l'accent sur les inégalités de sexe, dans le recrutement du personnel enseignant, cette dernière partie du chapitre montrera que cette discrimination féminine n'est que le prolongement d'une différenciation dans l'accès aux capitaux scolaires. Féminisation de l'effectif des établissements privés et échec des filles en fin d'études élémentaires sont les facettes de cette dimension sexuée dans l'accès aux diplômes.

1.2.3 – Les performances scolaires à l'orée du certificat d'études

La féminisation des effectifs est le principal trait caractéristique des établissements privés. Cependant, au moment où s'observe une montée en flèche de l'effectif féminin en milieu scolaire, nous assistons à un accroissement de la population non scolarisée. Celle-ci, au lieu de se réduire, s'accroît au fil des ans⁴⁵. En réalité, une fois scolarisées, les filles abandonnent plus vite l'école que les garçons. Ainsi sur 1000 élèves entrés au C.I⁴⁶ (6 à 7ans) seulement 69.2% de filles arrivent au CM2 (12-13ans) contre 81.3% de garçons⁴⁷ (*cf. Tableau 5*).

⁴⁴ Les chiffres sont les suivants : sur un effectif de 1294 enseignants, on dénombre 139 femmes.

⁴⁵ Avec un effectif de 538.526 individus en 1990/1991, cette population d'enfants non scolarisés est passée, en dix ans de 538.526 à 636.707 individus, soit un accroissement de 98.181 enfants non scolarisés.

⁴⁶ Le C.I. (Cours d'Initiation) est appelé C.P. dans le cycle élémentaire en France

⁴⁷ Les effectifs sont les suivants sur 1000 élèves entrés au CI (1^{ère} année du primaire) selon le tableau ci-dessus, seulement 69.2% soit 692 filles arrivent au CM2 contre 813 garçons soit 81.3%.

Tableau 5 : Sénégal, survivants par année d'études et par sexe

Niveau d'étude	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
Survivants garçons et filles	1000	942	909	856	821	756
Survivants garçons	1000	956	931	883	856	813
Survivantes filles	1000	937	889	829	783	692

Source : MEN, 2000

Lecture du tableau : Sur une cohorte de 1000 élèves suivis depuis le C.I. (6ans) jusqu'au C.M.2 (12ans), 813 garçons arrivent en fin de cycle contre 692 filles.

La réussite scolaire dans le cycle élémentaire

Dans le système d'enseignement français, les filles « effectuent plus souvent une scolarité primaire normale, sans redoublement. Leur scolarité est en général plus fluide que celle des garçons » (Duru-Bellat et Jarlegan, 2001). La scolarité féminine, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est pas aussi fluide dans l'enseignement sénégalais. Sur une cohorte par exemple d'élèves pris du CI au CM2 (*cf. Tableau 5*) soit pendant l'année scolaire 1993/1994 jusqu'à l'année scolaire 1997/1998 la supériorité, au niveau des performances scolaires, reste du côté des garçons. Du Cours d'Initiation (7ans) à l'admission en Cours Préparatoire (8 ans) les garçons engrangent 85.7 % de réussite contre 83.7 % pour les filles. Les garçons dominent le jeu scolaire jusqu'à l'admission au CM2 (12-13ans). En effet 82.2 % des garçons sont admis au CM2. Les filles les talonnent avec 75.5 % d'admission au Cours moyen deuxième année.

Le début du cycle élémentaire est marqué par un taux de redoublement stagnant. Garçons et filles sont ici logés à la même enseigne dans la mesure où les premiers enregistrent 10.5% de redoublement, alors que les secondes sont à 10.8%. L'obtention du Certificat d'études, en classe de CM2 paraît moins lointaine cependant pour les garçons dont le taux de redoublement (28.6%) est plus faible.

Dans le contexte français, la progression spectaculaire des scolarités féminines donne aux filles une suprématie. Elles « sont également plus performantes que les garçons, dès lors que l'on compare globalement leur taux d'échec et de réussite » (Blöss et Erlich, 2001 : 89). Ces différentes observations traduisent en fait une réalité française qui est très loin de rendre compte de la situation sénégalaise. Le point de vue donc qui consiste à placer les filles scolarisées, en haut des palmarès mérite ici d'être nuancé.

Les trajectoires scolaires que nous analyserons dans le chapitre suivant offrent l'occasion de mieux étudier dans le détail l'investissement masculin et féminin dans les différentes filières littéraires, scientifiques et techniques du secondaire dans les secteurs public et privé de l'enseignement. Elles nous offrent également l'occasion de questionner la manière dont les inégalités se reproduisent dans les secteurs éducatif et professionnel au Sénégal, à un moment où les réformes ont ouvert aux capitaux privés, l'accès à tous les secteurs d'activités.

Chapitre II – La reproduction sociale et sexuée des inégalités dans les trajectoires scolaires et dans l'accès au premier emploi

La libéralisation de l'économie a changé les modes d'investissement de l'espace scolaire dans les groupes socio-professionnels. Les réformes conjoncturelles et structurelles imposées par les bailleurs de fonds, ont précipité l'école sénégalaise dans une instabilité chronique. Il faut comprendre que jusque dans un passé assez récent, « les jeunes Etats africains comme le Sénégal, qui avaient besoin d'enseignants en nombre, faisaient appel aux produits de tous les niveaux d'enseignement (diplômés ou non). Le CEPE⁴⁸ conférait le rang de moniteur dans l'enseignement élémentaire. Il était impossible autrement d'espérer rendre l'enseignement élémentaire universel et gratuit, comme le recommandait en 1961 la Conférence d'Addis-Abéba⁴⁹ » (Nacuzon Sall, 1996 :65).

Le chômage des diplômés, la montée des taux d'exclusion et de redoublement, l'insécurité sociale, alimentaire, et politique ont été rendus plus aigus par les réformes. Curieusement, cette instabilité traduite par une flambée de violence dans les établissements scolaires et universitaires n'a diminué en rien la demande d'éducation et de formation exprimée par les élèves et les parents d'élèves dans la mesure où les écoles privées ont vu leur nombre et leurs populations exploser depuis leur création. En réalité, les réformes ont remis en cause la stabilité de tout un système éducatif qui fonctionnait tant bien que mal et permettait aux familles défavorisées de voir se concrétiser leur rêve d'ascension sociale. En même temps,

⁴⁸ Certificat de Fin d'études élémentaires

⁴⁹ Addis-Abéba est le siège de l'Union africaine.

elles ont aussi libéré des énergies longtemps contenues et qui ne pouvaient s'exprimer le plus souvent que dans le système d'enseignement public.

Les groupes sociaux ont continué à rêver d'une solide formation technique, professionnelle ou universitaire pour leurs enfants. En ce sens, ils ont dénoncé le manque d'investissement public dans le système éducatif, l'absence d'infrastructures, un secteur privé coûteux et souvent mal organisé. En effet, au moment même où certains établissements proposent des formations professionnelles ou techniques, les diplômes qu'ils délivrent ne sont pas reconnus par les autorités administratives⁵⁰.

En fonction des ressources sociales, culturelles et économiques dont ils disposent, les groupes sociaux ont privilégié des secteurs particuliers du système éducatif où les formations proposées conduisent vers des métiers qualifiés. Les parents les plus aisés se sont tournés, sans attendre vers les segments pointus du secteur privé offrant un enseignement et une formation de qualité ainsi que des diplômes reconnus ou ayant l'agrément des autorités publiques. Les plus décidés ont envoyé leurs enfants poursuivre leurs études dans les universités étrangères.

Les milieux défavorisés et les groupes sociaux ayant quelques ressources financières ont eu deux types d'attitudes qu'il importe de souligner dans la mesure où celles-ci n'ont pas engendré les mêmes effets sur la scolarité des enfants. En effet, les parents les plus pauvres

⁵⁰ Pour avoir de plus amples informations sur les filières existantes dans les EPES ainsi que les dysfonctionnements qui existent dans ce secteur de l'enseignement non seulement dans la fabrication des programmes, mais leur suspension après une année seulement d'existence faute d'un nombre suffisant d'étudiants, lire le mémoire de Master de Babacar Niasse (Fastef, Ucad, 2009). Non seulement, il pointe le flou dans des filières proposées, à des fins aguicheuses, mais aussi l'impression qu'il existe un vide juridique dans la mesure où agrément et reconnaissance des diplômes sont confondus au moment où les autorités compétentes admettent qu'aucune EPES n'est reconnue au Sénégal même si le Ministre signe de sa main les diplômes délivrés. Un EPES ne peut être reconnu qu'après évaluation par des structures compétentes et celles-ci ne sont pas encore créées au Sénégal.

ont tout bonnement retiré leurs enfants de l'école. Deux raisons expliquent cette interruption brutale de la scolarité de certains élèves. En effet, sans bourses et perdus dans un cursus général qui ne mène à aucune qualification, les familles modestes ont préféré s'éloigner des convulsions dont les établissements scolaires étaient la proie. A cause des grèves scolaires, les parents ont choisi d'orienter leurs enfants dans des secteurs plus traditionnels, où ils sont formés à divers métiers appartenant au secteur informel (mécaniciens, menuisiers, pêcheurs etc.) ou à l'économie formelle⁵¹. Pour les enfants qui avaient déjà accédé à des niveaux élevés dans leurs cursus, les familles les ont laissé tenter leur chance dans le monde de l'emploi. Les groupes sociaux à revenus intermédiaires ont eu recours à la fois au privé et au public suivant le niveau, le sexe et le cursus des enfants.

Ce chapitre sur les trajectoires scolaires des élèves met l'accent sur les différentes filières scientifiques, techniques et littéraires existant dans les établissements du secondaire. Nous verrons de quelle manière les établissements du secondaire sont investis par les lycéens durant les trois années conduisant au bac. L'étude de ces cursus est importante dans la mesure où elle permet d'engager une réflexion sur la reproduction des inégalités de sexe et de mettre en évidence deux éléments essentiels du système d'enseignement, à savoir la déperdition et les performances scolaires. Comment garçons et filles investissent-ils les différentes filières d'études ? L'investissement de ces différentes filières est-il dicté par des stratégies individuelles ou collectives propres à un groupe social ou sexué ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre dans un premier temps avant d'étudier les phénomènes connexes comme la reproduction des inégalités de sexe permettant d'interroger en détail les performances et les contre-performances scolaires réalisées dans les différents groupes sociaux.

⁵¹ Par opposition à l'économie informelle. Cette économie formelle ouvre sur des emplois qualifiés dans les secteurs modernes de l'économie.

Les observations dans l'enseignement général et dans l'enseignement professionnel et technique indiquent que l'appartenance sexuée est une donnée importante lorsqu'on veut interroger les cursus des lycéens. Garçons et filles ne construisent pas les mêmes projets scolaires et professionnels. Les parcours qu'ils privilégient dans les différentes filières sont les indicateurs de cette différenciation sociale des trajectoires. Pour mieux comprendre ce phénomène de la différenciation sociale de sexe, les rapports sexués et les parcours professionnels des générations précédentes constituent une bonne porte d'entrée.

2.1 – Les reproductions sociale et scolaire des inégalités de sexe

La reproduction des inégalités est une ligne de faille sociale traversant toute la société sénégalaise. Elle est présente dans les différentes activités se déroulant dans les sphères économiques, sociales et politiques. Le secteur de l'éducation illustre bien cette inégalité de situation se transmettant d'une génération à l'autre. Il s'agit d'un phénomène « de lien intergénérationnel » que Blöss⁵² (1997) a étudié dans le domaine de l'accès à la propriété.

L'intérêt que peut avoir l'étude des positions sociales des femmes et de leurs positionnements actuels dans les structures économiques, est de faire remonter le curseur sur une génération. Cette remontée dans le temps permet en l'absence de chiffres sur la répartition sexuée, dans les filières de formation, au cours des décennies, de comparer l'investissement scolaire des filles dans la formation professionnelle et le cursus général, à la situation actuelle des femmes dans les différents secteurs d'activités. Nous voyons déjà que la jeune génération de

⁵² Thierry Blöss, *Les liens de famille. Sociologie des rapports entre générations*, Paris, PUF, 1997.

lycéennes est davantage présente, dans les établissements scolaires et les secteurs de la formation, que leurs prédécesseurs qui sont très peu représentées dans les segments de l'économie formelle.

2.1.1 – Garçons et filles dans la vie active à l'heure des réformes structurelles

Les rapports sociaux de sexe dans les domaines comme l'éducation ou l'accès à l'emploi, concernant les premières décennies qui ont suivi l'accès à l'indépendance au Sénégal, demeurent indisponibles pour les analystes s'intéressant à cette période. La distribution actuelle des hommes et des femmes, dans les différents secteurs de la vie professionnelle, permettra dans les pages suivantes, de reconstruire le tableau des inégalités, durant cette période.

Les réformes structurelles ont rendu très aigu l'accès à l'emploi, pour les garçons et les filles présents sur le marché du travail ou en cours de formation. Les ajustements structurels ont fait monter en flèche son corollaire, le chômage. En effet, au cours de ces premières années marquées par la réforme de l'économie, l'insertion professionnelle des hommes et des femmes en mal d'emploi est devenue le point de crispation qui a servi de bûches aux flammes de la contestation sociale. Cette pierre d'achoppement de la question de l'école et de l'emploi, où les rêves d'insertion professionnelle de toute une génération sont venus se briser (*cf. graphique 4*), n'a pas échappé à la sagacité populaire qui l'a fait passer sous les fourches caudines de l'imagination très corrosive des sénégalais. Une formule que nous traduisons du wolof dit par exemple que maintenant, les jeunes sont tellement formés qu'ils broutent du papier sans toutefois décrocher un emploi.

En remontant plus loin, c'est-à-dire à la période des « vingt glorieuses »⁵³, la situation était plus clémente pour les garçons et les filles sortis des écoles de formation et postulant dans les divers secteurs de l'emploi. Les autorités étatiques avaient planifié une politique de développement qui avait réussi à fournir un emploi aux élèves sortis de l'enseignement secondaire et supérieur. Cette politique visait le recrutement massif des jeunes sénégalais qui devaient par la suite prendre les postes longtemps occupés par le colonisateur. L'absorption des jeunes sortis des écoles et en demande d'emploi « par la fonction publique ou les grandes entreprises du secteur public ou parapublic était quasi-automatique et instantanée » (Alioune Diagne, 2006).

Plusieurs questions surgissent à ce niveau de la réflexion. Quels sont les rapports qu'entretiennent les jeunes garçons et filles sortis des écoles de formation avec la question de l'accès à l'emploi? Leurs situations préfigurent-elles la reproduction à l'identique de la situation de leurs aînés ?

L'inégalité de l'accès à l'emploi entre garçons et filles

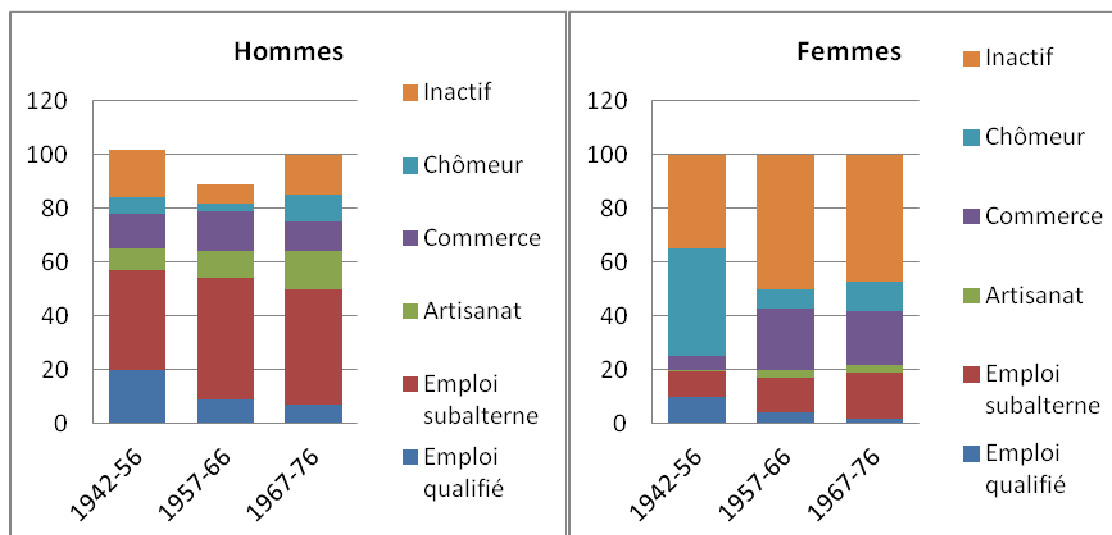
La situation économique rendue plus drastique par les réformes structurelles, a prolongé le chômage des jeunes nouvellement formés, et a fait du prolongement de la durée de l'accès au premier emploi rémunéré, un facteur structurant de la relation des jeunes et de la formation. Si les garçons issus des groupes sociaux défavorisés ou à revenus intermédiaires, privilégient une temporalité scolaire plus réduite, afin de tenter leurs chances dans les structures formelles ou informelles de l'économie, les filles appartenant à ces différents groupes sociaux se sont

⁵³ « Durant les deux premières décennies de l'indépendance du Sénégal, il n'était pas fait cas de la situation particulièrement difficile des jeunes sur le marché de l'emploi. Et pour cause, durant cette période dite des vingt glorieuses, l'État avait mis en place une politique de développement économique et social consistant à offrir du travail à presque l'ensemble des jeunes sénégalais, en particulier, aux diplômés de l'enseignement supérieur et professionnel » (Alioune Diagne, 2006 :1039).

manifestées par une recherche d'emploi dans des postes modestes, dans le but d'augmenter leurs chances de travailler ce, dans un contexte de forte concurrence non seulement avec les garçons mais aussi avec les autres filles ayant bénéficié des mêmes diplômes (*cf. chapitre I*). Celles qui n'ont enregistré aucune offre d'emploi, et dont le chômage s'est prolongé au fil des ans ont préféré valoriser leur statut de femmes au foyer.

Nous questionnerons dans les pages suivantes l'accès des jeunes à leur premier emploi, afin de mieux étudier les mécanismes par lesquels le moment où ils décrochent leur premier emploi, connaît un phénomène de retardement. Nous étudierons les raisons qui expliquent que garçons et filles sont discriminés soit négativement ou positivement. Nos interrogations permettront aussi d'étudier leurs chances d'accès à l'emploi. En réalité sortir du chômage apparaît comme l'objectif déclaré par les jeunes, cependant nous verrons que les chances d'en sortir sont fonction des groupes sociaux et sexués d'appartenance. Les graphiques ci-dessous montrent que dans les trois générations choisies, les hommes s'en sortent mieux que les femmes, dans la mesure où ils enregistrent moins d'inactifs, moins de chômeurs, et sont présents dans les emplois peu qualifiés et dans l'artisanat, durant les différentes périodes allant de 1942 à 1976 (*cf. graphique 2*). Les femmes semblent cantonnées dans les petits métiers comme celui de commerçants. Elles sont nombreuses à rester au chômage. Nous voyons d'une part qu'elles sont majoritaires à chômer et d'autre part qu'elles font tout pour rester actives.

Graphique 2 : Répartition des actifs selon le type d'emploi et la génération



Source : Alioune Diagne, 2006

Le rapport des hommes aux diverses activités dans les secteurs de l'emploi est d'ordre structurel dans la mesure où celui-ci reste inchangé ou du moins très peu fluctuant quelle que soit la période considérée. Les réformes structurelles ont très peu fait fluctuer le rapport des hommes aux activités productives. Les filles diplômées à la recherche d'un premier emploi, voient leur population s'étoffer et leurs conditions de vie - crise oblige – se dégrader dans le même temps.

Le tableau de configuration des hommes et des femmes à la recherche du premier emploi, lève le doute sur le fait que les inégalités devant l'accès aux secteurs productifs, sont attestées et qu'elles évoluent en fonction du groupe social, et de l'appartenance sexuée. Les filles sorties des écoles de formation, sont loin de voir le bout du tunnel du chômage. Les réformes structurelles vont avoir un effet catastrophique beaucoup plus sur elles, que sur les garçons

même si ces réformes ont été le signal de l'arrivée d'une masse de demandeuses d'emploi ; les hommes ayant besoin des femmes plus que jamais, pour compléter les revenus de la maison qu'ils étaient les seuls à supporter jusque-là (*cf. chapitre VII*).

La répartition des garçons et des filles dans les secteurs du marché de l'emploi révèle d'autres informations plus concrètes. En effet, les filles voient leur âge d'accès au marché du travail augmenter de quatre ans (21-25ans). Ce qui a une quadruple conséquence sur leur vie et leurs projets. Leur présence sur les bancs de l'école se rallonge. Ce qui signifie qu'elles doivent rester encore plusieurs années dans la demeure familiale. Leur indépendance financière s'en trouve aussi retardée en même temps que l'âge du mariage. Sur ce dernier point, le prolongement de l'âge où les filles décrochent leur premier emploi, les conduit à lier de moins en moins union matrimoniale et accès au premier emploi. Nous développerons ce dernier point dans la deuxième partie de la thèse, lorsque nous étudierons les projets matrimoniaux des élèves.

Plusieurs attitudes sont observées lorsque nous regardons l'investissement féminin dans les différents secteurs d'activités, qui vont des emplois dans les structures modernes, à des emplois dans les métiers de l'artisanat et du commerce. Les élèves ainsi formés, dans la mesure où ils décrochent leur premier emploi, après une longue période de chômage, ont tendance à recourir à un système de réseaux sociaux. « Si certains jeunes essaient à travers l'activation des réseaux sociaux d'obtenir soit un stage ou un emploi durable, dans le secteur moderne, d'autres par contre s'en détournent complètement, en mettant en place de petites activités génératrices de revenus. Ces petites activités constituent pour les jeunes, des occupations provisoires » (Alioune Diagne, 2006 :1041-1042). Cette situation de précarité dans laquelle les jeunes garçons et filles diplômés se trouvent plongés, sans grande

perspective d'avenir, et sans aucune assurance qu'ils rejoindront un jour le marché de l'emploi, conduit à occuper le premier emploi venu, dans la mesure où le prolongement de la période de chômage semble ne plus connaître de fin.

2.1.2- L'investissement dans les groupes de travail comme trait d'union entre le secondaire et le marché de l'emploi ?

Le marché de l'emploi offre peu d'opportunités pour les jeunes. « Par rapport à ceux qui n'ont jamais fréquenté le système scolaire, les individus ayant fait des études ont plus de chances d'accéder à un premier emploi qu'il soit moderne ou informel» (Alioune Diagne, 2006). En ce sens, l'intérêt que les élèves peuvent avoir pour les groupes de travail présents en milieu éducatif devient compréhensible, si nous gardons à l'esprit que ces collectifs sont des lieux de transmission de savoirs scolaires. Les élèves étudient les matières scolaires au sein de ces collectifs et augmentent ainsi leurs chances d'accès aux diplômes scolaires qui pourront leur faciliter l'accès à un travail valorisant.

Le secondaire garde ici un éclat particulier pour les élèves. Ce cycle permet aux garçons, en favorisant leur insertion professionnelle, d'avoir les moyens d'affirmer leur statut de chef de ménage lorsqu'ils auront à gérer une maison ; pour les filles, cet accès à un emploi valorisant crée les conditions d'une indépendance financière. Cet éclat de l'enseignement secondaire, par rapport aux autres cycles, est dû au fait qu'il s'agit du cycle scolaire qui offre le plus de chance aux élèves d'accéder à un emploi dans les secteurs modernes de l'économie, avec de meilleures perspectives, compte tenu de la structure du marché de l'emploi au Sénégal. Les «résultats des régressions montrent aussi bien chez les hommes que chez les femmes, que le fait d'avoir atteint le niveau du secondaire multiplie par trois les chances de trouver un

premier emploi dans le secteur le plus moderne de l'économie » (Alioune Diagne, 2006 :1050).

Dans la mesure où le secondaire apparaît comme le cycle scolaire offrant plus de chance d'accéder à l'emploi, lorsque les élèves parviennent à décrocher leur diplôme, nous pouvons mesurer tout l'intérêt que les groupes de travail peuvent constituer pour les garçons et les filles confrontés aux grèves occasionnant des ruptures dans la transmission des savoirs scolaires. Les collectifs d'acteurs, en proposant des solutions alternatives à ce manque de transmission des savoirs servent ainsi pour les élèves de rampe de lancement vers le monde l'emploi.

Ainsi, accroître ses chances de réussite scolaire dans ce cycle, apparaît très pertinent au regard de l'importance du secondaire, dans l'accès à l'emploi. Les groupes de travail, dont les mécanismes de fonctionnement seront étudiés (*cf. chapitre VIII*) participent à l'accroissement des chances d'accès aux diplômes, à ce niveau du cursus.

Dans l'étude de la composition du personnel enseignant du pré-élémentaire et de l'élémentaire (*cf. chapitre I*), nous avons observé que les femmes ont généralement les diplômes requis, lorsqu'elles sont recrutées pour le poste d'enseignant, alors que de façon générale, elles sont faiblement représentées dans le système éducatif. En effet 7.6% d'entre elles est présente dans le secteur moderne de l'emploi (ESP, 2005). Ces chiffres dégringolent dans la fonction publique où elles ne représentent que 1% des salariés. Cette faible présence féminine a fait naître des stratégies diverses de conquête de l'emploi. Dans la mesure où les filles perdent du terrain dans les secteurs modernes de l'emploi, dans un contexte de crise sociale aiguë, sur fond de politiques d'austérité, l'investissement dans les secteurs spécialisés

de la formation au détriment du cursus général est de plus en plus considéré comme la voie royale, donnant accès aux secteurs modernes du marché de l'emploi. Comment cette stratégie des jeunes filles s'articule-t-elle à la réalité scolaire ? Telle est la question qui occupera les pages suivantes.

2.1.3 - Les stratégies scolaires des groupes sexués dans les secteurs public et privé de l'enseignement secondaire

La reproduction sociale et sexuée des inégalités perceptible dans les trajectoires permet de mieux saisir les rapports que les filles entretiennent avec l'institution scolaire. Ces trajectoires permettent surtout de s'interroger sur les stratégies que les filles déploient pour avoir accès aux capitaux scolaires. L'idée selon laquelle les élèves fréquentant le système d'enseignement d'un pays du tiers-monde auraient pour particularité de développer peu de stratégies (Establet et Baudelot, 2001 :115) durant leur parcours scolaire résiste peu aux observations que nous avons faites dans le cycle secondaire.

Les populations urbaine et rurale représentent respectivement 49% et 9% des scolarisés en 1991 (M.E.N., 2005). Ce faible taux de scolarisation n'est pas un obstacle à la mise en œuvre de stratégies dans les écoles, contrairement au point de vue développé par les deux auteurs⁵⁴, dans la mesure où les garçons et les filles déploient beaucoup d'effort, dans la recherche d'accès à des positions scolaires et sociales intéressantes. Mieux, la dichotomie public/ privé observée dans les formes d'investissement scolaire (*cf. Chapitre VII*) révèle en réalité chez les lycéens, des stratégies sexuées aussi bien individuelles que collectives, faisant sens avec l'instabilité qui caractérise le système d'enseignement.

⁵⁴ Baudelot et Establet s'appuient sur le faible taux de scolarisation des pays du tiers-monde pour avancer l'idée selon laquelle les élèves issus du système d'enseignement de ces pays développent très peu de stratégies scolaires.

Les stratégies déployées dans le secondaire par les garçons et les filles ont pour objectif d'éviter le goulot d'étranglement de l'enseignement général qui se révèle être une impasse pour une masse d'élèves. Par ailleurs, les perturbations observées en milieu scolaire ont modifié la relation des parents d'élèves et des élèves à l'enseignement général. Les filles se tournent de plus en plus, vers le secteur privé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et se détournent des cursus qui ne débouchent, en fin d'études, sur aucun métier. L'accroissement de la population de ce secteur de l'enseignement (*cf. Tableau 1 et 2*) est révélateur d'une stratégie centrée sur les formations professionnalisantes, et de la prise de conscience de l'impasse que constitue l'enseignement général. Dans la mesure où certaines formations et concours requièrent le baccalauréat, les filles cherchent au minimum à décrocher ce sésame, afin d'accéder à des formations plus pointues permettant la maximisation des chances d'accès à un travail qualifié dans un secteur où elles trouveront moins de concurrence.

La bataille pour l'emploi à laquelle les filles sont confrontées crée une situation inédite. Si cette situation est due au fait que l'enseignement privé s'est développé avec les réformes, plusieurs questions peuvent néanmoins être posées. Cette bataille des femmes pour l'accès à un travail s'est-elle perpétuée d'une génération à la suivante, ou est-elle un phénomène relativement nouveau, pour les filles sorties de l'enseignement secondaire et cherchant à intégrer le marché de l'emploi ? Comment garçons et filles se sont-ils partagé, suivant leur diplôme, le marché de l'emploi ? Cette question conduit à s'intéresser à la répartition des générations précédentes dans les structures économiques.

2.2- Garçons et filles de l'élémentaire à l'entrée dans le secondaire moyen

L'accent mis sur les générations précédentes permet d'aborder la question de l'investissement scolaire et professionnel des élèves, dans les différents secteurs de la formation et de l'emploi. Dans le cas des enseignants sénégalais, le poste occupé dans le privé ou le public est fonction de l'appartenance sexuelle. Les statistiques du M.EN. en rapport avec le recrutement des enseignants, montrent que les hommes tirent largement profit de cette donne. Ils sont plus nombreux à ne pas posséder les diplômes exigés pour exercer le métier d'enseignant dans la fonction publique (*cf. chapitre 1*). Dans l'enseignement élémentaire 26% des postes est détenu par des femmes. Dans le secondaire, ce taux baisse jusqu'à 12.7% (*cf. chapitre 1*). Le tableau des performances scolaires dans l'élémentaire et le secondaire permettra dans les pages suivantes, de mieux rendre compte des inégalités sexuées.

Tableau 6 : Evolution des nouveaux inscrits en 1ère année d'études élémentaires par sexe

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Garçons (%)	56.33	55.82	55.94	56.01	55.05	53.37	52.65	52.68	53.22
Filles (%)	43.66	44.17	44.05	43.98	44.92	46.62	47.34	47.31	46.77
Total Effectif	125428	121930	129997	137599	147528	187256	199366	193851	190102

Source MEN 2001 : Rapport sur le développement de l'éducation au Sénégal.

Lecture du tableau : Sur un effectif total de 125 428 élèves inscrits en première année dans le cycle élémentaire, on dénombre 56.33% de garçons contre 43.66% de filles pour l'année scolaire 1990/1991.

2.2.1 -Tableau des inégalités scolaires dans l'élémentaire et le secondaire moyen

La campagne de sensibilisation qui a eu lieu, à partir de 1990 en faveur de l'inscription féminine n'a pas pour autant renversé les tendances défavorables aux filles concernant l'accès à la formation. Plusieurs facteurs parmi lesquels le fait que « les filles sont souvent sollicitées par la maman pour la cuisine, la lessive, l'entretien des enfants, et cela au détriment de leurs études »⁵⁵ ont été mis en avant dans les recherches axées sur les inégalités sociales au Sénégal⁵⁶.

⁵⁵Extrait du rapport du ministère de la femme et du développement social; page 1

⁵⁶Base des inégalités entre les sexes au Sénégal; document photocopié : Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement social, Juillet 2004, 13 pages

La ségrégation des sexes est très nette dans la société sénégalaise très hiérarchisée (Piroux, 2000). Les femmes s'occupent de toutes les tâches ménagères, ainsi que des soins aux enfants. D'une manière générale, les conséquences sont désastreuses dans la mesure où les taux d'abandon observés sont successivement de 7.6% en 1994, puis de 10.4% en 1995 et enfin de 8.4% en 1996 (cf. *Tableau 6*).

Le tableau des performances scolaires des élèves en fonction de leur groupe sexué

Le tableau de la promotion des élèves selon le sexe, couvrant le Cours d'Initiation (6 à 7 ans) jusqu'au Cours moyen (13ans à 17 ans), montre que les garçons obtiennent 81.2 % de réussite au certificat d'études marquant la fin des études du cycle élémentaire contre 72.9% pour les filles durant l'année scolaire 1994/1995. La plus belle performance masculine est atteinte durant l'année scolaire 1997/ 1998, dans le Cours d'initiation, où le taux de promotion masculine enregistré (88.4%) est favorable aux garçons. Dans la même période, concernant le même niveau d'études, les filles ont réalisé des performances de l'ordre de 83%. Ce tableau montre cependant, une nette amélioration de la réussite scolaire féminine, au regard de la période comprise entre 1993 et 1998.

Tableau 7 : Evolution du taux d'abandon par niveau d'études de 1993 à 1998

Année	CI	CP	CE1	CE2	CM1
	Garçons Filles	Garçons Filles	Garçons Filles	Garçons Filles	Garçons Filles
1993/94	2,2	0,7	3,4	0,9	0,7
	3,7	3,7	6,1	5,1	7,6
1994/95	3,8	3,3	4,6	3,9	3,2
	4,3	4,5	7,1	5,3	10,4
1995/96	6,8	3,3	4,7	2,9	3,8
	6,1	3,7	4,6	3,6	8,4
1996/97	4,7	0,7	4,3	0,9	3,3
	6,8	5,5	5,7	3,5	7,2
1997/98	1,6	2,4	2,2	0,2	1,9
	6,4	4,0	2,5	1,2	5,0

Source M.E.N : Rapport sur le développement de l'éducation au Sénégal, 2001

Lecture du tableau : Dans les classes de C.I (6ans) du cycle élémentaire, les garçons représentent 2.2% des abandons scolaires contre 3.7% pour les filles concernant l'année scolaire 1993/1994. Au C.M2 les écarts se creusent davantage avec 0.7% d'abandon scolaire pour les garçons au moment où les filles atteignent 7.6% d'abandon scolaire pendant la même année scolaire 1993/1994.

2.2.2 - La déperdition scolaire à travers les cycles d'études

Les campagnes médiatiques des années 1990 ont favorisé la scolarisation des filles, dans le Cours élémentaire. Dans le secondaire et le collège, la présence féminine est moins importante, dans la mesure où les filles représentent 37% de l'ensemble des inscrits en 1996/1997.

La déperdition scolaire : le goulot d'étranglement entre l'élémentaire et le moyen secondaire

La population sénégalaise scolarisée demeure malgré tout, très faible. En 1993, les enfants de 6 à 14 ans sont 54% à ne pas fréquenter les bancs de l'école. Sur un effectif de 120 269 élèves ayant achevé le cycle élémentaire, seuls 39 082 ont accédé à l'enseignement moyen. Ainsi seul 32.49%⁵⁷ des élèves sortis du cycle élémentaire a pu s'inscrire au collège. Ces chiffres donnent une idée de l'énormité de la déperdition scolaire.

La différenciation sexuée : une évolution en dents de scie

La déperdition scolaire observée dans le cycle primaire affecte le collège. En 1996/1997, garçons et filles représentent respectivement 62.13% et 37.86% des taux de fréquentation scolaire dans ce cycle de l'enseignement. En fait, du Cours d'initiation au Cours moyen, les écarts sexués sont passés de 5.31% à 24.27%. La durée des études au collège est de quatre ans avant l'obtention du brevet (BEPC). En 1996-1997, les effectifs s'élèvent dans ce cycle à 151 735 élèves. Les filles représentant un effectif de 57.448 élèves. De nouvelles statistiques viennent enrichir ces données : le taux de réussite au baccalauréat, durant cette année 1996-1997 est de 50% ; les filles représentant 45.46 % de ce taux réussite. Une évolution en dents de scie s'observe dans les résultats scolaires, dans la mesure où les taux de réussite au bac s'élèvent à 21.99% en 1994 et 39.60% en 1999. Ils reflètent, malgré tout, les progrès accomplis dans le secondaire.

⁵⁷ Chiffres obtenus d'après les statistiques du Ministère de l'Education nationale (DPRE), en 1998

2.3 – Les groupes sexués dans l’enseignement secondaire

Le goulot d’étranglement observé entre les cycles élémentaire et secondaire faisant office de tamis scolaire réduit le progrès des filles. En effet, 8.6% de la population scolarisable accède au Sénégal à l’enseignement secondaire. Les filles ne représentent que 5.9% de l’effectif total des lycéens ayant eu la chance de décrocher le diplôme de BEPC (Bfem). Cet effectif de la population s’élevant à 55 453 élèves, est pourtant très dérisoire au regard de la population sénégalaise qui n’a pas encore accès aux études ou dont la vie scolaire s’est brusquement arrêtée avant la fin du primaire ou du collège. Cet accès au BEPC ouvre à ces collégiens en fin de cycle, les portes de l’enseignement secondaire.

2.3.1 - Le secondaire, une étape charnière du processus scolaire

Le secondaire est un prolongement du collège dans la mesure où le diplôme obtenu en fin d’études dans ce cycle moyen est considéré comme un ticket d’entrée pour le lycée. Les deux se distinguent, d’une part par le niveau des diplômes qu’ils délivrent à leurs élèves et d’autre part, par la diversité de l’offre de formation. Les lycées professionnels n’ont eu de réalité souvent qu’à Dakar ; les autres régions sénégalaises n’abritant pour la plupart, des lycées techniques, qu’à partir des années 2000. Dans cet effectif de 55 453 inscrits, les lycées techniques et de formation professionnelle ne représentent, en 1997 que 4058 élèves dont 34% de filles.

L’enseignement secondaire revêt un double intérêt dans les travaux que nous faisons sur la sélection scolaire. Il s’agit d’une période charnière dans le processus d’orientation, en ce sens que les choix dans les champs disciplinaires prennent des traits bien précis, lorsqu’on prend

en considération la dichotomie entre formation littéraire et formations scientifique et technique. Par ailleurs, le diplôme du baccalauréat délivré dans ce cycle, ouvre les portes des études supérieures.

2.3.2 - Les filles dans les filières de l'enseignement général et technique : performances et contre-performances

La présence féminine dans la formation professionnelle et les filières techniques s'est accrue durant cette dernière décennie marquée par l'ouverture des différents secteurs d'activités à l'économie de marché. Les établissements privés du système d'enseignement ont profité de cette ouverture de l'économie. Ainsi le système éducatif a été le lieu d'observation de nouvelles formes d'investissement scolaire à travers lesquelles les stratégies d'orientation se sont affinées. Les filières techniques et professionnelles représentent l'offre la plus abondante dans l'enseignement privé. Cette offre de formations professionnelle et technique demeure dans l'enseignement public très négligeable, au regard de la diversité des filières dans le secteur privé. En effet, celles-ci sont liées au management, au marketing, au commerce et aux technologies de l'information et de la communication. Cette demande de formation professionnelle et ce *rush* des filles scolarisées vers ces nouvelles branches s'expliquent par la temporalité plus courte des formations proposées ainsi que leur nouveauté.

Tableau 8 : Répartition des inscrits (effectif) selon la série et le secteur

Secteur	Série G	Série L	Série S et T	Total
Public	854	14 899	6 879	22 632
Privé laïc	754	6 503	2 917	10 174
Privé confessionnel	194	592	425	1 211
Individus encadrés	-	1 660	311	1 971
Individus non encadrés	206	4 327	1 305	5 838
Total	2 008	27 981	11 837	41 826

Source : Rapport d'activité de l'Office du Baccalauréat 2005

Lecture du tableau : « Les individus encadrés » renvoient aux candidats libres bénéficiant d'un encadrement scolaire, contrairement aux « individus non encadrés » qui se présentent de leur propre chef, à l'examen du baccalauréat.

Il existe une hypertrophie des séries littéraires, au détriment des formations techniques et scientifiques. Le secteur privé enregistre un taux très élevé d'inscription dans les séries scientifiques et techniques. Cette population est répartie entre les séries liées à la Gestion (G), aux Sciences (S) et à la Technique (T).

Tableau 9 : Pourcentage des inscrits selon la série et le secteur

Secteur	Série G (%)	Séries L (%)	Séries S et T (%)	Total des inscrits
Public	3,77%	65,83%	30,39%	22632
Privé laïc	7,41%	63,91%	28,67%	10174
Privé confessionnel	16,01%	48,88%	35,09%	1211
Individus encadrés	-	84,22%	16,79%	1971
Individus non encadrés	3,50%	74,11%	22,35%	5838
Total des inscrits	2008	27981	11837	41826

Source : Office du Baccalauréat, rapport d'activités 2005-2006

Le tableau ci-dessus relatif aux filières de l'enseignement secondaire, donne une idée de la répartition des élèves dans les séries scientifiques, techniques et littéraires. L'enseignement

public compte plus de la moitié des inscrits sur le territoire national. On note que le privé donne une plus large place aux enseignements professionnels et techniques. Le privé confessionnel représente 51.10% des inscrits dans les filières scientifiques et techniques (G, S et T) alors qu'au niveau de l'enseignement public, toutes ces filières confondues ne dépassent guère 34.16%. La participation aux filières scientifiques et techniques est plus importante dans le privé laïc. Les séries S, T et G enregistrent 36.08% de fréquentation. Ainsi quel que soit le privé considéré, c'est-à-dire laïc ou religieux, l'intérêt porté aux enseignements scientifiques et techniques est important. Cet intérêt pour les séries scientifiques, porte un coup aux filières littéraires qui vont ainsi *decrecendo* du secteur public au secteur privé. La fréquentation des séries littéraires est respectivement de l'ordre de 65.83% dans le secteur public, de 63.91% dans le privé laïc et de 48.88% dans le privé confessionnel.

Dans les faits, le secteur privé détient la population la plus importante inscrite dans les séries scientifiques et techniques. Les filles sont surreprésentées dans l'enseignement privé. Elles affichent le taux de réussite au baccalauréat le plus élevé notamment dans la série G, c'est-à-dire la filière de Gestion. La proportion de filles ayant réussi à l'examen du baccalauréat, selon la série et selon le secteur, confirme le lien entre l'inscription en masse des filles dans le secteur privé et l'abondance de l'offre en matière de formations technique et professionnelle.

Tableau 10 : Le taux de réussite des filles à l'examen du baccalauréat selon la série et selon le secteur pendant l'année scolaire 2005/2006

Secteur	Séries G	Séries L	Série S et T	Total
Public	58,8	39,7	25,5	36,9
Privé laïc	57,7	47,2	28,5	44
Privé confessionnel	60	62,8	43,5	55,9
Individus encadrés	-	35,9	22,6	34,2
Individus non encadrés	59	38,6	16,9	35,8
Total	58,6	39,2	26,8	39,2

Source : Office du Baccalauréat, rapport d'activités 2005-2006

Les performances dans les filières techniques

L'enseignement public affiche une réussite féminine au baccalauréat assez faible. La filière de Gestion fait exception dans la mesure où les filles y enregistrent 58.7% de réussite. Les résultats scolaires montrent que les filles obtiennent respectivement 39.7% et 25.5% concernant les séries littéraires et scientifiques. Si les filles enregistrent 36.9% de réussite dans le public, dans le privé laïc, elles remontent un peu plus et atteignent 44%. Le privé confessionnel et le privé laïc voient la proportion de filles ayant réussi à l'examen s'accroître passant de 60% à 62.8 %, pour stagner à 43.5% dans les séries G, L, T et S. Dans le privé confessionnel, elles se placent à hauteur de 55.9% de réussite au baccalauréat. Nous pouvons constater ainsi que le privé offre aux filles l'occasion d'afficher de meilleurs résultats scolaires, quel que soit le type d'école privée fréquenté.

Des performances dans l'enseignement général très contrastées

La belle progression des filles dans l'enseignement technique, ne doit pas cacher les données générales, mettant en évidence une moindre réussite féminine (39%) à l'examen du baccalauréat en 2006. Les filles affichent de bonnes performances, lorsqu'elles font des études de gestion. Quel que soit le secteur de l'établissement considéré (privé ou public), cette belle réussite s'estompe dans les autres séries.

Les séries littéraires gagnent du terrain

L'évolution des admissions au baccalauréat dans tous les secteurs et dans les différentes filières de l'enseignement de 1999 à 2006, montre que les séries littéraires ont enregistré de façon annuelle, des résultats en nette progression. Au niveau des séries scientifiques et techniques, les résultats ont connu une évolution en dents-de-scie, durant ces cinq dernières années. Le taux de réussite au baccalauréat dans les filières littéraires a enregistré une hausse record en 2006, année où l'effectif des nouveaux bacheliers comparé à 2005, a connu un accroissement de 50%⁵⁸. Un début de réponse à cette hausse record de la population des nouveaux bacheliers issus des filières littéraires peut être apporté. En réalité, ces performances tiennent au fait que les séries littéraires disposent de la population scolaire la plus importante. Celles-ci se subdivisent, en sous-séries⁵⁹. Cette domination numérique est une des meilleures explications de la performance des élèves inscrits dans les séries littéraires aux examens du baccalauréat de 2006.

⁵⁸ L'effectif des nouveaux bacheliers est de 14. 000 élèves alors qu'ils n'étaient qu'à 7.000 nouveaux bacheliers dans les séries littéraires, en 2005.

⁵⁹ Les séries littéraires présentes dans le secondaire sont les suivantes : L1a, L1b, L'1, L2 et LA. Ainsi toutes ces sous-séries rattachées à la série littéraire, constituent un effectif de 27 981 élèves (2006).

La filière de gestion atteint des taux intéressants de réussite au baccalauréat et les indices d'excellence les plus élevés dans la mesure où elle affiche 88.4% de réussite dans le public, 61.4% dans le privé laïc et 90.1% dans le privé confessionnel. La filière de Gestion représente 4.8% des inscrits aux épreuves du bac. Cette taille modeste s'explique par le fait qu'il existe très peu de lycée technique sur le territoire.

La progression en dents-de-scie des nouveaux bacheliers issus des filières scientifiques a atteint son point culminant en 2006, année au cours de laquelle l'effectif des admis représente 4500 élèves pour les séries S et T. Cet effectif s'élève à 1900 élèves pour la filière de Gestion. Au cours de cette même année, les inscrits dans les deux filières scientifiques et techniques étaient respectivement de 11.837 élèves et de 2008 inscrits (*cf. Tableau 9*). Mais c'est sans aucun doute, en 2001 que le système éducatif a enregistré le moins d'admis au grade de bachelier dans les filières scientifiques et techniques. Les nouveaux bacheliers sortis des filières scientifiques représentent un effectif de 3000 élèves en 2000 et 2200 élèves en 2001. Lorsqu'on considère le nombre d'inscrits dans ces filières scientifiques et techniques, nous constatons qu'entre l'année scolaire 1999/2000 et l'année 2000/2001, où leur nombre est passé à 7796 élèves, il y a un léger recul dans les effectifs.

Tableau 11 : Evolution des inscrits (%) par type de série entre 2000 et 2005

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Séries						
L (%)	68.08	66.92	65.86	66.26	66.53	67.01
S et T (%)	28.06	28.90	29.39	28.94	28.80	28.35
G (%)	3.85	4.17	4.74	4.78	4.65	4.62
Total(effectif)	25886	26973	29530	31594	33961	36636

Source : Office du Baccalauréat, rapport d'activités 2005-2006

Lecture du tableau : Durant l'année scolaire 1999/2000, sur un effectif de 25 886 élèves inscrits dans le cycle secondaire, la série littéraire enregistre 68.08% d'élèves contre 28.06% pour les séries scientifiques et techniques et 3.85% pour la série G (Gestion).

Nous avons vu que d'une génération à la suivante, l'espace scolaire est dominé par les garçons dans la mesure où tant du point de vue numérique que du point de vue des performances scolaires réalisées, ils arrivent à se placer en tête de classement au détriment des filles pourtant soutenues par les programmes étatiques d'aide à la scolarisation féminine. Le projet Scofi⁶⁰ et le programme dénommé « Education pour tous » sont au nombre de ces projets parfois à dimension internationale qui ont eu comme objectif d'équilibrer la balance de la parité entre garçons et filles. Les statistiques relatives à la répartition des actifs dans les secteurs d'activités, et selon le sexe (cf. Graphique 4) montrent que les élèves nouvellement formés ont besoin de soutien, à un moment où le chômage des jeunes affecte toutes les familles. Les filles rencontrent plus d'obstacles dans l'accès à l'emploi dans la mesure où elles sont très peu à décrocher un travail. Beaucoup d'entre elles se rabattent définitivement vers les activités quotidiennes de la maison, ou se marient faute d'avoir pu valoriser leurs diplômes sur le marché du travail.

⁶⁰ Programme pour la scolarisation des filles soutenu par les enseignantes.

La difficulté pour certains élèves d'accéder à un capital scolaire conséquent et de pouvoir ensuite le valoriser dans le marché de l'emploi, rapproche les élèves sénégalais, béninois et marocains formés dans des écoles dont le modèle est largement hérité du système colonial français. Ainsi se pose la question de la dimension transnationale de la construction sociale des trajectoires scolaires.

A travers quelles stratégies garçons et filles de ces pays ayant hérité du système d'enseignement français, investissent-ils le milieu scolaire, si l'on sait que plusieurs points rapprochent les lycéens marocains, béninois et sénégalais ? Parmi ces points nous pouvons citer le décalage entre les langues parlées localement et celles valorisées à l'école à savoir le français. Les cinquante années d'indépendance ont-elles transformé radicalement les formes d'investissement scolaire ? Comment garçons et filles voient-ils leur avenir professionnel ? Comment se représentent-ils leur vie de couple ? Telles sont les questions que nous aborderons dans ce chapitre III fermant la première partie consacrée à l'étude des transformations sociales dans le secteur éducatif.

Chapitre III - La dimension transnationale de la construction sexuée des trajectoires scolaires

La différenciation sociale des trajectoires scolaires étudiée dans le chapitre précédent, révèle une présence féminine de plus en plus significative mais contrebalancée par une domination masculine des espaces, à la fois scolaire et du marché de l'emploi. L'amélioration des performances féminines apparaît dans le contexte d'une progression scolaire en dents de scie. Dans le privé, comme l'indiquent les données ci-dessus, les filles affichent des performances dans les filières techniques et scientifiques où elles surclassent parfois les garçons comme dans le cas de la filière de Gestion où elles obtiennent des performances scolaires remarquables.

L'objectif de ce nouveau chapitre est d'étudier cette différenciation sociale et sexuée dans d'autres pays africains qui ont hérité, comme le Sénégal du modèle français. Notre objectif est de mieux comprendre les nouvelles formes de pratiques scolaires que les garçons et les filles développent dans un champ scolaire relativement nouveau dans la mesure où il s'agit de pays qui viennent tout juste de fêter le cinquantenaire de leur indépendance. Nous porterons notre attention sur la façon dont les projets scolaires, professionnels et matrimoniaux s'articulent avec les appartenances sociales et sexuées des élèves.

La mise en perspective transnationale des trajectoires scolaires des élèves permet ainsi de voir comment un même système d'enseignement hérité de la colonisation s'articule aux particularités nationales. Les analyses comparatives permettront de s'intéresser à plusieurs

phénomènes en rapport avec le lien intergénérationnel. Nous verrons dans les pages qui suivent que la volonté de resserrement des liens familiaux affichée par les élèves, se traduit à l'école par un désir d'accès à des capitaux scolaires facilitant l'insertion professionnelle. Cette insertion dans les structures économiques n'est qu'une étape avant l'accès à un logement dans lequel les filles affirment vouloir héberger leurs parents et les frères et sœurs en cours de formation.

Lyautey et la question de l'émancipation citoyenne

Les systèmes africains d'enseignement malgré les particularités nationales, sont dans une large mesure un héritage du système colonial. Le Maroc, pays situé dans le Nord de l'Afrique et le Bénin situé dans l'espace de la Cedeao⁶¹ (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) comme le Sénégal ont hérité d'un système d'enseignement largement tributaire de ce passé. Ce dernier fait que l'école de type occidental n'est encore ni profondément ancrée dans la conscience collective, ni puissamment enracinée dans les habitudes de vie. Cette institution scolaire n'a guère visé chez les citoyens, l'assimilation des valeurs républicaines prônées d'ailleurs par la France. « Ne songeons, souligne Lyautey⁶², ni à l'émancipation du citoyen marocain, ni à l'affranchissement de l'esclave, ni à la liberté de la femme ; quand vous connaîtrez le milieu marocain, vous estimerez que ces poncifs transplantés ici sont des dangers » (Zahi Khadidja, 2002).

Le plan d'études élaboré pour le Maroc, vise plutôt un conservatisme social : « faire en sorte que le petit paysan retourne à la terre au sortir de l'école, le fils de l'ouvrier à la ville pour y être ouvrier, le fils de commerçant, commerçant et celui de fonctionnaire, un fonctionnaire »

⁶¹ Il s'agit de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal est membre. Le Bénin partage aussi la même monnaie que le Sénégal c'est-à-dire le Franc Cfa.

⁶² Lyautey est le Gouverneur français chargé d'administrer pour le compte de la France le protectorat marocain.

(Rivet, 1999 : 278). A la fin du protectorat, à l'accession de l'indépendance en 1956, le champ scolaire marocain subit de grandes transformations.

Le premier point que nous développerons dans les pages suivantes sera la différenciation sexuée dans l'enseignement secondaire. Après un bref rappel de la situation du secondaire sénégalais, nous nous pencherons, chiffres à l'appui sur la situation marocaine.

Au Sénégal, les transformations dans l'espace scolaire sont marquées par l'apparition de nouveaux acteurs informels. En réalité, il s'agit de collectif d'acteurs constitués par les garçons et les filles qui désirent engranger des capitaux scolaires. La société wolof, par la hiérarchisation des groupes sexués, dans les activités domestiques, transforme les groupes de travail en espaces d'activation des pratiques sexuées. Pratiques éducatives et projets matrimoniaux dont parlent les lycéennes sénégalaises et marocaines, révèlent comme le verrons la différenciation sexuée des activités socialisatrices.

La différenciation sexuée dans les groupes de travail

Les rapports sociaux de sexe s'expriment, dans le contexte sénégalais, à la fois dans des cadres institutionnels formels et informels. Les groupes de travail font partie de ces cadres informels à travers lesquels les élèves développent de nouvelles pratiques éducatives qui visent l'assimilation de l'enseignement reçu en classe. Les filles privilégient lors des activités de sociabilité scolaire, les groupes de travail sans mixité. Cette prédilection pour ce type de groupes de travail s'explique par la ségrégation des sexes dans cette société wolof très hiérarchisée, et clairement structurée autour de la prééminence masculine. « Dès l'enfance, garçons et filles sont initiés à leurs rôles futurs au sein de la communauté. Ce qui signifie

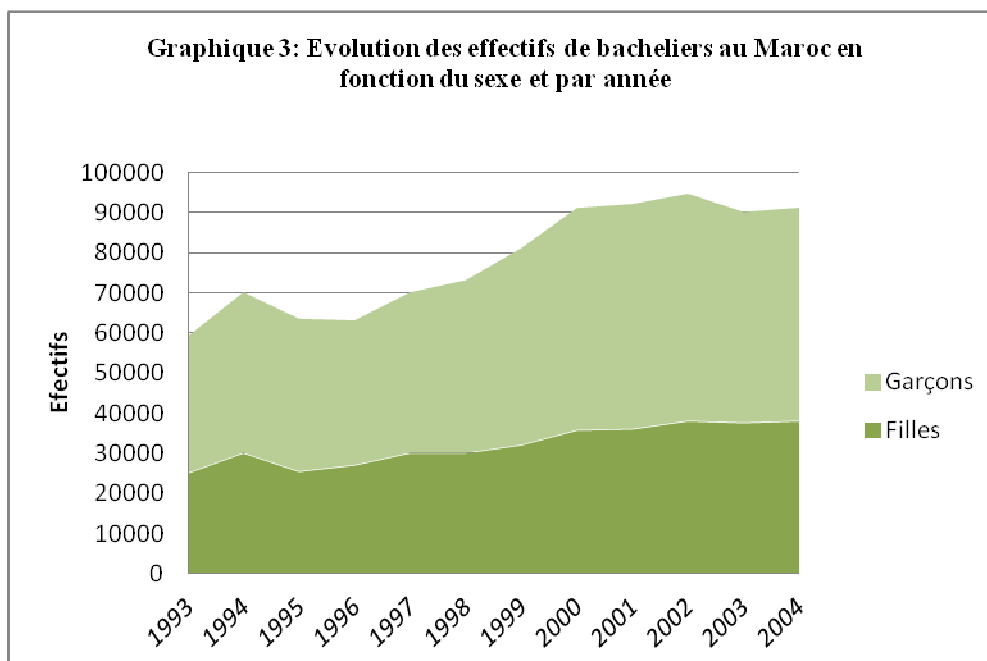
pour les filles l'initiation par leurs mères aux travaux domestiques et à l'éducation des plus jeunes. L'éducation scolaire des filles reste encore un problème en raison des charges domestiques ». (Piroux, 2006 : 21).

Lorsque nous passons du système scolaire sénégalais marqué par les groupes de travail investis différemment par les garçons et les filles, au système d'enseignement marocain, les contraintes sexuées apparaissent plutôt au niveau des choix scolaires et des projets matrimoniaux que construisent les élèves (Zahi Khadidja, 2002). Dans les pages suivantes, nous verrons que les filles marocaines investissent toutes les filières de l'enseignement secondaire et rêvent d'aller à l'université, mais estiment qu'elles ont moins de chances que les garçons de voir leurs rêves se concrétiser.

3.1 – La différenciation sociale et sexuée dans le secondaire marocain

Le système d'enseignement marocain est très dynamique. Ses effectifs sont passés du simple au double en l'espace seulement d'une douzaine d'années (1992-2004). En réalité, plusieurs changements sont apparus dans le champ éducatif marocain. D'une part, l'offre de formation professionnelle est devenue très variée et d'autre part, les valeurs marchande et symbolique des diplômes se sont accrues. L'accès des filles à l'école a connu un rythme soutenu tant au niveau des admissions dans le secondaire passant de 41% à 48% qu'au niveau de la poursuite des études. Ainsi le taux de féminité des bacheliers a connu une augmentation de 6% (*cf. Graphique 3*) en l'espace de 11 ans (1993-2004)⁶³.

⁶³ Le taux de féminité est passé de 42.4% en 1993 à 48.3 en 2004. Ces chiffres sont tirés des statistiques du Ministère marocain de l'Education nationale et de l'Enseignement Supérieur diffusé en 2004 lors de la 47^{ème} session de la Conférence Internationale de l'Education tenue du 8 au 11 Septembre à Genève.



Sources MEN Maroc, 2004.

Les résultats positifs enregistrés par les filles à ce degré du cursus amènent à s'interroger sur la relation entre les études que les filles marocaines sont en train de suivre et les projets d'avenir qui suscitent leur intérêt. Plusieurs questions peuvent ainsi être posées : comment les lycéennes marocaines comptent-elles traduire leur ambition scolaire, en projets professionnels compatibles avec les idées qu'elles se font des relations matrimoniales et du lien intergénérationnel ? Existents-ils des points de rapprochement entre les manières dont les lycéennes sénégalaises et marocaines conçoivent leur avenir professionnel, et leur vie de couple ?

La présence en masse des filles marocaines dans les études médicales et les sciences expérimentales et le choix porté sur les filières techniques par leurs consœurs sénégalaises, permettent déjà de voir l'intérêt que revêtent les formations techniques et scientifiques chez les lycéennes vivant dans le Nord et l'Ouest de l'Afrique.

Les filles dans les filières de l'enseignement secondaire et supérieur

Les filles marocaines sont inégalement réparties dans les différentes filières de l'enseignement secondaire et de l'enseignement universitaire. Ainsi, la section Lettres de l'enseignement secondaire connaît une explosion de ses effectifs féminins (56%). Dans les sciences expérimentales, l'effectif féminin représente 37%. Il se réduit comme peau de chagrin (5%) dans les filières techniques avant de s'amoindrir finalement jusqu'à 2%. L'enseignement supérieur montre une inégale répartition des filles, dans les filières de formation. Pour la Médecine dentaire, la domination féminine est écrasante (60%). Elle perd de sa force dans la section Lettres (51%). Elle passe à 43% dans le Droit et l'Economie alors que dans les filières techniques et scientifiques la présence des filles se réduit à 33%⁶⁴.

3.1.1 – Ambitions scolaires et inquiétudes devant l'avenir

La distribution des effectifs dans l'enseignement secondaire marocain a connu donc une progression. Les ambitions affichées par les élèves sont fonction de la catégorie sexuée et de la trajectoire scolaire. L'ambition de poursuivre de hautes études est d'emblée affichée par la quasi - totalité des lycéens. Cependant, cette ambition s'exprime moins, dans les sections Lettres Modernes dominées par les filles où 24% seulement désire continuer jusqu'au doctorat. Les lycéens des sections scientifiques sont 59% à déclarer viser des études de doctorat dans les mathématiques contre 49% dans les sciences expérimentales et 52% dans les filières techniques.

⁶⁴ Les distributions statistiques tirées de la thèse de doctorat de Zahi Khadija, 2002. Nous nous servons des mêmes chiffres dans les pages suivantes.

L'avenir pour les lycéens demeure « flou » et « incertain » (Zahi Khadidja, 2002). Pourtant, ils jugent indispensable l'obtention des diplômes pour réussir dans la vie. En fait, ce pessimisme va *decrecendo* des sections Lettres modernes (70 %) aux sections scientifiques (48 %) et techniques (53 %). Les filles semblent plus inquiètes que les garçons devant l'avenir. 63% d'entre elles déclare se sentir inquiète contre 41%⁶⁵ chez les garçons. En fait, malgré leur dynamisme et leurs ambitions, les lycéennes restent convaincues qu'elles ont moins de chance d'accéder à une carrière professionnelle.

Tableau 12 : Répartition des élèves selon le sexe et les études projetées dans le cycle secondaire au Maroc

Répartition sexuée des élèves dans les filières d'études en fonction du projet professionnel	Effectif des élèves	% Garçons	% Filles
Classes préparatoires / Grandes Ecoles	60	80	20
Droit	27	33	67
Techniques	21	62	38
Mathématiques	17	59	41
Médecine	16	19	81
Informatiques	11	55	45
Lettres	8	12	88
Autres	14	71	29
Inadaptés	34	35	65
Non-réponses	111	59	41

Source : Zahi Khadidja, *L'orientation au Maroc (2001/2002)*

⁶⁵ Idem, Zahi Khadidja, 2002

3.1.2 - La relégation des filles, une donnée transnationale

Les élèves des cursus scientifiques manifestent le désir de s'orienter dans les Grandes Ecoles (cf. *Tableau 12*). Les élèves évoluant dans les sections littéraires n'arrivent pas à fournir des indications claires sur la poursuite de leurs études. En fait, les enquêtes⁶⁶ montrent d'une manière générale, une grande difficulté des élèves (34%) à formuler les choix qu'ils veulent opérer plus tard, après l'obtention du baccalauréat. Cette difficulté traduit souvent une absence de projet clair sous-tendant les études en cours.

Une détermination différentielle s'observe dans les démarches conduisant aux postes de responsabilités auxquels garçons et filles veulent accéder, en même temps que les formations professionnelles, techniques ou universitaires privilégiées dans la recherche des compétences. Les filles affichent en général, moins de détermination que les garçons (Deblé, 1980). La sur-sélection masculine trouve son explication dans la détermination différentielle mais aussi dans la faible présence féminine dans les Ecoles préparatoires au Maroc. Ainsi, malgré les nettes améliorations de la performance des filles dans le système éducatif, notamment dans la Médecine, le taux de féminité dans l'ensemble de l'enseignement supérieur demeure encore faible, comparé à la fréquentation masculine (55%) du système d'enseignement en 2004⁶⁷.

3.1.3 – Projection dans l'avenir et filières d'études

Il existe de fait une forte corrélation entre les études suivies et la projection professionnelle des élèves du secondaire. Les lycéens, en particulier ceux du Sénégal, entretiennent un rapport très instrumental avec les études (Charlier, 2004 : 43,44).

⁶⁶ Zahi Khadija (2002)

⁶⁷ Cf. document du MEN diffusé en 2004.

Les projections professionnelles dans le cas du secondaire marocain sont liées aux études que les élèves sont en train de faire. En ce sens, les lycéens des filières mathématiques et techniques se projettent beaucoup plus facilement que ne le font par exemple les élèves fréquentant les sections littéraires. D'ailleurs, lors des enquêtes menées sur le terrain⁶⁸, les sections Lettres ont affiché plus de non-réponses. Dans les filières techniques, les filles se projettent dans l'avenir moins facilement que les garçons parce qu'elles pensent disposer de moins de chances d'accéder aux diplômes universitaires. 32%⁶⁹ des élèves des filières mathématiques trouve que leurs matières offrent plus de débouchés contre 30 % des inscrits dans les filières techniques. Dans les sections littéraires, les lycéens trouvent que leur matière offre plus d'intérêt de contenu mais sont 17% à considérer que la filière offre moins de débouchés contre 18 % d'élèves dans les filières techniques qui trouvent un réel intérêt de contenu à leur formation.

En réalité, les lycéens ne sont pas bavards sur leurs projets professionnels. Ce mutisme peut s'expliquer par les difficultés rencontrées dans la rentabilisation des diplômes face à l'accroissement de la population scolarisée. Cet accroissement est le fruit des mutations profondes intervenues dans la société marocaine (Zahi Khadija, 2002). L'équation diplôme égal travail a été largement remise en cause devant la nouvelle réalité que constitue l'augmentation du nombre des diplômés (Bourdieu, 1989).⁷⁰

⁶⁸ Zahi Khadija, 2002

⁶⁹ Nous nous inspirons des résultats de Zahi Khadija (2002) concernant les autres chiffres touchant au cycle secondaire marocain.

⁷⁰ Noblesse d'Etat rappelle justement que les diplômés venant des classes aisées réussissent plus facilement à s'insérer dans le marché de l'emploi grâce aux parents qui sont en général passés par ces mêmes écoles, alors qu'aux diplômés issus des classes laborieuses qui se présentent sur le marché du travail, il est plus exigé une compétence technique

3.1.4 – Les élèves entre lien intergénérationnel et valorisation de la famille nucléaire

Les lycéennes marocaines mettent l'accent sur « la réalisation de soi » au moment où les garçons sont jugés être plus matérialistes. Les jeunes filles tendent beaucoup plus à s'émanciper des « contraintes familiales et domestiques » comme l'une d'elles en fait la précision :

« je me vois femme moderne, indépendante, avec une bonne situation, une profession qui pourra m'élever de plus en plus » (fille préparant un bac électronique).

Le modèle de la réussite sociale semble chez les jeunes marocains se traduire plutôt par ce souhait d'accéder aux signes extérieurs de richesse :

« je me vois ingénieur en chimie avec un haut salaire, une grande maison, une belle voiture » (Garçon, Chimie).

Il y a surtout chez les lycéens issus des milieux modestes, le souci « de rendre l'ascenseur » aux parents autrement dit d'aider les « parents qui ont tant aidé ». Cette attitude semble s'affranchir des appartenances de sexe. Une jeune fille, de père maçon, l'exprime de la façon suivante :

« je veux travailler pour rendre à mes parents tout ce qu'ils m'ont donné pendant mes années d'études et les rendre heureux » (Fille, inscrite en sciences expérimentales).

Les élèves marocains du secondaire n'envisagent pas encore une réussite sociale et/ou professionnelle, en dehors des études. Beaucoup se voient dans la vie active, à l'âge de trente ans. Les filles mettent l'accent sur la vie de couple. Elles se voient, comme leurs camarades

sénégalaises en bonnes conciliatrices de la vie professionnelle et de la vie conjugale. Une majorité d'entre elles (57%) exprime le souhait de se marier à trente ans alors que les garçons sont peu nombreux (38%) à se déclarer prêts pour le mariage à cet âge. Les lycéennes casablancaises (46%) aimeraient être mères lorsqu'elles atteindront la trentaine. Les garçons semblent plus réticents (29%) à vouloir assurer le rôle de père à cet âge de la vie.

La valorisation de la famille nucléaire

L'immersion dans les opinions et les aspirations des élèves du secondaire montre une valorisation de la famille nucléaire, au détriment de la famille élargie restée jusque-là, comme le modèle dominant dans la société marocaine. Les lycéens voudraient bien limiter leur charge à deux enfants, se conformant ainsi à la réalité marocaine qui montre un taux de fécondité des femmes très bas, lié à la transition démographique (Courbage, 2012 : 469).

En réalité le taux de fécondité varie en fonction du niveau d'instruction. Les femmes les plus instruites ont un taux de fécondité plus bas. Selon les données du recensement de 1994⁷¹, le taux de fécondité au Maroc est de 6.7 pour les femmes sans instruction ayant atteint le terme de la vie féconde contre respectivement 4.9 puis 3.4 et enfin 2.5 lorsque le niveau d'instruction passe de fondamental à secondaire puis à supérieur.

Après cette analyse des trajectoires dans le secondaire marocain que nous comparerons plus loin, avec les modes d'investissement observés dans le secondaire sénégalais (*cf. Chapitre V et VII*) plusieurs questions, dans le prolongement de l'étude des inégalités dans le système d'enseignement, peuvent ainsi être posées sans transition. Quels sont les rapports sexuels dans

⁷¹ Recensement de 1994 : Caractéristiques socio-économiques et démographiques de la population, Maroc, 1995, p.51

l'enseignement secondaire béninois et sénégalais ? Quels sont les parcours scolaires des enseignants et enseignantes présents dans le système éducatif et recrutés dans la fonction publique ? Existe-t-il un tamis scolaire en Afrique de l'Ouest, filtrant l'accès des garçons et des filles aux études ? Telles sont les pistes de réflexions qui seront explorées dans les pages suivantes.

3.2- Les inégalités sociales dans le secondaire béninois et sénégalais

Béninois et Sénégalais sont encore faiblement scolarisés. En effet, le taux de scolarisation dans le secondaire béninois est passé de 12% en 1991 à 21% en 2000, soit un accroissement de 9% sur une dizaine d'années (Uemoa, 2000)⁷². A la même période⁷³, l'enseignement sénégalais affiche 34% d'entrée au cycle secondaire ; ces nouveaux arrivants sont constitués de 12 % de filles et de 22% de garçons. Les lycées de ces deux pays de la communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest ne cessent de recruter du monde tant la population scolarisée est peu nombreuse comparée à la population scolarisable⁷⁴. Aucun des deux pays n'a encore réussi à alphabétiser la moitié de sa population. Selon le groupe social considéré, le taux représentant la population sachant lire et écrire peut descendre même jusqu'à 22% (*cf. Tableau 14*).

⁷² Ce qui se traduit en effectif par 72 256 élèves en 1991 contre 971 149 en 2000.

⁷³ C'est-à-dire pour l'année 1995.

⁷⁴ Ces distributions se traduisent au Sénégal de la façon suivante, si nous considérons le secondaire moyen : 308 collèges fréquentés par 149 439 élèves en 1995/96 alors qu'en 1981/1982, ils représentent un effectif de l'ordre de 79 408 élèves. Un effectif de 53.358 élèves fréquente les lycées du secondaire général en 1995/1996 auquel il faut ajouter un effectif de 5461 élèves répartis dans les lycées techniques

Tableau 13 : Eléments de comparaison entre les milieux éducatifs sénégalais et béninois

Pays	Tranche d'années	Effectif total lycées et collèges	% d'élèves scolarisés par rapport à la tranche d'âge concernée	% Filles	% Garçons
Sénégal	1995/1996	208 258	34%	12%	22%
Bénin	1999/2000	971 149	21%	48 filles sur 100 garçons	

Source UEMOA, 2000

Lecture du tableau : Le Sénégal compte 208 258 élèves dans les collèges et lycées concernant l'année scolaire 1995/1996. Dans cet effectif représentant seulement 34% de la population scolarisable, les filles atteignent 12% alors que les garçons totalisent 22%.

Tableau 14 : Répartition de la population au Sénégal et au Bénin

Pays	Année	Population	PIB (2006) en euros	Taux alphabétisation	Alphabétisation H	Alphabétisation F	Espérance de vie
Bénin	2005	7 862 944	461	33,60%	46,40%	22,60%	53,04 ans
Sénégal	2004	10 112 000	594	40,20%	50%	30,70%	59,25 ans

UEMOA, 2002

3.2.1- Ouvriers et inactifs à la recherche d'un emploi après leur scolarisation

Les structures démographiques béninoises et sénégalaises sont marquées par la jeunesse des populations recensées. En effet, plus de 55% des personnes recensées dans ces deux pays a moins de vingt ans (Guay, 2013). Le paysage éducatif béninois⁷⁵ compte 239 établissements dont 68 relevant du secteur privé, en 1997. Ces différents établissements publics accueillent 130 555 élèves dans le Cours moyen et 153 936 élèves dans le secondaire. A la même

⁷⁵ Les données utilisées tant pour l'enseignement béninois que sénégalais seront lorsque les références ne sont pas données celles de l'Uemoa(2000, 2002) avec lesquelles nous avons construites les Tableaux 12 et 13.

période, le secteur privé fonctionne avec 14 204 inscrits. En 1999/2000 l'école béninoise est passée à 362 établissements parmi lesquels 157 privés. Ces établissements ont triplé dans ce secteur, en trois ans alors que l'enseignement public n'a augmenté que d'un quart. Ces chiffres montrent que l'ouverture à l'économie de marché que ces deux pays de l'Afrique de l'ouest ont connue, à partir des années 1980 à travers des réformes structurelles a eu les mêmes effets dans le secteur éducatif. Elle a contribué à l'essor des établissements privés à tous les niveaux du système éducatif (*cf. chapitre I*).

Le nombre d'élèves a augmenté dans l'enseignement public béninois passant de 153 936 élèves, en 1996/1997 à 183 716 élèves en 2000/2001. L'accroissement des élèves dans le privé a suivi le rythme de croissance des établissements publics. Les chiffres de l'enseignement secondaire général montrent qu'au moment où le Bénin atteint dans son cycle secondaire moyen⁷⁶ (public) 130 555 élèves, l'enseignement secondaire sénégalais n'affiche que 122. 226 élèves en 1996. Il s'agit donc de pays dont les systèmes éducatifs évoluent avec le même rythme et sont confrontés aux mêmes obstacles liés à l'alphabétisation de leurs populations.

L'accroissement des populations scolarisées est un phénomène qui traverse les pays du tiers-monde. En réalité, tous les pays dits sous-développés ont enregistré des augmentations des taux bruts de scolarisation concernant l'année 1990 (Cavicchioni et d'Amico, 2004 : 30). Les pays de l'ouest africain se caractérisent par des améliorations de la scolarisation et une diminution des disparités entre sexe. Ce phénomène international de l'accroissement des taux de scolarisation ne doit pas cacher le fait qu'il existe un véritable tamis scolaire opérant en Afrique de l'Ouest et éliminant sans état d'âme beaucoup d'élèves dès l'entrée au collège.

⁷⁶ Il s'agit ici du collège ; mais ce cycle est généralement appelé CEM au Sénégal c'est-à-dire Cours d'Etudes moyennes.

Le tamis scolaire dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

La moitié des élèves qui sortent du cycle élémentaire en Afrique de l'Ouest, obtient une inscription au collège. Au Sénégal, seulement 55% des collégiens est admis au lycée contre 46.6% dans le secondaire béninois. Parmi ces collégiens, les filles représentent 40% dans l'enseignement sénégalais. Ainsi sur une cohorte d'élèves inscrits en classe de sixième, dans le cas sénégalais, seul 83.3 % arrive au terme du premier cycle du secondaire ; 47.2 % de cette cohorte parvient au second cycle, et 34.8 % atteint la Terminale où finalement seul 19% réussit à décrocher le Baccalauréat (Caillods, 2002). L'enseignement béninois présente les mêmes caractéristiques. Sur une cohorte de 1000 élèves entrant au collège, seulement 370 inscrits parviennent en fin de cycle, soit 37 % des élèves. Dans ce faible taux, seuls 190 élèves obtiennent finalement le diplôme leur ouvrant les portes du lycée ⁷⁷ soit 19 %. La même opération statistique pour 1000 inscrits dans le secondaire béninois montre qu'en fin de cycle, seule la moitié des élèves décroche finalement le baccalauréat ⁷⁸.

Les données sur les cohortes montrent l'efficacité du tamis scolaire opérant dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Cependant pour les élèves pris dans les filets de l'échec scolaire, comme pour ceux qui ont réussi à décrocher *in extremis* le baccalauréat, le chemin vers l'emploi passe par le chômage et le travail peu qualifié.

⁷⁷ Diplôme marquant l'entrée au lycée et appelé BEPC en France et BFEM au Sénégal.

⁷⁸ Les chiffres sont les suivants : 557 élèves parviennent en classe de Terminale. Dans cet effectif, seuls 237 lycéens décrochent le bac.

Cent trente six personnes inactives pour cent personnes actives

Les Inactifs au Sénégal affichent le taux le plus élevé parmi les groupes socio-professionnels à avoir bénéficié d'une instruction. S'ils sont 33 % à n'avoir bénéficié d'aucune instruction, ils sont cependant 57.1% à être allés à l'école primaire, et 55% à avoir suivi des études jusqu'à l'enseignement secondaire. Les ouvriers sont très nombreux à n'avoir fait aucun passage dans l'enseignement scolaire. Une majorité d'entre eux est sortie cependant de l'école primaire. Notons que 8.1% de ce groupe social a fait des études secondaires et 2.3% a au moins fait un passage dans l'enseignement supérieur.

Les données ci-dessus sont révélatrices de la répartition de la population ayant eu accès aux enseignements secondaire et technique dans les différents groupes sociaux. 34 % des élèves ayant fréquenté l'enseignement supérieur se retrouve sans activités génératrices de revenus. Les chômeurs sont 8.5 % à avoir fréquenté l'enseignement supérieur. Le groupe socio-économique des Inactifs a vu son nombre accroître au sein de la population béninoise. On dénombre 136 personnes inactives, pour 100 personnes actives en 1992. Les ouvriers représentent 18% de la population active et sont 21% à avoir fréquenté l'enseignement élémentaire.

3.2.2- Système d'enseignement béninois : prééminence masculine dans le recrutement du personnel et rapport sexué inégalitaire

Pour mesurer le rapport différencié que les élèves entretiennent avec l'école ce, en fonction de leur appartenance sexuelle ainsi que leurs orientations dans les différentes disciplines scolaires, les rapports sexués dans les structures économiques sont un bon indicateur (*cf. chapitre II*). Ce recours aux groupes socioprofessionnels est dû à l'absence de données sur la répartition des groupes sociaux et sexués dans le système éducatif. Les données sur les rapports sociaux de sexe ont permis de voir les changements opérés dans le système éducatif et d'observer diverses mutations dans le système d'enseignement et par-delà, dans les structures de la formation professionnelle et de l'emploi. L'étude des transformations opérées dans les champs social et scolaire béninois à des fins heuristiques révèle un indice de parité très faible.

Les femmes sénégalaises sont à l'instar des béninoises, une minorité à entrer dans la fonction publique qui offre plus de garantie. A diplôme égal, les femmes subissent une discrimination lors des recrutements. Dans les postes qu'elles occupent dans l'enseignement, elles possèdent les diplômes requis, ce qui n'est pas le cas du personnel masculin.

La situation des enseignants de carrière, en rapport avec la catégorie de sexe indique une légère détérioration dans l'indice de parité qui désavantage les femmes béninoises pour la période qui couvre les années 1995 et 1996. Les hommes ont représenté pour l'année 1992 la majorité des personnes allant à l'école. De façon concrète, les femmes ont eu à cette période un rapport beaucoup plus réduit à l'institution scolaire. Seule 25.6% d'entre elles se trouvaient à ce moment scolarisée. La distribution des enseignants sur le fichier national et dans

les différents départements béninois montre que le département d'Atlantique où se situe la capitale économique Cotonou, enregistre l'écart le moins important entre hommes et femmes si nous portons notre intérêt sur la situation des enseignants de carrière dans le secondaire. En fait 49.35% des professeurs est constituée de femmes dans le secondaire moyen. Les inégalités de sexe sont plus importantes, dans les autres départements béninois.

Les milieux scolaires sénégalais, béninois et marocain apparaissent ainsi comme une réalité complexe faite d'interrelations, d'influences réciproques entre élèves et où se constituent parfois divers réseaux associatifs. Du Sénégal au Maroc, en passant par le Bénin, les différenciations sociale et sexuée traversent les trajectoires scolaires individuelles et collectives. La deuxième partie de cette thèse questionnera la construction familiale et sociale de ces trajectoires scolaires, en mettant l'accent sur les modèles parentaux considérés comme la clé d'entrée de la différenciation sexuée des projets scolaires. A travers les trois chapitres qui la composent, nous mettrons l'accent sur la construction sociale de ces trajectoires scolaires. Nous montrerons que les groupes de travail, espaces où les élèves développent diverses activités de sociabilité scolaire en vue d'améliorer leur performance scolaire, constituent en même temps, des espaces où milieux familiaux et espace scolaire interagissent.

DEUXIEME PARTIE

***LES INTERACTIONS FAMILLES - GROUPES DE TRAVAIL, UN ESPACE
IMBRIQUE D'ACTIVATION DES PRATIQUES SEXUEES***

Comprendre le poids des structures familiales au Sénégal et les attitudes sociales marquées par la différenciation sexuée des rôles auxquels elles donnent lieu, à l'aune des mécanismes de fonctionnement des groupes de travail appelle une série de réflexions que nous articulerons autour de trois chapitres. Ces derniers montreront les niveaux d'imbrications entre les modèles familiaux et la forme de participation scolaire que privilégient les élèves dans les groupes de travail.

La deuxième partie de cette thèse axée sur les groupes de travail comme espaces d'activation des modèles familiaux, permettra de s'interroger sur les ressorts sociaux qui interviennent dans la formation et le fonctionnement de ces collectifs d'acteurs communément appelés groupes de travail. Ce questionnement des modèles parentaux révèle l'existence d'une homologie structurale entre les structures familiales sénégalaises, où l'autorité est exercée par les hommes et le mode d'organisation des groupes de travail où les groupes mixtes sont très faiblement représentés. L'observation de cette homologie de structures amène à poser la question suivante : les groupes de travail sont-ils fondamentalement une affaire de garçons ? Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord s'interroger sur les déterminants familiaux qui sont à la base du partage inégal des travaux domestiques entre les enfants (chapitre IV). Les réponses apportées permettent d'entrer dans le détail des modèles familiaux qui ont cours au Sénégal, et d'étudier la dimension sexuée de l'investissement scolaire. (Chapitre V). Les variations observées dans les modèles familiaux permettront de s'interroger sur les liens entre les structures familiales et les choix opérés par les élèves dans les groupes de travail (Chapitre VI).

La construction de deux modèles explicatifs permettra de mieux rendre compte des choix scolaires, professionnels et matrimoniaux que déclarent vouloir opérer les lycéens participant aux groupes de travail. La deuxième partie de cette thèse, permettra d'étudier dans ses différentes formes, la remise en question des rôles sexués que les filles se voient attribués et qui limitent leurs choix professionnels et leurs destins matrimoniaux (Chapitre IV). Après s'être interrogé sur le caractère masculin que revêt la participation aux pratiques éducatives développées dans les groupes de travail (Chapitre V), nous montrerons que les filles membres des groupes de travail mixtes bénéficient d'une marge de manœuvre plus importante que leurs camarades concernant la charge domestique dont elles peuvent se soustraire si besoin (Chapitre VI).

Les modèles familiaux qui mettent en valeur les rapports sexués encourageant l'accès des femmes aux secteurs modernes de l'emploi, favorisent un encadrement familial des jeunes filles axé sur l'acquisition des capitaux scolaires. Cette perception des rapports hommes-femmes dans les milieux familiaux où les deux parents travaillent, pousse les jeunes filles à mettre l'accent davantage sur les activités de sociabilité scolaire que sur l'apprentissage domestique.

L'intérêt porté au mode d'organisation des groupes de travail (Chapitre VI) permet la construction de deux modèles explicatifs qui rendent compte de la prédilection des élèves pour un type de groupe de travail donné ce, en fonction du modèle familial avec lequel ils sont en interaction. Ces modèles explicatifs permettent de mieux appréhender la réalité des parcours scolaires et professionnels et donnent un sens au projet matrimonial que les élèves privilégient lorsqu'ils se projettent dans l'avenir.

Nous distinguerons un modèle introverti guidant les choix opérés par les filles et un modèle extraverti qui explique la forte participation des garçons aux activités des groupes de travail. Nous qualifions ce premier modèle d'introverti dans la mesure où il pousse fortement les filles à se tourner vers des préoccupations d'ordres domestique et matrimonial incitant très peu à la poursuite de longues études. Les jeunes filles en interaction dans ce modèle sont ainsi amenées à considérer ces longues études comme incompatibles avec un développement harmonieux de la vie conjugale. Sur ce point, nous interrogerons les représentations sociales qui entourent la « bataille matrimoniale », selon une formule populaire, et nous mettrons l'accent sur la pression sociale exercée sur les jeunes filles, pour les inciter à se marier très tôt et à ne pas réduire leur chance de contracter un mariage bénéfique et béni des parents. Le second modèle de socialisation extraverti pousse les garçons à s'investir davantage dans la sphère publique comme l'école ou le milieu professionnel (*cf. chapitre V*).

Derrière le modèle social, se cache l'encadrement familial des garçons et des filles et la place accordée à chacun dans la gestion du quotidien de la maison. Force est de constater que la répartition de l'activité domestique entre les enfants est déterminante dans le niveau d'implication de ces derniers dans les pratiques éducatives que nous étudierons ici. Cette répartition des tâches du quotidien entre garçons et filles permet de voir la marge de temps que les enfants peuvent consacrer aux activités qui se déroulent en dehors de la sphère domestique. Des conditions fixent l'utilisation du temps libre par les filles. Cette répartition des rôles dans l'organisation domestique concerne plusieurs volets qui vont de l'entretien de la maison (cuisine, vaisselle etc.) à l'apport en ressources monétaires dévolu généralement aux hommes et dont la particularité est de procurer une position dominante dans les rapports familiaux.

La prise en compte de la distribution des rôles dans les rapports domestiques est déterminante si nous voulons comprendre les mécanismes qui commandent la différenciation des positionnements sociaux entre garçons et filles au niveau précisément des activités courantes de la maison et du lien familial. Cette analyse des rôles sociaux permet plus largement de mieux comprendre l'état des rapports sexués dans les autres sphères sociétales où garçons et filles sont en relation dans la mesure où ces différenciations de sexe «s'articulent de façon plus ou moins cohérente dans un continuum de vie» (Blöss, 2002). Dans le même chapitre, nous étudierons les répercussions scolaires de la différenciation des positionnements sexués. Nous interrogerons le niveau de participation des élèves dans les activités de sociabilité scolaire développées dans les groupes de travail. Ce chapitre répondra à plusieurs questions pouvant être résumées de la façon suivante : Quels sont les niveaux d'imbrication entre les positionnements sexués observés dans les relations familiales et l'implication différentielle observée dans les groupes de travail entre garçons et filles d'une part et d'autre part entre filles issues de parents appartenant à des groupes socio-professionnels différents ?

Les questions posées dans le chapitre V à travers l'élaboration de modèles explicatifs rappelant les cadres dans lesquels s'effectuent les investissements des garçons et des filles, mais aussi dans le chapitre VI, par l'étude de l'implication différentielle des élèves dans les groupes de travail, permettent de donner sens aux divers choix scolaires, professionnels et matrimoniaux que disent vouloir opérer les lycéens. Les choix de formation, de carrière professionnelle et de projet matrimonial s'accompagnent de représentations sociales qui sont véhiculées par des proverbes et des formules sentencieuses valorisant, par exemple, la suprématie du mariage sur les autres situations matrimoniales que peut vivre une fille. Ces formules proverbiales décrivent lorsque nous les traduisons en français une bataille sociale

pour l'accès à la vie conjugale et incitent donc les filles à ne pas rater le coche du mariage. Cette pression sociale poussant les filles à contracter un mariage et à ne pas différer le moment de l'union matrimoniale perd de plus en plus de sa force. L'objet du dernier chapitre de cette deuxième partie sera de montrer la traduction de ces pressions sociales et de ces représentations sexuées dans la participation effective des filles dans les pratiques éducatives. La répartition des groupes dans le champ scolaire montre une configuration à dominance masculine, tant du point de vue du dénombrement des groupes mixtes que des groupes monosexes.

Tout au début de cette deuxième partie, l'accent sera mis sur la remise en cause de ces représentations sexuées qui sont en décalage avec l'aspiration grandissante des lycéennes à s'émanciper financièrement des hommes et à se prendre en charge par l'accès à un travail valorisant. D'où ces différentes questions qui permettront de mieux cerner les sentiments contradictoires qui animent les lycéennes dans les groupes de travail. En effet, si certains élèves pensent que l'autorité masculine est importante pour la cohésion de la structure familiale, d'autres au sein des mêmes groupes développent des opinions hostiles à la domination masculine en basant leur argumentaire sur le phénomène de la polygamie. Cette dernière est révélatrice à leurs yeux de l'apport déstructurant de la participation masculine à la cohésion familiale.

Les différentes questions soulevées dans cette deuxième partie peuvent être résumées par une série d'interrogations servant à montrer la relation homologique entre les modèles familiaux et la configuration des groupes de travail. Cette homologie de structures permet ici de questionner l'activation des pratiques sexuées dans le fonctionnement des groupes de travail. L'étude de cette homologie sera l'occasion de répondre précisément aux questions suivantes :

Quel est le tableau de la configuration des groupes de travail dans le champ scolaire après l'analyse qui montre que la participation des filles aux groupes de travail est gênée par la répartition sexuée des tâches domestiques ? La remise en cause du modèle familial de la répartition sexuée des rôles par les lycéennes aspirant à une émancipation financière implique-t-elle une transformation radicale des rapports hommes-femmes dans la vision que les filles ont du nouveau lien conjugal ? Telles sont les questions qui seront le fil d'Ariane de cette deuxième partie de la thèse dont l'objectif sera par conséquent d'étudier les éléments pertinents qui permettent de comprendre, avec toutes les nuances possibles, le mode d'organisation des groupes de travail, qui apparaissent comme des espaces d'échanges où se rencontrent des élèves de Seconde, de 1^{ère} et de Terminale, inscrits dans les mêmes filières scolaires.

Chapitre IV – Les déterminants familiaux de la répartition sexuée des rôles sociaux

La famille peut être définie comme un lieu traditionnel d'organisation des tâches domestiques. Les enfants en fonction de leur appartenance sexuelle, sont affectés en milieu familial, à des tâches différentes. Ce partage inégalitaire des activités domestiques entre les enfants est intimement lié à la vision sexuée des rôles que les hommes et les femmes doivent jouer dans les différents secteurs de la vie sociale. Dans ce chapitre, nous verrons que le travail de socialisation prépare les garçons à un rôle d'autorité alors que les filles sont poussées à s'investir dans la sphère privée. Cette division sexuelle des rôles a des conséquences sur l'investissement scolaire des garçons et des filles en général, et dans les groupes de travail en particulier. Les schèmes de conduite qui limitent l'investissement féminin dans les différents secteurs scolaire, professionnel et matrimonial sont de plus en plus remis en cause, par les lycéennes.

Nous interrogerons au cours de ce chapitre, le détail de ces modèles familiaux et étudierons les transformations à l'œuvre à partir du discours des lycéennes et de la manière dont elles projettent d'investir les secteurs professionnel et matrimonial. Nous commencerons tout d'abord par la présentation du modèle social wolof au Sénégal, avant d'étudier les mutations à l'œuvre dans les structures familiales qui commandent cet investissement des femmes dans les divers secteurs d'activités.

4.1- Présentation des modèles familiaux wolof

« Les wolofs constituent l'ethnie majoritaire au Sénégal. Leur langue est comprise et parlée par les différentes populations » (Lamine Ndiaye 2009 : 31). L'influence de leurs modèles familiaux apparaît dans le phénomène de la « wolofisation » dont la culture urbaine des jeunes, perçue comme une force sociale émergente, véhicule la langue, le mode vestimentaire, les habitudes alimentaires et les styles de vie. Il s'agit d'une nouvelle esthétique traduisant de nouvelles formes de sociabilités inédites et mêlant « images, attitudes, et pratiques du corps » qui passent, de plus en plus, par une culture juvénile de la rue (Amady Aly Dieng, 2010 :345). La société wolof est très hiérarchisée et confère aux individus un statut et un rôle dans la structure familiale en fonction de leur appartenance sexuelle (Piroux, 2000). Les populations wolof représentent l'ethnie dont la culture et la langue, en particulier, se répandent bien au-delà des limites de celles-ci. Ils représentent 43.7% de la population sur une quinzaine d'ethnies (Cissé, 2005) et « assimilent ainsi d'autres groupes et représentent, de ce fait, un facteur important dans la constitution de la nation » sénégalaise (Abdoulaye Bara Diop : 1985 : 6).

Les modèles familiaux que nous étudierons, en relation avec les trajectoires individuelles et les obstacles que rencontrent les élèves dans leur participation aux groupes de travail permettront dans ce chapitre, une photographie des rapports sociaux de sexe. L'objectif visé dans cette mise en relation entre trajectoires scolaires et mode d'investissement des groupes de travail est multiple. Cette relation permettra de comprendre doublement les représentations sociales qui entourent la répartition des rôles en milieu familial. Elle permettra aussi de saisir les cadres sociaux au sein desquels s'effectue la participation des garçons et des filles aux

activités scolaires se déroulant dans les groupes de travail. La famille constitue un espace où l'activité des garçons et des filles peut être encouragée ou de façon extrême, interdite. En ce sens, elle joue un rôle très important dans les interactions entre les lycéens et les collectifs d'acteurs présents dans les établissements scolaires. L'espace familial apparaît ainsi comme un lieu de socialisation où les activités des garçons et des filles sont codifiées. Il représente ainsi des lieux préparatoires aux futurs rôles sociaux. Par l'implication des enfants aux activités domestiques, le cadre familial favorise l'accès à un apprentissage des futurs rôles liés à l'exercice de l'autorité ou à la gestion domestique du quotidien. En cela, le milieu familial reproduit les opérations par lesquelles les enfants acquièrent les schèmes de pensée et de conduite qui créent du lien social et assurent l'intégration sociale des individus.

Les modèles familiaux sont le reflet de la société wolof très hiérarchisée et clairement structurée autour de la prééminence masculine. La discrimination sexuée dans toutes les activités et manifestations sociales commence très tôt (Piroux, 2000). Les structures familiales basées sur la division sexuelle des tâches favorisent l'accès à des réseaux sociaux et culturels qui prennent sens lors d'évènements cérémoniels comme le mariage.

Les modèles familiaux ne sont pas statiques. Ils se modernisent, en incorporant de nouveaux types de solidarité et de nouvelles appartenances. Le processus d'insertion des individus se traduit concrètement par un va-et-vient permanent entre des sphères privées (famille) et des sphères publiques (dynamiques associatives, professionnelles). Ces processus d'insertion dans les réseaux socio-culturels permettent de se rendre compte de la place des femmes dans l'organisation sociale et dans l'institution familiale. Adopter une posture mettant en exergue les attentes familiales différentielles selon que l'enfant est une fille ou un garçon demande «la

prise en compte des rapports entre les femmes et les hommes comme des rapports sociaux structurant l'ensemble de la société » (Dial, 2008 : 14).

La transversalité, l'antagonisme et la dynamique caractérisent le mieux ces rapports sociaux de sexe qui sont à la base des modèles parentaux. Dans leurs activités sociales et scolaires, les lycéens passent d'un cadre privé familial à des sphères publiques qui favorisent diverses activités dans des réseaux associatifs et scolaires. Le caractère transversal des interrelations ainsi créées s'observe par le fait qu'à l'intérieur des groupes mixtes les sollicitations familiales provenant de la sphère privée et donc liée à la gestion du quotidien transforme l'intérêt des filles pour les groupes de travail à une participation *a minima*. Cette participation réduite à une portion congrue n'est pas toujours acceptée par les lycéennes qui mettent en avant le sacrifice que demandent les études et surtout l'accès au baccalauréat. D'où l'émergence de relations conflictuelles qui font que les filles cherchent à s'aménager dans les groupes de travail, des espaces qui les mettent en situation de répondre si nécessaire aux sollicitations familiales principalement liées aux activités d'entretien tout en maintenant le cap sur l'acquisition des capitaux scolaires.

Il existe une dynamique des rapports sociaux de sexe perceptible dans l'évolution et la métamorphose des modèles de socialisation. Cette dynamique se perçoit dans les opinions que les élèves expriment sur les questions matrimoniales, sur la question des relations hommes-femmes, ou des positionnements sociaux, professionnels et sexués. Mais cette dynamique ne s'exprime pas seulement à travers des propos que tiennent les lycéens. L'exercice dans les groupes de travail permet de voir que les idées exprimées lors des entretiens par les élèves s'articulent avec leurs projets d'avenir. L'objectif fixé de réussite scolaire passant par l'investissement dans les groupes de travail est une manière de rendre

concrets les projets en matière professionnel, d'accès à la propriété et aux responsabilités sociales.

La transversalité, l'antagonisme et la dynamique caractérisent aussi les projets exprimés par les élèves tournés vers l'accès à des responsabilités professionnelles et sociales. La dynamique liée à l'accumulation des capitaux scolaires transcende les clivages sexués existant dans les trajectoires scolaires et dans les groupes de travail. Dans le même temps, cette dynamique caractérisant les ambitions scolaires des lycéennes révèle les limites du modèle de socialisation introverti dans la mesure où les filles aspirent à plus de responsabilités sociales et politiques dans les sphères publiques alors que l'apprentissage domestique les oriente vers la sphère privée.

Dans les pages suivantes traitant des contraintes domestiques, nous verrons que ces trois éléments caractéristiques des rapports sociaux de sexe et des projets exprimés par les jeunes filles à savoir la transversalité, l'antagonisme (entre le vécu et les aspirations) et la dynamique trahissent la hiérarchisation sexuée existant dans le modèle social et séparant garçons et filles dans les différentes activités de la vie sociale et professionnelle. Nous insisterons plus loin, sur le fait que si les filles s'organisent autour des activités du quotidien, les garçons sont considérés comme des piliers de la structure alimentaire de la parenté.

4.1.1-Les tâches domestiques ou la manifestation sociale des contraintes sexuées

Les interactions dans les groupes de travail entre filles d'une part et entre filles et garçons d'autre part, sont un révélateur du rapport différencié à la réalité scolaire plus particulièrement et aux réalités domestiques, de façon plus générale. Cette différenciation se

révèle dans la question de la temporalité scolaire. Plusieurs questions préoccupent les lycéennes, lorsqu'elles intègrent un groupe de travail. Elles se demandent de quelles manières, elles réussiront à concilier activités domestiques (vaisselle, ménage, repas, lessive) et activités scolaires prioritaires (cours de classe) et non prioritaires (groupes de travail) ? Cette question est un casse-tête, dans la mesure où elle conduit les élèves à adopter un emploi du temps, définissant les axes de priorité, dans la vie de tous les jours. A chaque plage horaire, les filles affectent une activité qui peut être scolaire ou domestique. Ces opérations mentales d'affectation des diverses heures de la journée à une activité particulière prévue par la famille n'arrivent pas toujours au stade d'un emploi du temps formel, écrit sur une feuille que les filles peuvent consulter à tout moment. La plupart du temps, il reste au stade d'opérations mentales au cours desquelles l'élève sélectionne les activités qu'elle juge prioritaires. Il s'y ajoute que cette planification de l'activité scolaire non prioritaire (qui ne relève pas des cours de classe) doit tenir compte des heures de la journée où il est jugé socialement « peu convenable » qu'une fille se retrouve hors de l'enceinte familiale. Ces heures peuvent être nommées ici « des heures indues ».

Les discours sur la place des hommes et des femmes dans les structures familiales sont actualisés à diverses occasions. Ils véhiculent des interdits, des mises en garde amicales ou sévères ou des recommandations à l'usage de la jeune fille qui veut garder intacte sa réputation sociale. Ces discours passent par des formules sentencieuses, des boutades et même des refrains. Une formule que nous traduisons de façon littérale véhicule l'idée par exemple qu'une fille doit avoir « les jambes courtes » ou « de petites foulées » c'est-à-dire ne doit pas s'éloigner de la maison. La participation des lycéennes aux activités des groupes de travail se heurte aussi aux conditions posées concernant l'usage des plages horaires disponibles. Cet encadrement de l'usage du temps libre, révèle l'état des rapports sociaux de

sexe à l'intérieur des modèles parentaux qui sont une construction socio-historique. Les facteurs qui agissent positivement et négativement sur la scolarisation des enfants sont liés à des processus domestiques. La peur par exemple que ce temps libre ne soit consacré à des rendez-vous galants, amène la famille à être regardante sur les activités qui se déroulent en dehors de la maison.

Les lycéens vivent dans un modèle familial basé sur la division sexuelle des tâches domestiques. Apprendre à faire la cuisine, à tenir la maison, à prendre soin des petits frères et des petites sœurs, à faire les courses apparaît comme un impératif. Les filles qui s'acquittent avec difficulté de ces tâches, laissent derrière elles, une image de fille incapable de s'occuper d'une maison et donc de mauvais partis pour les hommes. Parler de « scolarisation sous conditions », c'est reconnaître que savoir tenir une maison demeure une préoccupation prioritaire, dans un univers social où le « célibat définitif ou très prolongé n'est pas envisageable » et où les propos des jeunes filles « témoignent également de cet empressement à vouloir se marier » (Mondain et *al.*, 2005 : 6).

Les études passent donc au second plan, dans ce modèle parental dans la mesure où les filles doivent se marier tôt et s'occuper d'une maison. Cet apprentissage qui sera couronné par le mariage, favorise la perpétuation des rapports sociaux de sexe à travers des rôles sociaux, qui visent la conservation de l'institution familiale. Le revenu du couple est dans ce modèle familial, à la charge de l'époux. Une formule imagée et populaire est employée en wolof pour dire que « le premier diplôme d'une femme, c'est son mari ».

Notre enquête effectuée auprès des lycéennes montre que filles doivent ramer à contre-courant et adopter, comme nous le verrons au cours de ce chapitre des attitudes spécifiques à

la socialisation des garçons, lorsqu'elles ambitionnent de s'investir dans les groupes de travail qui, tout compte fait, relèvent de la sphère publique.

La famille sénégalaise comme institution qui se « caractérise par une relative permanence des rapports domestiques inégalitaires entre hommes et femmes » (Blöss, 2002) inclut l'éducation des enfants. Mais ce travail d'inculcation des normes sociales aux enfants, crée les conditions d'une reproduction des relations familiales basées sur la division sexuelle des tâches domestiques. Si la permanence des rapports inégalitaires est un fait, elle n'est pas sans rencontrer d'hostilité voire de sentiments contrariés (pour les acteurs) et contrariants pour la reproduction des structures familiales. Les filles scolairement actives dans les groupes de travail – symbole de la génération née après les réformes structurelles et donc les enfants de la crise - entretiennent un rapport de plus en plus conflictuel avec l'institution familiale. Les garçons ont une relation moins conflictuelle, à cette inégalité dans le partage des tâches domestiques, dans la mesure où ils sont largement avantagés par cette répartition des rôles.

Le « modèle traditionnel qui façonne encore de nos jours les représentations courantes » (Blöss et Frickey, 1994 ; 99) conforte donc les garçons et les confirme dans leur statut d'autorité. La reproduction de la division sexuée des rôles dans les ménages sénégalais est observable à travers les attitudes des garçons. Les filles quant à elles, sont partagées entre le désir de réussite scolaire et les tâches domestiques. Elles sont 70.4 % à s'occuper du repas après l'école (Ndoye, 2008 : 14), ce qui influe sur le temps qu'elles peuvent consacrer aux études. Dans la mesure où le père travaille, s'occupe des besoins matériels du ménage et intervient en dernière instance, pour donner une décision d'autorité, les garçons dans les groupes de travail vivent dans une logique d'imitation de ce comportement paternel.

Les lycéens, en investissant les groupes de travail, ont en tête qu'ils deviendront le pilier de la maison, et qu'ils seront amenés à accéder à plus de responsabilités sociales dans les structures familiales où les liens de dépendance s'articulent de plus en plus autour de l'emploi, et des personnes notamment celles ayant la meilleure position sociale. Dans les groupes de travail, la réussite scolaire apparaît ainsi « socialement » comme une nécessité. Du fait qu'il incombe socialement aux hommes d'assurer les dépenses liées aux « événements cérémoniels familiaux » en lien avec la naissance, la mort ou le mariage, qui sont « l'occasion de circulation cérémonielle de sommes d'argent considérables » mais aussi de loger et de vêtir femme(s) et enfants, la réussite sociale masculine dans les représentations collectives, se perçoit comme une évidence. Il faut reconnaître aussi que le soutien matériel apporté par les enfants à la maison parentale se substitue généralement à la retraite qui n'est d'ailleurs souvent perçue que de façon trimestrielle et par une faible partie des gens âgés représentant seulement 118.000 personnes au Sénégal (Antoine, 2006 : 448).

En réalité, nous sommes en présence de mode de sociabilité où « aucun domaine de la vie sociale ne semble échapper à la circulation de l'argent »⁷⁹, qui joue ici un rôle majeur et complexe en ce sens qu'il est un *medium* non seulement dans la vie marchande mais aussi dans la reproduction sociale. Ce mode de sociabilité sénégalaise faisant de la vie sociale un ensemble « de circuits complexes où s'enchevêtrent l'activité économique, les liens domestiques et familiaux » (Moya et Ellison, 2005 :6) s'est conjugué à la crise sociale et fait que l'argent ouvrant les portes à plus de responsabilités familiales et sociales manque en

⁷⁹ Il est important ici de nuancer le propos et de ne pas mélanger deux dimensions distinctes de cette circulation de l'argent. Comme le rappellent les deux auteurs cités, Ellison et Moya (2005) qui ont fait une enquête dans un quartier périphérique de Dakar (Thiaroye) « la pénétration de l'argent au cœur de la parenté et de ses rituels, les marchandages permanents, l'apparente généralisation de la vénalité ou encore l'impossibilité de relations dégagées de spéculation monétaire laissent à penser que la société est intégralement marchandisée. Mais cela tient surtout à une conception éminemment occidentale qui nous conduit à séparer les sphères de la parenté et de l'argent et, plus largement à assimiler la monétarisation à la marchandisation. Ceci ne signifie pas pour autant que la présence de l'argent au cœur même de la vie sociale soit sans conséquence ».

permanence. Ainsi nous comprenons pourquoi « les garçons sont préparés depuis leur plus tendre enfance, à l'univers de la compétition, ne serait-ce que par les pratiques sportives, ou par les jeux, en général plus agressifs par lesquels ils s'affirment (...). On peut également penser que ce qui se joue à travers l'éducation donnée aux garçons et aux filles ce sont, en définitive, deux rapports à l'avenir différenciés » (Blöss et Frickey, 1994 : 66).

4.1.2-La socialisation des garçons par une préparation à un rôle d'autorité

La répartition familiale des tâches domestiques prépare les garçons à l'exercice d'un rôle d'autorité. Les garçons s'exercent, par les tâches qu'on leur confie à l'apprentissage du rôle de chef de famille, dans la mesure où dans la répartition inégale des responsabilités domestiques, les ressources financières de la maison doivent être apportées par les hommes. Ils doivent ainsi prendre en charge intégralement les dépenses qu'occasionne la vie domestique. Un manquement au niveau de cette prise en charge est un motif suffisant de divorce. Les enquêtes et les résultats d'observations « convergent pour faire du défaut d'entretien de la femme par le mari, la principale cause de divorce. Il peut être dû à l'absence ou l'insuffisance de ressources du mari à qui revient la charge de sa femme et de sa famille » (Dial, 2005 : 5). Si les hommes sont donc conditionnés à assumer ce rôle de chef dans la structure familiale, c'est que « peu de femmes accèdent au statut de chef de ménage » dans la société sénégalaise (Antoine et *al*, 1995 : 84).

Le fait que les hommes doivent subvenir aux besoins de la famille amène à s'interroger sur les modalités pratiques de la préparation des garçons au rôle et au statut social de chef de ménage. La réponse apportée à cette question est importante parce qu'elle permettra d'étudier, en profondeur, l'investissement des garçons et des filles dans les groupes de travail

et leur degré de motivation lorsque le travail collectif montera en puissance à l'approche des interrogations écrites ou des examens.

La socialisation des garçons passe par plusieurs étapes. Elle consiste à faire adopter par le garçon, des « comportements masculins ». Cette préparation se fait sous la conduite du père ou à défaut, du frère aîné de la fratrie. A partir de ce moment, certains petits travaux ou tâches domestiques auxquels l'enfant était astreint lui sont désormais interdits. Il ne peut plus aider en cuisine comme une jeune fille. L'adoption de ces comportements doit favoriser la distance sociale entre les sexes. « A l'âge de cinq ans, les garçons abandonnent la chambre de la mère pour passer la nuit dans celle du père, ce dernier oblige le garçon dès lors à aller aux toilettes avant de se coucher pour ne pas mouiller le lit ». Il faut dire que « la vraie raison de ce passage du côté paternel, c'est que, dès ce moment, se révèle la volonté de la famille de créer une distance dans les relations mère-fils. La séparation des sexes dans toutes les activités et manifestations sociales, est une caractéristique de la société wolof » (Abdoulaye Diop, 1985 : 45).

Dans les faits, le milieu familial pousse les garçons à se confronter au monde extérieur, et à affronter les « dures réalités de la vie ». La famille exige que le garçon progresse dans les études et construise un projet professionnel. A défaut, les parents le contraindront à aller apprendre un métier. Des sanctions sont prévues dans ce modèle de socialisation qui ne tolère pas que les garçons soient occupés à des tâches dites « domestiques ». Une mère qui demande à un garçon d'aider en cuisine ou dans des tâches comme la vaisselle ou la lessive, s'entendra dire par l'entourage ou par le père de famille « qu'elle va faire de ce garçon, une fille » c'est-à-dire quelqu'un qui manquera d'audace ou « de culot » (Blöss et Frickey, 2001).

Dans la société wolof traditionnellement guerrière, les garçons doivent recevoir une éducation virile. Les hommes chargés d'assurer la protection et la subsistance de la famille, doivent être courageux et travailleurs. C'est « au père à leur inculquer ces qualités par son exemple et son éducation ; à cet effet, il les prenait en main de bonne heure » (Abdoulaye Diop 1985 : 45).

Les propos que nous avons recueillis auprès des lycéennes montrent qu'elles arrivent non seulement à relativiser, mais à remettre en cause la division sexuelle des rôles domestiques et l'exagération dans le discours dominant du rôle des hommes seuls détenteurs des responsabilités sociales et familiales. Si les filles soutiennent qu'elles veulent accéder à plus de responsabilités sociales ne serait-ce que dans la gestion de leurs propres affaires qui souvent demande l'intermédiation d'un homme (cf. au cas Sira Niang⁸⁰), la prééminence masculine n'est pas carrément rejetée. Les raisons sont simples à comprendre et elles sont d'ordre pratique. En effet, si les femmes sont au cœur des grands événements cérémoniels, parce qu'elles sont concernées, les hommes donnent à ceux-ci leur caractère solennel. Le mariage est scellé dans les mosquées où les femmes sont exclues, l'enfant reçoit son nom et prénom de baptême de la bouche d'un homme.

Nous avons observé que les filles dans les lycées adoptent un discours, où des pratiques sociales valorisées au cours de la socialisation des garçons, sont empruntées et mises au service de leur propre réussite scolaire. La question de la prise en charge de la famille et des parents ainsi que la question de l'accès au logement en sont des exemples concrets. Le fait de prendre en charge les parents a toujours été considéré comme le domaine réservé des garçons dans la mesure où ces derniers étaient préparés à l'idée qu'ils doivent prendre la relève du père. Lors de notre enquête, les lycéennes déclarent vouloir prendre en charge leurs parents

⁸⁰ Nous faisons ici référence à une analyse de parcours biographique tirée du livre « Mariage et divorce à Dakar, itinéraires féminins de Fatou Binetou Dial (2008). Nous évoquerons du cas Sira Niang quelques pages plus loin dans la dernière section de ce même chapitre où nous donnons plus de détail sur le parcours de cette femme.

comme l'exprime ci-dessous à sa manière l'élève Diaba inscrite en classe de Terminale. L'accès à la propriété qu'elle ambitionne est tout à fait nouveau dans le modèle social, dans la mesure où il revient aux garçons de veiller sur le plan surtout matériel, à leur bien-être.

« Mes projets dans la vie sont de devenir interprète en anglais, voyager en Europe et essayer d'aider mes parents parce que je peux pas les payer pour ce qu'ils ont fait pour moi. Plus tard je voudrais habiter dans ma propre maison parce que je veux être avec ma mère et mon père à mes côtés parce qu'ils sont les êtres les plus chers ». Diaba Diop élève de 18 ans inscrite dans le privé Tle Groupe de Travail Non Mixte N°8.

Notre enquête permet de se rendre compte que le modèle parental basé sur la division sexuelle des rôles est en train d'enregistrer d'importantes mutations. Du côté des garçons, par exemple, nous voyons que les lycéens interrogés s'accommodent de plus en plus de l'idée d'une conjointe financièrement autonome. Dans les pages suivantes, nous mettrons l'accent sur la place des parents dans la division sexuelle des rôles domestiques parce que dans le travail de socialisation des enfants, le père et la mère apparaissent comme des figures clés dans l'adoption des comportements sexués valorisés socialement et mis à l'usage des garçons et des filles. A partir du modèle parental et des positions sociales et professionnelles du père et de la mère, les garçons et les filles s'identifient socialement mais surtout se construisent un projet socio-professionnel.

4.1.3-Les parents comme exemples concrets de la répartition des rôles familiaux

Les lycéens évoquent généralement la situation professionnelle de leurs parents pour se projeter dans l'avenir. Leurs situations familiales, du point de vue de l'activité des parents et de la position sociale y afférente, sont très variables. Il y a d'abord les cas où l'élève prend exemple sur son père et cherche à accéder aux mêmes postes de responsabilité que lui. Il s'agit généralement de situation professionnelle avantageuse pour le parent qui est pris comme modèle de réussite. Le parent dans ce cas précis, occupe une position sociale élevée. Nous avons rencontré des cas où les lycéens se représentent dans une situation professionnelle plus valorisante que celle des parents. Dans ce cas, la situation peut conduire l'élève à un surinvestissement scolaire. Nous reviendrons sur ces cas de surinvestissement scolaire dans la troisième partie de la thèse lorsque nous aborderons les problèmes familiaux rencontrés par les élèves appartenant à des structures familiales polygamiques.

Certains élèves vivent chez un tuteur⁸¹ qui est en général un proche parent (grand frère, grande sœur, tante, oncle etc.) ayant décidé de prendre l'élève en charge. L'élève ainsi « adopté » se retrouve parfois dans des ménages multi-polaires⁸². Des élèves rencontrés vivent tout simplement dans une situation de confiage⁸³. La cellule familiale dépasse ici la triade père-mère-enfants qui présente les caractéristiques d'une famille de type nucléaire (Sirna, 2007). Cette triade peut s'élargir à travers l'accueil de collatéraux. En réalité, la multipolarité au sein des familles sénégalaises fait que seul 21 % des ménages et 15 % de la population dakaroise évoluent dans une famille conjugale classique, à savoir le père, la mère

⁸¹ Le fait que des élèves soient confiés par les parents à des tuteurs est observé. Mais il n'a pas encore fait l'objet de quantification ou d'une étude systématique.

⁸² Ménages se caractérisant par la cohabitation d'une fratrie vivant en couples.

⁸³ Le confiage est un phénomène socioculturel qui consiste à confier ses enfants à des tiers.

et les enfants. Les ménages polygamiques apparaissent moins nombreux, c'est-à-dire 12.6% des ménages, mais accueillent 25.4 % de la population (Abdou Fall et *al*, 1995 : 74).

Nous avons vu que deux figures émergent des modèles familiaux et apparaissent comme leurs principaux animateurs. Il s'agit du père et de la mère. Les lycéens sont confrontés aux futurs rôles sociaux qu'ils sont appelés à jouer. Ces derniers passent par un exercice quotidien des normes inculquées et des tâches à accomplir dans la vie de tous les jours. Cette préparation à de futurs rôles sociaux met l'accent, lorsqu'il s'agit des garçons, sur le travail scolaire et la persévérance dans l'effort. Cette persévérance est le signe de la capacité à assumer un futur statut de chef de ménage, considéré généralement comme très éprouvant.

Dans les pages qui suivent nous montrerons que les politiques d'ajustement structurel ont mis à l'épreuve les modèles familiaux basés sur le partage sexué des rôles entre hommes et femmes. La paupérisation engendrée a remis en cause les chaînes traditionnelles de solidarité garantissant le lien intergénérationnel.

L'asymétrie des rôles parentaux s'incarne à travers une figure principale et une figure secondaire, en l'occurrence le père et la mère avec des domaines différents d'intervention (Blöss, 2009). La démarche des pères s'inscrit sur le registre de l'autorité symbolique, principalement en période de tension : « ils ne sont, par conséquent, pas absents mais leur investissement prend des formes que l'on qualifiera ici de stratégique » c'est-à-dire « pour faire acte d'autorité ». Le « référentiel masculin » est employé pour « accroître ses chances de gagner une bataille » au moment où les « mères se chargent du volet domestique ». Les modes d'expression des rapports familiaux ont évolué vers des formes nouvelles, mais les représentations sociales qui entourent l'image du père comme détenteur et dépositaire de

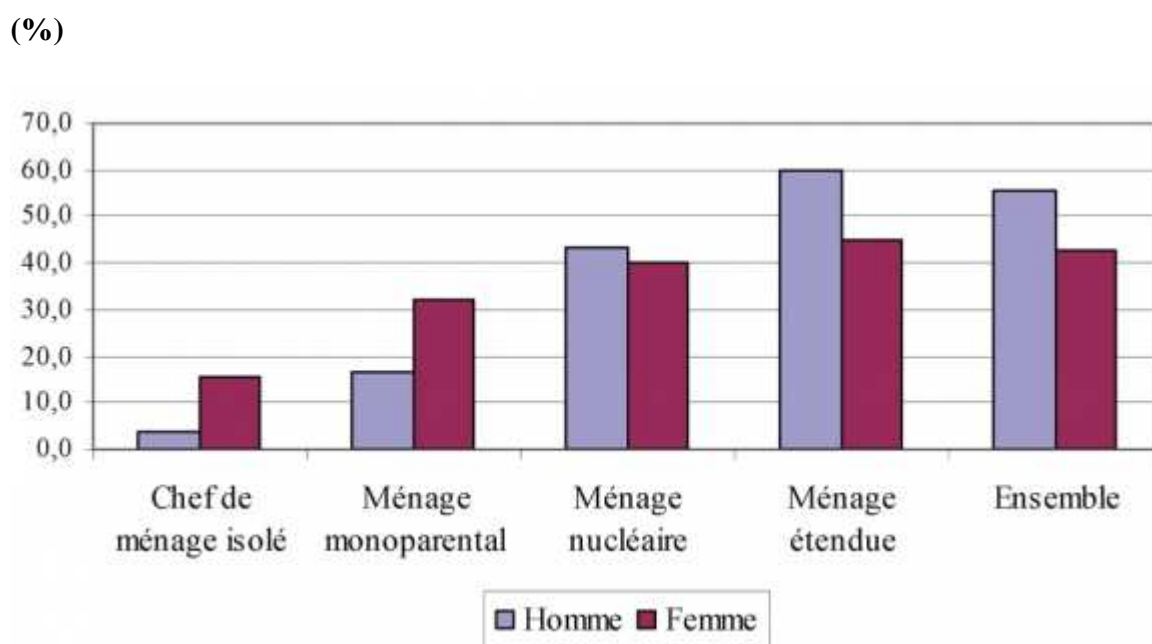
l'autorité domestique n'a pas connu encore de véritables bouleversements (Blöss, 2009). Le fonctionnement des groupes de travail montre que les élèves, à travers leurs activités scolaires et leur mode d'organisation reproduisent de diverses façons « la hiérarchie sexuelle des responsabilités familiales ». Les représentations sociales qui entourent les réussites scolaire et sociale comportent une dimension sexuée qui agit sur les comportements des élèves. Les relations observées entre les modèles familiaux et les configurations des groupes de travail présentent beaucoup d'intérêt. L'existence des groupes de travail dans leurs formes actuelles est la résultante des comportements inégalitaires dans les rapports familiaux organisant les activités du quotidien. Les représentations sociales qui entourent cette division sexuée sont sujettes à des mutations observables en milieu scolaire à travers le nouvel usage que les lycéens font de la division et de la perception sexuées des investissements scolaire et professionnel. Les élèves introduisent dans leurs attitudes vis-à-vis des héritages sexués, une dimension de transformation. En matière de comportements, les actions des élèves apparaissent ici très segmentées.

Les structures familiales dans les rapports à la scolarité

Les représentations sociales, en tant qu'ensemble de significations et de codes collectifs (Jodelet, 2003) n'engendrent pas d'actions unifiées ou homogènes chez les lycéens, d'où les variations dans leurs rapports aux modèles parentaux, observées ci-dessus. Notre enquête montre une grande variation dans les opinions et les comportements relatifs aux pratiques sexuées dominant les rapports familiaux. Ces variations observées sont dépendantes, dans une large mesure, du milieu socio-professionnel des parents. En effet, les activités parentales jouent un rôle central dans les attitudes contradictoires qu'adoptent les lycéennes face à l'inégalité des rapports domestiques, mais aussi généralement face à la réussite sociale. La

question de cette répartition des rôles et de cette inégalité, dans les rapports familiaux (cf. *Graphique 4*) tient au fait observé que le processus de légitimation relatif à la « spécialisation des rôles parentaux » est le fruit d'une négociation tributaire de « la position sociale des agents » (Blöss et Odena, 2005).

Graphique 4 : Le type de ménage selon le sexe du chef de foyer



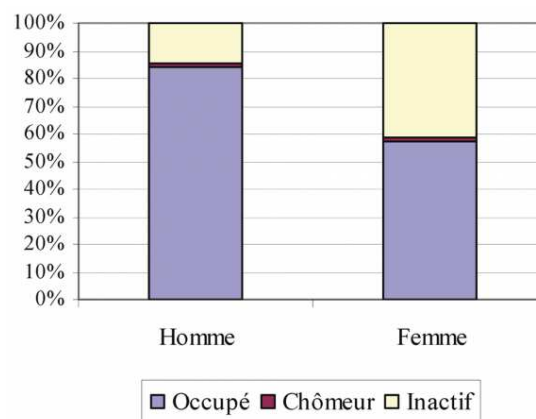
Lecture du Graphique : Les hommes constituent 3% des chefs de ménage isolés c'est-à-dire qui vivent éloignés de leur famille alors que les femmes en représentent 18%. Dans les ménages monoparentaux, les hommes et les femmes représentent respectivement 19% et 32%.

Source : Kébé et Charbit, 2007

Nous observons que lorsque le père s'investit à fond dans son activité professionnelle, pour répondre aux besoins financiers du ménage, l'investissement féminin à l'extérieur se réduit considérablement en faveur d'une spécialisation dans les tâches domestiques (cf. *Graphique 5*). Cette logique est amplifiée au Sénégal, par le manque d'intégration de la population

féminine dans les structures économiques (Kébé et Charbit, 2007 ; Sakho, 2010 ; Brilleau et al, 2005 ; Antoine et al, 1995).

Graphique 5 : Répartition des chefs de ménage selon le sexe et la participation au marché du travail



Source : Kébé et Charbit, 2007

Par ailleurs les structures familiales de type élargi touchant 42% des ménages, jouent un rôle important dans cette spécialisation sexuée des tâches domestiques (Enquête DPS, 2004). Un plus grand attachement aux valeurs familiales est noté dans la population scolaire lorsque la mère est exclusivement occupée aux travaux domestiques. Dans le sens inverse, les femmes investies dans un métier valorisant lié au secteur moderne de l'emploi, contribuent à un resserrement des liens entre les filles et la scolarité. Les lycéennes mettent dans ce cas de figure en évidence, la nécessité d'accéder à un emploi bien rémunéré, en privilégiant la

formation professionnelle ou les diplômes universitaires selon qu'elles sont inscrites dans le privé ou dans le public.

4.1.4- L'insertion des garçons dans « les structures alimentaires de la parenté »

Les garçons expriment lors des entretiens leur souhait de venir en aide à leurs parents et à leurs petits frères, lorsqu'ils auront un emploi. Leurs propos montrent que le modèle du père demeure le cadre référentiel durant leurs trajectoires scolaires. Les raisons sont multiples. C'est à l'intérieur de ce modèle qu'ils sont amenés à s'émanciper financièrement, et à définir une identité sociale.

Nous avons montré que les garçons sont encouragés à s'investir dans des activités (éducatives, économiques) se déroulant dans sphère publique. La famille est une instance de légitimation de cette démarche masculine et en même temps une autorité de contrôle, surtout en période d'examen ou lors de la délivrance des résultats scolaires. Cette fonction de contrôle revêt un caractère primordial pour les garçons. Dans la mesure où les filles sont scolarisées « sous-condition » et qu'elles sont avant tout destinées à se marier, et par conséquent à être prises en charge par leurs époux, la famille considère qu'elles ont un avenir tout tracé. Dans ce modèle, quelle que soit sa situation familiale, la fille reste presque toujours sous la tutelle d'un homme. Dans l'analyse du parcours matrimonial de Sira Niang⁸⁴, par exemple, il apparaît que « les hommes influent sur la décision des femmes ». Sira Niang, femme mariée, mère de plusieurs enfants, puis divorcée applique donc, les recommandations de son frère. « Les femmes passent de l'autorité du père à celle du fils, en passant par celle du mari et du

⁸⁴ Dans son livre « Mariage et divorce à Dakar, itinéraires féminins, Fatou Binetou Dial (2008 : 107) reconstruit quelques parcours biographiques de femmes ayant vécu une situation de divorce et qui ont dû recourir parfois à la justice, ce qui souvent très mal vu par l'entourage. L'une des analyses biographiques porte sur le parcours de Sira Niang, femme de 42 ans, mère de trois garçons, salariée et divorcée depuis sept ans. En fait Sira Niang a dû recourir elle aussi à la justice pour pouvoir se séparer de son conjoint qui ne voulait pas lui accorder le divorce.

grand-frère » (Dial, 2005 : 10). L'exemple de Sira Niang permet de montrer que les femmes ont recours à l'assistance, au secours, à l'intermédiaire d'un homme pour se conformer aux attentes sociales qui préconisent qu'un homme les accompagne dans toutes les démarches importantes qu'elles souhaitent entreprendre dans la vie.

En fait dans ce modèle, une fois le couple formé, la fille quitte la maison et s'installe chez son époux. Les garçons se trouvent dans une situation tout à fait différente. Une fois marié, le garçon ramène son épouse à la maison familiale (Adjamagbo et Delaunay, 1999 : 13) où celle-ci devra, entre autres activités, prendre soin de ses beaux-parents. Il s'y rajoute que dans un pays comme le Sénégal, où le secteur informel occupe plus de $\frac{3}{4}$ des personnes en activités (Razafindrakoto et al, 2009 : 31) et où la pension de retraite n'est accessible qu'à 10% des personnes de plus de 60 ans (Antoine, 2007 : 13) les garçons apparaissent comme «les greniers » de la maison (Meillassoux, 1992 : 125 ; Dupuis, 2008 ; Antoine, 2007).

***Le surinvestissement scolaire des couches sociales modestes ou l'effet Bun Nat*⁸⁵**

Nous avons observé une grande variation dans les attitudes des lycéens dans l'espace scolaire. Le manque de soutien matériel auquel les élèves sont confrontés dans leur quotidien et durant tout le long de leur cursus, imputable à l'insuffisance des revenus familiaux, engendre des attitudes contradictoires. Certains élèves donnent l'air d'avoir intériorisé la réussite scolaire. Leurs propos révèlent une prise de conscience dans la nécessité d'une

⁸⁵ Nous parlons de l'effet Bun Nat (élève inscrit à l'école française mais dont les parents sont d'origine cambodgienne) dans la mesure où dans les *Tableaux de familles* de Lahire (1995), il symbolise la réussite scolaire des familles modestes, qui doivent entre autres faire l'apprentissage de la langue utilisée à l'école car différente de celle de leur vie de tous les jours. « Pourquoi des enfants de milieux populaires, qui ne sont pas des "héritiers", qui sont issus de familles démunies de ce "capital culturel" et de cette familiarité avec la culture de l'écrit dont on sait le rôle dans la réussite scolaire et la reproduction sociale, sont-ils de bons élèves ? » C'est en ces termes que se pose la question de la réussite scolaire des groupes sociaux défavorisés au Sénégal qui doivent, au-delà du déficit de ressources, se confronter à la barrière linguistique. D'où l'effet Bun Nat dans la réflexion que nous développons sur la réussite au Sénégal des élèves issus de catégories sociales modestes.

réussite professionnelle. Les jeunes filles intériorisent les réussites scolaire et sociale pour répondre à un besoin vital de survie sociale. Elles déclarent vouloir échapper à la pauvreté des conditions matérielles d'existence mais aussi mettre leurs parents « *qui [leur] ont tout donné* » à l'abri du besoin. Les filles ayant une expérience dans les structures familiales polygamiques font partie des élèves qui ont recours au surinvestissement scolaire. Elles évoquent les problèmes familiaux qu'occasionne la polygamie comme raison fondamentale de leur désir de réussite scolaire. Avoir une maison à soi revient dans les propos ci-dessous de l'élève Aminata N. comme un leitmotiv, mais surtout comme seule façon de se prémunir contre la cohabitation (pas toujours pacifique) entre coépouses.

« Les hommes sont injustes et si mon mari a peut-être beaucoup de femmes, mieux vaut être dans ma maison, que celle de mon mari avec des coépouses (Aminata N., 20 ans Tle L1A, Groupe de Travail Non Mixte N° 3).

Nous associons ces exemples de réussite liée au surinvestissement scolaire au cas Bun Nat qui est utilisé ici comme un symbole de la réussite scolaire des populations défavorisées.

4.1.5- Du sentiment d'adhésion vers des rapports contrariés avec la sphère domestique : l'effet « schizophrénie »

Deux types d'attitude dominent la relation que les filles entretiennent avec les pratiques sexuées. Une catégorie de lycéennes vit l'investissement différentiel des pères et des mères comme relevant de l'évidence. En réalité, cette catégorie de lycéennes est dans un rapport de reproduction des normes sexuées. Elles se sentent plus investies dans les activités domestiques. Elles participent principalement aux activités scolaires dans les groupes de travail non mixtes parce qu'elles ont un emploi du temps largement bousculé par le quotidien

de la maison. L'occupation principale des mères de famille dans ce type de relation élève-structure familiale, est généralement tournée vers l'apprentissage domestique. Le répertoire traditionnel très sophistiqué, en matière de valorisation des vertus féminines sert ici de théodicée aux pratiques sexuées. Les élèves issues de ces ménages tendent à s'identifier à la mère de famille et à surévaluer l'importance de l'institution matrimoniale.

La deuxième catégorie d'élèves est travaillée par un sentiment contradictoire, où l'adhésion aux valeurs sexuées coexiste avec la nécessité d'une réussite sociale. Mais cette cohabitation, comme nous l'avons souligné est « conflictuelle ». Elle crée un sentiment de frustration chez cette catégorie de lycéennes. Elle est génératrice aussi d'un effet de schizophrénie, dans la mesure où la tension domine la relation avec les pratiques sexuées. La nécessité de réussites scolaire et sociale intériorisée par les élèves a un effet d'entraînement, obéissant ainsi à une « logique inertielle » (Vernochet, 2013). En effet, par l'intériorisation de la nécessité d'accéder à un emploi, les lycéennes s'investissent pleinement dans les groupes de travail en privilégiant les groupes qui répondent mieux à leurs situations familiales. Les filles privilégient en général les groupes non-mixtes dans la mesure où elles accordent à la fois de l'importance à leur scolarité et aux tâches liées à l'apprentissage domestique. En participant également aux activités des groupes mixtes, elles renforcent cette tendance à allier activités de sociabilité scolaire et tâches domestiques. Les filles qui participent aux groupes de travail mixtes, se recrutent en majorité dans les couches sociales où les femmes sont bien intégrées dans les structures économiques.

Paradoxalement, les configurations familiales polygamiques favorisent l'émergence de filles qui ont intériorisé la réussite sociale et qui relativisent donc l'importance matrimoniale. L'éclatement géographique des épouses ou même leur coexistence dans un même foyer

conjugal, ont comme conséquence une relativisation du caractère immuable ou définitif des pratiques sexuées parce que les enfants ont eu une expérience de la déstabilisation des structures familiales et donc de leur contingence. Il faut dire qu'aucun de ces acteurs ne remet totalement en cause les pratiques sexuées. Les relations à l'institution matrimoniale sont des rapports d'adhésion ou des rapports contrariés selon le groupe social concerné.

4.2- Le modèle social à l'épreuve des politiques d'ajustement structurel

Les politiques d'austérité appliquées au Sénégal à partir de 1980 ont engendré des mutations sociales et économiques profondes et affecté le système social. Ces politiques dites de rigueur ont été « un facteur de paupérisation des populations » (Diouane, 2000). Elles ont entraîné une dislocation de la famille élargie et « l'effritement des solidarités traditionnelles » (Sarr, 2001) qui assuraient jusque-là le lien intergénérationnel autour des valeurs consensuelles (Ly et *al.*, 1999 : 16).

Les mutations apparues dans les processus traditionnels de socialisation intégrant des systèmes familiaux, n'ont pas épargné le système éducatif sénégalais. Celui-ci s'est révélé de plus en plus incapable de jouer son rôle d'insertion des jeunes dans le système social et en particulier dans les systèmes productif et culturel (Boubacar Ly et *al.*, 1999). Si toutes ces mutations se sont accompagnées d'une rupture des solidarités traditionnelles, comme nous l'avons évoqué, à travers un processus de «décomposition» et «recomposition», elles ont été pour les femmes l'occasion de création de nouveaux espaces de liberté. Autrement dit, l'espace familial a été le lieu de nouveaux arrangements domestiques et de recompositions associées à une redéfinition des rapports sociaux et des rôles familiaux entre hommes et femmes mais aussi entre générations (Fatou Dial, 2008 : 7).

Nous verrons au fil de notre réflexion que les activités socialisatrices observées en milieu familial, accordent aux garçons des créneaux horaires très larges, et créent ainsi les conditions d'un « dévouement » entier aux activités scolaires que celles-ci se déroulent en classe ou dans les groupes. L'affectation des filles aux activités domestiques a engendré comme conséquence, une implication féminine beaucoup moins importante dans les dynamiques associatives comme les groupes de travail. Cependant, nous verrons qu'elles réussissent à organiser de façon collective, des pratiques de lecture, à créer des bibliothèques tournantes et à réviser régulièrement leurs cours, à des heures qui cadrent avec les moments où elles ne s'occupent pas des tâches domestiques et où elles peuvent sans peine s'absenter de la maison. Si les filles sont obligées de s'aménager, avec plus ou moins de difficultés des espaces à l'intérieur des modèles familiaux, pour mieux jouer leur partition scolaire dans les activités que développent les groupes, c'est que les modèles familiaux créent plusieurs obstacles à leur investissement scolaire. D'où les discours qui remettent de plus en plus en question, la répartition familiale des rôles entre hommes et femmes. Nous verrons que ce discours émanant des filles cache mal les transformations à l'œuvre dans les modèles parentaux.

4.2.1- Les transformations à l'œuvre dans les modèles familiaux

Les transformations sociales opérées dans les chaînes traditionnelles de solidarités familiales (Audrain, 2002) ont été révélatrices des nouvelles conditions sociales, économiques et politiques favorisant l'intégration de plus en plus grande des femmes, dans les structures économiques. Un nombre grandissant de femmes occupe des postes de responsabilités dans leur travail où elles gagnent un salaire parfois au-dessus de celui du mari⁸⁶. D'où le décalage

⁸⁶ Il s'agit de faits observés qui n'ont pas encore fait l'objet d'études quantitatives.

entre leurs situations professionnelles et les modèles familiaux basés sur la prise en charge financière par l'homme des besoins de la famille. Les structures familiales, dans leur dynamique font apparaître un contraste parfois saisissant. Une perte de substance de la famille continue d'être évoquée pour montrer l'effritement des espaces traditionnels de solidarité, bases de la société sénégalaise. Pourtant la famille est encore perçue comme un lieu de sécurisation de ses membres. Il est difficile donc, de parler de déstructuration de la famille dans la mesure où de nombreux observateurs voient à travers celle-ci, une « véritable armature des sociétés africaines » (Abdou Fall, 1995 : 174). Mais, il n'en demeure pas moins que les transformations à l'œuvre indiquent des dysfonctionnements et des signes de « changements subséquents ».

Malgré les transformations à l'œuvre dans le modèle familial, les lycéennes qui veulent participer aux activités scolaires dans les groupes de travail butent sur les représentations sexuées très prégnantes définissant les schèmes de conduite des filles et des garçons. Les activités qui se déroulent en dehors de l'enceinte familiale font l'objet d'un contrôle comme nous l'avons montré en début de chapitre, qui passe par une surveillance de l'usage que les filles font de leur temps libre. Les enquêtes montrent que dans certains cas, les familles préfèrent payer des cours à domicile à l'élève, ce qui résout la question des absences répétitives ou non autorisées et des tensions que celles-ci génèrent. Pourtant, les élèves sont très imprégnés des transformations profondes en cours dans les modèles parentaux. Les opinions qu'elles expriment combattent les représentations sociales autour de la prééminence masculine. Il y a un déphasage entre les valeurs prônées, et donc recommandées et recommandables et les réactions des lycéennes qui expriment des opinions traduisant une insatisfaction grandissante vis-à-vis des normes sexuées qui définissent le partage des rôles sociaux.

4.2.2- Une vision sexuée des rôles en pleine mutation

Les attitudes sociales prônées au niveau familial, pendant la socialisation des garçons telles que l'accès à l'emploi, valorisent l'audace, la persévérance, les activités dans la sphère publique en vue d'accéder à des responsabilités professionnelles et sociales. Ces attitudes sociales mises en avant dans le modèle extraverti de socialisation, sont de plus en plus adoptées par les lycéennes et – chose paradoxale - mises au service de leur propre réussite scolaire. Dans les pages qui vont suivre, nous verrons que la remise en cause du modèle introverti de socialisation n'est pas le fait de toutes les filles que nous avons interrogées. Certaines filles du secondaire se sentent en phase avec les rôles sociaux qui leur sont assignés dans le partage sexué des tâches domestiques et conjugales. Cette catégorie d'élèves défend l'idée que l'affectation des femmes à la sphère privée garantit une bonne cohésion de l'institution familiale et est gage de sa conservation.

Lorsqu'elles sont interrogées, les lycéennes mettent l'accent dans leur discours, sur l'accès à l'emploi. Leur identification au modèle féminin connaît des transformations réelles ou latentes. Plusieurs phénomènes se sont développés sur les scènes sociale, économique, et politique en l'espace d'une génération. « L'urbanisation, la scolarisation des filles, le recul de l'âge du mariage, le chômage » sont les phénomènes qui ont amené des bouleversements dans l'institution matrimoniale (Dial, 2005). Les changements sanitaires, économiques et sociaux qui accompagnent l'urbanisation sont présentés comme favorisant l'évolution des modèles parentaux. L'extension des opportunités d'emplois salariés dans différents secteurs de l'économie moderne, l'élévation du niveau d'instruction, un accès plus large aux techniques

liées à l'information, sont autant de faits susceptibles d'ébranler les schémas classiques de comportements (Adjamagbo et Antoine, 2002 : 9).

4.2.3 - L'émergence d'un modèle synthétique de socialisation

La majorité des lycéennes est loin de reproduire le modèle traditionnel de socialisation, tel qu'il existe dans les représentations sexuées. Un modèle synthétique (syncrétique aussi) est en train d'émerger à travers un nouvel usage des pratiques sexuées. Ce modèle de synthèse se substitue de plus en plus, au modèle social traditionnel qui a montré ses limites devant les nouvelles réalités sociales.

La crise sociale et les politiques d'austérité sévissant depuis le milieu des années 1980, ont eu un impact décisif dans l'apparition de ce modèle de synthèse où se joue la renégociation des rapports sexués. En raréfiant à l'extrême les ressources monétaires, la crise a favorisé l'entrée des femmes dans les structures économiques. La monétarisation est ainsi devenue déterminante dans l'espace « du manque » qui s'est élargi « entre la monétarisation généralisée et normale des rapports sociaux, d'une part, et la rareté de la monnaie d'autre part »⁸⁷. En réalité, la baisse du pouvoir d'achat des ménages accentuée par les réformes « s'est accompagnée, pour les femmes, d'une implication croissante dans l'économie, en particulier dans l'économie informelle, et une participation accrue à l'entretien de la famille. » (Ellison et Moya, 2005 :6). Ce contexte social explique pourquoi les femmes aspirent de plus en plus « à des statuts supérieurs conformes aux nouveaux rôles qu'elles jouent au sein du ménage et au niveau sociétal » (Dial, 2005 :1).

⁸⁷ Moya et Ellison attirent ici l'attention sur la déflation qui a accompagné les réformes conjoncturelles et structurelles au Sénégal.

L'adhésion au modèle synthétique est dépendante de la configuration du tissu familial, dans la mesure où l'activité des parents joue un rôle de premier ordre, dans la plasticité des représentations sexuées. Les variations notées, au niveau de l'adhésion féminine au modèle de synthèse, sont le fait des différenciations sociales. L'expérience familiale joue un rôle important dans cette adoption du nouveau modèle de socialisation dont la crise a été le catalyseur.

Les lycéennes adhèrent massivement au modèle que nous avons appelé synthétique dans la mesure où les jeunes élèves expriment leur volonté de poursuivre une carrière professionnelle, d'accéder à la propriété et de prendre en charge leurs parents, autant de choses que le modèle traditionnel, dans les représentations sexuées, comme la division sexuelle des tâches, ne prend pas forcément, en compte. Le désir de renégociation des rapports hommes-femmes concernant les prises de décision et l'autonomie financière, est ce qui émerge de la nouvelle ambition affichée par les élèves.

Le nouveau modèle de socialisation reproduit les idéologies sexuées

Une minorité de lycéennes montre encore un attachement au modèle traditionnel dans sa forme actuelle ou réactualisée lorsqu'elles sont interrogées sur les contributions masculines et féminines dans l'organisation du ménage. En ce sens, la population masculine n'est pas la seule, pour nuancer les propos de Dial (2005), à défendre le modèle « passéiste » des rapports sexuels.

Les élèves affichent le souhait de trouver un emploi, une fois leurs études achevées. Certaines lycéennes ne remettent pas en cause, pour autant, la prééminence masculine, ni le statut

d'autorité qu'occupent les hommes. Elles avancent des arguments d'ordre religieux pour légitimer la domination masculine. Pour ces lycéennes, le choix et l'achat de la résidence reviennent aux hommes. L'accès des femmes à l'emploi n'ouvre pas la voie, dans ce cas de figure, à une amélioration des positions féminines dans le modèle familial. La religion est parfois évoquée comme cadre de légitimation des différenciations sexuées.

« L'émancipation signifie la revendication de la liberté. Je veux vivre dans la maison de mon mari : mes raisons sont que c'est ce que recommande ma religion » Rockyatou Sow (21 ans, Tle, père enseignant, mère ménagère, tutrice, ménagère).
Groupe de travail Non Mixte N°12.

L'exemple de cette élève en classe de Terminale et inscrite dans un groupe de travail non mixte montre que les femmes peuvent connaître une insertion professionnelle, et de nouvelles responsabilités sans que cela n'entraîne une reconsidération de leur statut ou un bouleversement des rôles parentaux. Parfois, les femmes mettent elles-mêmes ces nouvelles responsabilités financières les conduisant à contribuer autant, sinon davantage que leur époux, sous le sceau du secret (Adjamagbo et *al.*, 2003). L'exemple de ces lycéennes illustre ce rapport traditionnel aux représentations sexuées et à l'exercice des responsabilités dans la sphère privée. Mais elles sont minoritaires parmi cette nouvelle génération de lycéennes.

Le cas Rockyatou : un modèle de synthèse sans modification des rapports sexués

Le cas de cette lycéenne est profond en enseignement. Rockyatou, élève en classe de Terminale Littéraire appartient au Groupe de Travail Non Mixte n°12 et affiche pendant l'entretien son souhait de devenir enseignante. Ce choix s'appuie sur le cadre référentiel paternel et est motivé par l'adéquation entre le style du père et ses propres aspirations à

accéder à des responsabilités professionnelles. Pourtant, la position de la tutrice (ménagère) et celle de sa mère sans occupation lucrative montrent que les ambitions de l'élève à s'investir socialement par l'accès à un emploi dans la fonction publique, ou la sphère publique, ne militent pas en faveur d'une amélioration des positions féminines dans le domaine matrimonial. Nous sommes en présence du cas de figure qui rend compte d'une dualité. L'élève ne vise pas une autonomie dans les relations entre hommes et femmes. Elle vise une contribution monétaire à l'économie domestique, mais dans le cadre de la reproduction de la prééminence masculine. Les rôles concurrents dans les domaines familial et professionnel sont assumés, sans modification des relations matrimoniales. L'élève ne prend pas appui sur la religion. Il est possible de penser que sa démarche soit celle de la « naturalité » des rapports domestiques, favorisée par l'intériorisation des normes sexuées inculquées dans le cadre d'une socialisation introvertie. Sa relation aux représentations sexuées n'est pas conflictuelle. La division sexuée des pratiques domestiques comme modèle, se greffe ici à des référents masculins et paternels, sans aboutir au modèle de synthèse traduisant une vision transformée des idéologies sexuées.

Les opinions exprimées par Rockyatou sont en phase avec les deux situations féminines à savoir celles de la tutrice et de la mère. Ces dernières représentent, pour l'élève des référents féminins ou maternels qui perpétuent la spécialisation des femmes dans les activités domestiques. Pendant que le conjoint « travaille » à l'extérieur, la tutrice et la mère « travaillent bien »⁸⁸ c'est-à-dire « œuvrent pour l'avenir radieux des enfants en s'occupant correctement du mari et de sa belle-famille » (Adjamagbo et *al.*, 2003 : 1).

L'activité féminine comme invariant dans le partage des responsabilités

⁸⁸ Expression wolof qui peut être rapprochée de l'idée qu'on se fait d'une « fée du logis » dans la mesure où elle vante les qualités d'une femme sachant bien prendre soin de son époux, des enfants et de la belle-famille, bref de l'ensemble de la maisonnée.

Nous avons vu qu'une minorité de lycéennes reconnaît accorder une importance au modèle traditionnel. Notre enquête montre que les configurations de leurs familles d'appartenance font apparaître un tableau familial où prédomine la hiérarchisation sexuée des activités du ménage. Les activités de la mère ou de la tutrice restent, dans la majorité des cas invariables. Le modèle paternel dans ces cas de figure prend des apparences diverses avec des variations au niveau des activités rémunératrices. Ces activités professionnelles vont dans nos enquêtes, du métier de pompiste à celui de professeur en passant par des professions libérales comme celles de comptable, d'homme d'affaire, de commerçant. Dans ces « tableaux de famille », l'activité qu'exerce la mère demeure le principal invariant à savoir une femme s'occupant entièrement des tâches domestiques.

Le modèle de socialisation qui régit l'activité des garçons, se révèle être très combattif. Dans sa dimension symbolique, il englobe la posture guerrière qu'un homme doit adopter devant l'adversité. Le modèle régissant les activités féminines n'est pas pour autant synonyme d'échec dans l'acquisition des capitaux scolaires. La réussite scolaire est bien envisageable à l'intérieur de ce modèle. Le modèle de socialisation introverti permet aux filles d'intérioriser plus facilement que les garçons les normes et pourrait favoriser l'assimilation des règles scolaires (Blöss et Frickey, 1994 : 54).

Le modèle de socialisation des filles favorisant l'intériorisation des normes sexuées, ne traduit pas une inaptitude dans l'accès aux études littéraires, scientifiques ou techniques. Cependant nous verrons dans la troisième partie de cette thèse, traitant des résultats scolaires des élèves présents dans les groupes de travail, que le modèle de socialisation tournée vers la

sphère privée offre des résultats plus modestes, contrairement aux observations effectuées en France.

L'émancipation des femmes est peu présente dans le discours des filles appartenant à des cellules familiales où l'activité de la mère est cantonnée principalement aux tâches domestiques. La situation de ces femmes occupées par les activités domestiques est très nuancée parce que celles-ci exercent accessoirement de petits métiers dans la coiffure ou le petit commerce. Ces activités apportent un revenu supplémentaire au ménage.

La religion et les traditions sont invoquées par les élèves, à la question relative à l'émancipation des femmes dans la vie conjugale, que nous avons posée dans nos questionnaires (cf. Annexes). « *Il s'agit de notre culture* », « *dans notre religion* » « *la femme doit obéir à son mari* » sont autant de points venant appuyer l'argumentaire des jeunes filles interrogées sur le rôle de la femme dans la vie conjugale et dans la société. La perception que les lycéennes ont du monde social et de la hiérarchie des sexes, dans ces cas précis, décourage ou inhibe toute remise en cause du modèle social fondé sur la domination masculine. Les représentations sexuées n'ont pas encore perdu de leur force, et ont tendance parfois à se renforcer d'une génération à l'autre. Les filles imitent les parents à travers leur participation très précoce aux activités de la maison : d'une part dans le maintien de la propreté et ensuite dans les comportements et les attitudes qu'elles doivent adopter face aux choses du quotidien et aux événements domestiques et cérémoniels.

Les activités des garçons se font à l'intérieur d'un modèle qui donne sur un champ d'action ouvrant sur la sphère publique, où beaucoup de choses sont à conquérir : un emploi, un crédit social, une conjointe, autrement dit des gains financiers et symboliques. Véritable pivot et

lieu d'expression de la prééminence masculine, le modèle permet aux garçons de s'investir pleinement dans les groupes de travail. De fait, les garçons se réunissent pour réviser les cours. Ils bénéficient ainsi de l'apport des autres camarades, de façon régulière, en sorte qu'ils comprennent et réussissent à refaire les exercices déjà corrigés. Modèle de conquête, la socialisation extravertie demande un investissement payant dans des activités extérieures. En fait, ce qu'exige le modèle paternel c'est un investissement scolaire qui doit déboucher sur un accès à un emploi qualifié. Plusieurs raisons sont évoquées. Les garçons doivent fonder une famille, la loger, et s'occuper de tous les aspects financiers. Ils doivent aussi venir en aide aux parents qui subviennent difficilement aux besoins de la maison. Toutes ces charges et rôles sociaux à assumer, passent par une implication scolaire qui se traduit par une plus grande participation au groupe de travail, dans l'optique d'une plus grande capitalisation scolaire « monnayable » à travers l'accès à un emploi. Le modèle du père véhicule l'idée que le garçon fonde une maison, en prend les rênes et en assume la responsabilité.

4.2.4- Le nouvel usage des idéologies sexuées

Les lycéennes rencontrées dans l'espace scolaire valorisent le modèle permettant la conciliation entre leur activité professionnelle à venir et leur statut d'épouse qu'elles envisagent dans un avenir proche. Le modèle traditionnel de la femme à l'écoute de son conjoint n'est pas pour autant rejeté par la majorité des filles présentes dans les groupes de travail. Elles insistent sur l'intérêt qu'il y a à l'associer aux exigences de la société moderne qui demande que les femmes soient aussi occupées dans les activités professionnelles au même titre que les hommes.

Kocc ou la métaphore du bonnet

Le modèle traditionnel fait usage de la mise en garde et de la proscription pour mieux favoriser la perpétuation de la prééminence masculine. A travers des formules imagées, les femmes sont averties des conséquences néfastes qu'il y a d'exercer l'autorité à la place des hommes. Les conséquences d'une attitude hostile à la domination masculine, rejailissent sur la progéniture. Une formule sentencieuse traduite en français dit qu'une progéniture bénie n'apparaît pas dans une maison où l'autorité est disputée aux hommes. Une autre formule rappelle qu'une femme qui met son mari dans une marmite servira ses enfants comme déjeuner⁸⁹. Dans les familles, il arrive qu'on rappelle aux filles la recommandation que le légendaire personnage nommé Kocc fit à sa fille, au moment où elle devait rejoindre le domicile conjugal. L'histoire dit que Kocc appela sa fille par trois fois, avant de lui poser directement la question suivante : qu'est-ce qui fait qu'un bonnet repose à longueur de journée sur la tête ? Sa fille lui répond : parce qu'il est léger. Kocc lui recommanda alors de vivre dans sa nouvelle famille à l'image de ce bonnet⁹⁰.

Le modèle introverti trahit une sorte d'impuissance. Cette dernière se traduit par toutes sortes d'épithètes utilisées par les filles et servant à montrer que dans leur position de dominants, les hommes mesurent mal l'oppression qu'ils font subir à leur conjointe. Dans les propos tenus durant les entretiens, les filles réclament plus de respect, dans la mesure où elles affirment être « *traitées sans égard* » par les hommes « *qui ne regardent que du côté de leur désir et de leurs égoïsmes* ». « *Les hommes utilisent les femmes puis les jettent* ». Ainsi par l'introduction d'une coépouse dans la maison, les hommes montrent leur ingratitude.

⁸⁹ Cette formule wolof très imagée souligne que les actions négatives d'une femme contre son conjoint, retombent sur les enfants.

⁹⁰ La traduction rend très imparfaitement cette métaphore du bonnet. L'idée était de montrer que Kocc recommande à sa fille d'accompagner son mari dans ses entreprises et de jouer un rôle de confidente et de conseil.

« *Quand ils n'ont rien, ils sont plein d'égard et dès que la fortune leur sourit, ils courent chercher une nouvelle épouse* » oubliant à quel point la première épouse « *s'était privée de beaucoup de choses pour leur rendre la vie facile et leur être agréable* ». Tous ces propos tenus par les lycéennes, témoignent des expériences familiales douloureuses que les filles elles-mêmes cherchent à exorciser, dans la mesure où elles sentent qu'elles ne sont pas immunisées contre ces revers de fortune dans la vie conjugale.

Les filles ont en réalité intériorisé des situations familiales faites de déchirement vécues réellement ou par procuration. Elles reprochent aux hommes dans une sorte d'anticipation « *les coups bas, et les trahisons* » qui sont d'après leurs propos « *la marque de fabrique des hommes* ».

Lorsque les lycéennes refusent que le mariage ruine leur projet professionnel : le cas Astou Faye

L'activité féminine étant principalement liée au « petit commerce », il devient facile de détacher les femmes et les filles de leur métier et de leur source de revenus pour les occuper entièrement au foyer.

Ma grande sœur avait un studio de photographie dans le quartier. Les gens y venaient pour des photos d'identité, des photos de familles, lors de certaines cérémonies : baptêmes, mariages, réceptions etc. Le studio en question ne lui rapportait pas beaucoup d'argent. Le loyer était coûteux et le bénéfice qu'elle en tirait après déductions du coût du matériel comme les pellicules, le développement des clichés, permettait juste de s'occuper de sa personne (achat vêtement, effets de

toilettes) et d'apporter une petite contribution pour les besoins alimentaires de la famille. Après son mariage, son mari lui a dit d'arrêter son activité parce qu'il ne veut pas que sa femme fasse de la photographie. (Astou Faye, élève en classe de 1^{ère} Groupe de Travail Mixte N°3).

Les filles inscrites dans les établissements de l'enseignement secondaire, en relayant cette histoire de bouche à oreille, adoptent une attitude montrant qu'elles refusent de plus en plus que le mariage vienne ruiner leurs projets scolaire et professionnel. Les lycéennes montrent un grand attachement à leurs projets professionnels et soulignent l'importance, devant les difficultés de plus en plus croissantes notamment sur le plan de la cherté de la vie, d'avoir un emploi. Pour Mariama, une élève en classe de Terminale L (Groupe de Travail Non Mixte N°11), le mariage et l'accès à l'emploi sont des éléments importants pour un épanouissement dans la vie. Les élèves mettent l'accent sur leur avenir professionnel.

Je veux avoir un mari exemplaire, un bon travail et fonder un ménage heureux et avec des enfants. (Mariama, 19 ans, Terminale littéraire, Groupe de Travail Non Mixte N° 11).

Une de ses camarades de classe lui emboîte le pas et parle de l'importance qu'il y a pour les filles d'avoir une formation et un emploi. « *Avoir un travail est d'une très grande importance* ». souligne Oulimata en classe de 1^{ère} L2 (Groupe de Travail Non Mixte N°5).

La métamorphose du modèle de socialisation introverti à travers la question du logement et de l'insertion professionnelle

Les filles sénégalaises du secondaire parlent ici de leur avenir professionnel mis en rapport avec leur investissement scolaire et leur souhait de devenir autonome financièrement.

Je voudrais vivre dans ma propre maison car il n'y a rien de mieux que de se sentir chez soi. A ce moment tu n'es pas conditionnée par ton mari. Charlotte 23 ans, classe de Terminale. Groupe de Travail Non Mixte N°3

L'expérience familiale comme facteur de mobilisation

Les difficultés auxquelles les élèves disent avoir été confrontées dans les foyers polygamiques ont un effet réel sur leur vision de la relation entre conjoints. En fait, cette expérience influe sur leur vision des rapports parentaux. Ils s'agit donc d'éléments très mobilisateurs dans la mesure où les filles les évoquent pour mieux insister sur l'importance d'avoir un capital scolaire qui se traduise par un emploi qualifié. Cette expérience les amène, comme nous l'avons mentionné plus haut, à faire de la question du logement un élément essentiel de leur projet de vie.

Je veux vivre dans ma maison et non celle de mon mari. En cas de problèmes, il prend ses affaires et il se casse. (Elève de Terminale, séries Littéraires. Groupe de Travail Non Mixte N°28).

Quand on a rien les hommes se foutent de toi. Je veux vivre dans ma propre maison au cas où mon mari se trouve une autre femme. Si ça se passe ainsi je le fous dehors (Samassa, 18 ans Terminale, Groupe de Travail N°29).

Les élèves mentionnent l'accès à l'emploi et à la propriété, comme des leviers permettant de mieux renégocier le lien conjugal, dans la mesure où les femmes sont souvent sans emploi valorisant. Ce manque d'activité lucrative les met dans une situation de dépendance vis-à-vis du conjoint.

Lorsque les élèves se battent contre la reproduction de leur condition sexuée

Les filles se battent pour l'amélioration de leur condition sexuée. La reproduction du modèle social traditionnel bute sur la volonté manifestée par les lycéennes d'accéder à la propriété et à l'emploi ; autant d'éléments participant à la perpétuation de l'autorité familiale que détiennent les hommes. Il faut noter que ces filles sont majoritairement issues de familles où le modèle traditionnel est resté dominant. Les effets de ce modèle traditionnel, dans les moments de divorce, ont été désastreux pour les femmes.

Les filles dans leur discours mentionnent des cas de répudiation due au fait que les femmes ne sont pas propriétaires du logement dans lequel elles vivent. La polygamie a été largement évoquée par les jeunes filles. A travers la polygamie, il s'agit de la fragilité et de la vulnérabilité des couples que les filles montrent en misant sur une indépendance qui fait qu'elles pourront refuser de vivre sous le même toit qu'une autre coépouse dans le cas d'une relation matrimoniale polygamique. Certaines filles prônant l'autonomie ont des positions très tranchées : « *au cas où mon mari se trouve une autre femme, je le fous dehors* ».

Autrement dit, il ne s'agit plus de laisser les hommes décider pour elles. La polygamie apparaît, à travers les propos des lycéennes comme la chose la plus menaçante pour le foyer qu'elles envisagent de fonder. Les lycéennes décrivent la polygamie comme l'écueil sur lequel les couples viennent se briser. La polygamie est introduite par les hommes dans le ménage d'où leur « ingratitude » notée par certaines lycéennes (Oulimata N.).

« Les hommes sont injustes et si mon mari a peut-être beaucoup de femmes, mieux vaut être dans ma maison, que celle de mon mari avec des coépouses (Aminata N., 20 ans Tle L1A, Groupe de Travail Non Mixte N° 3).

Les filles ont souligné l'importance de l'accès au logement. L'accès à la propriété pour les filles, permet l'anéantissement ou la neutralisation d'un des moyens de pression dont disposent les hommes pour renforcer leur autorité et leur emprise sur les femmes. Mangara, élève en classe de Terminale met l'accent dans ses propos sur le rôle que joue la question du logement dans les rapports de force pouvant survenir dans les relations entre conjoints. Le fait que le logement soit la propriété du conjoint ou la sienne changent beaucoup de choses dans l'attitude qu'elle va adopter lors d'un désaccord ou d'une confrontation.

Je voudrais vivre dans ma propre maison parce que dans la maison de mon mari, je vais le respecter, je vais me soumettre à ses services tandis que dans la mienne si on se dispute la première chose que je lui dirais c'est : « ici c'est chez moi, je ne veux pas de cela » Mangara Touty, âgée de 20 ans et élève en classe de Terminale, Groupe de Travail Non Mixte N°14.

La métamorphose du modèle social réside dans le fait aussi que l'accès au logement répond à un autre souci, qui est la prise en charge des parents. Il ne s'agit donc, ni plus ni moins, pour les filles qui accèdent au logement, de s'occuper des parents et de témoigner ainsi de la gratitude à leur endroit.

« Je veux rembourser tous ceux qui m'ont aidé, parce que tous mes oncles et mes tantes m'ont aidé. Je veux aussi m'occuper de mes frères et sœurs. Sokhna (21 ans, Terminale L. Groupe de Travail Non Mixte N° 4).

La métamorphose des pratiques sexuées s'appréhende à partir de trois éléments à travers lesquels le modèle de synthèse s'éloigne du modèle traditionnel définissant jusqu'ici les cadres référentiels. En effet, par un capital scolaire, les filles visent de plus en plus, l'accès à un travail qualifié. Par ailleurs, l'autorité des hommes qui sont généralement propriétaires du logement au Sénégal est de plus en plus contestée par les élèves. Jusqu'ici les garçons avaient les devoirs moraux et sociaux de s'occuper de leurs familles. Force sentences étaient là pour leur rappeler, au besoin le caractère sacré de ces solidarités domestiques et intergénérationnelles. La crise est venue accentuer la dépendance des plus jeunes envers les aînés. Il y a une vingtaine d'années, une majeure partie de la génération des adultes urbains avait en charge leurs parents (Antoine, 2007 : 13).

Les filles du secondaire, par l'accès à un capital scolaire qu'elles comptent monnayer, remettent en cause le caractère sexué du devoir d'entraide liant les générations entre elles, devoir qui est, selon elles, sacré pour toute personne reconnaissante et dotée d'attachement filial. La question de la prise en charge des parents et la question de l'insertion professionnelle fonctionnent en binôme.

Dans le chapitre suivant, nous élaborerons deux modèles explicatifs permettant de mieux comprendre les attitudes différenciées que les élèves entretiennent avec les activités se déroulant dans les groupes de travail et plus largement en milieu scolaire. Ces modèles explicatifs permettront d'étudier plus largement l'investissement différentiel des lycéens dans les autres sphères comme les milieux de la formation professionnelle mais aussi dans le volet matrimonial. Nous distinguerons un modèle introverti inclinant les lycéennes à concilier activités domestiques et activités scolaires prioritaires (cours de classe) et non prioritaires (groupes de travail). Nous montrerons que ce modèle de socialisation a des répercussions sur la poursuite de leurs études et sur leur implication dans les groupes de travail. Nous étudierons les raisons qui font que cet investissement des filles dans les études perd de son importance aux yeux de la famille qui espère leur trouver un conjoint très tôt.

Nous distinguerons un modèle extraverti qui pousse les garçons à favoriser la sphère publique autrement dit l'accès à un emploi valorisant au détriment d'une participation aux tâches domestiques ou dans la sphère privée. Nous verrons que l'accent mis sur l'accès à un emploi, libère les garçons des travaux domestiques, leur ouvre les portes des groupes de travail comme le montrera le prochain chapitre. Nous verrons que cet accent mis sur l'emploi, favorise la présence massive des garçons dans les groupes que nous avons répertoriés.

Chapitre V – Les activités de sociabilité scolaire, une affaire fondamentalement masculine ?

Ce chapitre sur les modèles familiaux encadrant les investissements scolaire et professionnel des enfants, présente plusieurs intérêts dans la question relative à la connaissance des groupes de travail. Après avoir observé dans le chapitre IV que les milieux familiaux sont des espaces de socialisation et qu'au cours de celle-ci, les tâches domestiques sont réparties entre les enfants, en fonction de leur appartenance sexuelle, ce chapitre V mettra en évidence que cette organisation de la vie familiale peut être saisie par la construction de deux modèles explicatifs qui rendent compte des obstacles familiaux et sociaux dressés sur le parcours scolaire des filles.

L'objectif de ce nouveau chapitre sera donc d'identifier ces obstacles familiaux et de répondre à une question très simple relative à l'observation faite précédemment montrant que l'organisation familiale impose aux lycéennes d'être en même temps sur les deux fronts domestique et scolaire. Autrement dit, le milieu familial prône la conciliation des tâches domestiques et des études, ce, tout en mettant l'accent prioritairement sur l'apprentissage domestique favorisant la transmission des normes sociales et sexuées. L'absence de transmission de ces normes sociales devant aider la jeune fille à savoir régler ses attitudes en fonction de la qualité de ses interlocuteurs est préjudiciable. En effet cette non-transmission des normes engendre une dépréciation sociale de la jeune fille. Ne pas savoir se tenir en

société peut conduire, dans les modes de sociabilité wolof, à un jugement moral négatif tout comme ne pas savoir « gérer » ses propres affaires domestiques.

La question traitée dans ce nouveau chapitre peut être résumée de la façon suivante : les groupes de travail sont-ils seulement une affaire de garçons ? Cette question permet d'étudier les ressources sociales différentielles dont garçons et filles disposent, pour créer les conditions favorables à leur intégration à l'école et dans les groupes de travail.

5.1-La socialisation introvertie, un processus tourné vers la sphère privée ?

Du latin « *introversus* » qui signifie « tourné vers l'intérieur », introverti sert ici à mettre en relief le caractère prioritaire de la sphère privée dans la socialisation des filles, sur les activités se déroulant à l'extérieur de la maison. Les conditionnalités accompagnant la scolarisation féminine montrent que l'école est perçue comme un investissement qui vient en appoint à l'apprentissage domestique que suivent les jeunes filles et qu'elles doivent mettre en pratique dans le quotidien lorsqu'elles vont aider à l'entretien de la maison. Les attentes familiales, dans ce modèle introverti, s'arrêtent le plus souvent, à l'acquisition des rudiments comme la maîtrise de la lecture et de l'écriture.

La faible motivation des parents concernant l'éducation des filles, les faibles revenus et les travaux domestiques découragent l'investissement scolaire *a fortiori* dans les groupes de travail. « La scolarisation des filles est un fait qui ne semble pas être cautionné par les parents, les parents négligent la scolarisation des filles, ce sont les garçons qui sont plus scolarisés ». (Fafo, 2010:35). Même si la scolarisation féminine est une priorité nationale déclinée dans le programme gouvernemental, le fossé séparant garçons et filles est creusé par

l'occupation des filles aux activités domestiques. Dans la majorité des cas, certaines mères préfèrent retenir leurs filles à la maison parce que « c'est elles qui les assistent dans les travaux domestiques »⁹¹. (Fafo, 2010 :36).

Les filles sont chargées, comme nous l'avons vu, de l'exécution des tâches liées à l'entretien du ménage. Dans les représentations sociales, les activités domestiques font partie d'un apprentissage normal au cours duquel les filles y compris les lycéennes apprennent à tenir un foyer. C'est dès le bas âge, que les filles doivent apprendre à cuisiner, à faire la vaisselle et à s'occuper des enfants ; autant de choses qui leur seront utiles lorsqu'elles rejoindront le foyer conjugal. Cet apprentissage effectué dans le cadre familial fortifie les relations entre la fille et la famille, mais aussi entre les groupes sexués. Dans le même temps, s'établit une relation plus forte de dépendance des filles vis-à-vis des parents. « Les filles sont totalement dépendantes de leurs parents, du chef de famille et doivent même égard aux garçons. Elles ont des relations étroites avec leur mère qu'elles aident dans le ménage et la culture de son champ. Contrairement aux jeunes hommes, elles ne peuvent avoir, aujourd'hui, de parcelles individuelles pour satisfaire des besoins personnels » (Abdoulaye Bara Diop, 1995 : 171). Il est toutefois important de nuancer le propos dans la mesure où la jeune fille qui n'a pas généralement de champ personnel, l'acquiert au mariage, sur les terres de son époux.

L'initiation aux diverses activités domestiques commence très tôt chez les filles. La petite fille accompagne sa mère au marché, allume et surveille le feu à la cuisine, broie les condiments. Elle balaie aussi la maison et lave la vaisselle. Ces activités se développent progressivement et impliquent la jeune fille dans des rapports sociaux plus étendus : « le but étant de pouvoir forger en elle des capacités qui lui permettront plus tard, d'assumer les rôles

⁹¹ Source : http://www.fafo.no/childsrn/files/Document-Synthesis_report_qualitative_fieldwork-fr.pdf, 39pages, p. 26.

et le statut attendus d'elle dans la société » (Ndèye Niang, 2006). Ces activités servent aussi à initier très tôt les jeunes filles à leur rôle de future gestionnaire de la vie familiale. « Chez les lébous⁹², la relation entre le garçon et la jeune fille peut être perçue comme une anticipation de leurs relations conjugales. Quand la société des garçons va travailler dans les champs, ces jours-là la société des filles se doit de leur apporter à manger sur les lieux de travail. [...] On voit ainsi la jeune fille se conformer à son futur statut d'épouse. Elle porte le repas au garçon de son âge sur le lieu de travail en s'agenouillant. Cette attitude des filles prépare les rapports entre hommes et femmes » (Karine, 1994).

Trois volets sous-tendent, à partir des exemples que nous avons donnés, l'éducation de la fille, dans ce modèle social au sein duquel diverses transformations sont à l'œuvre (*cf. chapitre IV*) : la procréation d'enfants et l'aptitude à s'en occuper, la production de la nourriture et le travail aux champs, la préparation des aliments et le savoir-faire culinaire (Ndèye Niang, 2006). Les représentations sociales autour de ces aptitudes valorisées dans le modèle familial introverti ne sont pas remises en cause par les élèves. Les lycéennes que nous avons interrogées mettent en valeur le modèle de la femme possédant « *l'art culinaire* », « *mère généreuse, hospitalière et qui ne garde rancune* » ; les élèves reproduisent ainsi à travers leurs propos, les représentations sexuées qui sont au fondement des modèles familiaux et du partage inégal des tâches domestiques.

⁹² Les Lébous sont un groupe ethnique parlant la même langue que les wolofs.

Les finances comme nerf de la guerre : lycéennes thiessoises et casablancaises à travers leurs projets d'avenir

Nous avons vu que les lycéennes reproduisent le discours dominant sur les rôles sociaux des hommes et des femmes mais aussi sur les rôles familiaux des filles et des garçons dans « les liens de famille ». Cependant, force est de constater que sous un autre angle, l'indépendance financière des femmes est un *leitmotiv* qui revient dans leur discours, lorsqu'elles cherchent à mettre l'accent sur les nouveaux liens matrimoniaux qui doivent unir le couple. Cette vision des liens conjugaux est tout à fait nouvelle dans le modèle familial introverti, pour plusieurs raisons. Dans les représentations sociales, le mari subvient aux besoins divers de l'ensemble de la famille. La femme utilise cet argent mis à sa disposition pour l'entretien des enfants et pour les dépenses quotidiennes. Cette question de l'autonomie donne ainsi la mesure des transformations qui sont en train de s'opérer au sein de la jeune génération de filles.

Pour les lycéennes, l'accès à l'autonomie financière présente un double intérêt. Il permet d'une part, aux femmes d'assumer un rôle plus affirmé dans l'éducation des enfants c'est-à-dire allant jusqu'à leur prise en charge et d'autre part, il leur permet de venir en aide, comme elles le soulignent à leurs « *parents qui se sont sacrifiés pour nous soutenir dans les études* ». (Seynabou, Terminale L1, Groupe de travail Mixte N°2).

Nous constatons que les élèves reproduisent le discours dominant consacrant la domination masculine. Les lycéennes semblent apporter leur soutien à la répartition sexuée des travaux domestiques dont elles déclarent accepter la perpétuation, mais s'aménagent en même temps des marges de manœuvre qui leur ouvrent la possibilité d'accéder à des ressources monétaires

et de pouvoir en faire usage sans la pression des hommes. Cette apparente contradiction est observée aussi chez les lycéennes marocaines. Nous observons ainsi dans les établissements secondaires les mêmes aspirations féminines. Elles sont révélatrices des transformations à l'œuvre dans des pays qui ont accédé récemment à la souveraineté et hérité du même système d'enseignement.

Les lycéennes valorisent dans les établissements secondaires de Casablanca, l'image de la femme attachée aux valeurs traditionnelles et d'épouse chargée de l'entretien quotidien du foyer. Dans le même temps, l'accès à un métier qualifié est revendiqué dans la mesure où il répond à un réel besoin d'autonomie financière (Zahi Khadija, 2002) revendiqué de plus en plus, par les jeunes filles se projetant dans leurs nouvelles responsabilités sociales, familiales et domestiques. Les jeunes filles marocaines et sénégalaises des établissements du secondaire aspirent à de nouvelles responsabilités sociales. Elles ne vivent pas comme une contradiction, la reproduction du partage inégal des tâches domestiques et l'accès à des métiers valorisés ouvrant sur plus d'autonomie financière. La distance géographique entre le Sénégal et le Maroc n'est pas un obstacle au rapprochement des comportements sexués des lycéennes dans les questions relatives à la tenue du foyer ou aux aspirations qu'elles peuvent avoir dans les nouveaux rapports conjugaux qu'elles désirent établir avec leur futur partenaire.

Plusieurs remarques s'imposent après ce va-et-vient entre les établissements secondaires de Casablanca et de Thiès, en vue d'observer les transformations à l'œuvre, dans la vision que les lycéennes ont des nouveaux rapports matrimoniaux. L'accès aux ressources financières apparaît comme le nerf de la guerre et l'élément mobilisateur permettant la possible redéfinition des nouvelles relations que les filles déclarent vouloir instaurer avec l'entourage familial.

L'indépendance financière revendiquée ici n'a pas pour but de substituer, à la domination masculine, une domination des femmes ou de renégocier le partage des tâches domestiques. Les jeunes filles reconnaissent lors des entretiens que sans l'accès à des ressources financières, il est difficile de participer activement aux prises de décisions familiales et d'avoir un avis. Les lycéennes mettent surtout l'accent sur l'importance que revêt l'accès à un métier socialement valorisant. Pour elles, exercer un emploi, élargit l'horizon social en donnant une plus grande marge de manœuvre dans les questions domestiques. Les élèves pensent que les femmes se font plus respecter lorsqu'elles ont accès à un emploi. « *Quand on a rien les hommes se foutent de toi* » (Samassa, 18 ans, Terminale, Groupe de Travail Non Mixte N°29).

Par quelle manière les jeunes filles réussissent-elles à concilier accès aux capitaux scolaires et participation aux activités domestiques ? Dans la mesure où nous avons montré que les élèves ont pris conscience de l'importance sociale que revêt l'accès à l'emploi, il devient intéressant d'étudier la manière dont s'effectuent concrètement la conciliation entre ce besoin impérieux de réussite scolaire et la participation « nécessaire » aux tâches domestiques. Dans les pages suivantes, nous montrerons qu'en fonction du secteur éducatif fréquenté, cette participation aux tâches domestiques peut enregistrer une grande variation.

5.1.1 Concilier travaux domestiques et investissement dans les groupes de travail

Le temps que les filles consacrent aux travaux domestiques reste très conséquent. En effet, les lycéennes admettent que les travaux domestiques grèvent considérablement le temps qu'elles doivent consacrer aux exercices scolaires à la maison. Pour certaines d'entre elles, ce

travail à la maison se déroule à heures réduites, tout le long de l'année. Les garçons restent, quant à eux, les grands exemptés de tout ce qui touche à la lessive et à la cuisine. Dès lors, se pose la question de savoir de quelle manière les filles arrivent-elles à allier présence à l'école et participation efficace dans les groupes de travail, deux activités se déroulant au quotidien ? Au cours de notre enquête, les lycéennes inscrites dans le secteur privé soutiennent pourtant, qu'elles arrivent à dégager suffisamment de temps pour s'organiser collectivement à travers des séances consacrées à la lecture ou aux exercices de mathématiques. Il faut noter cependant, que la moitié des élèves considère que les tâches domestiques telles que la vaisselle, la lessive, leur prennent trop d'heures et les empêchent souvent de bien réviser les leçons, le soir ou de mieux s'investir dans leur groupe de travail.

A la question de savoir comment les élèves concilient occupations domestiques et bonnes performances à l'école, mentionnons que 70.4% des filles reconnaît préparer le repas, après la classe alors que 58.6% se consacre à la garde des enfants à la sortie des classes (Ndoye, 2008 :14). La contribution des filles aux activités du quotidien apparaît ici comme un facteur favorisant la diminution de leur participation aux activités de sociabilité scolaire. Dans les pages suivantes, nous verrons que cette contribution est fonction du secteur éducatif fréquenté par l'élève. La dichotomie entre établissements publics et privés d'enseignement apparaît dans la participation des filles aux tâches domestiques.

Une exemption des tâches domestiques très provisoire

Une partie des lycéennes mentionne les tranches horaires au cours desquelles, elles ne peuvent sortir de la maison pour rejoindre les camarades de classe. La différence entre les

établissements privés et publics reste flagrante lorsqu'on considère les tâches domestiques qui attendent les lycéennes à la maison. Nous constatons que lorsqu'on passe du privé au public, les travaux domestiques augmentent considérablement. Derrière la relation entre les lycéennes et les tâches ménagères se cachent des situations très variables qui exigent des élèves une grande capacité d'adaptation si elles veulent concilier activité domestique et participation aux groupes de travail.

La relative exonération ou l'exemption momentanée des élèves du secteur privé concernant les tâches domestiques ce, au profit de leurs études a une double explication. En effet, les familles choisissant le privé paient pour que l'élève puisse poursuivre des études ; l'obligation de résultats contraint ainsi les familles à créer les conditions d'une atmosphère favorable à la réussite scolaire. L'exemption momentanée de ces élèves inscrites dans le secteur privé apparaît comme la contribution familiale à la réussite de l'élève inscrite dans ce secteur payant de l'éducation. Certains exemples montrent que l'exemption ne prend effet que durant les jours ouvrables et n'est plus opérante durant la période dominicale où l'élève est mise à contribution. Une élève inscrite dans le privé mentionne ci-dessous qu'elle et ses sœurs, malgré la présence de plusieurs domestiques à la maison ne sont soustraites aux travaux du quotidien que durant les jours ouvrables. Les week-ends, elles doivent reprendre leurs activités familiales de jeunes filles en apprentissage.

« Mes sœurs et moi nous aidons les domestiques le samedi et le dimanche parce qu'on ne part pas à l'école. Les tâches domestiques sont nombreuses ». Bâ, 20 ans, élève inscrite dans le privé, en classe de Terminale Littéraire.

Une autre réalité doit être prise en compte lorsqu'on étudie l'obligation que les filles ressentent de faire la vaisselle malgré la présence des employées de maison normalement chargées d'effectuer toutes les tâches domestiques. Les filles ne semblent pas vivre cette participation aux activités courantes de la maison comme relevant d'une corvée. Par ailleurs, les réactions montrent qu'elles trouvent naturel le fait que les garçons en soient épargnés. En fait, les travaux domestiques passent pour être leur domaine réservé tant elles doivent en assumer l'entière exécution. Les lycéennes aident dans l'exécution des tâches domestiques pour plusieurs raisons liées à la répartition familiale des rôles sociaux. Nous pouvons dire aussi que les filles aident dans les tâches du quotidien parce qu'elles trouvent que la charge de travail domestique est trop importante. L'idée ne vient pas à l'esprit, de mettre les hommes à contribution. Les filles ont conscience qu'elles sont en première ligne si jamais la maman est débordée par les tâches du quotidien.

L'élève Khady S., en classe de 1^{ère} de littérature participe à un groupe de travail. Elle se plaint des diverses tâches qu'il faut accomplir à la maison pour l'entretien des lieux. Mais l'idée ne lui vient pas de tout abandonner à sa mère malgré la contrainte que représente cette activité domestique.

« Les tâches domestiques à faire sont toujours nombreuses. C'est pourquoi je n'arrive pas à participer au groupe de travail comme je veux. Oui Je fais tous les travaux à la maison. Presque tous les vingt quatre heures je travaille. Je suis avec ma mère et je ne veux pas qu'elle s'occupe de tout » Khady S., 1^{ère}L2.

L'achat des légumes et du poisson se fait de manière journalière, pour avoir des produits frais. Cela nécessite que les femmes se rendent tous les jours au marché le plus proche. Les

femmes s'occupent aussi du linge qui est fait de façon manuelle. Pour les filles, le moment idéal pour le travail domestique est le week-end dans la mesure où il s'agit de jours non-ouvrables ou pendant le repos dominical. La taille des ménages augmente aussi le poids des activités domestiques à la charge des jeunes filles. L'augmentation de la taille des ménages s'est répercutée sur la charge domestique exécutée par les jeunes filles, à l'intérieur des foyers. Entre 44% à 54% des ménages ont vu, par exemple, leur taille augmentée (Abdou Fall, et al 1995 : 50). Cette augmentation contraint les filles à se lever plus tôt que d'habitude parce qu'il y a plus de vaisselle, de lessive etc. à faire. L'élève Dieynaba inscrite en classe de Terminale reconnaît ci-dessous l'augmentation de ces tâches domestiques.

« Bien sûr, il y a beaucoup de travail à faire à la maison, c'est pourquoi je me lève tous les jours à 4h 30 pour apprendre mes leçons et refaire mes exercices ». Dieynaba S., élève inscrite dans le public, en classe de Terminale, 22ans.

Les travaux domestiques sont ici une réalité ancrée dans le quotidien des jeunes filles. Lorsque les élèves sont en classe, la famille est sensée se passer de l'aide journalière que ces dernières apportent. Il arrive que les élèves retrouvent toute la vaisselle à leur retour de l'école. D'autres élèves cependant, affirment que lorsqu'elles reviennent des cours de classe, une heure leur suffit pour l'exécution de toutes les tâches domestiques qui les attendent à la maison. C'est le cas de Haby, une élève inscrite en classe de Terminale.

« Je m'occupe des tâches ménagères. Elles ne sont pas nombreuses parce qu'elles durent une heure par jour sauf le dimanche où c'est toute la journée » Haby Thiam, 23 ans élève en classe de Terminale.

Toutes ces activités domestiques font partie, comme les pages ci-dessus le mettent en évidence, de la vie quotidienne des jeunes filles sénégalaises qu'elles soient dans un parcours scolaire ou non. Le modèle familial introverti intègre la vie domestique dans ses multiples dimensions. Les filles sont tenues dans ce modèle d'être au cœur du train-train quotidien et d'être des acteurs de premier plan du processus domestique. Cet ancrage dans le train-train quotidien s'accompagne, comme les pages suivantes vont le montrer, de représentations sexuées qui découragent les filles à poursuivre de longues études.

5.1.2-L'envers du décor ou les facteurs décourageant les longues études

Le modèle introverti n'encourage pas seulement les activités sociales menées dans le cadre du bien-être familial. Il intègre un ensemble plus vaste allant jusqu'au choix de métiers. Les filles n'ont pas toutes, la même force de caractère permettant de surmonter les obstacles familiaux ralentissant leur progression scolaire. Certaines élèves peinent ainsi à concilier études et travaux domestiques parce qu'elles ne trouvent pas les ressources sociales et psychiques suffisantes pour surmonter le handicap lié à leurs conditions de jeunes filles astreintes aux tâches du quotidien. Plusieurs autres facteurs concourent aussi à cette limitation de la longévité scolaire des jeunes filles. Ces facteurs sont à chercher dans les représentations sociales et collectives déterminant pour une grande part, le temps que les filles doivent consacrer à leur instruction.

Nous verrons dans le chapitre VI que ces représentations collectives exprimées dans des formules satiriques raillant les filles qui vieillissent sur les bancs de l'école, sont en partie à l'origine de diverses stratégies d'investissement scolaire privilégiant les formations professionnelles de courte durée et conduisant assez rapidement à un emploi. Mais pour

l'heure, faisons entrer le lecteur dans les méandres de ces représentations sociales démoralisantes qui pointent « l'absurdité » qu'il y a à accumuler des rides sur les bancs de l'école, au détriment d'une vie conjugale harmonieuse consacrée à l'éducation de ses enfants.

Dans une société sénégalaise où le décalage d'âge entre les époux peut être très important et où la polygamie est pratiquée, l'âge peut amoindrir sérieusement les chances de sceller une union avantageuse. Les représentations sociales ne traduisent pas toutes les nuances qui existent dans la réalité. En ce sens, nous distinguerons deux niveaux d'analyse : celui des valeurs prônées dans le cadre de la répartition sexuée des rôles sociaux et la manière dont les tâches sont réellement réparties (niveau empirique). Certains proverbes décrivent les conduites concourant à une amélioration des relations sociales dans la vie conjugale et familiale. Ces conduites peuvent parfois relever d'un idéal de vie, lorsqu'elles sont comparées aux comportements réels des différents acteurs de la vie sociale. Il arrive aussi que ces proverbes traduisent une réalité dont les filles ne connaîtront que par la suite les conséquences fâcheuses. Les observations faites sur la situation matrimoniale des filles diplômées de l'enseignement supérieur en sont un exemple concret. En effet, lorsque le niveau d'instruction de la femme est supérieur à celui du conjoint, cette dernière épouse essentiellement un homme non instruit. Les hommes non scolarisés représentent 67% de ces relations matrimoniales où seule la conjointe possède une instruction (Antoine et *al.*, 1995 :68).

Les pages suivantes permettront de mieux étudier la situation matrimoniale des filles ayant fait de longues études universitaires. Nous verrons dans ces pages que l'accès aux capitaux scolaires peut s'effectuer dans certains cas au détriment du projet matrimonial et que cette

situation est mal vécue dans les milieux familiaux sénégalais où le mariage occupe une place très importante.

Le boycott des femmes diplômées

La nouvelle réalité matrimoniale dont il sera question dans ces pages, permet de mettre en relief la situation des diplômées sénégalaises qui ont eu accès aux études supérieures. Nous avons affaire à des cas concrets, où la poursuite de longues études engendre des situations d'éloignement (presque définitif) des jeunes filles des liens matrimoniaux. Ses situations sont très mal vécues par les acteurs concernés. Non seulement ces étudiantes des écoles supérieures se retrouvent de plus en plus seules, mais elles « ne séduisent plus » les hommes qui cherchent à se marier. Ces jeunes filles éprouvent ainsi beaucoup de peine à trouver un mari. Ce phénomène de renversement de situation est dû au fait qu'autrefois apprécié par les hommes, ce niveau élevé d'instruction inspire maintenant la crainte. « Dès que je dis que je suis en doctorat de philosophie, tous me fuient comme la peste ! » (Brahima, 2005).

La réussite académique n'est donc pas toujours synonyme d'épanouissement sentimental, pour les filles qui ont réussi à surmonter les obstacles entravant l'accès aux études supérieures. Plus elles sont diplômées, moins les Sénégalaises ont de chance de trouver un mari. « Pour éviter de rester célibataires, certaines se résignent à devenir deuxième ou troisième épouse d'un polygame ». (Brahima, 2005).

Le « boycott » des filles diplômées par les hommes pourrait avoir des fondements plus profonds selon certains discours. Le phénomène poussant les hommes à se tourner de moins en moins vers les filles diplômées est la résultante d'une crise d'autorité. « Une femme

instruite est forcément plus regardante sur ses droits. Les hommes ne sont pas prêts à accepter ce nouveau rapport de pouvoir dans le couple » (Chaupin, 2005). Mieux formées et informées, les femmes, du coup, s'émancipent de la tutelle des hommes. Ces derniers rechignent à épouser une femme susceptible de les écraser par son statut social et son pouvoir financier.

5.1.3 –La temporalité différentielle des projets scolaire et professionnel

Le parcours scolaire des filles, quel que soit le type de scolarité poursuivi est parsemé d'obstacles. Les lycéennes rencontrent les mêmes types d'obstacles familiaux et sociaux que les diplômées du supérieur, lorsqu'elles désirent poursuivre de longues études. Les filles privilégient pour différentes raisons que nous avons expliquées dans les pages précédentes, les études courtes. C'est pourquoi elles misent, une fois le Brevet de fin d'études moyennes (B.E.P.C.), ou le baccalauréat obtenus, sur les formations professionnelles. Les lycéennes inscrites dans l'enseignement privé ont une mauvaise image de l'Université. L'âge auquel elles souhaitent se marier (vingt-deux ans), incite moins à poursuivre de longues études qu'elles cherchent par ailleurs à éviter, afin d'accéder le plus tôt possible à l'emploi. Les lycéennes du privé manquent d'engouement pour les études universitaires peut-être parce qu'elles appréhendent ce changement complet d'univers et d'environnement. Les autorités éducatives ⁹³ à ce sujet, les ont prévenues : « Vous allez dans une certaine mesure vous sentir désorienté, un peu perdu. Des difficultés auxquelles il va falloir s'adapter rapidement » (M.E.N., 2009).

La différenciation des trajectoires dans les secteurs public et privé

⁹³ Source : Site du Ministère de l'éducation nationale consacré aux examens.

Les projets scolaires des lycéens connaissent des variations en fonction du secteur auquel appartient l'établissement fréquenté. En général, les filles inscrites dans le privé optent pour des études courtes et privilégient les formations techniques ou professionnelles. Elles désirent se lancer, le plus tôt possible, dans la vie active. Accéder très tôt à un emploi signifie aussi augmenter les chances de se marier tôt et de se libérer des contraintes familiales. Les élèves des établissements publics privilégient les longues études contrairement à leurs camarades du secteur privé. Il existe une imprécision des projets professionnels tels qu'ils sont déclinés par les élèves des secteurs public et privé de l'enseignement sénégalais. Si les élèves du public veulent accéder à des études universitaires, ils n'arrivent pas cependant à préciser le domaine dans lequel ils veulent faire carrière. Dans le privé, les carrières que les lycéennes veulent embrasser sont très hétérogènes. Elles vont du journalisme aux secteurs de la santé, en passant par des métiers comme hôtesse de l'air ou interprète.

De l'imprécision du projet professionnel au choix des postes subalternes

Les choix de métiers et les projets professionnels formulés par les lycéennes des établissements privé et public amènent ici à réfléchir sur la pertinence de ces projets par rapport au cursus suivi par l'élève. Les projets tels que déclinés par les lycéens eux-mêmes manquent parfois de clarté. Nous avons observé une différenciation de la durée des études entre les secteurs public et privé de l'enseignement. Le choix du métier pour les filles inscrites dans le privé, oriente vers des professions liées à la santé dont la formation peut être de courte durée. L'envie d'écourter les études conduit parfois les élèves vers des professions subalternes. Les élèves font le choix de métiers comme celui d'infirmier, d'aide soignante, de

délégué médical ou de sage femme. Autant de professions qui ne conduisent pas les filles à occuper des postes de responsabilités.

A la question de savoir si les activités de sociabilité scolaire sont fondamentalement liées au modèle de socialisation extraverti, les modèles familiaux permettent de relever les obstacles à la fois familiaux, sociaux et culturels qui découragent la participation féminine aux pratiques éducatives observées dans les groupes de travail. Les jeunes filles persévérantes ou disposant des ressources familiales favorisant l'accès à de longues études, sont confrontées à de nouvelles barrières sociales qui réduisent leurs chances de sceller une union matrimoniale avantageuse. Ces nouveaux obstacles font qu'elles se sentent parfois obligées d'accepter de devenir deuxième ou troisième épouse d'un polygame. Ces différents éléments soulevés, qui font barrage à l'accès aux capitaux scolaires, renvoient au modèle introverti de socialisation encadrant les activités féminines. Ce modèle de socialisation conduit les filles à privilégier la sphère privée. Le modèle extraverti de socialisation que nous allons étudier dans les pages suivantes, est tout le contraire du modèle introverti, dans la mesure où il incline les garçons à privilégier les activités de sociabilité scolaire, leur projet professionnel, et donc à s'investir dans les activités se déroulant dans la sphère publique.

5.2 – La socialisation extravertie, un processus orienté vers la sphère publique ?

Il existe un traitement différentiel entre garçons et filles dans le partage des rôles sociaux, et donc des tâches à exécuter à la maison. Si les filles participant aux activités des groupes de travail déclarent qu'elles se sentent moins aidées que les garçons dans leur investissement scolaire : « *on se sent moins favorisées* » (Diouma, TL, Groupe de Travail Mixte N°2), nous verrons dans la deuxième partie de ce chapitre que les modèles familiaux mettent les garçons

dans des conditions favorables à la réalisation de leurs projets scolaire, professionnel et matrimonial.

Les activités journalières des garçons sont généralement tournées vers des pratiques qui éloignent des tâches domestiques abandonnées aux filles. Ce modèle de socialisation est appelé extraverti parce qu'il encourage les hommes à s'éloigner des réalités domestiques. Il les pousse plutôt à se tourner très tôt, vers la sphère publique, dans laquelle ils doivent s'investir en vue d'accéder à des positions sociales et professionnelles intéressantes, gage d'un accès à des responsabilités sociales. Les garçons sont ainsi encouragés à sortir du cocon familial. L'acquisition d'une expérience sociale est recommandée pour plusieurs raisons. D'une part, les garçons doivent s'aguerrir pour avoir un crédit social. D'autre part, ils doivent prendre en charge parents et femme(s). Le modèle extraverti régulant leurs activités sociales, est basé sur une dépendance des femmes vis-à-vis des hommes. L'homme entretient sa famille. Cette inégalité des rapports parentaux n'est pas forcément vécue négativement par les femmes. Cette dépendance des femmes apparaît dans les représentations sociales, comme une valeur conjugale intangible, une évidence sociale, où l'intérêt économique, autant que social, se rejoint. Cette inégalité sexuée s'illustre à travers divers propos tenus par les femmes. Ce discours féminin souligne que « l'homme doit gérer sa famille convenablement, puisque à mon avis on ne se marie pas pour ses beaux yeux » (Adjamagbo et *al.*, 2003 : 6).

L'investissement dans les groupes de travail répond ainsi chez les garçons du secondaire au besoin impérieux de réussite sociale. Les attentes familiales sont très grandes à leur égard. Il faut noter à ce niveau, qu'en l'absence du père, ou en l'absence de revenu financier, le reste de la fratrie est sous la responsabilité du garçon aîné qui se sent obligé de les nourrir et les vêtir jusqu'à ce qu'ils aient accès à un emploi. Ces différents points retenus suggèrent l'idée

qu'il existe un conditionnement social poussant à une obligation de réussite scolaire chez les garçons. Les rôles sociaux que doivent assumer les garçons apparaissent dans des situations concrètes. Certains élèves doivent parfois interrompre leurs études pour subvenir aux besoins de la fratrie. C'est le cas de deux garçons aînés de famille qui ont dû interrompre leurs études d'infirmier, pour subvenir aux besoins de la famille, ce qui fait que leurs études sont restées brèves et inachevées (Mervellet, 2008).

Le modèle extraverti de socialisation apparaît comme étant le plus permissif. Nous avons affaire à un modèle de conquête. Des épithètes à connotation guerrière inondent les discours s'inspirant de ce modèle de socialisation au sein duquel les garçons apparaissent comme étant en apprentissage. La terminologie de *jambar*, un mot wolof traduit les qualités attendues d'un garçon c'est-à-dire la persévérance, l'endurance, la ténacité, et toute autre forme de courage qu'un homme doit manifester devant l'adversité afin d'atteindre le succès.

Des sanctions existent pour les hommes qui ne se conforment pas aux prescriptions du modèle extraverti. Les sanctions peuvent apparaître, sous formes de sarcasmes. Un homme qui reste souvent à la maison est assimilable à une femme. D'où la boutade utilisée pour dire qu'un homme doit avoir de l'entrain. Durant sa socialisation, la fille accompagne sa mère au puits et au marché. Cela n'est pas envisageable pour un garçon qui risque d'être marginalisé par sa classe d'âge. « La cuisine n'est pas affaire d'hommes, la vaisselle non plus » (Ndèye Niang, 2006).

Les garçons disposent ainsi, d'une plage horaire conséquente pour s'organiser à travers des activités extérieures. Ils ont, en conséquence plus de disponibilité pour se consacrer entièrement aux études et aux groupes de travail. Les garçons sont ainsi orientés vers les

études, comme unique activité durant tout le temps de leur scolarité. Leurs études sont encadrées le plus souvent, leurs performances scolaires et leurs notes sont suivies de très près et sanctionnées positivement comme négativement par les parents qui exigent des résultats. Cette attente différentielle par rapport à la scolarité des enfants s'exprime dans les représentations sociales sur les relations hommes-femmes et les rôles que doivent jouer chaque sexe. Une femme en se mariant rejoint le domicile conjugal qui peut être parfois celui des beaux-parents c'est-à-dire de l'époux ; alors qu'un homme qui se marie ramène sa femme à la maison où vivent ses parents. L'épouse nouvellement arrivée doit normalement les décharger de toutes les tâches domestiques dont ils s'occupaient jusque-là. (Ndèye Niang 2006 : 22).

Par le jeu des relations et d'échanges matrimoniaux, ce chassé-croisé se résume ainsi : un homme part chercher une épouse alors qu'une femme attend qu'on vienne demander sa main. L'apprentissage domestique fait que les filles entretiennent très peu de contact avec le monde extérieur. « Au niveau précis de l'éducation des filles, le processus de socialisation de la fille se faisait donc sans contact avec l'extérieur, sans aucune connaissance d'autres réalités. Ainsi la petite fille était contrainte de rester dans cette logique éducative dont elle va acquérir par le processus de socialisation, les principes et obligations qui lui permettront de se faire accepter, plus tard, par la famille et la communauté et de participer à la vie socio-économique » (Ndèye Niang, 2006 :22). Malgré une certaine évolution, notamment en milieu urbain, les valeurs fondamentales des modèles initiaux restent encore très prégnantes et les principes ainsi que les normes qui régissent les rôles demeurent bien définis (Adjamagbo, 2003 : 6).

5.2.1-Les transformations à l'œuvre dans les modèles de socialisation

Les deux modèles que nous avons élaborés dans ce présent chapitre, montrent que la dichotomie dans les projets professionnels est la résultante à la fois de la différenciation sexuée et de l'origine sociale. A travers les deux modèles de socialisation encadrant filles et garçons, apparaissent les clivages marquant les limites des destins social et professionnel des élèves. Le caractère coercitif et clivant du modèle traditionnel persiste, mais non sans avoir subi quelques transformations. Les modèles de socialisation développent une résistance observable à travers les pressions de toutes sortes (pesanteurs sociales, contraintes familiales) exercées sur les élèves du secondaire. Les transformations en cours dans la société sénégalaise révèlent les limites des modèles traditionnels. Les lycéennes ambitionnent de plus en plus, de prendre en charge par exemple leurs parents. Dans les représentations sociales, il est du devoir des garçons, de perpétuer cette solidarité intergénérationnelle. Les transformations en cours s'étendent aux sphères politiques, économiques, et sociales. Elles bouleversent les rapports que les sénégalais entretiennent avec les diverses institutions (mariage, école, famille) qui organisent la vie en société.

5.2.2 –La relation entre les modèles familiaux et les groupes socio-professionnels

Le niveau de vie des parents ainsi que l'activité économique exercée par le père et la mère sont déterminants dans les types de rapports que les hommes et les femmes entretiennent au niveau familial. Cette relation entre modèle familial organisant les rapports sexués, et activité exercée dans le secteur de l'emploi par les groupes sexués, révèle le type d'encadrement dont garçons et filles peuvent bénéficier au niveau familial. L'origine sociale des garçons et des

filles, joue sur les relations qu'ils entretiennent avec les modèles familiaux. La catégorie socioprofessionnelle des parents, autrement dit le niveau d'instruction du père et de la mère joue un rôle dans la perception de l'avenir et le projet professionnel de l'élève. Nous avons déjà montré ailleurs (*cf. chapitre IV, analyse du cas Rockyatou*) que la figure de la mère dépasse le cadre symbolique des représentations sexuées et s'immisce de façon significative dans le projet de vie de l'élève. Dans ces cas précis, l'élève prend exemple sur la mère et ambitionne de reproduire le même schéma familial des représentations sexuées. Le père apparaît comme la figure symbolique du modèle extraverti. Les lycéennes voient à travers cette figure, l'exemple vivant de la réussite sociale et professionnelle. Nous assistons à une transformation touchant au modèle social. Les lycéennes imitent de plus en plus l'exemple paternel parce qu'il apparaît comme la manifestation sociale de la réussite professionnelle.

La place de l'imaginaire wolof dans les modèles familiaux

Les garçons du secondaire développent leurs projets de vie au sein du modèle extraverti de socialisation. Un puits inépuisable d'aphorismes, de formules imagées et de proverbes donne un caractère vivant et animé au modèle extraverti comme d'ailleurs au modèle introverti. En puisant dans le fonds culturel très dense, fait d'images parlantes et baignant l'imaginaire wolof, les acteurs familiaux – reliques de la précédente génération – font parler des créatures réelles ou imaginaires qui simulent la vie en société avec ses travers. Cet imaginaire wolof permet de parodier ainsi les comportements humains de l'homme et de la femme dans le couple pour mieux faire apparaître à travers des traits humoristiques ou par le sarcasme, le rôle de chaque sexe dans la vie sociale. A travers les traits humoristiques que recèle cette littérature orale, les rôles de chaque groupe sexué sont mis en relief avec ses avantages et ses inconvénients. Dans la mesure où le mariage relève souvent d'un arrangement entre les

familles que d'un sentiment d'amour liant les conjoints, la place de l'amour dans la relation matrimoniale fait partie des thèmes traités par la littérature orale. Une histoire tirée du répertoire traditionnel raconte que lorsque les gens du village sont partis dire à Bouki-l'Hyène (au temps où les hommes et les bêtes se comprenaient) que sa femme n'éprouvait aucun sentiment d'amour pour lui, l'Hyène leur interdit d'aller à la rencontre de sa conjointe et que laissée seule, elle finira par l'aimer. Le rôle des garçons au niveau familial est aussi largement abordé par cette littérature orale. En effet, un proverbe souligne qu'un garçon doit être en mesure de prendre la relève de son père et accéder aux mêmes responsabilités familiales dès qu'il constate qu'il parvient à chausser les mêmes souliers que ce dernier.

Sous l'angle de la relation aux modèles parentaux, les filles apparaissent plutôt comme celles qui remettent en cause leur modèle de socialisation. Le rôle de la femme dans la société et dans le couple est remis en question par les lycéennes issues de milieux aisés. Le niveau d'instruction des parents et leur activité professionnelle jouent dans cette remise en question des rôles sociaux par les élèves. Mais, ils ne sont pas les seuls facteurs qui expliquent « ce fond latent d'opposition » à l'actualisation des statuts.

De l'économie de marché à la libéralité dans les rapports sociaux familiaux

Les réformes engagées dans les secteurs productifs conjuguées à d'autres facteurs comme la scolarisation des filles et l'urbanisation accélérée des régions ont rendu obsolètes certains aspects du modèle social. Le caractère obsolète des rapports hommes-femmes enracinés dans un rapport traditionnel de domination n'a pas eu de répercussions immédiates dans les relations conjugales. Nous verrons que l'obsolescence des rapports sociaux de production commandant les rapports sociaux de sexe, a des effets à retardement sur le comportement des

acteurs, dans la mesure où les individus porteurs des représentations sociales, ne peuvent pas changer (dans l'immédiat) les idées qui ont contribué à façonner leur personnalité. En ce sens, il est possible de dire que les gens sont habillés des représentations sociales qui accompagnent les différentes activités dans les sphères économiques, politiques et sociales.

L'ouverture des secteurs d'activités à l'économie de marché qui a accompagné les réformes structurelles engagées par l'Etat du Sénégal, semble avoir distillé un vent de libéralisation dans le modèle social. Les sphères politiques, économiques et sociales n'ont pas échappé à cette ouverture des activités productrices à l'économie de marché. Les attentes sociales vis-à-vis des enfants ont suivi les transformations survenues dans les modèles régissant des rapports sexués. Dans la mesure où les filles sont scolarisées au même titre que les garçons et que ces derniers sont considérés comme les soutiens matériels de la famille, les mêmes attentes sont de plus en plus nourries à l'égard des filles. Il s'y ajoute que les ressources familiales sont de plus en plus dépensées au profit des études que poursuivent les filles.

Les mutations intervenues dans les attentes nourries à l'égard des filles sont renforcées par le fait qu'elles sont en interaction dans un modèle familial où les femmes travaillent de plus en plus pour compléter les revenus de la maison et améliorer le quotidien mais aussi participer aux dépenses cérémonielles engageant parfois de grosses dépenses. Même si les métiers exercés sont souvent liés à de petites activités faites de façon informelle dans le quartier, ou au marché, le fait reste que l'occupation féminine les amène à sortir plus souvent qu'autrefois de la sphère privée pour exercer une activité créatrice de revenus. Les filles de plus en plus scolarisées investissent ainsi des rôles où les garçons étaient naguère attendus. La question du logement et la question de la prise en charge familiale sont en fait autant de ces nouveaux rôles que les lycéennes disent vouloir assumer au niveau familial.

La libéralisation des différents secteurs d’activités, l’accroissement du phénomène urbain et l’importance de l’argent dans les relations sociales, n’ont pas pour autant ébranlé les grands fondamentaux c’est-à-dire la base familiale des rapports sociaux de sexe. Dans les pages suivantes, nous verrons que même pour les lycéennes réclamant plus de capitaux scolaires et de responsabilités sociales, la modification des rapports hommes-femmes aboutit dans bien des cas, à une réactualisation des modèles familiaux. Le rapport aux activités créatrices de revenus, semble être le seul aspect du modèle parental à avoir enregistré de sérieux bouleversements.

L’accès à plus de responsabilités familiales par l’emploi

Chez les lycéennes, « les modifications en cours » qui « grignotent certains aspects de l’actualisation des statuts » (Nanitelamio, Antoine, 1995 : 27) revêtent un caractère à la fois urgent et différé. Cette double caractéristique s’explique par leur statut d’élève. Celui-ci faisant qu’elles ne vivent, pour le moment que par procuration et anticipation, l’intensité des échanges et des antagonismes de la relation entre conjoints. Le caractère urgent des modifications des statuts répond ici à un besoin de réussite sociale. Les lycéennes expriment par le biais de la contestation, le caractère inhibant du modèle introverti concernant leur investissement scolaire.

Notre enquête de terrain relève plusieurs indicateurs montrant que les lycéennes aimeraient pouvoir s’investir davantage dans les études. Cet investissement scolaire semble motivé par le désir notoire de sortir de l’univers domestique par l’acquisition de revenus à travers un emploi

valorisant. Les élèves ambitionnent d'assumer de nouveaux rôles sociaux dans l'éducation des enfants et dans le foyer.

Les évènements matrimoniaux (mariage, répudiation, polygamie, divorce), l'assujettissement économique des femmes, l'importance que prennent les relations économiques dans les relations familiales, « la défaillance financière des hommes », sont les puissants catalyseurs de ce besoin d'accès à de nouveaux rôles sociaux dans les rapports hommes-femmes et dans la vie sociale. Les lycéennes mettent l'accent sur les souffrances rythmant les évènements matrimoniaux comme le divorce ou la polygamie ainsi que leur cortège de situations dramatiques pour expliquer leur désir d'accès à plus de responsabilités familiales, professionnelles et sociales. Les filles soulignent d'une part, qu'elles ont été les victimes collatérales de ces évènements et montrent d'autre part, que la dépendance économique des femmes constitue en pareilles situations, un facteur aggravant. Les principaux enseignements que les lycéennes tirent de ces « scènes de déchirement » faisant suite à des tensions familiales auxquelles elles reconnaissent avoir assisté ou vécu par procuration, c'est l'urgence qu'il y a pour les femmes d'accéder à l'emploi et à la propriété.

Les pages qui suivent traiteront de l'importance que constitue l'accès à la propriété pour les femmes. Nous verrons que cet accès au logement, longtemps lié au modèle extraverti, dans la mesure où les femmes rejoignaient traditionnellement le domicile du conjoint chargé de la satisfaction de tous les besoins matériels de la famille, est en train de subir d'importantes modifications.

5.2.3 – Les modèles introverti et extraverti dans la question de l'accès au logement.

Le désir de réussites scolaire et professionnelle exprimé par les lycéennes, fait de l'accès au logement, une priorité. Nous avons montré précédemment que l'accès au logement est un élément essentiel du modèle extraverti dans la mesure où les garçons doivent trouver un logement décent pour la famille et offrir l'hébergement aux autres membres de la famille en cas de besoin (*cf. chapitre IV*). Par ailleurs, l'accès à la propriété est un élément essentiel de l'autorité que les hommes sont appelés à exercer. Dans cette partie où nous revenons sur la question du logement, nous montrerons que c'est sur un mode négatif, ou dans des termes comminatoires que les filles manifestent le désir de trouver un hébergement convenable lorsqu'elles seront mariées. Plusieurs raisons expliquent cette relation négative que les filles entretiennent avec la question de l'accès à la propriété. Les expériences tirées de la vie quotidienne, que celles-ci proviennent de leurs propres familles ou qu'elles soient puisées dans le voisinage immédiat, expliquent souvent l'importance que revêt désormais pour les lycéennes, l'accès à la propriété. Avoir une maison à soi devient dans leur prise de position et dans leur projet de vie, une forme de libération et une manière de gagner son indépendance.

« Si Dieu le veut, je voudrais vivre dans ma propre maison. J'aimerais avoir mes propres maisons pour que personne n'ose dire demain qu'il m'a logée ou même expulsée. Je veux avoir tout simplement quelque chose qui m'appartienne et qui soit le fruit de mes efforts ». Adja Thiam, 19 ans Terminale L.A
Groupe de Travail Non Mixte N° 11.

L'accès au logement apparaît comme un moyen de se prémunir contre les événements dramatiques qui peuvent survenir durant la vie conjugale. Par ce « garde-fou » de l'accès à la propriété, les jeunes filles pensent ainsi conjurer les misères sociale et matérielle guettant les femmes en cas de divorce.

Les lycéennes évoquent dans leur discours certains phénomènes comme la polygamie. Notre démarche jusqu'ici a consisté à considérer cette forme matrimoniale comme ayant peu d'impact dans les relations que les jeunes filles entretiennent avec les modèles familiaux. Nous avons changé de fusil d'épaule, lorsque notre enquête a montré que la polygamie cristallise ce désir manifesté par les filles de transformation des relations hommes-femmes. Paradoxalement, les lycéennes ne vivent pas une situation conjugale, en dehors de celle de leurs parents. La polygamie apparaît pourtant comme une menace qui projette une ombre sur leur vie. Cette forme matrimoniale engendre en réalité des tensions familiales et conjugales les plus extrêmes (*cf. Annexe 3 : coupures de presse*). Ainsi peut-on aisément comprendre pourquoi l'accès à la propriété – sorte de garantie contre la cohabitation entre coépouses - revêt autant d'importance dans le discours des élèves.

Les propos ci-dessous de l'élève Bintou, inscrite en classe de 1^{ère} (série littéraire), ne peuvent être plus clairs tant ils montrent que les filles et les femmes se passeraient volontiers d'une coépouse.

« Moi je veux vivre dans ma maison parce que les hommes sont injustes et si mon mari a peut-être beaucoup de femmes mieux vaut être dans ta maison que celle de ton mari avec des coépouses » Binta, élève de Terminale 1^{ère} L, Groupe de Travail Mixte N° 13.

La réflexion sur cette forme de relation matrimoniale polygamique permet de saisir deux réalités au sein de l'espace familial. D'une part, elle confirme que la polygamie est fortement investie par les hommes et qu'elle constitue un des derniers bastions qui résistent au grignotage féminin de la prééminence masculine. La crainte des jeunes lycéennes semble pleinement justifiée dans la mesure où « à l'heure actuelle, personne n'est à l'abri de cette situation ; les hommes sont potentiellement polygames, et les femmes sont soumises au risque latent de le devenir » (Antoine et *al*, 1995 : 21). D'autre part, cette réflexion met l'accent sur le fait que l'expérience traumatisante de la polygamie est à la fois féminine et masculine. « On trouve tout de même, chez certains hommes, une sensibilité aux tensions et problèmes rencontrés dans les ménages polygames, en particulier chez ceux qui ont mal vécu leur enfance dans une famille polygame, et qui ne souhaitent pas faire revivre la même situation, à leurs enfants » (Antoine et *al*, 1995 : 21).

La polygamie, de par sa fréquence, et les problèmes qu'elle engendre, constitue un aspect important de la société wolof. Il s'agit d'une donnée essentielle de la famille « même quand il y a monogamie parce qu'on ne sait jamais si un homme ne prendra pas une autre femme, fût-ce à un âge avancé. Souvent, il souhaite être polygame et réalise son vœu dès qu'il en a la possibilité » (Abdoulaye Diop 1985 :184).

Les milieux familiaux apparaissent, dans le discours des lycéennes, comme le lieu de vives tensions sociales, qui prennent leur source dans le penchant des hommes pour la polygamie. « Quelles que soient les précautions prises, il est rare de nos jours, que la famille polygame ne traverse pas de crises fréquentes. En elle-même la vie commune, malgré ses limitations, est source de conflits ; nous l'avons constaté dans la cohabitation des ménages » (Abdoulaye Diop, 1985 : 185).

Si la question de l'accès à la propriété apparaît dans le modèle de socialisation extraverti, comme élément consolidant la prééminence masculine, et servant à mieux asseoir l'autorité familiale des hommes, le rapport que les filles entretiennent comme nous venons de le voir avec la question de l'accès à la propriété, est très différent. Les tensions familiales vécues par les lycéennes sont en partie au cœur de ce désir d'accès à la propriété. Avoir une maison à soi devient une forme d'échappatoire aux vives tensions observées dans les milieux familiaux surtout polygamiques. Encore faudrait-il que les jeunes filles accèdent à l'emploi. Nous verrons ci-dessous l'importance que revêt l'insertion professionnelle, pour les lycéennes participant aux groupes de travail.

Les élèves décrivent l'accès à l'emploi et au logement comme des leviers pouvant aider dans la transformation des rapports hommes-femmes. Il est pertinent de se poser la question de savoir si ces leviers sont suffisamment efficaces (Adjamagbo et *al*, 2013) contre la prééminence masculine, dans le contexte sénégalais.

L'émancipation financière au cœur des rapports entre conjoints

Les conflits familiaux vécus par les élèves ont force de rappel, et constituent dans la situation sénégalaise le « fond latent » des rapports sociaux de sexe. Nous avons affaire à des évènements en rapport avec les expériences personnelles des lycéennes, et servant de catalyseurs mais aussi de justification à la renégociation des rapports conjugaux. La recherche de confort pour soi et pour la parenté proche, le désir grandissant d'une reconnaissance sociale par une activité professionnelle valorisante sont les moteurs qui poussent les lycéennes à la renégociation des rôles sociaux.

Dans le chapelet de motifs évoqués par les élèves pour donner à l'accès au logement, une importance capitale, la polygamie occupe une place importante. A défaut de nouer une relation matrimoniale monogame, les filles manifestent le désir d'accéder à la propriété.

*« Je préfère vivre dans ma maison à moi si mon mari refuse cela je souhaite avoir une maison à moi car c'est pas sûr je ne le souhaite pas, quand j'aurai un problème, je ne pourrais pas retourner chez mes parents » Aminata Niang
20 ans Tle L1A, Groupe de Travail Non Mixte N° 3.*

La place de la femme et la répartition des rôles sont ainsi remises en question par les filles elles-mêmes. Le vécu et l'expérience familiale des lycéennes les poussent à vouloir renégocier l'usage de la vie conjugale, et l'accès à plus de responsabilités sociales et familiales. L'accès à la propriété est une forme aussi de renégociation des rapports familiaux. Pourtant cette renégociation ne signifie nullement une plus grande participation des hommes dans les travaux du quotidien, ni davantage de contribution dans les questions touchant à l'entretien de la maison. Les filles reconnaissent vouloir un nouvel usage de la relation entre conjoints. C'est ce qu'une élève traduit de cette manière *« être libre et avoir les mêmes droits que les hommes »* (A. Mbaye, 1^{ère} L2 GT Non Mixte N° 5).

Les lycéennes expriment un désir d'émancipation. Par l'accès au monde du travail, elles affichent l'ambition de subvenir elles-mêmes à leurs besoins.

« L'émancipation est une affaire positive parce que trouver un métier est primordial pour une femme. Je voudrais vivre dans la maison de mon mari parce que la femme est

appelée à être chez son mari car c'est la coutume, or j'aurai ma maison mais je me sentirai mieux chez lui ».

Khadiyatou, (Tle L1) de père comptable et de mère coiffeuse. Groupe de Travail Non Mixte N° 6.

L'accès à la propriété joue un rôle dans la renégociation des rapports parentaux inégalitaires. Les propos des élèves rendent pertinente cette question de l'accès au logement, et montre qu'elle est au cœur de la relation matrimoniale dans les modes de sociabilité sénégalaise. L'accès à l'emploi et l'acquisition d'un logement sont-ils pour autant des facteurs suffisamment compromettants, pour la prééminence masculine profondément ancrée dans les représentations sociales et les modes de sociabilité ?

La question de l'émancipation évoquée par les lycéens qui anticipent ainsi les relations entre conjoints, traduit une grande ambivalence. La définition que les élèves donnent de ce qu'ils entendent par l'émancipation des femmes, montre le profond enracinement de la prééminence masculine dans la conscience des lycéens. La prééminence masculine apparaît comme un cadre référentiel et un repère sociétal pour les élèves. Le désir de changement dans les relations hommes-femmes, manifesté par les élèves, apparaît comme très sélectif dans ce grignotage des bastions de la prééminence masculine. Il y a de fait un décalage entre l'idéologie des rôles parentaux qui « prônent une égalité domestique » et « les pratiques mises en œuvre » (Blöss et Odena, 2005 : 80). Cette inadéquation entre les discours que tient une partie des filles sur leurs statuts et « l'actualisation de ces derniers, au niveau des conduites », peut relever de la « diplomatie sociale ou de stratégies » (Nanitelamio, Antoine, 1995 : 26). Cette inadéquation peut être liée aussi, à une adhésion des lycéennes aux normes sexuées. Ces « petits arrangements » dans l'actualisation des pratiques sexuées, peuvent expliquer pour une part, le peu d'ébranlement des modèles de socialisation.

La polygamie, le choix du conjoint, l'accès à l'emploi et l'amélioration de la position sociale des filles constituent les différents centres d'intérêt des lycéennes. Ces dernières semblent désireuses de changements dans les rapports sociaux de sexe, lorsqu'on écoute leurs discours. Mais elles s'érigent paradoxalement en défenseurs de ce qu'elles appellent « *notre tradition* », dans les moments où elles soulignent que la soumission à son mari est recommandée par « *notre religion* ». Toutes les filles ne défendent pas « la tradition » ou « la religion ». En réalité, les points de vue que défendent les élèves sont en grande partie dépendants du modèle familial dans lequel elles sont en interaction.

Dans le chapitre suivant qui clôture cette deuxième partie traitant des interactions et des relations homologues entre les structures familiales et l'investissement scolaire des élèves, nous verrons que les modèles familiaux situant les élèves dans un espace de socialisation donné, sont sujets à de grandes variations. Ces modèles familiaux expliquent pour beaucoup, non seulement les opinions que les jeunes filles expriment sur les questions scolaires, matrimoniales, familiales, sociétales, mais aussi le niveau d'encadrement familial dont elles peuvent bénéficier venant des parents, ainsi que les choix qu'elles peuvent opérer lorsqu'elles participent aux activités de sociabilité scolaire.

Chapitre VI – Les variations des modèles familiaux dans le choix du groupe de travail

Les groupes de travail sont des espaces de sociabilité scolaire formés par les élèves, pour répondre à un besoin d'amélioration de leur performance dans les études. Ils sont soumis aux influences des modèles familiaux dans lesquels les élèves sont en interaction dans le quotidien. Ces modèles organisant les rapports parentaux, définissent les relations que garçons et filles peuvent entretenir avec les différentes sphères d'activités.

Questionner le type de lien régissant les rapports familiaux, revient à étudier la répartition familiale des rôles sociaux entre garçons et filles. La participation des élèves ainsi que l'intensité de cette participation aux activités éducatives développées dans les groupes apparaissent comme une question ne pouvant être abordée sous le seul angle du désir, ou de la volonté de réussite que les lycéens peuvent manifester. Encore faudrait-il que ces derniers disposent des ressources sociales, économiques et culturelles leur donnant les moyens de jouer une plus grande partition, lors des activités de sociabilité scolaire.

Dans les deux chapitres précédents axés sur les modèles familiaux, nous avons montré que la répartition des rôles parentaux est dictée par les schémas familiaux en vigueur dans le modèle social et que ces derniers étendent leur champ de force jusqu'à la répartition des rôles domestiques entre les enfants. L'espace familial organise une répartition sexuée des rôles entre filles et garçons. Les filles sont orientées vers des activités familiales de type

« introverti »⁹⁴ tandis que les garçons sont encouragés à s'investir dans des activités sociales à caractère « extraverti ». Ces différentes formes d'investissement dans la sphère privée (filles) et dans la sphère publique (garçons), doivent répondre aux attentes familiales.

Il existe plusieurs types de modèles familiaux. Cette variation apporte une marge de manœuvre - certes relative - aux filles qui ont des projets scolaires et professionnels plus ambitieux. Les deux chapitres précédents permettent de retenir que les obstacles sociaux dressés devant le parcours scolaire des filles encouragent peu les longues études, ainsi que l'accès à des responsabilités sociales et professionnelles qui feraient que les femmes accéderaient à des statuts sociaux plus valorisants.

Le type d'interaction hommes-femmes structurant la vie familiale de l'élève commande la nature des relations que celui-ci va entretenir avec les groupes de travail. Plusieurs questions seront traitées dans ce chapitre dont l'objectif sera d'étudier les variations observées dans les relations que les élèves entretiennent avec les groupes de travail. Quelle est la typologie des groupes de travail ? Quelles sont les différentes sortes de liens qui unissent les élèves aux groupes de travail ? Quelle est la nature de ces liens, étant entendu que les groupes de travail sont des espaces d'animation scolaire pour les élèves ? A quoi répondent les variations observées dans le fonctionnement des groupes de travail ? Existe-t-il une relation entre les variations observées dans les modèles familiaux et les variations dans le fonctionnement des groupes de travail ? Le cas échéant quelle est la nature de cette relation entre modèles familiaux et groupes de travail ? Avant de répondre à ces différentes questions, étudions en détail les groupes de travail dans leur typologie.

⁹⁴ Pour rappel, il faut inclure ici l'idée que le modèle traditionnel régissant les rapports sexuels souligne sous forme de chant souvent repris par quelques chanteurs que la fille ne sort pas de la maison pour aller apprendre quoi que ce soit, c'est sa mère qui est son modèle, elle l'imité dans ses actions quotidiennes.

6.1- Présentation et typologie des groupes de travail

La configuration des groupes de travail permet de se rendre compte de leur grande diversité. Nous tenterons de classer ces groupes à partir des traits caractéristiques qui peuvent les rapprocher ou les éloigner. Nous mettrons l'accent durant ce travail de classification sur la taille des groupes et le niveau de mixité. Si les élèves qui composent un groupe de travail, suivent le même cursus scolaire, le choix d'un groupe dépend plutôt des affinités que les élèves ont les uns avec les autres. Ces affinités donnent aux élèves de très larges latitudes dans le choix d'un groupe donné. Dans la troisième partie de la thèse, où nous étudierons les mécanismes de fonctionnement des groupes, nous montrerons en quoi consistent ces affinités pouvant, à un moment donné, décider les élèves à s'investir dans un groupe plutôt que dans un autre. Les élèves donneront leurs avis eux-mêmes sur le processus qui les a conduits à fréquenter un groupe donné. Avant de mettre l'accent sur ces affinités, étudions pour commencer la configuration des groupes de travail, afin de connaître leurs grands traits dominants, ainsi que les détails significatifs pouvant servir à leurs connaissances.

6.1.1- La configuration des groupes de travail

Le degré de mixité est l'élément que nous jugeons le plus pertinent dans le fonctionnement des groupes de travail, parce qu'il est révélateur des barrières sociales séparant les sexes, et réduisant la participation féminine aux activités de sociabilité scolaire développées par les collectifs d'acteurs. Dans ce travail d'observation des caractéristiques des divers groupes de travail, nous mettrons l'accent sur le niveau de participation des filles et des garçons aux

pratiques éducatives. Nous procéderons à une analyse purement factuelle centrée sur la composition sexuée de chaque groupe.

La configuration des groupes de travail, selon le secteur d'enseignement mais aussi selon qu'ils soient composés exclusivement de garçons ou de filles, ou selon qu'ils présentent une forme quelconque de mixité (*cf. Tableau 15*), montre l'existence de plusieurs combinaisons. Ces dernières permettent de voir qu'il arrive que les garçons s'associent avec les filles dans les activités de sociabilité scolaire. Ces combinaisons permettent de se rendre compte que les filles s'associent de manière générale entre elles, mais qu'elles ont parfois recours aux garçons inscrits dans les mêmes filières. L'appartenance sexuelle n'est donc pas forcément un obstacle à la participation féminine aux pratiques éducatives (*cf. Tableau 15*).

Tableau 15 : Répartition des groupes de travail selon le secteur et la mixité

Groupes de travail	Groupes mixtes	Groupes Garçons	Groupes Filles
Secteur Privé	5	12	11
Secteur Public	13	51	18
TOTAL	18	63	29

Source : Données de l'échantillon obtenues à partir de notre enquête

La répartition des filles et des garçons dans les groupes présents dans les différents secteurs de l'enseignement, mérite d'être questionnée afin de saisir la signification sociale de ce cloisonnement sexué. Quel est le degré réel du cloisonnement dans l'espace occupé par les groupes ? Ce cloisonnement prend-il les mêmes proportions selon que le groupe de travail

appartienne au secteur privé ou public de l'enseignement ? Quelle est la participation réelle des garçons et des filles aux activités développées dans les groupes ?

Disons d'emblée que les groupes non mixtes exclusivement composés de garçons sont dominants dans le cycle secondaire. Ensuite viennent les groupes sans mixité composés uniquement de filles. Les groupes mixtes sont faiblement représentés. Ils constituent à peine un tiers des groupes de travail féminins. Il semble que la mixité ne suscite guère d'une manière générale, l'adhésion de la masse des élèves présents dans les lycées publics et privés.

Les groupes de travail fonctionnent différemment selon le secteur éducatif. Les élèves du privé montrent moins d'activités ou d'activisme dans les groupes de travail contrairement à leurs camarades issus de l'enseignement public. Cette implication différentielle des élèves selon le privé ou le public, s'explique pour une grande part, par le plus grand accès de ces familles du secteur privé aux cours dispensés par des professeurs de l'enseignement public à des fins privées. L'accès à des cours privés dispensés par des professeurs, rend les élèves moins enclins à participer aux pratiques éducatives organisées par leurs camarades. La mise à disposition au niveau domiciliaire d'enseignement délivré à titre privé par le corps professoral, met ces lycéens dans une situation d'améliorer leur performance à l'école, lors des interrogations ou des examens, sans avoir recours aux groupes de travail.

Qu'il s'agisse de groupes mixtes ou de groupes non mixtes favorisant un cloisonnement entre les sexes dans les activités de sociabilité scolaire, les garçons apparaissent comme les principaux acteurs dominant le jeu scolaire. Cette domination a plusieurs explications que nous détaillerons dans la deuxième partie de ce chapitre ayant trait au mode d'influence du milieu familial dans le choix du groupe de travail. Nous pouvons dire que la domination des

groupes essentiellement composés de garçons est réelle lorsque nous comparons la taille et la composition des groupes formés par les élèves dans les secteurs privé et public de l'enseignement. En effet, nous avons montré (*cf. Tableau15*) qu'en passant des filles aux garçons, le nombre de ces acteurs collectifs double. Dans les groupes mixtes constitués de filles et de garçons, la réalité est plus complexe lorsque nous regardons la manière dont ces groupes se sont formés et comment les lycéens arrivent à surmonter leurs conditions sexuées pour se retrouver ensemble aux mêmes heures lorsqu'ils travaillent les exercices scolaires. Les pages suivantes permettent d'entrer dans ce jeu complexe de la participation des garçons et des filles aux activités des groupes mixtes.

6.1.2- La mixité, une réalité à facettes multiples des interactions garçons-filles

La mixité est très faible dans les groupes. Cette caractéristique est une réalité dépassant les clivages existant entre secteur privé et secteur public de l'enseignement. Nous pouvons dire qu'il s'agit-là d'un trait distinctif des groupes de travail quel que soit le type d'établissement concerné. Les garçons dominent la vie des groupes mixtes de par leur nombre. Cette faible participation féminine aux pratiques éducatives montre que les lycéennes malgré les contraintes familiales nombreuses, s'intéressent aux collectifs d'acteurs.

Plusieurs questions peuvent être posées face à cette faible participation des filles aux groupes de travail. Par quel processus les groupes de travail ont-ils été formés ? Les contraintes familiales différentielles pesant sur les garçons et les filles influent-t-elles sur le fonctionnement des groupes ? Qui sont les véritables animateurs de ces groupes de travail mixtes ? Telles sont les pistes de réflexion, qu'emprunte la deuxième partie de ce chapitre.

6.2-L'influence des liens de famille sur le choix d'un groupe de travail

Les modèles parentaux influent sur la participation des élèves du secondaire, aux activités de sociabilité scolaire. Ces modèles jouent aussi un rôle actif sur les perceptions que les lycéens ont de la réussite scolaire et de la reproduction des idéologies sexuées. Nous avons observé, dans le chapitre IV traitant des déterminants familiaux de la répartition des tâches domestiques entre les enfants, l'émergence d'un modèle de synthèse basé sur de nouveaux arrangements sexués. Ce modèle de synthèse participe d'une transformation des représentations sociales autour des rôles sexués mais aussi d'une intégration scolaire et professionnelle des filles.

Les élèves, en fonction des modèles parentaux mettant à leurs dispositions les ressources sociales et économiques utiles à l'école, participent aux diverses activités pouvant contribuer à une amélioration de leur situation scolaire. La disponibilité ou non de ces ressources commande ici le choix du groupe de travail devant aussi être en conformité avec le cursus scolaire. La différence de programme scolaire fait que les élèves inscrits dans des filières différentes ne se retrouvent presque jamais d'après nos observations, dans les mêmes groupes.

La disponibilité chez l'élève, des ressources sociales et économiques valorisées par l'école, est fonction du modèle familial. Lorsque la mère, dans le modèle parental de l'élève, a une occupation professionnelle valorisante ou a eu accès à l'école, le modèle familial rend opérant les ressources sociales et économiques favorables à une présence affirmée dans les structures scolaires et rehausse le niveau de l'encadrement scolaire de la jeune fille. Cette

mobilisation des ressources familiales rejaillit sur le caractère de l'élève et favorise son implication dans les activités de sociabilité scolaire.

Le modèle familial très inégalitaire au sein duquel les filles étaient prioritairement affectées aux tâches domestiques occasionne le déficit des ressources sociales et économiques valorisées à l'école. Ce modèle familial dont le trait dominant ressort dans le partage inégalitaire des rôles sociaux conduit les lycéennes à fréquenter leurs camarades de classe vivant les mêmes types de contraintes familiales. Les enfants issus de modèles familiaux où la sphère privée est mise en avant dans la socialisation des filles se regroupent généralement dans les groupes de travail monosexes. L'homologie de structure apparaît clairement ici entre le modèle familial dont l'élève est issu et le type de groupe que cette dernière privilégie durant ses activités scolaires.

6.2.1- Les modèles familiaux dans le choix du groupe de travail

Les modèles familiaux et les groupes de travail présentent une homologie structurale. Notons pour plus de précision, que les acteurs fréquentant ces deux sphères ne poursuivent pas les mêmes objectifs, et ne sont pas insérés dans les mêmes systèmes sociaux de réciprocités. Cette homologie dans les structures apparaît dans le rôle actif joué par l'appartenance sexuelle dans le mode d'occupation des espaces familiaux et scolaires, mais aussi dans le mode de régulation des échanges au sein de ces espaces. Il s'y ajoute que les groupes de travail sont des lieux d'activation des pratiques sexuées dans la mesure où les élèves choisissent leur groupe en tenant compte des contraintes familiales qui s'imposent à eux. A ce niveau, le rapport que les lycéennes entretiennent avec les groupes de travail montre bien les comportements variés que les structures familiales sont susceptibles d'engendrer chez les

élèves. La raison est simple. Les élèves cherchent des points d'équilibre entre l'investissement dans la sphère publique que la famille est en état de tolérer et un niveau de participation aux séances de travail qui permette de maintenir une dynamique de groupe.

Comme nous le verrons dans la troisième partie traitant des mécanismes de fonctionnement des groupes, la faible participation des filles aux activités de sociabilité scolaire, peut être un facteur de découragement pour les garçons qui veulent s'associer avec elles, dans les groupes mixtes. L'argumentation des garçons parlant de ce découragement s'appuie sur les contraintes familiales que vivent les jeunes filles, et qui les conduisent à être peu représentées dans les activités de sociabilité scolaire surtout lorsqu'il faut travailler les matières scolaires.

*Elles sont presque jamais là quand on doit se retrouver
pour corriger ensemble les exercices.* (Badou, inscrit en
Classe de 2nde, Filière scientifique, Groupe de Travail Mixte
N°14 composé de 4 garçons et 5 filles).

Les filles cherchent ainsi des points d'équilibre entre une participation dans les activités de sociabilité scolaire et les tâches domestiques contraignantes. Le secret de ce point d'équilibre que nous pouvons appeler le centre de gravité réside dans le modèle familial où l'élève se trouve « inséré » à travers un système de relations au sein duquel son rapport à la sphère publique peut être soit élargi, soit limité. L'élargissement ou la limitation de ce rapport à la sphère publique commandant l'investissement scolaire dans les groupes de travail est fonction du modèle familial définissant le type de lien qui unit l'élève à son environnement scolaire. La recherche de ce point d'équilibre conduit les lycéennes à former des groupes composés de camarades de classes vivant les mêmes contraintes familiales. Ce choix s'appuyant sur la similitude des conditions de vie domestique a l'avantage d'apporter de la

cohésion aux groupes ainsi formés, une plus grande résistance et une longévité contre les aléas de la vie scolaire.

Les modèles familiaux expliquent comme on peut s'en douter, la participation en masse des garçons aux pratiques scolaires développées dans les groupes de travail. (cf. *Tableau 15*). Si les filles doivent trouver les ajustements nécessaires pour négocier leur participation aux activités scolaires, les garçons trouvent entre eux et les groupes de travail, un boulevard très large qu'ils peuvent emprunter à leur guise sans obstacle familial.

La répartition des travaux domestiques affecte le fonctionnement des groupes dans leur organisation interne. Les comportements des lycéennes dans ces deux espaces à savoir le milieu familial et le milieu scolaire permettent de se rendre compte d'une continuité dans les rapports que ces jeunes filles établissent avec la sphère publique. D'où l'existence d'une homologie structurale entre les espaces familiaux et scolaires. Cette homologie de structure favorise la participation des garçons aux pratiques éducatives. A l'inverse, à l'intérieur des groupes, les tâches domestiques et le caractère autoritaire de la régulation sexuée des activités familiales sont défavorables aux jeunes filles. Cette régulation réduit ainsi leur intérêt pour des activités collectives se déroulant à l'extérieur du domicile. Les lycéennes participant aux activités des groupes mixtes soulignent qu'elles doivent user régulièrement de divers stratagèmes pour rejoindre leurs camarades de groupe.

« En général, on demande la permission aux parents pour aller rejoindre les camarades de classes et on fait tout pour rentrer tôt, lorsqu'une camarade est retenue à la maison, on part demander l'autorisation à ses parents »(Seynabou 1^{ère} L, Groupe de Travail Mixte N° 2).

Dans certains cas, les expédients utilisés servent plutôt à échapper au contrôle familial en trompant la vigilance des parents. L'élève Absa évoquant ci-dessous la situation de certaines de ses camarades de classe fait un compte rendu qui trahit les difficultés que rencontrent les lycéennes lorsqu'elles doivent se retrouver aux heures de leur choix.

« Nous nous arrangeons entre nous. Si l'une ne peut pas venir, on part la chercher et on rassure ses parents » (Absa Sow 1^{ère} L. Groupe de Travail N°2).

La relation homologique entre les modèles parentaux et les groupes de travail a une autre implication. En effet, les structures familiales ont favorisé l'émergence de groupes de travail hétérogènes à prédominance masculine. Les groupes de travail monosexes (63) à population exclusivement masculine sont majoritaires dans les établissements. La population féminine est quant à elle dispersée dans vingt-neuf (29) groupes où les garçons sont absents. Dix-huit groupes mixtes avec une majorité de garçons ont été recensés. Cette configuration des groupes de travail doit sa composition à l'organisation des rapports familiaux permettant l'exercice d'un contrôle sur les jeunes filles lorsqu'elles ont des activités en dehors de la maison. Ce contrôle qui est très strict s'exerce exclusivement sur les filles. Au-delà du contrôle social, l'inégale répartition entre les sexes des tâches qui contribuent à l'entretien domestique fait que les filles réduisent considérablement le temps consacré aux activités scolaires, lorsqu'elles ont réussi à intégrer un groupe de travail.

6.2.2 –La famille, un lieu d'homologation de l'investissement scolaire

Le modèle extraverti de socialisation permet une mobilisation plus facile quel que soit le lieu choisi pour le déroulement des activités scolaires. Les filles revenant de l'école éprouvent

plus de difficultés à se libérer des contraintes familiales même pour rejoindre les camarades afin de prendre part aux activités studieuses. Ainsi les groupes de travail apparaissent d'abord comme une invention du modèle extraverti dans la mesure où leur fonctionnement demande une disponibilité et une mobilité qui font souvent défaut dans le modèle introverti. Les lycéens arrivent ainsi à se retrouver à n'importe quelle heure de la journée ou aux heures avancées de la soirée, avec plus de facilité.

« Dans notre groupe de travail on est 6 garçons ; les filles y a en pas parce qu'elles ne sont pas constantes à cause des tâches ménagères mais elles sont les bienvenues. » (P. M. Gomis, Garçon, 19 ans, membre du Groupe de Travail Non Mixte N°4).

Les garçons participent ainsi en masse aux activités des groupes de travail. Ces groupes sont composés principalement d'élèves issus de la même classe ou des mêmes filières scolaires. Cette appartenance favorise un échange pouvant servir pendant les interrogations écrites. Elle renforce en même temps la cohésion du groupe. Les élèves acquièrent un même rythme de travail et d'échange.

Le renforcement des échanges et de la cohésion constitue un atout durant la préparation des interrogations écrites, orales et des examens de fin d'année comme le baccalauréat. Les lycéennes réussissent pour une part à échapper aux contraintes familiales qui pèsent sur elles. Les raisons de cette participation active dans les groupes sont multiples. Devant les contraintes familiales, elles ont développé divers stratagèmes. La formation de groupes monosexes leur permet de disposer de lieu de travail « homologués » par les parents mais aussi de créneaux horaires compatibles avec les tâches à la maison.

Nous utilisons « lieux homologués » pour montrer que les parents sont moins réticents à l'idée de savoir leur fille en compagnie d'autres lycéennes qu'associer à des garçons surtout à certaines heures de la journée ou de la nuit. Nous avancerons deux explications à cette réticence. Nous noterons que nous avons affaire à une société pratiquant la séparation des sexes dans les diverses activités de la vie et donc n'encourageant guère la mixité. La peur qu'une grossesse non désirée survienne est une explication plausible de cette inquiétude parentale à voir garçons et filles s'associer dans des groupes.

« Notre groupe est composé que de filles. Nous nous arrangeons entre filles parce qu'on a les mêmes emplois du temps. » (Faya : élève de 1^{ère}, L Lycée Malick Sy, Groupe de Travail Non Mixte N° 7).

Le modèle introverti conduit les lycéennes à privilégier l'absence de mixité afin d'avoir un usage plus important des groupes de travail. Nous avons vu que soixante trois (63) groupes répertoriés dans les deux établissements scolaires de Thiès sont composés uniquement de garçons. Les lycéennes parviennent malgré les diverses restrictions à s'illustrer dans vingt neuf (29) groupes féminins. Si le modèle introverti favorise la formation de groupes de travail sans mixité, certaines filles ont réussi cependant à s'insérer dans dix-huit (18) groupes où elles côtoient les garçons, et participent aux diverses activités scolaires.

Notons à nouveau que les garçons dominent les groupes mixtes. Il y a aussi un prix à payer pour éviter l'éclatement des groupes mixtes : les garçons ont tendance à se retrouver entre eux lorsque les filles ont un empêchement. Ce qui permet une certaine souplesse dans le fonctionnement des groupes mixtes. Dans beaucoup de cas, les filles ont été intégrées dans les groupes mixtes sur le tard, lorsqu'elles ont manifesté l'envie d'en devenir membres.

Les lycéens ne cachent pas les contraintes inhérentes au fonctionnement des groupes mixtes. Les garçons et les filles doivent s'entendre sur les mêmes heures de travail alors qu'ils ne vivent pas les mêmes contraintes familiales. Nous avons noté quelques cas de groupes formés initialement par des garçons donc sans mixité au départ, et qui sont devenus mixtes lorsque des filles les ont rejoints. Ainsi, nous voyons le côté dynamique des groupes de travail. Il arrive que des garçons rejoignent des groupes composés entièrement de filles, rompant ainsi l'absence de mixité qui caractérisait jusqu'alors ces groupes. C'est le cas des Groupes de Travail Mixte N°7,9, 13, 14,18. La camaraderie explique parfois cette ouverture des groupes à de nouveaux venus. Parfois cette ouverture à de nouveaux membres a un côté pratique. C'est le cas lorsque le nouvel arrivant partage le même lieu résidentiel avec tout un groupe constitué de filles. L'excellence scolaire dans une discipline donnée peut faire qu'un garçon ou une fille soient cooptés par un groupe qui n'était pas mixte au départ.

Le travail en équipe, comme nous le voyons, n'est pas seulement une affaire de garçons. Les filles ont montré le plus grand intérêt pour les groupes de travail. Elles participent à travers des groupes mixtes et non-mixtes aux activités éducatives pour améliorer leur performance scolaire. Le modèle familial a un impact sur les modes d'appropriation de l'espace scolaire. Les lycéennes ont développé des stratégies de conquête de l'espace scolaire différentes de celles des lycéens ce, à travers une adaptation à leur modèle introverti de socialisation.

6.2.3- La charge domestique dans le choix du groupe de travail

Les propos des élèves (ci-dessus) ont l'intérêt de relever un double clivage lorsqu'on met le curseur sur les matières étudiées ou sur le déroulement des activités scolaires. Les lycéennes

ne font pas mystère des raisons les conduisant à privilégier l'absence de mixité lorsqu'elles décident de former un groupe. En effet, elles se retrouvent souvent entre elles dans les bibliothèques de l'établissement ou du musée de la ville. L'ampleur des tâches domestiques qui les attendent à la maison et qui accaparent une tranche importante de leur temps disponible, figure en bonne place parmi les raisons évoquées pour expliquer cette absence de mixité. C'est le cas de Mbayang inscrite en classe de Terminale. Son exemple montre la difficulté qu'il y a à allier tâche domestique et études lorsque l'élève est issue d'une famille où la sphère privée laisse peu de place aux pratiques éducatives.

Je fais tous les travaux domestiques à la maison. J'aide ma mère quotidiennement. Je ne veux pas qu'elle se tue au travail. C'est pourquoi je n'arrive pas à apprendre mes leçons (Mbayang, Terminale L2A, Lycée public).

L'activité domestique apparaît dans les propos des élèves comme un obstacle majeur, non seulement pour la scolarité présente mais pour la poursuite des études. L'apprentissage domestique suivi dans le cadre familial ne passe pas au second plan, devant l'apprentissage scolaire. Il s'agit d'une condition sexuée commune à une majorité de lycéennes. Elle ponctue le quotidien d'une masse d'élèves prises dans la nasse domestique. Cette réalité transcende le clivage établissement privé, établissement public. Cependant, la charge de la tâche domestique est fonction ici du modèle familial façonnant les rapports entre élèves et environnement scolaire. Cette charge de travail domestique varie largement en fonction du groupe social. Dans les catégories sociales aisées où les parents disposent d'une ou de plusieurs domestiques à la maison, la contrainte liée à l'apprentissage familial des rôles sexués, diminue pour l'élève. La taille des ménages qui comptent en moyenne 10 personnes

(Antoine et al, 1995 : 74) n'aide en rien à la réduction de la charge de travail qu'endurent les lycéennes à la maison. Souadou, élève inscrite en classe de Terminale et membre d'un groupe de travail mixte, relativise pourtant le poids des tâches domestiques, dans les activités quotidiennes.

J'aide quand je ne pars pas à l'école. Les tâches domestiques ne sont pas nombreuses parce que les bonnes (domestiques) font la moitié. Mais elles n'empiètent pas sur mes études. Souadou (Terminale L1, Groupe de Travail Mixte N°13 établissement privé, Groupe composé de 7 Garçons et de 8 Filles).

La participation très importante des élèves aux activités des groupes de travail dans le secondaire apparaît dans la mobilisation des lycéens lors de la formation des divers groupes répertoriés. Notre enquête montre que $\frac{3}{4}$ des groupes faisant partie de l'ensemble des groupes répertoriés dans les deux secteurs de l'éducation (public, privé) ne présente pas de mixité (cf. *Tableau 15*). Cela signifie que plus de la moitié des lycéens fréquente des groupes composés d'élèves de même sexe. L'absence de mixité est la résultante d'un processus de contournement des difficultés soulevées par les modèles familiaux privilégiant dans la socialisation des filles la sphère privée. La différenciation sexuelle passe ainsi par le choix du groupe de travail compatible avec les modèles familiaux régulant les activités domestiques de l'élève. L'accentuation de la charge domestique ou sa diminution commandent le choix du groupe de travail ainsi que l'intensité du rapport du binôme Elève-Groupe de travail.

Les lycéennes participant à un groupe de travail monosexé (Groupe de Travail Non Mixte N°24), à l'origine de la bibliothèque tournante, soulignent les difficultés à s'accorder avec les garçons, au niveau des horaires de travail. Cette difficulté à se mettre d'accord, sur un emploi

du temps compatible avec les tâches domestiques, est à leur avis la principale explication à la formation de leur groupe de travail composé entièrement de filles.

Les groupes de travail sont des espaces d'activation des pratiques sexuées. Ils visent l'amélioration des performances scolaires des élèves. Dans cette troisième partie de la thèse, nous traiterons du rôle dynamique des activités de sociabilité dans les progrès scolaires que peuvent enregistrer les élèves, qu'ils soient adeptes ou non du surinvestissement scolaire.

TROISIEME PARTIE

***LE ROLE DYNAMIQUE DES GROUPES DE TRAVAIL DANS LA REUSSITE
SCOLAIRE***

Les groupes de travail apparaissent comme des espaces informels de transmission de savoirs scolaires. Pour les élèves qui en sont membres, il s'agit de mettre en commun des contenus scolaires en lien avec le programme d'enseignement, et permettant l'accès à de meilleures notes scolaires. Les différentes questions que nous aborderons dans cette troisième partie de la thèse seront centrées sur la façon dont les collectifs d'acteurs parviennent à mettre les différents membres en position de produire et de reproduire des savoirs enseignés en rapport avec la formation en cours. Nous questionnerons la manière dont ces savoirs se constituent ainsi que la manière dont leur transmission s'opère à l'intérieur des groupes et dans certaines occasions, d'un groupe à un autre.

Nous poserons plusieurs questions en relation avec les choix qu'effectuent les élèves en matière de formations professionnelles et universitaires. Ces questions se résument ainsi : Quelles sont les filières de formations professionnelles accessibles aux élèves et quels sont les diplômes requis concernant l'accès à ces filières ? Quelle est la durée de ces types de formations et quel intérêt peuvent-elles présenter pour les garçons et les filles présents dans les lycées public et privé ? Ces questions aideront à mieux connaître l'environnement éducatif dans lequel baignent les lycéens et le sens de leurs projets scolaires et professionnels. Ces questions auront aussi pour objectif d'étudier les ressources sociales et économiques dont disposent les élèves et les diverses stratégies que garçons et filles mettent en œuvre pour aiguiller et aiguillonner leurs projets professionnels. Dans le même ordre d'idées, nous aborderons le rôle des groupes de travail dans la réussite scolaire.

Nous verrons par quels procédés, les savoirs enseignés et relevant du programme scolaire sont-ils mis à la disposition de chaque élève présent dans les groupes malgré les grèves marquant par à-coups l'interruption des cours de classe. Quel rôle joue le groupe de travail dans cette transmission des savoirs scolaires ? L'accumulation et la mise en circulation de ces savoirs scolaires ont-elles un impact sur le parcours des élèves présents dans les groupes ? Permettent-ils réellement l'amélioration des performances scolaires des participants ? Telles sont les questions qu'aborde cette troisième partie qui n'évade en aucune manière la problématique de la transgression sociale que représente l'école dans les modes de sociabilités sénégalaises où elle n'est pas encore obligatoire. En effet, l'inscription des enfants en milieu scolaire est laissée jusqu'à nos jours à l'appréciation du père dont l'autorité est en principe quasi absolue. « Elle s'impose à l'enfant comme de l'extérieur, jusqu'à l'adolescence, tout au moins » (Abdoulaye Bara Diop, 1985 : 45).

La transgression est liée ici au modèle social. En effet, les hommes ont les responsabilités parentales, familiales et sociales, dans les modèles familiaux. La mise en place de la nouvelle politique éducative dictée par les organismes comme la Banque Mondiale, et connue sous l'appellation de « l'éducation pour tous » a des incidences, ne serait-ce que de façon formelle, sur les relations entre garçons et filles. Les garçons qui ont une autorité sur les filles dans les modèles familiaux n'apparaissent pas forcément plus doués lorsqu'ils sont mis en concurrence avec celles-ci sur les bancs de l'école. A travers le système de classement des élèves par les notations scolaires, les filles parviennent même à les surclasser. De fait l'école peut être considérée, comme un lieu de transgression sociale, parce qu'elle modifie la perception que les filles peuvent avoir de la primauté masculine et dans un certain sens, participe à sa remise en cause.

L'inscription féminine à l'école relève de la transgression sociale. Les filles appartenant à la communauté scolaire sont accueillies à travers un rituel. Nous nous attarderons sur ce dernier dans la mesure où ce cérémoniel permet de s'interroger sur les schèmes de conduite qui encadrent la socialisation féminine. Deux questions seront abordées principalement. En quoi la scolarisation féminine relève-t-elle d'une transgression sociale ? Quels sont les rituels qui consacrent l'appartenance des élèves à la communauté scolaire ?

La présence féminine à l'école met théoriquement garçons et filles dans les mêmes situations d'acquérir des capitaux scolaires et de les valoriser dans différents secteurs professionnels. Cependant plusieurs questions se posent. Cette égalité formelle favorisant l'accès à l'instruction donne-t-elle pour autant aux filles les ressources sociales suffisantes leur permettant d'avoir les mêmes ambitions scolaires, professionnelles et matrimoniales que les garçons ?

En réalité, le défi lancé dans les deux programmes éducatifs gouvernementaux et intergouvernementaux appuyés par les acteurs internationaux et visant la scolarisation en masse, de tous les enfants au Sénégal, a pris corps dans deux projets portés par plusieurs acteurs allant des partenaires financiers au personnel du Ministère de l'enseignement, en l'occurrence les enseignantes. Le programme appelé « Education pour tous »⁹⁵ (EPT) ayant comme ambition la scolarisation universelle a visé six objectifs parmi lesquels une scolarisation obligatoire et gratuite, l'acquisition des connaissances et des compétences nécessaires à la vie courante, l'accès à la parité entre les sexes dans un court terme et l'égalité

⁹⁵ Le mouvement de l'Éducation pour tous est un engagement mondial qui consiste à donner une éducation de base de qualité à tous les enfants, jeunes et adultes. Le mouvement a été lancé lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, à Jomtien (Thaïlande) en 1990, lorsque les représentants de la communauté internationale ont décidé d'universaliser l'enseignement primaire et de réduire massivement l'analphabétisme à la fin de la décennie au plus tard. Dix ans plus tard, alors que de nombreux pays étaient loin d'avoir atteint l'objectif fixé, la communauté internationale s'est à nouveau réunie à Dakar (Sénégal), et a affirmé son engagement de réaliser l'Éducation pour tous en 2015 au plus tard. Elle a identifié six objectifs clés en matière d'éducation qui visent à répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes en 2015 au plus tard. (Unesco, 2012)

entre les sexes dans une décennie. Le deuxième programme concerne plus précisément, les filles. Son intérêt est double. Non seulement les filles, dans ce programme gouvernemental appelé SCOFI⁹⁶ et mobilisant plusieurs acteurs comme les enseignantes, sont présentées comme la population-cible mais il pointe un phénomène autour duquel s'articule le chapitre suivant à savoir « les problèmes de la pauvreté présentés comme un des facteurs bloquant l'accès et le maintien des filles à l'école » (Unesco, 2011).

Dans le chapitre VII nous montrerons que les conditions matérielles d'existence des élèves issus des milieux défavorisés présentent ce que nous appellerons les deux faces de Janus. Nous montrerons qu'en fonction des situations familiales, les difficultés matérielles et financières vécues par les élèves peuvent être dans certains cas des facteurs réduisant la participation aux activités de sociabilité scolaire. Ces difficultés peuvent se révéler dans d'autres cas, comme des vecteurs puissants d'un surinvestissement scolaire conduisant à une plus grande implication, dans les pratiques éducatives développées dans les groupes de travail. Implication s'avérant payante comme le détaille le chapitre VIII à l'aide des tableaux de classification présentant les performances des élèves selon le sexe et le groupe social.

Retenons que les différents programmes gouvernementaux appuyant le maintien des filles à l'école, et soutenus par les enseignantes à travers la mise en place d'un dispositif permettant un encadrement privé gratuit, visent une meilleure participation féminine au jeu scolaire. En jouant ainsi leur partition scolaire, les filles peuvent afficher les mêmes ambitions scolaires que les garçons au sein des classes. Plusieurs questions demeurent cependant : La mise en

⁹⁶ La première démarche de systématisation de la scolarisation des filles remonte à 1995 avec la mise en œuvre du PDRH2 (Banque Mondiale) et la création du projet SCOFI. Le niveau central était chargé de l'orientation, de l'impulsion et de la coordination des actions et était appuyé en cela par l'unité de coordination des projets (UCP) du Ministère de l'Education. Il avait également pour mission de veiller aux normes de construction des établissements scolaires prenant en compte les spécificités de la jeune fille. L'UNICEF a accompagné le Gouvernement du Sénégal dans la mise en œuvre du projet SCOFI. Les résultats se sont traduits par une augmentation des taux de fréquentation à l'école primaire pour les enfants des deux sexes. (Unesco, 2011)

selle des filles favorise-t-elle l'accès à des responsabilités professionnelles, familiales et sociales ?

Les obstacles sociaux dans l'accès aux responsabilités professionnelles et sociales ont la vie dure et semblent se maintenir même après l'accès à la scolarisation et aux diplômes scolaires et universitaires. Ils peuvent être considérés comme des obstacles de fond dans la mesure où ils sont liés au modèle social.

Les différenciations sociales observées dans le fonctionnement des groupes, c'est-à-dire en milieu scolaire, sont commandées par les modèles familiaux qui orientent les garçons et les filles sur des rails différents de la formation générale, technique, professionnelle et scientifique. Dans le fonctionnement du système scolaire, nous verrons que les évaluations se rapportent au contenu des programmes.

Poser la question de la mise en circulation des savoirs dans les groupes d'élèves c'est-à-dire des productions scolaires ainsi que de leurs reproductions sous diverses formes revient à rechercher la double clé qui donne accès à la performance scolaire liée elle-même à l'assimilation des connaissances techniques. L'appartenance sociale des élèves apparaît lors de notre enquête comme une manifestation sociale de la capacité des lycéens à accéder à un capital d'informations très utiles dans « ce monde de l'école » où reviennent, en permanence, examens et concours. « Les recherches sur les étudiants tendent à montrer que la part du capital culturel la plus directement rentable dans la vie scolaire est constituée par l'information sur le monde universitaire et sur le cursus. Les inégalités d'informations sont trop évidentes et trop connues pour qu'il soit besoin de les rappeler longuement » (Bourdieu, 1966 : 328).

Dans le dernier chapitre de cette thèse, nous verrons l'intérêt et l'importance de cet accès à l'information dans les groupes de travail. Dans ce chapitre VIII nous montrerons que la production et la reproduction des savoirs scolaires utiles lors des examens et concours ne sont qu'une des facettes des groupes de travail. A celle-ci s'ajoute la production d'informations utiles aux élèves dans la mesure où elle donne accès à des renseignements s'avérant pertinents dans les choix d'orientation scolaire liés aux projets professionnels.

L'objectif de cette dernière partie sera d'étudier l'investissement et le surinvestissement scolaires des élèves dans les groupes de travail. Le chapitre VII qui va suivre traitera de ces cas d'élèves issus de familles défavorisées mais pratiquant un surinvestissement scolaire alors qu'au même moment leurs camarades vivant dans les mêmes conditions défavorables montrent des signes de découragement. Nous étudierons les facteurs qui favorisent cette implication différentielle aux activités de sociabilité scolaire. Nous mettrons l'accent sur le phénomène de la « mutualisation ». Il s'agit d'une pratique scolaire relevant de la tricherie. Elle nous est apparue lors de notre enquête. Elle concerne quelques élèves. Les élèves mutualisés se répartissent les leçons sur lesquels portent les examens et se passent discrètement leurs copies lors des interrogations.

L'énergie que les élèves dépensent dans les groupes de travail, conduit à se poser la question suivante et qui résume l'ensemble des interrogations faites jusque-là : Les lycéens tirent-ils profit de la mise en commun des contenus scolaires glanés ça et là et de leurs efforts, autrement dit de cette entraide dans les groupes ? Le Chapitre VIII étudie dans le détail les inconvénients et les avantages qu'apportent les activités de sociabilité scolaire aux divers groupes sociaux et sexués qui y prennent une part active.

Chapitre VII - Les groupes de travail entre transgression des schèmes de conduites sociales et surinvestissement scolaire des élèves

Les politiques publiques axées sur l'amélioration de la couverture scolaire ont pointé deux obstacles restreignant les progrès scolaires des élèves : les conditions matérielles d'existence défavorables et les obstacles socio-culturels limitant l'accès des jeunes filles à l'école. Les difficultés d'accès des filles à l'éducation sont aussi liées aux conditions de vie précaires touchant la masse des sénégalais depuis les réformes structurelles (*cf. chapitre I*). Ce chapitre VII sera principalement centré sur les effets contradictoires de cette paupérisation observée dans les ménages sénégalais. Au cours de ce chapitre, nous verrons que les difficultés familiales liées aux conditions matérielles d'existence ou à des tensions familiales vécues par les élèves produisent du surinvestissement scolaire chez certains lycéens et du découragement chez d'autres. Ce découragement peut ainsi amener certaines filles à favoriser leur projet matrimonial au détriment des études en cours.

Dans le but de cerner les difficultés engendrées par les conditions sexuées sur la scolarité des élèves, la Direction des ressources humaines du Ministère de l'Education a mis en place en 2004, une structure appelée « bureau genre ». Ce bureau a pour objectifs entre autres, de veiller à l'élargissement de l'accès des femmes à la fonction enseignante et aux postes de responsabilité mais aussi au renforcement de leurs capacités académique et professionnelle. Dans cette perspective, en collaboration avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), un guide de formation sur l'intégration du genre dans le système éducatif en général et

plus particulièrement dans les référentiels de formation des enseignants a été conçu à l'intention des formateurs et formatrices (Unesco, 2011 :7).

La mise en place de ce dispositif de prise en charge des filles pose plusieurs questions. Ce dispositif d'aide à l'insertion professionnelle met-il les élèves en situation de surmonter les difficultés familiales dont nous allons montrer qu'elles sont source de handicap mais aussi de motivation ? Les obstacles familiaux au progrès scolaire féminin que nous avons situés principalement dans les modèles de socialisation et largement étudié dans la deuxième partie de cette thèse, sont-ils au cœur de ces dispositifs ?

Nous avons montré en guise d'introduction à l'étude des groupes de travail, que les politiques inspirées par les acteurs internationaux ont comme principal défaut d'ignorer les processus internes propres au système d'enseignement sénégalais. La mise en place d'un Bureau-genre chargé de l'amélioration des conditions d'études des filles et soutenu par les enseignantes tire-t-elle suffisamment profit de l'expérience acquise dans les groupes de travail si l'on sait que les politiques d'austérité ayant réduit les capacités financières des parents ont favorisé leur essor ? Mais avant d'aborder ces questions, étudions tout d'abord, le phénomène de la transgression sociale que représente la scolarisation féminine et les rituels accompagnant cette inscription des filles en milieu scolaire.

7.1-Le phénomène de la transgression sociale

Dans ce chapitre, nous utilisons les termes de « transgression » et de « rites » pour mettre l'accent sur les processus de différenciation à l'œuvre dans les instances de socialisation que sont l'espace scolaire, les structures familiales et les relations matrimoniales. Nous mettrons

ici en exergue les formes de dépaysement et de renversement de l'échelle des valeurs que cette différenciation engendre tant par l'apparition de nouvelles perspectives pour les filles, que par la nouveauté dans les rapports sociaux de sexe, dans le domaine de la concurrence scolaire ou de l'insertion professionnelle.

Le phénomène de la « transgression » a une forte signification sociale. Il révèle la contradiction entre les pratiques sexuées basées sur une répartition inégalitaire des rôles sociaux entre les enfants et le « principe supérieur commun » (Boltanski, Thévenot, 1991) incarné dans la sphère scolaire, par l'idéal d'égalité des chances. (Derouet, 2000).

D'une réalité à l'autre : les rapports d'équivalence

Le passage des structures familiales vers les structures scolaires se joue pour les enfants à l'âge de six (6) à sept (7) ans au Sénégal. Cet intervalle représente l'âge où l'enfant peut effectuer son entrée à l'école élémentaire. Ce passage présente beaucoup d'intérêt dans la compréhension des schèmes culturels de pensée guidant les actions socialisatrices. Dans une société où la séparation des sexes est préconisée dans toutes les activités quotidiennes, le cursus scolaire introduit une nouvelle dimension dans les rapports hommes-femmes.

La vie sociale des enfants s'organise autour d'activités socialisatrices consacrant le cloisonnement des sexes. Ce clivage avalise l'exclusion des femmes de la sphère publique. Cette exclusion des femmes joue un rôle important dans la formation des structures de la sphère publique et de l'espace scolaire en particulier, dans la mesure où à travers la socialisation extravertie, l'espace public est investi par les hommes de façon structurelle et non contingente (Habermas, 1993 :8).

Si la scolarisation des filles est le moment où s'opère une transgression sociale dans les normes sexuées prônées dans modèle traditionnel définissant les rapports hommes-femmes, des modifications s'observent aussi dans les schémas familiaux et sociaux encadrant les rapports sexués. Notons que le cloisonnement sexué s'étend jusqu'aux activités sociales, économiques et politiques. La codification des rapports sociaux de sexe a connu ses premières fissures avec les programmes d'ajustement structurel. Ces fissures ont favorisé l'ouverture de divers secteurs sociaux et économiques aux femmes et parfois à grande échelle. « Depuis quelques décennies, on observe que les Sénégalaises sont de plus en plus nombreuses à mener des activités génératrices de revenus et surtout à souhaiter régulariser ce qui n'était jusque-là que ponctuel. Certes, dans un contexte de crise aiguë, elles n'ont guère le choix. Mais c'est aussi parce qu'elles sont animées d'une volonté d'autonomie et de distanciation à l'égard de leurs obligations. Il n'y a pas rupture : les mécanismes de sanction sociale sont tels que c'est inconcevable » (Guérin, 2002 :213).

Le passage qu'effectuent les élèves de l'espace familial vers celui des groupes de travail plus précisément et l'espace scolaire en général, peut être appréhendé à partir du schéma explicatif de l'économie des grandeurs si l'accent est mis sur le fait que les élèves nouvellement inscrits sont confrontés à deux espaces appelés « mondes » ou « cités » fonctionnant différemment. L'économie des grandeurs permet ici de saisir les enjeux cachés derrière l'inscription des filles à l'école et les changements importants qu'engendre cette présence féminine dans ces deux espaces familiaux et scolaires. Dans la mesure où les filles doivent égard et respect aux garçons, en milieu familial et que l'autorité des hommes est consacrée par le modèle social, la découverte de nouveaux ordres de « grandeurs » remettant en cause la primauté des garçons bouleverse le système des valeurs ayant cours dans les modes de sociabilité. Dans ce

changement d'échelle dans la valeur des choses et des personnes, garçons et filles sont mis en concurrence. L'école non seulement place garçons et filles en face des mêmes enjeux d'accès aux capitaux scolaires et aux postes de responsabilité, mais favorise la remise en cause du modèle traditionnel inspirant les modèles familiaux.

La mise en équivalence entre les milieux scolaire et familial permet d'arriver à une échelle de valeurs s'appuyant sur le « principe supérieur commun » de l'égalité des chances. Cette échelle doit apparier des personnes et des choses, doit fixer à la fois la « valeur » des choses comme le diplôme et la « valeur » des personnes c'est-à-dire des élèves qui les désirent (Jacquemain, 2011). En ce sens, les enjeux auxquels les enfants font face lorsqu'ils s'éloignent de la sphère familiale et intègrent le milieu scolaire, où examens et évaluations rythment l'année, permettent aux filles « *d'avoir les mêmes ambitions que les garçons* » (Niane, élève en classe de Terminale Littéraire). Ainsi les rapports entre enseignants et élèves sont les suivants : les professeurs sont considérés comme « naturellement grands » et les élèves « naturellement petits » mais cherchent à travers les performances scolaires et les capitaux scolaires à devenir « naturellement grands » à leur tour.

L'idée principale est qu'à travers ces deux instances de socialisation à savoir les « cités » familiale et scolaire, des valeurs différentes sont construites. Les relations entre les garçons et les filles se nouent ainsi d'une cité à l'autre autour de valeurs différentes. A travers la cité domestique, le fait d'être une femme n'a pas la même conséquence que dans la cité scolaire dans la mesure où les performances réalisées dans cette dernière cité, déterminent la place de chaque acteur dans le système de classement scolaire.

Les cités sont pertinentes dans la détermination de l'échelle des valeurs ainsi que de la place des garçons et filles dans les établissements scolaires. Les filles intégrant le milieu scolaire et les groupes de travail assistent à la transformation de leur « statut » par le fait que les résultats scolaires leur sont demandés au même titre que les garçons par l'institution. L'assiduité dans le travail, la capacité d'écoute, la rigueur, la persévérance deviennent des « principes supérieurs communs » neutralisant (en théorie) ou rendant inopérantes les appartenances sexuées.

Les rôles sociaux des garçons et des filles sont différenciés dans les modèles familiaux. Ils sont autant d'éléments qui perdent de leur pertinence dans la cité scolaire dans la mesure où aucun rôle et aucune tâche ne sont assignés à un groupe sexué ou à un autre exclusivement. Les performances scolaires deviennent à travers les groupes de travail des biens supérieurs dans la mesure où garçons et filles tendent leurs efforts vers leurs acquisitions.

7.1.1- L'école comme lieu de la transgression sociale

Le passage des structures familiales vers le milieu scolaire où les groupes de travail développent de nouvelles formes de sociabilité, conduit à la transgression sociale. Le principe organisateur de ce nouvel espace de socialisation investi par les enfants, passe ainsi des tâches domestiques aux évaluations scolaires « principe de légitimité de la sélection scolaire » et principe d'ordre hiérarchisant les élèves. Les appartenances sexuées perdent formellement de leur capacité d'organisation dans l'institution scolaire, dans la mesure où les filles inscrites dans les établissements d'enseignement ne sont plus confrontées *stricto sensu* à leur rôle féminin mais entrent plutôt en compétition avec leurs camarades et sont jugées en fonction de leurs résultats. Le milieu scolaire offre donc, de façon concrète l'occasion aux

filles de surclasser les hommes, par des performances réalisées en classe ou dans les groupes de travail. Elles sont ainsi mises en position d'accroître leurs capitaux scolaires et d'aller de l'avant.

Cités, propriétés incorporées, et systèmes de classement

Les pratiques sexuées s'étendent à différentes sphères d'activités. Mais le cercle familial est le lieu traditionnel de socialisation, où les enfants apprennent à mettre en pratique les codes sociaux et culturels dans les différentes formes d'altérité. Les idéologies sexuées ont un enracinement familial. Du point de vue de la solidarité familiale, l'affectation à une tâche ou à une place n'est pas liée à des valeurs générales qui sont de même ordre que celles qui sont en vigueur à l'école. Nous avons affaire à des propriétés incorporées qui sont à travers « les principes supérieurs communs », un soubassement biologique. Les rapports sociaux de sexe figent donc au sein des relations familiales, les rôles assignés aux garçons et aux filles.

L'institution scolaire introduit la notion de mérite ce, à travers un système de classement des individus. De fait, l'école devient le lieu symbolique et effectif de la légitimation de la transgression sociale, d'encouragement de cette transgression et du décloisonnement des sexes du point de vue des objectifs liés à la performance scolaire. Les évaluations des acteurs qui se traduisent par les notes scolaires ignorent l'appartenance sexuée dans la mesure où la connaissance et la maîtrise des matières enseignées autour desquelles s'articulent l'exercice des groupes de travail, commandent la position dans le classement.

La scolarisation comme entrée symbolique dans la « cité » civique

La transgression sociale commence par l'introduction de la concurrence scolaire dans les schèmes qui guident les conduites sociales des enfants nouvellement scolarisés. L'entrée des enfants à l'école s'organise à travers un rituel. Dans les pages suivantes, nous montrerons que ce rituel marque de façon symbolique cette transgression sociale des normes sexuées en cours dans le modèle traditionnel régissant les rapports entre les sexes. L'habillement des nouveaux arrivants, la gestuelle accompagnant le cérémoniel d'accueil, l'entrée en classe proprement dite s'effectuant à partir d'une procession devant le regard des parents marque cette entrée symbolique dans la « cité » scolaire. Du point de vue des nouveaux scolarisés, l'abandon de la langue maternelle au profit du français, à partir duquel le savoir scolaire est transmis, traduit aussi l'entrée dans un nouvel espace fait de nouveaux signes et de nouveaux symboles.

En ce sens, une autre nouveauté, pour les élèves, réside dans la langue empruntée (le français) parce qu'elle marque une rupture avec les langues parlées dans la vie de tous les jours. En effet le français n'est utilisé que par 10% de la population, et 14% de façon occasionnelle (Cissé, 2005 : 104). L'entrée à l'école inaugure aussi la mise en place d'un nouvel espace d'échange et de concurrence. Il s'agit d'un monde avec ses règles, ses procédures et ses initiés qui sont souvent les aînés. Par les nouveaux vêtements que les enfants portent, achetés à cette occasion de rentrée des classes, les nouvelles règles qu'ils adoptent, les formules de politesse qu'ils apprennent par cœur, la rupture est ainsi marquée solennellement dans un rite mettant en interaction parents d'élèves, élèves et enseignants représentant l'institution scolaire.

7.1.2 – L’investissement scolaire féminin, une remise en question du modèle traditionnel ?

Le passage des structures familiales à l’institution scolaire fait apparaître une rupture dans les rapports hommes-femmes surtout dans les sphères familiale et matrimoniale ou dans diverses sphères englobant le domaine de l’entrepreneuriat (Guérin, 2002). Ce changement d’espace met les garçons et les filles scolarisés en relation avec un nouveau système de classement. Les garçons et les filles du secondaire occupent un rang dans ce classement en fonction des performances réalisées en classe. Dans l’économie de la convention, il s’agit d’un changement des règles et de système de valeurs apparaissant lorsque les acteurs changent de territoire social autrement dit de « cité ». Ce changement « d’état de grand » pour reprendre la terminologie de Boltanski et Thévenot (1991), n’est que la conséquence d’un nouveau rapport aux valeurs et aux objets.

Le changement de « cité » fait que garçons et filles scolarisés sont confrontés à de nouveaux enjeux, et rentrent en même temps, dans un nouveau système de classement leur permettant de se rendre compte de leur position scolaire. L’occupation d’une position favorable correspond à un « état de grand ». En passant de la famille où la position dans la hiérarchie est dictée par l’appartenance sexuée, les filles vivent à l’école dans un nouveau principe d’ordre où elles peuvent accéder à cet « état de grand » par l’acquisition de capitaux scolaires augmentant leurs chances d’accès à des responsabilités sociales. Pour mieux saisir ce basculement dans le nouveau système de classement, il faut comprendre que les individus les

plus grands selon l'un des principes d'ordre peuvent être considérés comme insignifiants selon une autre logique.

Dans l'espace de socialisation qu'est l'école, la modification des cadres de l'échange engendre donc une rupture dans la répartition des rôles sexués qui a jusque-là dominé cette relation entre garçons et filles. Derrière ce nouveau rapport social, se cachent les enjeux liés à l'égalité des chances entre élèves, dans l'accès à la formation et à l'emploi. Dans une démarche conventionnaliste, Thevenot et Boltanski (1991) ont construit des « cités » pour mieux saisir les logiques d'action qui sous-tendent les situations données, où les individus seraient amenés à construire des argumentations.

Nous mettrons l'accent, au cours de notre réflexion, sur le glissement d'un cadre familial à travers la cité domestique à un espace scolaire assimilable à la cité civique avec un « état de grand » pour emprunter une terminologie conventionnaliste qui met l'accent sur la citoyenneté, dans le sens où chaque individu jouit, dans la forme, des mêmes chances et des mêmes droits. En faisant son entrée dans la cité civique, la réalité scolaire enseigne que les « états de grand » ne sont plus l'appartenance familiale, ni l'ethnie, ni le droit d'aînesse, ni la catégorie sociale de sexe qui sont autant d'éléments qui sont pourtant au fondement du modèle social. Des notions comme l'assiduité, le mérite, l'effort individuel, la réflexion et la persévérance acquièrent un sens dans cette cité où seule la performance scolaire commande la position de l'élève dans le système classement. Toutes ces notions qui tendent à encourager l'investissement des élèves dans les études, deviennent au fur et à mesure des activités de sociabilité scolaire, des pierres angulaires de la consolidation de la participation des élèves à la réalité sociale de l'école.

7.1.3 – L'école comme espace de promotion sociale

Les lycéens perçoivent le milieu scolaire comme le lieu par excellence de la promotion sociale. Les groupes sociaux défavorisés fondent beaucoup d'espoir sur l'institution scolaire. Les filles interrogées, tout en mettant en avant leur projet professionnel, reconnaissent que ce dernier prend sens dans le cadre scolaire, incluant l'accès à la formation. Chez les lycéennes, le désir de réussite se double d'une stratégie d'investissement et de conquête des filières professionnelles. La courte temporalité des formations proposées est à la base de ces choix scolaires parce qu'elle favorise un accès rapide à l'emploi. Du point de vue des garçons d'origine modeste, l'école donne l'occasion comme le modèle social les y encourage, de « s'affirmer » en se réinventant par le biais de « ce nouvel univers de la compétition » (Blöss, Frickey, 1994 : 66).

Les garçons n'utilisent pas de longs détours pour préciser ce qu'ils entendent par « la réussite sociale ». Il s'agit d'avoir une indépendance financière, « *une belle villa, une belle femme et une belle voiture* » (Souleymane, Terminale Scientifique S1, Groupe de travail Non Mixte N°39). A travers leurs propos, les garçons propagent l'idée selon laquelle la réussite scolaire est inséparable de l'accès à un poste de responsabilité. Par un investissement scolaire accru, dans les groupes de travail, ils augmentent leurs chances de décrocher les diplômes visés. En ce sens, le groupe de travail répond à l'ambition affichée de réussite scolaire. Les garçons puisent des exemples parfois du voisinage immédiat, pour aiguillonner leur désir d'ascension sociale :

« Moi, dans mon quartier notre voisin est ingénieur. Vous n'avez pas idée ce que peut gagner un ingénieur ! non seulement on touche pas mal d'argent mais on a aussi un

véhicule de fonction ! » Mokhtar, 17 ans, 1^{ère} S (père instituteur, mère femme au foyer) Groupe de Travail Non Mixte N°20.

En marge des groupes de travail, apparaît une forme d'investissement scolaire que les élèves ont baptisés la mutualisation. Dans les pages suivantes, nous étudierons les acteurs de cette forme d'investissement scolaire. Nous verrons à quelle réalité scolaire renvoie le phénomène de la mutualisation ainsi que ses effets pervers.

7.2- Les différentes formes d'investissement scolaire : des symboles de réussite sociale à la mutualisation scolaire

Parmi les formes d'investissement scolaire dont le but est l'accès à de meilleures notes scolaires lors des évaluations, nous avons observé le phénomène de la « mutualisation ». Les élèves qui font usage de la mutualisation se regroupent dans des collectifs d'acteurs fonctionnant autour de la circulation clandestine des copies d'examen ou d'interrogations écrites. En ce sens, la mutualisation, qui est une forme de tricherie dont les élèves ont recours pendant les évaluations écrites, n'a aucun rapport avec le fonctionnement classique des groupes de travail que nous étudions. Les groupes de travail sont même aux antipodes de la mutualisation. La mutualisation relève d'une autre forme de transgression sociale différente du phénomène scolaire lié à l'accès des filles à l'école dont nous avons souligné, dans la première partie de ce chapitre qu'il a contribué aux fissures observées dans le modèle traditionnel régulant les rapports hommes-femmes. Par la mutualisation, les élèves transgressent plutôt les règles plaçant les individus dans les mêmes conditions d'évaluation de leurs connaissances et par conséquent à une certaine forme d'égalisation des chances.

Nous montrerons dans les pages suivantes que les acteurs mutualistes ont des traits communs. L'empiètement des activités extrascolaires sur leurs études est un trait commun à ces acteurs. Il s'agit aussi d'élèves qui ont accumulé des résultats scolaires médiocres. Ces derniers les ont mis en situation d'exclusion. D'où le recours à la mutualisation.

La présence des femmes dans les hautes sphères de l'Etat ou dans les autres secteurs professionnels valorisants ne passe pas inaperçue. Ces exemples de réussite sociale sont pris comme modèles par les lycéennes qui veulent s'en inspirer. Ces exemples de réussite féminine deviennent de plus en plus nombreux, favorisés par la crise qui a vu l'investissement des femmes dans des secteurs autrefois réservés aux hommes. L'ouverture des secteurs productifs aux femmes est apparue comme une réponse aux difficultés financières engendrées par les ajustements structurels. «L'implication des sénégalaises dans des activités génératrices de revenus ne date pas d'aujourd'hui. De tout temps les femmes d'Afrique de l'Ouest se sont adonnées à des activités commerciales. Force est de constater toutefois une féminisation croissante des activités informelles, dernier espace de repli sécuritaire face aux multiples responsabilités qui leur incombent » (Guérin, 2002 :810). Nous verrons que pour accéder à cette promotion sociale certains élèves privilégient la mutualisation comme moyen d'accumulation de capitaux scolaires.

7.2.1-Le phénomène de la « mutualisation »

La « mutualisation » est un phénomène lié à la tricherie en période d'examens et d'interrogations écrites. Les élèves l'appellent « mutualisation » parce qu'ils mettent en communs leurs savoirs scolaires lors d'une interrogation écrite en vue de décrocher les meilleures notes. Lors des examens d'Histoire et de Géographie, les élèves ne se sentent plus

obligés de réviser toutes les leçons sur lesquelles va porter l'évaluation. Ils se répartissent les leçons. L'objectif visé à travers cette mutualisation est ici la collectivisation de l'effort et l'augmentation des chances d'obtenir de bonnes notes. La personne « chanceuse » selon leur propre terme c'est-à-dire que le sort a favorisé vient en aide à ses camarades en leur faisant passer sa copie. Les élèves se servent de la mutualisation surtout pour les interrogations de Mathématiques, de Sciences physiques et chimiques, d'Histoire, de Géographie et de Sciences naturelles. Les matières comme le Français ne s'y prêtant que très peu à cause des épreuves comme la dissertation ou le commentaire. La pratique de la mutualisation vise principalement la performance scolaire par l'obtention de meilleures notes. Elle efface complètement l'idée ou la possibilité de réelle performance scolaire ayant comme effet l'amélioration du niveau général des élèves. De ce point de vue, elle est en opposition avec le fonctionnement des groupes de travail classique, dans la mesure où toutes les matières font l'objet de révision systématique, dans les collectifs d'acteurs que nous étudions dans ce travail. La tricherie y est bannie. La mutualisation est utilisée par une catégorie d'élèves dont il est possible de faire la typologie.

7.2.2- La typologie des acteurs mutualistes

Les acteurs mutualistes dans leur argumentation, remettent en cause le calendrier des examens. Pour les garçons et les filles qui y prennent une part active, les matières à réviser sont trop nombreuses et le temps imparti pour la révision des leçons trop court pour qu'ils puissent se consacrer à chaque leçon du programme. Perdue au milieu de cette forêt de matières, une partie des lycéens favorables à la mutualisation, juge intenable les révisions qu'on leur impose pour des disciplines qu'ils n'auront pas le temps de réviser correctement avant les examens. D'où le recours à la mutualisation.

Les « mutualistes » sont à la fois des garçons et des filles répartis dans les différents niveaux d'études du secondaire. Ils sont présents dans les classes de Seconde, de Première ou de Terminale. Toutes les séries comptent des adeptes et des pratiquants de la mutualisation. Les filières littéraires comme les filières scientifiques sont touchées. Cependant, un certain nombre de traits caractérise les acteurs mutualistes. Parmi ces traits caractéristiques, nous pouvons relever le cas des lycéennes ayant des activités extra-scolaires qui empiètent sur leurs études : soirées dansantes, excursions, tâches domestiques etc. Dans cette catégorie d'élèves se rencontrent aussi les lycéennes qui ont eu un parcours comptant beaucoup de redoublement de classe. Entre autres acteurs mutualistes, nous avons rencontré des élèves qui naviguent entre le privé et le public. En effet, il s'agit d'élèves ayant été exclus du public et qui ont réussi à déposer leur baluchon dans le privé. Il s'agit ici de cas qu'un professeur a ironiquement nommé « le triangle de la médiocrité ».

Entre autres acteurs mutualistes, nous rencontrons des élèves aux résultats scolaires faibles ou qui ont connu des redoublements de classe durant leurs cursus. Les élèves mettent en avant leur médiocrité dans certaines matières pour expliquer leur participation à la mutualisation. Il s'agit en ce qui concerne certaines disciplines dans lesquelles ils sont réputés très faibles, d'arriver à obtenir une note approchant la moyenne, avec un minimum d'effort. L'objectif étant ici, pour l'élève, d'éviter l'exclusion.

7.2.3 – L’investissement des filières de formation comme moyen d’accès à la promotion sociale

Les filles du secondaire évoquent lors de leurs discussions entre camarades de classe, la situation des femmes qui occupent des postes de responsabilité dans le pays. Elles citent nommément ces « personnages » de l’Etat, de la société civile ou du monde des entreprises en cherchant à s’inspirer de leurs exemples. En fait, ces personnalités font office de modèle. A ce niveau, les questionnaires administrés sont très révélateurs d’une prise de conscience liée à l’idée que la femme moderne doit être émancipée, responsable, indépendante et refuser d’être reléguée au second plan. Les filles interrogées parlent de leur ambition d’accéder à une formation solide gage d’une insertion professionnelle. Les exemples de femmes socialement et professionnellement intégrées apparaissent comme une source de motivation pour les élèves.

La multiplication au Sénégal des établissements de formations professionnelle et technique apparaît à ce niveau, comme une prise en charge de la demande féminine en matière de formation professionnalisante. Les filières de formation professionnelle et technique attirent les filles parce qu’il y a une stratégie d’évitement des cursus généraux dans lesquels les filles ont l’impression de perdre beaucoup de temps. Les filles du secondaire mettent ainsi l’accent sur le triptyque qui va de la formation scolaire à la relation matrimoniale, en passant par l’insertion professionnelle.

Lorsque les élèves cherchent à allier réussite professionnelle et mariage

La prise de conscience des lycéennes du nécessaire accès à la formation et à l'emploi, n'est pas propre aux lycéennes du secondaire sénégalais. Le même phénomène est observé dans différents lycées de Casablanca (Zahi Khadija, 2002). En effet, les lycéennes ambitionnent d'accéder à des positions sociales intéressantes, tout en essayant de se ménager une vie de famille qui fasse une large place aux parents. Les filles marocaines et sénégalaises privilégient les formations professionnelles aux longues études générales ne donnant accès à aucune qualification. Dans le discours des élèves, les longues études compromettent le mariage dans la mesure où le désir de se marier tôt est clairement exprimé.

Dans l'ensemble, nous observons que la différenciation sexuée agit avec la même force autant chez les élèves marocaines que chez les lycéennes sénégalaises. Les garçons arrivent en tête de classement dans les études et les performances au baccalauréat. Les élèves marocains et sénégalais entretiennent les mêmes rapports avec les institutions familiale et matrimoniale.

7.3 – Les groupes de travail comme espace favorisant le surinvestissement scolaire

L'intérêt que présente le passage des filles comme des garçons de la famille à l'école, est surtout de mettre en exergue cette centralité des valeurs réelles de méritocratie rendant inopérants (théoriquement) les schèmes familiaux où prédominent un système de relations largement dominées par les inégalités de sexe⁹⁷. L'arrivée dans ce nouvel espace de

⁹⁷ Cela ne signifie pas qu'il n'existe aucune de ces valeurs de mérite au sein des modèles familiaux. Le corpus familial intègre dans sa littérature ces valeurs et reconnaît même que certaines filles peuvent en être mieux pourvues que des garçons ; d'où l'expression wolof parlant des filles plus valeureuses que des garçons. Cette traduction n'arrive pas à rendre cette image de la fille qui est capable de surclasser n'importe quel garçon.

socialisation que représente le milieu scolaire au sein duquel l'échelle traditionnelle des valeurs est renversée au profit d'une nouvelle réalité ne faisant mention ni du sexe ni de la naissance des acteurs concernés est vécue comme une sorte d'aiguillon par les jeunes filles. Nos observations montrent que les filles et les groupes sociaux modestes cherchent un resserrement des liens avec le milieu éducatif. Le milieu scolaire devient un lieu de concurrence où garçons et filles pratiquent le surinvestissement scolaire par une participation active aux groupes de travail. L'inscription à l'école apparaît pour les familles et principalement pour les élèves originaires des couches sociales modestes, comme un moyen d'échapper à son destin social et à sa condition sexuée.

Dans les pages suivantes, nous mettrons l'accent sur la question du surinvestissement en milieu scolaire, tout en analysant ses manifestations dans les groupes de travail. Nous étudierons son ampleur à l'intérieur des groupes et nous identifierons aussi les principaux acteurs pratiquant le surinvestissement scolaire. Les questions auxquelles nous tenterons de répondre seront les suivantes : Quels sont les acteurs pratiquant le surinvestissement scolaire ? Quelles sont les manifestations scolaires du surinvestissement dans les études ? Quelles sont les motivations qui poussent les élèves à s'impliquer de façon aussi intense, dans les groupes de travail ? Pour quel gain c'est-à-dire quel résultat ? Quel rôle joue la famille dans le surinvestissement scolaire ? Les acteurs du surinvestissement présentent-ils des caractéristiques communes que nous pouvons identifier ou s'agit-il d'élèves présents dans toutes les couches sociales ?

Ces différentes questions nous permettront de porter un plus grand intérêt aux filières de formation que les élèves privilégient à travers cet investissement scolaire manifesté par une activité accrue dans les groupes. Plusieurs questions permettront d'approfondir la

problématique de cet investissement scolaire en rapport avec l'origine sociale des élèves et les modèles familiaux organisant leur vie familiale. Quelles sont les dynamiques familiales générant la participation accrue des élèves dans les groupes ? Comment se manifeste le surinvestissement dans les catégories modestes ? Quelles sont les filières privilégiées par les élèves pratiquant le surinvestissement scolaire ? Le surinvestissement varie-t-il en fonction du milieu familial de l'élève ? Ces différentes questions organiseront notre propos, dont l'objectif est *in fine* de mesurer les performances scolaires individuelles auxquelles les groupes de travail permettent d'accéder.

7.3.1- Le surinvestissement scolaire des familles modestes

La volonté affichée de réussites scolaire et sociale manifestée par les élèves appartenant à toutes les couches sociales ne relève pas de l'abstrait. Elle resurgit régulièrement dans le discours des lycéens. La fréquentation assidue des bibliothèques des établissements, les prêts de livres, de documents de travail, la régularité aux cours, la participation aux groupes de travail, les heures consacrées aux révisions et aux études sont autant de démarches pour accéder à de meilleures performances scolaires. Ces différentes démarches révèlent un surinvestissement dans les études.

L'investissement des groupes de travail s'accompagne parfois d'un surinvestissement dans les activités de sociabilité scolaire. Nos observations montrent que les garçons et les filles pratiquent différemment le surinvestissement scolaire. La bibliothèque tournante mise en place par les lycéennes effectuant un cursus littéraire et réunies dans un groupe non mixte (Groupe de Travail Non Mixte N°24) est une invention féminine. Les élèves se réunissent dans la bibliothèque pour travailler leurs exercices scolaires. Cependant devant les difficultés

d'accès aux livres et devant le contenu modeste de cette bibliothèque scolaire, elles ont mis en place une bibliothèque tournante qui non seulement augmente le rayon des livres auxquels elles vont maintenant avoir accès, mais permet à l'ensemble du groupe de profiter de cette manne livresque.

Si les filles ont une stratégie basée sur l'élargissement de leur documentation, beaucoup de garçons ont recours aux aînés et aux camarades du secteur privé pour améliorer le contenu du programme scolaire. Cette démarche vise l'enrichissement des leçons faisant partie du programme d'enseignement. Au-delà de cette dimension sexuée prévalant dans l'investissement scolaire que nous avons observé, il existe des cas où ce surinvestissement scolaire est lié à l'appartenance sociale des acteurs. C'est notamment le cas lorsque les difficultés liées aux matérielles d'existence poussent les élèves à considérer l'école comme un ascenseur social et le seul espace de promotion sociale à leur portée.

Lorsque les conditions de vie des parents expliquent l'urgence d'accéder à un emploi

Le surinvestissement scolaire qui se manifeste par une participation accrue aux pratiques éducatives, s'explique parfois par la situation familiale de l'élève. Il s'agit de cas où l'élève vit dans des conditions matérielles très difficiles et partage cette situation avec toute sa famille. L'implication dans les groupes de travail répond dans ces cas précis, à une urgence ressentie par l'élève visant par ce surinvestissement scolaire deux objectifs. L'élève cherche à augmenter ses chances de réussite scolaire en s'impliquant davantage dans les activités de sociabilité scolaire. Par le surinvestissement scolaire, l'élève peut aussi chercher à réduire par le même biais la temporalité scolaire pour ainsi accéder, au plus vite, à une qualification conduisant à un emploi valorisant.

Nous avons observé que les vœux formulés dans les deux secteurs de l'éducation public et privé, à la fois par les garçons et les filles révèlent le désir d'accès, le plus tôt possible, au monde du travail. Pour atteindre ce but, les élèves mettent l'accent sur les concours et les formations professionnelles. Les élèves insistent dans leur discours, sur leur position de soutien de famille et mettent en avant leur origine sociale modeste. L'âge de leurs parents qui approchent de la retraite, la précarité des conditions de vie de ces derniers, et de leurs frères et sœurs, sont les raisons évoquées. Les filles veulent écourter leur situation de célibat et entrer, le plus tôt possible, dans la vie active, première étape avant une union matrimoniale⁹⁸.

Au fur et à mesure de notre enquête, l'omniprésence des parents dans la relation que les élèves entretiennent avec le système éducatif se révèle dans leur ambition scolaire et les projets d'avenir qu'ils peinent parfois à bien formuler. Les conditions de vie précaire des parents apparaissent comme une source de motivation face à toutes les formes de découragement que les élèves peuvent ressentir.

« C'est Dieu qui sait quand je vais me marier mais avant de me marier je voudrais avoir un travail pour que je puisse aider mes parents ». Astou Diouf, 18 ans, inscrite en seconde Scientifique, Groupe de Travail Mixte N°14 (4 garçons et 5 filles).

La précarité de la situation parentale augmente ici le désir de réussite. Les filles veulent accéder à la fois à l'emploi et au logement dans le but d'installer les parents dans un confort

⁹⁸ Nous avons montré en même temps que les élèves lient de moins en moins, l'accès à la relation matrimoniale à l'accès à l'emploi du fait du recul de l'âge de l'accès au premier l'emploi.

matériel. Père et mère sont dignes d'être soutenus, lorsque nous nous référons aux discours des élèves issus de conditions modestes. Les frères et sœurs ne sont pas oubliés dans cet élan de générosité que manifestent les élèves. L'argumentation développée ici pour justifier cette démarche généreuse, se trouve dans les sacrifices que les parents ont consentis pour les inscrire, pour les vêtir, pour les nourrir et les maintenir en bonne santé.

« Mes projets dans la vie sont de devenir interprète en anglais, voyager en Europe et essayer d'aider mes parents parce que je ne peux pas leur payer pour ce qu'ils ont fait pour moi. Plus tard je voudrais habiter dans ma propre maison parce que je veux être avec ma mère et mon père à mes côtés parce qu'ils sont les êtres les plus chers ». Diaba Diop élève de 18 ans inscrite dans le privé Tle Groupe de Travail Non Mixte N°8.

Les élèves pointent parfois du doigt la polygamie, pour expliquer leur désir d'ascension sociale. En surinvestissant les groupes de travail, les lycéennes expliquent que l'objectif visé est l'indépendance financière. Celle-ci est justifiée par l'envie de se constituer un bouclier contre la dépendance financière mettant les femmes en situation de grande vulnérabilité, en cas de relation matrimoniale polygamique. Les problèmes familiaux vécus ici par les élèves dans des familles polygames tiennent ainsi lieu de moteur à leur surinvestissement scolaire.

7.3.2- Lorsque les filles jouent sur la temporalité scolaire⁹⁹

Lorsque les élèves se mobilisent dans les structures scolaires, parmi leurs motivations se trouve le désir de sortir très vite de la précarité ou des problèmes familiaux, mais aussi d'en

⁹⁹ Temporalité scolaire renvoie ici au temps que durent les études

sortir les proches parents comme le père, la mère et les membres de la fratrie. Jouer sur la temporalité scolaire, en privilégiant les formations de courte durée devient une clé d'accès rapide à un travail. Ainsi se pose pour les élèves le choix de la formation pouvant jouer sur la réduction de la temporalité des études. Quelles formations privilégier pour accéder, dans les meilleurs délais, au monde de l'emploi ? Quelle formation professionnelle privilégier, lorsqu'on est une fille dans un pays où l'activité productive est non seulement faible, mais organisée au détriment des femmes ? Cette dernière question est toujours pertinente, dans la mesure où les hommes se taillent la part du lion avec un taux d'activité de 62,1% au Sénégal, alors que les femmes n'en sont qu'à 41,1% (Brilleau et *al.*, 2005:46).

La question de la temporalité préoccupe les lycéens vivant dans des familles modestes ou traversant des difficultés parfois liées à la nature polygamique de la structure familiale. Dans cette recherche de formation à temporalité courte, les élèves des secteurs privé et public soulignent l'importance que revêt le baccalauréat. Les professions visées par les lycéens ont donc, en commun d'exiger l'obtention du baccalauréat. Tout en évitant les filières universitaires, les lycéennes cherchent en même temps à maximiser leurs capitaux scolaires. La première étape de cette démarche est l'accès à l'information. Cette étape consiste à cibler les formations correspondant au type de baccalauréat préparé ou obtenu.

Les lycéennes s'informent au cours des pratiques éducatives sur les secteurs existant sur le marché de la formation professionnelle et sur les possibilités de carrière que les métiers ciblés peuvent offrir. Dans certaines occasions, les lycéennes choisissent une formation parce que des personnes de l'entourage familial ont justement suivi cette formation et ont trouvé un emploi bien rémunéré. Les garçons visent les longues études et l'accès à la formation universitaire. Ce choix d'orientation vers des études plus poussées fait que les garçons

concentrent leur effort principalement sur le baccalauréat. L'obtention du baccalauréat ouvre ici les portes de l'université. La question du choix de la formation se pose ainsi en des termes moins urgents; les bacheliers étant principalement orientés en fonction du type de baccalauréat obtenu. De ce point de vue, la stratégie des filles est différente. Elles adoptent en effet, une double posture. D'une part, elles mettent l'accent sur l'examen du baccalauréat pour améliorer leurs capitaux scolaires mais en même temps, elles s'intéressent au paysage de plus en plus dense de la formation professionnelle (Ndiakhté Gaye, 2010), pour y dénicher un métier qui recrute.

7.3.3 – Lorsque les problèmes familiaux justifient la réduction de la temporalité scolaire

La fréquentation des bibliothèques scolaires, l'invention de la bibliothèque tournante, le recours aux aînés pour accéder à de la documentation, sont les diverses manifestations sociales du surinvestissement scolaire. Ces divers points sont révélateurs de cet engouement pour les études. Les élèves déploient une grande énergie pour accéder à un capital scolaire. Les raisons de cet engouement sont liées à une volonté de sortir de la pauvreté et d'en faire sortir les parents. L'acquisition d'un capital scolaire monnayable dans le marché de l'emploi devient un impératif pour l'élève qui cherche ainsi à éviter la déliquescence du cadre familial.

Cette volonté de sortir de la pauvreté matérielle transcende les appartenances de sexe et se rencontre chez les filles comme chez les garçons fréquentant les lycées. Certaines lycéennes comme Adama, inscrite en classe de Terminale, affichent leur volonté d'accéder à l'emploi et à la propriété. L'emploi et le logement sont liés dans la mesure où l'acquisition d'une maison

donne, outre l'accès à plus de responsabilités sociales, les moyens de pouvoir loger parents et proches confrontés aux rigueurs de la vie.

« Je veux réussir dans mes études, avoir un métier pour rembourser tous ceux qui m'ont aidé, parce que ma famille m'a beaucoup aidé. Je voudrais aussi avoir ma propre maison. Mes parents ont divorcé et je veux vraiment les secourir et m'occuper aussi des études de mes frères, donc je souhaite avoir une maison ». Adama Diop , 22 ans, élève en classe de Tle A. Groupe de Travail Mixte N° 18.

En fait, ce surinvestissement scolaire amène les élèves à une fréquentation assidue des structures éducatives que sont les bibliothèques, les salles de lecture, les salles de classe, les salles de cours et les clubs d'élèves (par exemple club d'anglais, d'espagnol ou de philosophie). D'autre part, ce surinvestissement est synonyme d'une prise en main des études (de façon individuelle ou collective) et d'une consolidation du projet professionnel.

Les élèves manifestent rarement le besoin d'accroître leurs performances scolaires, en mettant au centre un projet intellectuel. Les élèves du secondaire semblent avoir une vision instrumentale de l'école. Ils semblent étudier les matières scolaires dans l'idée d'accéder à des postes de responsabilités favorisant l'élévation et la promotion sociales. Les élèves ont très rarement révélé une relation passionnelle vis-à-vis des disciplines étudiées. Des travaux montrent l'existence de cette relation instrumentale à l'école. Cette relation est expliquée par la tradition du fonctionariat. « Les gens rêvent pour leurs gosses qu'ils deviennent

fonctionnaires [...]. Ils ne sont pas toujours conscients qu'au-delà de ça, il y a la formation de l'individu » (Jean Charlier, 2004).

La relation instrumentale entretenue vis-à-vis des études se reflète-t-elle sur les performances scolaires réalisées par les élèves lors des examens et des interrogations ? Dans la mesure où les propos recueillis mettent souvent l'accent sur l'accès aux postes de responsabilités, de préférence dans la fonction publique, existe-t-il d'autres types de relations développées par les élèves vis-à-vis des disciplines scientifiques ou littéraires, qui apparaissent ici comme des passerelles ou des passeports vers les capitaux scolaires ? Les collectifs d'acteurs comme les groupes de travail, favorisent-ils finalement cette réussite scolaire, où la passion d'apprendre semble céder devant le désir d'accéder à de nouvelles responsabilités sociales ? Telles sont les questions qu'aborde le dernier chapitre de la thèse traitant du rôle moteur des groupes de travail dans la réussite scolaire des élèves.

Chapitre VIII - Le rôle moteur des groupes de travail dans la réussite scolaire

Nous avons questionné dans les deux premières parties de la thèse, les registres scolaires et familiaux expliquant les différentes configurations que prennent les groupes de travail dans leur organisation interne et dans l'espace scolaire où ils sont amenés à développer diverses pratiques éducatives. L'existence des groupes répond du côté des élèves à un besoin de réussite scolaire. L'invention des groupes de travail est apparue comme la réponse apportée par les élèves confrontés aux déficits de ressources sociales, économiques et linguistiques bloquant leur accès aux capitaux scolaires. En effet, le déficit des ressources utiles à la promotion scolaire a une cause plus profonde liée aux difficultés rencontrées par le Sénégal, à l'instar des pays sous-développés, dans son environnement socio-économique et politique interne et externe.

La sécheresse, la détérioration des termes de l'échange¹⁰⁰ (Maimouna Fadiga, 2003), la dette ayant conduit aux programmes d'ajustement structurel, la croissance démographique (50% de la population a de moins de 16 ans) ont conduit à la raréfaction des ressources valorisées par l'école. Le contexte social de crise, où « l'argent manque en permanence », a mis aussi les populations en situation de ne plus développer ces ressources socioculturelles utiles en milieu scolaire. Un tel contexte de déficit des ressources ne manque pas de se répercuter négativement sur le système éducatif : taux de redoublement et/ou d'abandon élevés, inéquité d'accès, insuffisances et/ou déficiences du dispositif pédagogique que les acteurs du système

¹⁰⁰ Consulter le chapitre I où ce terme mais aussi le contexte social des réformes ont été largement développés.

d'enseignement vont chercher à juguler à travers plusieurs initiatives nationales et internationales. Nous citerons, parmi ces initiatives, les Etats Généraux de l'Education et de la Formation (E.G.E.F.), la Concertation sur l'enseignement supérieur, l'Enseignement technique et la Formation professionnelle, la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles, la Conférence mondiale sur l'éducation. La mutualisation des moyens d'accès aux capitaux scolaires est la réponse trouvée par les élèves pour maximiser leurs chances de réussites scolaire et sociale.

La division sexuelle des tâches domestiques représente un obstacle supplémentaire dans la participation scolaire féminine. La diversité des groupes de travail permet de surmonter cet obstacle familial lié à l'affectation des jeunes filles aux tâches domestiques. Dans ce chapitre, nous verrons que les groupes de travail sont confrontés à l'instabilité du système d'enseignement sénégalais. Les grèves cycliques compromettant chaque année l'achèvement du programme scolaire mais aussi l'absence de dispositif d'information pouvant guider les élèves dans leurs choix d'orientation scolaire conduit les élèves à s'adapter aux réalités de l'école sénégalaise et à être imaginatifs.

Le dernier chapitre de cette thèse s'interroge ainsi sur les manières dont les groupes réussissent à produire des savoirs scolaires, dans le sens d'une invention de la documentation utile lors des examens et des évaluations. Nous mettrons aussi un accent particulier sur la reproduction des savoirs dans la mesure où elle est intimement liée à la question de l'entraide entre élèves ainsi qu'à la pédagogie.

Plusieurs questions permettront d'aborder les mécanismes par lesquels les élèves visent la réussite dans les études. Quel est l'apport de chaque participant dans le travail des exercices

scolaires ? Quels sont les contenus scolaires produits et reproduits dans les groupes de travail ? Comment les élèves, à la faveur des groupes, accèdent-ils aux informations utiles à leurs cursus scolaires ? Les groupes de travail permettent-ils finalement la réussite scolaire des divers membres ? Telles sont les différentes pistes de réflexion permettant d'étudier les mécanismes de fonctionnement des groupes.

8.1 – Les mécanismes de fonctionnement des groupes de travail

Le manque d'accès à l'information constitue un des obstacles sur lesquels se heurtent les bacheliers technologiques (Blöss et Erlich, 2004 : 34) qui ont opté pour des études universitaires. Le manque de soutien au niveau de l'environnement familial « susceptible de les encourager à poursuivre » demeure aussi un écueil pour la poursuite de leurs études. Au Sénégal, l'origine sociale hétérogène des élèves participant aux pratiques éducatives développées dans les groupes de travail favorise comme nous le verrons, l'accès à des contenus informatifs qui manquent aux bacheliers de Blöss et Erlich.

Dans les groupes de travail, un dispositif favorisant la circulation de contenus informatifs fonctionnant sur un mode largement interactif remédie à ce manque d'informations auquel les élèves sont confrontés, de façon générale. Les informations qui passent par le biais de ce dispositif, sont liées aux champs disciplinaires nouveaux qui existent dans le circuit scolaire et universitaire. Ces informations touchent aux concours et aux formations sur lesquelles débouchent les études en cours. Il est important de préciser d'emblée que ces informations qualifiées de « bouche à oreille » et jugées parfois comme peu fiables (Blöss et Erlich 2004 : 37) proviennent dans les groupes d'élèves que nous avons observés, de source parentale et plus largement de la famille. Il s'agit généralement d'informateurs crédibles dans la mesure

où ils livrent des informations sur les cursus qu'ils ont suivis, et sur des secteurs professionnels dans lesquels ils occupent un emploi. Les élèves qui apportent ces informations appartiennent à des familles qui occupent des positions sociales privilégiées dans l'administration publique ou les entreprises privées. Le cas ci-dessous du Groupe de Travail Mixte N°13, dont l'élève Souadou fait partie, montre bien que l'ensemble d'un groupe peut bénéficier non seulement du soutien scolaire d'un professeur ou d'une autre personne ressource, mais aussi de ses conseils afin de savoir quelle formation correspond mieux avec le cursus suivi.

Notre groupe est composé de 7 garçons et 8 filles. Il a été formé après les encouragements de mon oncle paternel qui est un professeur de maths, et comme participation, il nous donne des cours de renforcement de temps en temps.
(Souadou Bâ, Terminale L1, Privé, Tuteur Cheminot, Groupe de Travail Mixte N°13).

Si l'environnement familial des bacheliers technologiques étudiés par Blöss et Erlich (2004), brille par le manque de soutien familial sur lequel l'élève peut s'appuyer, l'ambiance sociale observée dans les groupes de travail est plutôt marquée par un resserrement des liens filiaux et familiaux. L'encouragement venant de l'environnement familial, pour les élèves engagés dans la bataille scolaire, se révèle par toutes sortes de propos qui ont pour but de souligner tout ce que les élèves doivent à leurs parents. Dans les entretiens, les élèves des lycées, sans distinction de groupes socioprofessionnels, remercient leurs parents qui « n'ont de cesse de les soutenir » malgré leurs faibles revenus financiers. En retour de ce soutien, garçons et filles veulent accéder à des postes de responsabilité afin de mieux témoigner de leur reconnaissance.

Dans la relation parents-élèves, le soutien, l'aide et le réconfort fonctionnent, de façon multilatérale mais dans une forme différée pour les lycéens dans la mesure où ils n'ont pas encore accès à un emploi.

Je veux avoir un travail pour aider mes parents qui m'ont beaucoup aidé dans mes études. (A. B. Sidibé, TL2, Privé, Mère commerçante, Père médecine traditionnelle, Groupe de Travail Non Mixte N° 62).

Nous avons observé que les élèves bénéficient de soutiens localisés dans le cercle familial restreint ou élargi. Ces soutiens peuvent être des conseils de nature à permettre aux élèves de préparer ou de participer à des concours, ou être scolaires comme c'est le cas du Groupe de Travail Mixte N°62 qui bénéficie des compétences d'un professeur de Mathématiques (oncle d'une élève). Dans tous les cas, ces soutiens profitent à l'ensemble du groupe. Dans les pages suivantes, nous porterons l'attention sur les dynamiques internes animant le champ des groupes de travail, et les conduisant à entrer en interaction les uns avec les autres, par des formes de cooptation diverses ou d'apports fusionnels.

8.1.1 – La formation des groupes de travail en milieu scolaire

L'étude de la composition et du fonctionnement des groupes d'élèves a un double intérêt. Elle montre que nous avons affaire à une communauté de savoirs et que celle-ci fonctionne sur un mode largement interactif. Les groupes restent très hétéroclites, du point de vue de leur composition sociale. Les élèves qui en sont membres, proviennent de familles appartenant à des couches sociales très variées. Les élèves appartenant à un même groupe de travail, se connaissent et ont généralement déjà noué des liens d'amitié ou de camaraderie

dans les cycles scolaires antérieurs. Ils ont dans certains cas fréquenté le même collège. Il arrive qu'ils habitent le même quartier. Ce nombre restreint d'élèves constitue souvent ce que nous appelons « le noyau » du groupe. Il est souvent à l'origine de la constitution du collectif d'acteurs. Composé de quelques élèves, ce noyau fait exister le groupe tout d'abord, puis l'élargit à d'autres camarades présents dans le même cursus. Les formes de cooptation varient d'un groupe à un autre.

J'ai des camarades qui ont formé un groupe depuis la seconde et moi j'ai intégré ce groupe depuis ma première, mais je ne sais pas où ça a été formé (Mamadou D., TL, Groupe de Travail Non Mixte N°46).

Les liens d'amitié qui unissent ce noyau peuvent remonter comme le dit l'élève (Mamadou D.) au primaire ou au collège. Ces liens peuvent remonter aussi au cycle secondaire ou être favorisés par l'appartenance au même cercle d'amis. De façon générale, un groupe qui se forme se compose d'élèves se trouvant dans la même branche d'études.

Des raisons d'ordre pratique prennent le dessus dans la cooptation des divers membres. Les élèves privilégient les camarades de leur classe, afin de disposer des mêmes emplois du temps. Les membres se retrouvent ainsi durant ce que les élèves appellent « les heures libres » ou « creuses » afin de mettre ce temps à profit à travers révisions des cours, exercices de mathématiques etc.

Nous nous sommes connus depuis la 6ème et comme je ne connaissais qu'eux en début d'année alors j'ai intégré leur groupe où il n'ya que des garçons. (Père Gendarme ; mère

Ménagère, Bigué (Fille, 1^{ère} S, Groupe de Travail Mixte N°10).

La question de l'affinité et du volontariat dans la cooptation des membres

Le choix qu'un élève porte sur un groupe donné dans sa participation aux activités de sociabilité scolaire se fait donc le plus souvent, par affinité. Les élèves adhèrent librement à un groupe. Ils peuvent décider de rejoindre un groupe déjà formé ou d'en former un autre, à leur tour. Ils arrêtent leur choix en fonction des affinités qu'ils peuvent avoir avec les membres. Mais le plus souvent, une connaissance ou une amitié de longue date précèdent la formation du groupe.

« En classe, on s'asseyait ensemble. Astou et Boussou se connaissaient. Nous, on ne se connaissait pas avant »
(Sokhna, Groupe de Travail Non Mixte N°12).

8.1.2 - La maximisation de l'apport collectif à travers la fusion ou le rapprochement entre groupes

Il arrive qu'un groupe déjà constitué cherche à coopter des élèves qui ont un bon niveau dans certaines matières. C'est généralement le cas lorsque les membres du groupe rencontrent des difficultés dans certaines matières scolaires. Le rapprochement avec d'autres groupes devient alors un impératif. Les élèves portent leur choix sur des camarades avec lesquels ils entretiennent des relations d'amitié. Ce rapprochement peut parfois s'avérer bénéfique pour les deux groupes. Alors la fusion s'opère afin de maximiser les apports des uns et des autres.

Les élèves cherchent à multiplier et à diversifier aussi les talents, c'est-à-dire les aptitudes des uns et des autres afin d'arriver à une plus grande complémentarité. Lorsqu'une fusion entre deux groupes s'opère le nombre a peu d'effet et ne constitue pas un obstacle, dans la mesure où il n'existe pas de *numerus clausus* dans les groupes. La principale contrainte apparaît dans la disponibilité des membres, lors des séances consacrées aux exercices scolaires. Le fait d'être présent aux heures consacrées aux pratiques éducatives, apparaît comme primordial pour la cohésion du groupe ainsi constitué. L'efficacité de ces collectifs d'élèves dépend très largement de cette disponibilité des camarades composant l'équipe. Le fait qu'un membre manque à l'appel n'est pas un empêchement dans la mesure où le reste des élèves peut se retrouver et travailler.

8.1.3 – Les interrelations entre groupes de travail : La complémentarité entre groupes sexués à l'épreuve ?

Quels que soient les liens préexistants à la formation d'un groupe de travail ou favorisant la cooptation d'un élève dans un groupe donné, nos observations montrent une hétérogénéité sociale considérable. Le groupe socioprofessionnel des parents d'élèves est très variable au sein des groupes de travail. Ces derniers restent toujours ouverts à de nouveaux arrivants. En fait, ce qui est en jeu dans cette ouverture c'est le gain de savoir qu'un élève peut potentiellement tirer ou apporter au groupe.

Dans la réalité, les groupes ne fonctionnent pas en vase clos. Deux groupes peuvent participer à une même séance de travail comme décrit ci-dessous par un élève lors de notre observation participante. Les élèves gardent en général, un bon souvenir de ces rencontres entre élèves de

différents groupes et mettent en avant, les apports que chaque groupe apporte. C'est le cas de la rencontre entre les Groupes de Travail non mixtes n°20 et n°16, où les élèves ont pu travailler ensemble certains exercices scolaires :

« On a fait la connaissance d'un autre groupe où il n'y a que des filles. Elles étaient dans la salle qu'on utilisait d'habitude. Elles étaient en train de faire des exercices et elles ne pouvaient pas résoudre certains exos sur la conversion des mètres cubes en litres. Et ensemble on a fait les exos et elles ont compris. Elles nous ont donné, en retour les théorèmes des angles à côté perpendiculaire. Chaque groupe a eu un plus » (Matar, Public, Classe de 1^{ère} S. Groupe de Travail Non Mixte N°20).

Notre enquête montre que les groupes travaillent dans les bibliothèques, dans des salles de cours où diverses formes d'entraide peuvent alors s'opérer. Ils s'apportent mutuellement leurs concours ou travaillent les mêmes matières le temps d'une après-midi ou d'un exercice. Ces séances de travail ne sont pas en général, le fruit d'une décision préalable. Les rencontres occasionnelles sur un même lieu, lors par exemple de la recherche d'une salle de classe, sont généralement à l'origine de ces diverses formes de collaboration. Cependant, cette rencontre relatée ci-dessus, entre deux groupes dont les membres sont inscrits dans les filières scientifiques, montre qu'il existe une relation de complémentarité entre ces collectifs d'acteurs. La complémentarité entre garçons et filles est mise en avant dans les groupes. Ce dernier point montre que la non-mixité des groupes peut être un inconvénient, du point de vue de l'efficacité et de la complémentarité¹⁰¹.

¹⁰¹ Curieusement, les résultats de notre enquête montrent dans les pages suivantes que les groupes mixtes ont enregistré moins de performances au baccalauréat alors que dans cet exemple nous voyons ce qu'un groupe de filles a pu véritablement apporté comme expertise, expérience et connaissances techniques à un groupe de garçons et vice-versa.

Derrière l'entraide et la solidarité entre groupes de travail, se trouve la question liée à la manière dont les élèves réussissent à assimiler les savoirs scolaires, au sortir des classes, une fois qu'ils sont abandonnés à eux-mêmes. Les groupes deviennent ainsi le lieu de la production et de la reproduction des exercices scolaires. Nous étudierons dans les pages suivantes ces différentes formes de production de savoirs.

8.2- Le groupe de travail comme lieu de production et de reproduction des contenus scolaires

Les groupes de travail peuvent fonctionner avec trois élèves. C'est le cas du Groupe de Travail N°62 qui a la taille la plus réduite (3 lycéens) du paysage scolaire. Certains groupes fonctionnent avec une base très large (Groupe Mixte N°13 avec 8 filles et 7 garçons). Leurs activités sont régulières mais varient d'un groupe à un autre. Les groupes de travail, de par leur fonctionnement, sont des groupes ouverts d'après la typologie Weber (1995), leurs actions sont orientées vers le gain de capitaux scolaires ; autrement dit, la production et la reproduction de savoirs utiles durant le cursus. En fait, la production des contenus scolaires touche au programme d'enseignement dans la mesure où celui-ci n'est presque jamais achevé au Sénégal, à cause des grèves cycliques qui paralysent le système éducatif.

Les élèves sollicitent les aînés, par l'emprunt de cahiers de leçons à ceux qui les ont précédés dans le cursus. Cette anticipation sur le programme aboutit à la production de savoirs pouvant combler le vide créé par les grèves répétitives. Ainsi se posent, de façon objective, plusieurs questions relatives à l'organisation des pratiques scolaires : Comment les élèves déroulent-ils

de façon concrète, leur emploi du temps ? Comment les exercices scolaires à l'ordre du jour s'articulent-ils aux activités de sociabilité scolaire ? Telles sont les questions que nous traiterons afin de saisir la manière dont les élèves apportent leur expertise scolaire sur un sujet donné, et comment « l'ascenseur » leur est retourné lors d'autres exercices dans lesquels ils n'arrivent pas obtenir de bonnes notes en classe. Nous verrons en même temps, que l'apport d'un élève peut être multiforme ; il peut être lié à la position des parents dans le secteur de l'emploi.

8.2.1 - Le groupe de travail comme lieu de reproduction des savoirs scolaires

L'ordre du jour lors des pratiques éducatives est dicté par des impératifs scolaires. Le choix des exercices dépend ainsi principalement du calendrier des interrogations écrites et des examens. Les élèves retravaillent les cours et révisent les leçons au programme. Sur une séance qui peut durer deux à cinq heures, ils peuvent passer des maths aux sciences naturelles en passant par la Géographie ou l'Histoire.

Les sujets de dissertation ou de commentaire dans les disciplines relatives aux littératures historique, géographique ou philosophique, moins évidents à traiter en groupe, sont écrits au tableau puis discutés. Ainsi, les différentes idées servant à la thèse, à l'antithèse ou à la synthèse sont recensées au fur et à mesure, par les élèves puis analysés.

La naissance d'une bibliothèque tournante

Les pratiques éducatives sont l'occasion de rencontres pouvant se tenir dans divers endroits comme le domicile d'un élève. Ces pratiques peuvent revêtir des formes parfois inattendues.

Nous avons assisté lors du travail de terrain, à la formation de la fameuse « bibliothèque tournante » créée par des élèves issues d'une filière littéraire (Groupe de Travail Non Mixte N°24).

« Avec le groupe on se passe des livres. On a formé une petite bibliothèque composée des bouquins que chacun amène. Ensuite on fait tourner les bouquins. » (Sokhna Seye, Terminale L, Groupe de Travail Non Mixte N°24).

La bibliothèque tournante montre un trait caractéristique des groupes composés exclusivement de lycéennes. En effet, les filles ont tendance à privilégier la bibliothèque de l'établissement ou celle du musée de la ville. D'une part, elles peuvent y accéder aux œuvres littéraires du programme et d'autre part y lire silencieusement les passages sur lesquels, elles engageront, par la suite, des discussions. La naissance de la bibliothèque tournante répond ici à la forme d'investissement scolaire privilégiée dans les groupes à dominance féminine ou exclusivement composés de filles. Les matières littéraires occupent une bonne place dans cet investissement féminin des bibliothèques scolaires.

Nous verrons dans les pages suivantes, qu'il existe une différenciation sexuée dans la manière dont les élèves investissent les matières scolaires. Si les matières littéraires principalement investies par les filles, se travaillent dans les bibliothèques, les disciplines scientifiques se travaillent dans les salles de cours, où les groupes peuvent bénéficier d'un tableau, de la craie et d'une éponge, autant d'accessoires utiles pour les élèves lorsqu'ils doivent écrire les exercices au tableau et les traiter.

8.2.2 – Les collectifs d’acteurs à l’épreuve des matières scientifiques et littéraires

Les filles dans les séries littéraires reconnaissent qu’il est plus facile d’étudier les matières scientifiques en groupe. A leur avis, les exercices de maths ou de chimie se prêtent mieux au travail en groupe. Cela n’empêche pas lors de notre enquête, de noter qu’elles étudient le français, l’espagnol ou la philosophie, de façon collective.

« Nous faisons les exercices de maths ensemble. Mais on travaille peu les maths mais plus les langues. Par contre pour le français et l’espagnol chacun lit d’abord dans son coin et ensuite on en discute et chacun fait des commentaires. La bibliothèque est pour nous un endroit idéal pour se retrouver. Surtout quand les profs sont en grève » (O. Faye, Fille, Terminale L, Groupe de Travail Non Mixte N°24).

Durant leurs activités, les élèves retravaillent les cours. En ce sens, exercices de maths, de physique ou chimie sont abordés de la même manière, c’est-à-dire en salle de classe, devant un tableau. Les exercices d’anglais n’échappent pas à l’intérêt des élèves qui préfèrent les étudier souvent dans les bibliothèques de l’établissement. Cette reproduction des contenus scolaires appris en cours, vise l’assimilation du programme scolaire, en vue de mieux préparer les évaluations.

Parler de la reproduction des contenus scolaires, revient à mettre l’accent sur les efforts consentis par les élèves dans les groupes afin d’améliorer leur niveau dans les matières étudiées. L’amélioration du niveau scolaire des lycéens dans les disciplines enseignées est

intimement liée à la question de l'accès aux capitaux scolaires « monnayables plus tard ». L'effort consenti par le groupe s'apprécie lors des différentes phases semestrielles des évaluations scolaires.

8.2.3- Les matières scolaires dans le mode d'organisation des groupes

Les pratiques éducatives des groupes de travail concernent les différents champs disciplinaires. Dans le fonctionnement du système scolaire, l'inscription dans une série littéraire n'empêche pas l'étude des matières scientifiques. Les coefficients déterminent ici le poids de chacune des matières dans le calcul de la moyenne annuelle de l'élève. En réalité, ce coefficient influe sur le temps que les élèves consacrent aux différentes disciplines scolaires.

Lorsqu'on assiste aux activités de sociabilité, on s'aperçoit que les élèves étudient toutes les disciplines. Les matières littéraires sont généralement travaillées dans les bibliothèques scolaires. Les raisons évoquées par les élèves sont nombreuses : « *une grande partie de la culture générale dont on a besoin est dans la bibliothèque* » (Faye, Garçon, TL2, Groupe de Travail N°23) ; « *nous y venons pour découvrir beaucoup de choses, prendre conscience* » (Diouf, Garçon, TL1, Groupe de Travail N°46). Pour d'autres élèves, la bibliothèque est idéale « *pour consulter les livres et emprunter si nécessaire* » (Gning, Fille, 1^{ère} L, Groupe de Travail N°19) et « *améliorer le niveau en français* » (Mbène, Fille, TL, Groupe de Travail N°25). Toutefois, les lycéens trouvent qu'« *elle manque d'œuvres philosophiques, et que les livres commencent à prendre de l'âge* » (Cissé, Garçon, TL1, Groupe de Travail N°55).

Les matières scolaires, à l'ordre du jour dans les groupes influent sur le choix du lieu. Les élèves font ainsi usage à la fois de la bibliothèque et du tableau de classe, en fonction des

disciplines. Les salles de classe des écoles de quartier sont souvent investies par les lycéens, généralement le week-end ou le soir, pendant les jours ouvrables. Les domiciles des élèves sont parfois des lieux de prédilection lorsqu'ils remplissent certains critères. La tranquillité des lieux, l'espace, la disponibilité d'un tableau sont autant d'éléments concourant au choix d'un domicile donné.

Le lieu choisi lors des activités de sociabilité n'est qu'un moyen devant conduire à une meilleure assimilation des contenus scolaires. Les élèves viennent à ces rencontres munis de livres au programme et de la documentation scolaire glanée dans l'entourage familial. Ces documents sont mis à la disposition des différents membres. Nous verrons que cette documentation est mise en valeur à travers des exposés et des débats, dont le but est l'amélioration du niveau de l'élève dans chaque discipline donnée.

8.3 Mode de production des contenus scolaires et informatifs

Nous étudierons dans cette deuxième partie du chapitre, les répercussions des échanges entre élèves sur les contenus informatifs circulant à l'intérieur des groupes de travail. Nous interrogerons ainsi le mode de transfert de ces contenus informatifs d'un élève vers un autre. Nous poserons plusieurs questions en lien avec les types d'articulation entre les échanges de contenus au sein des collectifs d'acteurs et les choix scolaires des élèves. Les questions seront les suivantes : De quelles manières sont produits les contenus scolaires et informatifs ? Comment sont véhiculés ces contenus à l'intérieur d'un groupe donné ? Autrement dit, comment les contenus scolaires passent-ils d'un élève à un autre ? Qu'en est-il des contenus informatifs ? Ces derniers sont-ils véhiculés de la même manière que les contenus scolaires ?

Autant de questionnements qui seront au cœur de notre réflexion sur la manière dont les groupes réussissent à doter les élèves de savoirs utiles à leurs parcours.

Lors de notre observation participante, nous avons assisté à divers exposés portant sur les leçons au programme. Un élève (Groupe de Travail N°53) a présenté un exposé sur la Chine devant ses camarades. Cette façon de procéder est valable pour les autres matières dites scientifiques. L'emprunt de cahiers de cours (Histoire, Géographie, Mathématiques, Sciences naturelles etc.) aux aînés ou à des étudiants contribue à la production de savoirs scolaires. Les élèves pénalisés par les grèves qui sévissent de façon intempestive, cherchent différents moyens alternatifs ou concurrents à la transmission institutionnelle des contenus scolaires. L'emprunt de cahiers aux élèves du privé n'est pas dédaigné. Dans certains groupes, l'emprunt de cahiers vise plutôt l'enrichissement du cours ; certains professeurs étant mieux documentés que leurs collègues d'après les explications fournies par les élèves.

Stratégies mises en œuvre dans l'enrichissement des contenus scolaires

Confrontés à l'arrêt de la transmission par les enseignants du programme scolaire, les élèves cherchent à accéder aux contenus scolaires. Le but poursuivi par les lycéens est l'augmentation de leur chance de réussite, lors des examens et concours ; ce but passant parfois par l'amélioration du contenu des enseignements. L'argument avancé par les élèves, lors des entretiens est que l'accès à un cours traité par différents professeurs permet de mieux cerner les contours d'une leçon. Il s'agit en réalité d'autant de stratégies déployées pour tirer parti de la diversité des acteurs intervenant en milieu scolaire. Un effort collectif et donc concerté concernant la mise en commun des cahiers empruntés ici et là, permet aux groupes de mieux préparer interrogations et examens.

8.3.1 – Les groupes de travail dans les différentes stratégies d’invention de la performance scolaire

Les stratégies mises en œuvre dans les groupes de travail, pour faire face aux perturbations scolaires (grèves) sont la manifestation sociale de la solidarité pouvant exister entre élèves évoluant dans un groupe ou cursus donnés. Les dispositifs d’entraide mis en place pour surmonter les perturbations scolaires, témoignent aussi d’une dynamique orientée vers la performance scolaire. Divers articles¹⁰² ont mis l’accent sur le caractère néfaste des grèves intempestives dans le système d’enseignement. Par les révisions, les élèves visent la reproduction des enseignements reçus, afin de mieux en assimiler les parties. Les diverses stratégies passant par la mise en commun des cahiers de cours empruntés ici ou là, permettent surtout la reproduction d’un enseignement dont les lacunes ont fait l’objet d’analyse et de diagnostic poussés (Hamidou Sall, 1996 ; Sock, 2004).

Lors de notre enquête, nous avons remarqué que la mise en commun des documents glanés est pratiquée dans tous les groupes de travail. Elle a cependant, une plus grande importance dans les groupes présents dans le secteur public de l’enseignement secondaire parce que les élèves inscrits dans ces établissements sont plus affectés par l’instabilité du système éducatif. En fait, nous voyons que production et reproduction des savoirs scolaires vont de pair lorsque l’école est paralysée par les mouvements de grève. L’interruption dans la transmission officielle des contenus du programme d’enseignement rend pertinente la répartition entre les élèves des divers exercices scolaires et des sujets sur lesquels les exposés devront porter. On

¹⁰² Sununews :L’école sénégalaise au bord de l’étouffement, le 20 Mai 2009.

assiste à une répartition du travail scolaire prenant son sens dans le caractère vaste du programme à étudier et la diversité des matières scolaires.

Le groupe de travail comme foyer de diffusion de contenus culturels ?

La mutualisation des documents (polycopiés contenant des textes de toutes les matières, épreuves corrigées du bac des années précédentes, livres scolaires) est un élément essentiel du fonctionnement des groupes de travail. Lors des rencontres, les groupes facilitent la circulation des contenus scolaires. Les activités de sociabilité débutent dès la formation du groupe généralement en début d'année scolaire, et prennent fin avec la proclamation des résultats du baccalauréat ou la fin de l'année scolaire.

Les exposés comme pratiques éducatives développées dans les groupes de travail

Le recours à des exposés est généralement le fait de groupes composés d'élèves inscrits dans les filières littéraires. L'exposé de philosophie sur la *Phénoménologie* auquel nous avons assisté, est une illustration de la mutualisation de l'effort devant être fourni par chaque élève participant à un groupe, lors des pratiques éducatives. Il s'agit de présenter un sujet de philosophie portant sur un courant de pensée afin que le contenu de l'exposé profite à chaque élève. Le temps ainsi gagné par chaque élève, est généralement mis à profit pour la préparation de nouveaux exposés effectués à tour de rôle. De ce fait, chaque élève tire profit du travail d'exposé présenté par ses camarades. Tous ces éléments participent des divers efforts, que les élèves déploient afin d'augmenter leurs chances de décrocher de meilleures notes lors des évaluations.

Les grèves cycliques dans l'école publique sénégalaise expliquent en grande partie, cet usage plus large des cahiers déjà utilisés par les aînés ou d'autres camarades du privé. En fait, nous voyons que production et reproduction des savoirs, renforcent les gains des élèves, en matière d'accès aux contenus scolaires. Les activités de sociabilité offrent des occasions de discussions portant sur des contenus informatifs orientés sur les filières universitaires et sur les formations diverses auxquelles donne accès le type de baccalauréat préparé. Lors de ces discussions faites en marge des pratiques éducatives proprement dites, s'ouvre une des phases les plus intéressantes pour les élèves issus de familles défavorisées et donc ne disposant pas d'accès aux informations liées aux filières correspondant le mieux au cursus suivi. Ces discussions menées en marge du travail scolaire, offrent aussi l'occasion aux élèves de parler des concours et des différentes opportunités que présente une filière donnée (généralement celle où les élèves sont inscrits). Les pages suivantes portent sur la provenance des contenus informatifs mais aussi sur leur circulation dans les groupes.

8.3.2 – Le groupe de travail dans le transfert des contenus informatifs

Les exercices scolaires sont travaillés au cours des activités de sociabilité (*cf. Encadré 2, 3 et 4*). Ces dernières constituent des occasions d'échanges portant sur les offres en matière de formation et de débouchés liés aux cursus. Les origines sociales hétérogènes des élèves favorisent l'accès à diverses informations sur les filières existant dans le cursus général, les formations professionnelles, techniques et universitaires. Nous avons montré dans l'étude des modèles familiaux (*cf. chapitre VI*) qu'il existe une grande diversité dans l'origine sociale des élèves. Cette mixité sociale permet aux groupes de travail de disposer d'un arsenal d'informations sur les filières post-baccalauréat. Notre enquête permet de se rendre compte que les informations glanées par les élèves et faisant souvent l'objet de débats, à l'intérieur

du groupe, proviennent de différentes sources. L'expérience socioprofessionnelle des parents permet l'accès à ces informations. Les quartiers sont des lieux dans lesquels les élèves glanent aussi des informations. Les voisins ayant eu une expérience dans des secteurs professionnel ou universitaire donnés, peuvent devenir à l'occasion, des informateurs. Parfois l'information provient d'autres membres de la famille tels que le frère aîné ou la sœur. L'élève Ndioba inscrite en classe de Terminale reconnaît qu'elle voudrait se lancer dans une formation liée au Marketing parce que ses sœurs y ont été recrutées.

« Je voudrais me lancer dans le marketing. J'ai deux sœurs qui ont réussi dans cette formation; l'une est à la SGBS (Société Générale des Banques du Sénégal), l'autre est à la CBEAO (Communauté Bancaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest). » NDioba, Terminale L, Privé, Groupe de Travail N°21.

La possession d'un capital culturel se double généralement de la possession d'un capital social (Pierre Bourdieu, 1989). Le capital social permettant au récipiendaire de prendre appui sur un réseau existant afin de valoriser en entreprise, le diplôme en possession. Dans les groupes que nous étudions, les élèves disposent de capitaux sociaux et culturels divers mais souvent inadéquats pour le milieu scolaire. La mutualisation de leurs efforts en vue d'une maximisation de leurs chances scolaires améliore les chances d'accéder à un niveau supérieur de l'enseignement (classes de 2^{nde} et de 1^{ère}, Terminale ou Baccalauréat). Ce contact entre élèves disposant de capitaux social et culturel différents est généralement bénéfique à l'ensemble du groupe, particulièrement aux couches modestes.

Capital culturel et mode de transfert de contenus informatifs entre élèves

L'hétérogénéité sociale est une des caractéristiques des groupes de travail. Dans l'analyse détaillée des groupes, le milieu socioprofessionnel des parents révèle une différenciation sociale, accentuée par des expériences familiales très différentes. Cependant, l'origine sociale des élèves n'apparaît pas comme un critère discriminant dans la constitution des groupes.

La provenance sociale n'est pas un facteur clivant dans la distribution des rôles lors par exemple d'exposés ou de la mutualisation de la documentation. Cependant son influence sur le mode d'organisation dans le travail des matières, présente un intérêt que nous détaillerons dans les lignes qui suivent.

Nous montrerons lors de l'analyse de l'apport des catégories sociales dans les pratiques éducatives, qu'il existe en effet chez les élèves, des attitudes sociales dans le mode d'organisation et de collectivisation de l'effort, qui ont un lien avéré avec l'origine sociale des participants.

Les pratiques éducatives développées dans les groupes sont des occasions, comme le reconnaissent les élèves eux-mêmes « *de discuter des œuvres au programme et des cours* » (Gomis, TL, Garçon, Groupe de Travail N°4), « *de discuter des cours et de l'avenir de nos études* » (Sarr, Fille, 1^{ère} L, Groupe de Travail N°17), « *de discuter des choses de la vie et des études* » (Mbayang, Fille, TL, Groupe de travail N°8). Les échanges orientés sur les contenus scolaires appartenant au programme d'enseignement, s'accompagnent de contenus informatifs liés aux débouchés et aux métiers vers lesquels les élèves rêvent de pouvoir faire carrière, un jour. En réalité, nos observations montrent que les contenus informatifs, fruits

des interactions dans les groupes sont susceptibles de modifier les opinions et les choix d'orientation initiaux des élèves ; ces derniers arrivant à juger ces choix initiaux parfois moins pertinents, à l'aune des nouvelles informations obtenues lors des activités de sociabilité scolaire.

Les interactions au sein des groupes de travail s'avèrent particulièrement bénéfiques aux élèves issus des couches défavorisées en raison de leur manque de ressources sociales pouvant les familiariser avec le milieu de la formation universitaire et professionnelle. Ce transfert de capitaux informatifs des élèves qui en sont pourvus, vers d'autres élèves moins dotés socialement des capacités d'accès à ces types d'information, améliore le niveau de préparation des élèves dans leur quête d'opportunités dans des secteurs où le manque de réseaux est un grand handicap (Bourdieu, 1989). Le capital informatif acquis par le biais des groupes permet ainsi aux élèves de réduire l'inadéquation entre les choix pouvant être opérés en matière de formation et les études en cours.

Les lycées éprouvent généralement beaucoup de difficultés à opérer des choix entrant en adéquation avec les études suivies. Cette inadéquation s'explique par l'absence de ressources sociales, culturelles, économiques et linguistiques pertinentes. Dans l'analyse des données que nous avons recueillies, groupe social d'appartenance et accès à des informations touchant aux filières universitaires et au monde de la formation professionnelle, apparaissent très liés. Le réseau familial s'avère incontournable dans cet accès à l'information, dans la mesure où le système scolaire sénégalais ne fournit aucune assistance aux élèves et ne prévoit aucun dispositif orienté vers l'accès à l'information sur les filières susceptibles d'intéresser le lycéen. Ce manque d'accès à l'information traduit au sein des familles, cette absence de ressources socio-culturelles en rapport avec l'école.

Le faible capital culturel dont disposent les parents est lié au Sénégal, pour une grande part au fait que seulement 12% de la population sénégalaise a un niveau de français stable (Moussa Daff, 1998). Malgré leur bonne volonté, les élèves se retrouvent dans l'impossibilité d'être porteurs d'un capital d'expérience familiale susceptible d'éclairer leurs choix dans les filières présentes dans les milieux de la formation. Les expériences scolaires des parents ont une portée ici cumulative, en ce sens qu'elles participent à éclairer les choix scolaires des enfants.

La question du choix d'orientation et le déphasage de ce choix par rapport au baccalauréat préparé et aux opportunités offertes dans le monde de la formation et de l'emploi au Sénégal, est un des traits caractéristiques des lycées publics et privés. Les élèves désireux de s'orienter vers une formation donnée sont confrontés à l'absence de dispositif axé sur l'information des élèves.

Les groupes de travail fonctionnent ici comme un relais et servent de substitut à la famille souffrant de déficit de ressources sociales, culturelles et économiques valorisées à l'école. Nos observations montrent que même après l'obtention du baccalauréat, l'incertitude face au choix de la formation, qu'elle soit universitaire ou technique reste entière. L'orientation apparaît finalement comme un saut dans l'inconnu.

Dans le fonctionnement des groupes de travail, l'accès à des ressources sociales se fait par le biais de l'échange oral entre élèves. A tour de rôle, les élèves émettent des avis sur les carrières qui sont pertinentes et dans lesquelles l'insertion professionnelle semble plus favorable. En général, comme nous l'avons mentionné, les exemples que les élèves mettent

en avant pour appuyer leurs propos viennent de leur environnement familial. Parents, frères, sœurs, amis, voisins sont, parmi les membres de l'entourage les principaux informateurs cités par les élèves.

Le rapport des élèves aux informations glanées et à la nouveauté de certaines formations

Le groupe de travail fonctionne toute l'année scolaire. Les activités de sociabilité scolaire cessent après la proclamation des résultats du baccalauréat ou à la fin des examens clôturant l'année scolaire. Les rencontres offrent des occasions renouvelées de parler de l'offre de formation tant dans les écoles de formation qu'à l'université. L'expérience des parents et des aînés est primordiale ici, en ce sens qu'elle favorise la cumulation de l'expertise familiale en matière de connaissance liée à l'environnement scolaire permettant d'éclairer les choix d'orientation des élèves. L'hétérogénéité sociale des groupes favorise l'accès à des informations diverses, touchant à l'offre de formation.

« Je voudrais me lancer dans le management. J'ai une sœur et un frère qui ont réussi dans cette formation et qui gagnent très bien leur vie. C'est grâce à eux que j'ai pas de soucis avec mes fournitures scolaires. Sow, Fille, TL2, Privé (Groupe de Travail N°25).

Les contenus informatifs comme les contenus scolaires ont cette particularité de pouvoir être échangés sans que les individus perdent ce qu'ils transmettent. De façon interactive et multilatérale, les élèves communiquent des informations ayant trait à leurs branches d'études. Les différentes filières universitaires au sein desquelles ils veulent s'investir sont ciblées lors

des échanges sur leurs plans d'orientation. En ce sens, les rencontres, lors des pratiques éducatives jouent un rôle essentiel dans l'accès à l'information et à sa circulation.

Les professeurs apparaissent comme les premières sources d'informations, pour les bacheliers (Blöss et Erlich, 2000). L'existence de brochures a été soulevée. Celles-ci permettant de voir et de se rendre compte des formations auxquelles les bacheliers peuvent prétendre. L'absence de ces brochures dans les établissements sénégalais réduit les chances d'accès à l'information. Il existe en matière d'information concernant les lycées, une tournée annuelle des responsables de l'Office du baccalauréat pendant laquelle aucune documentation n'est distribuée.

Les professeurs livrent quelques informations aux élèves. Cependant, la principale source d'informations pour les élèves demeure les groupes de travail au sein desquels, ils peuvent glaner, échanger et confronter les informations glanées. Les élèves recueillent ainsi les informations allant dans le sens des métiers auxquels donnent accès les études suivies. La position sociale des parents favorise l'accès à ces informations. La communication aux autres élèves de ces informations, peut être effectuée de façon orale ou sous forme écrite lorsqu'il s'agit de documents, ou d'adresses à noter. Il arrive au cours des échanges, que les camarades demandent à avoir plus de précisions sur une formation ou une école de formation données. Il n'est pas exclu que l'élève revienne avec des informations complémentaires recueillies auprès de l'entourage.

Il faut souligner qu'un certain nombre d'informations en lien avec les filières suivies par les élèves relève en réalité, d'une découverte pour certains lycéens. D'une part, ces informations en question renseignent sur des formations inexistantes dans le cycle secondaire. Nous

pouvons citer comme exemple, la psychologie, le management, le marketing, la comptabilité etc. que certains élèves découvrent pour la première fois, au cours des échanges avec leurs camarades. D'autre part, les élèves appartenant aux familles modestes ne disposent pas de canaux ou de personnes pouvant favoriser l'accès à des informations relatives à ces différentes formations « d'une grande nouveauté » selon leurs propos.

8.3.3- Le rôle du groupe de travail dans le lien social

Les groupes de travail jouent un rôle de transmission des contenus scolaires. Ils se substituent dans certains cas, à la famille souffrant de déficit de ressources favorisant les études. La transmission de ces informations utiles passent d'un élève à un autre. Les élèves apportent les uns les autres des éclairages et des connaissances techniques sur certains cours et exercices et ce contact augmente d'une part, la connaissance du monde de la formation professionnelle mais modifie parfois les opinions et les choix initiaux comme nous l'avons expliqué dans les pages précédentes.

Les élèves citent régulièrement des personnes de leur entourage familial ou des personnages médiatisés en donnant leurs parcours scolaires et professionnels ainsi que les avantages matériels qui sont liés aux postes qu'ils occupent dans le secteur où ils exercent. Les filles montrent un intérêt pour les formations de courte durée alors que les garçons lors de ces échanges mettent l'accent sur les salaires et le niveau de responsabilité lié à la fonction.

Les groupes sociaux dans l'accès aux contenus informatifs

Le contact dans les groupes entre élèves de familles aisées et élèves de milieux défavorisés, apporte aux seconds un ensemble d'informations indisponibles au niveau familial, du fait d'un manque d'accès de leurs parents aux capitaux culturels. De ce point de vue, les élèves en situation de précarité sont les plus grands bénéficiaires des informations qui circulent dans les groupes de travail. Certains élèves reconnaissent « *qu'ils ne savaient pas qu'il existe autant de formations liées à la série scientifique* » (Souleymane, Tle S1, Père ouvrier à la retraite, Groupe de Travail N°39). Tandis que d'autres élèves pensent qu'ils vont faire finalement « *le concours de Polytechnique, au lieu d'une inscription à la Faculté de Sciences, après réflexion* » (Alioune, Garçon Tle S2, Groupe de Travail N°53).

Un élève reconnaît que son père travaillant dans une usine de phosphates, comme ingénieur, lui a dit de « *faire le concours de Polytechnique afin d'éviter de perdre trop de temps, à l'université* ». Le manque de fiabilité dans le « bouche à oreille » est corrigé ici, par le fait qu'il s'agit d'acteurs livrant des informations dans le secteur où ils sont en activité. Les élèves reçoivent donc des informations de premières mains qui ne sont ni vagues ni non renseignées et qu'ils peuvent toujours confronter ; les informateurs étant dans la parenté proche. Il s'agit de personnes qui semblent être très au fait des formations et de leur rendement.

Le contact prolongé entre élèves de groupes sociaux différents est particulièrement bénéfique pour les élèves issus de milieux défavorisés. Nous avons observé que ce contact améliore leurs connaissances du monde de la formation et de l'emploi. Entre les parents de ces élèves et le monde de la formation professionnelle, technique ou universitaire, il existe un grand

fossé dû à leur faible intégration dans les structures socio-économiques. Cependant, les élèves reconnaissent qu'ils sont beaucoup soutenus par leurs parents dans les études.

La transmission et la circulation des informations liées aux différentes filières posent la question de la pertinence des choix que les élèves opèrent lorsqu'ils décrochent le diplôme du baccalauréat. La pertinence des choix opérés est donc, intimement liée à la qualité des renseignements motivant ce choix. De ce point de vue, garçons et filles sont logés à la même enseigne. En fait, il n'existe pas une différenciation sociale de sexe liée à l'accès à ces types d'information. Cet accès est fonction de l'origine sociale. Il est commandé par la position sociale des parents d'élèves dans les structures économiques. Les filles dans les groupes mixtes et non-mixtes ont accès au même type de renseignements que les garçons.

Les familles modestes dans le fonctionnement des groupes de travail

Nous avons souligné que les élèves ayant hérité de positions familiales privilégiées permettent aux élèves issus de familles modestes d'avoir accès aux informations liées à diverses filières présentes sur le marché de la formation et de l'emploi. Celles-ci permettant d'opérer plus facilement des choix pertinents, dans les questions d'orientation se posant de façon très concrète, après l'obtention du baccalauréat. La situation se renverse, dans le travail des exercices scolaires. Nous avons observé chez les élèves issus des familles défavorisées, un surinvestissement scolaire (*cf. Chapitre VII*). De ce point de vue, les élèves issus de familles modestes à travers leur engouement pour les études, apportent beaucoup aux groupes de travail.

Les filles comme les garçons issus de groupes sociaux défavorisés sont très actifs et se révèlent être les acteurs d'un surinvestissement scolaire. Le groupe tire un avantage de ce surinvestissement s'expliquant par le besoin de réussite affiché par ces élèves percevant l'école, comme un ascenseur social (*cf. Chapitre VII*). La problématique donc de la participation des élèves d'origine modeste aux activités de sociabilité scolaire pose clairement la question du surinvestissement dans les études pratiqué par ces élèves vivant dans des conditions précaires. Les classes modestes pratiquent le surinvestissement à l'école et dans les groupes de travail par leur engouement par exemple lors des exposés.

Le surinvestissement scolaire des catégories modestes ou la « liaison impossible »

La question du surinvestissement scolaire est à rapporter aux conditions d'existence des élèves dont les parents, le plus souvent sans instruction, occupent des positions modestes dans les structures socioéconomiques. Les élèves sont confrontés, dans ce genre de configurations sociale et culturelle à une « liaison impossible ». En fait « l'articulation des configurations familiales et de l'univers scolaire ne parvient pas à se réaliser, du fait d'une trop grande distance culturelle qui les sépare » (Lahire, 1995 : 67). Les élèves issus de ces milieux sociaux cherchent à combler ce fossé par un plus grand investissement scolaire. Ce surinvestissement vise surtout à aider l'élève, selon les expressions des lycéens, « à devenir une personnalité dans ce pays » ou « pour subvenir aux besoins des parents » mais en général, « pour sortir des difficultés familiales ». L'objectif d'ascension sociale imprègne le discours lycéen, et s'exprime différemment d'un élève à un autre.

Les filles participant à des groupes monosexes s'illustrent particulièrement par un investissement poussé dans le programme d'enseignement. Elles lisent les livres au

programme à travers des emprunts à la bibliothèque, à défaut de pouvoir les faire acheter par leurs parents. Les systèmes d'emprunt et de prêts de documentation que les filles ont imaginés et à partir desquels, elles arrivent à faire tourner les livres et les documents en leur possession, participent de cet investissement dans les études et de cette augmentation des chances de réussite.

En réalité, le surinvestissement scolaire est lié, de façon générale, au désir des élèves issus de familles défavorisées de sortir de la pauvreté, par le biais des études. L'assiduité, l'effort fourni et les heures consacrées au travail des matières, dans les groupes visent, avant toute chose, à améliorer les résultats lors des évaluations. Dans le discours de ces élèves, l'école est considérée comme un tremplin pouvant servir leurs ambitions sociales et professionnelles. Les élèves interrogés pensent que l'école est le meilleur moyen pour accéder à des postes de responsabilité.

Encadré N°2 : « Je discute peu de mes projets de carrière avec ma famille »

Analyse descriptive d'une séance de travail du Groupe de Travail Non Mixte N°24

Terminale Littéraire, Lycée de Thiès

Il est 10 heures. Les professeurs sont en débrayage (grève de gel) au lycée de Thiès. Les cours ont été arrêtés à 9 heures. Le Groupe numéro 24 composé uniquement de filles (5) se retrouve dans l'une des salles de la bibliothèque de l'établissement. Ensemble elles veulent faire des exercices de maths et discuter des œuvres au programme qu'elles ont déjà lues. Elles sont toutes inscrites en classe de seconde et suivent les mêmes cours.

Composition du groupe :

Diakhou G, 17 ans ; père ingénieur et mère ménagère, habite un quartier de Thiès

Coumba F, 18 ans, père cultivateur, vit chez sa tutrice (tante) femme au foyer, vient du village de Boulel

Sokhna S, 17 ans, père professeur et mère teinturière, habite un quartier de Thiès,

Rokhaya D, 18 ans, père technicien et mère institutrice. Sa sœur est inscrite à l'université. Elle habite un quartier de Thiès

Sokhna D, 17 ans, père professeur d'art, mère femme au foyer. Elle habite un quartier de Thiès et a un frère à l'université.

Les élèves inscrites en filière littéraire reconnaissent souvent avoir une préférence pour les séries scientifiques qu'elles n'ont pas pu choisir faute d'être fortes en maths. Sur la formation du groupe de travail on peut entendre ceci :

« En classe, on s'asseyait ensemble. Rokhaya et Diakhou se connaissaient depuis le collège. Nous autres, on ne se connaissaient pas avant. Nous faisons les exercices de maths ensemble. Mais on travaille peu les maths mais plus les langues. Par contre pour le français et l'espagnol chacun lit

d'abord dans son coin et ensuite on en discute et chacun fait des commentaires. La bibliothèque est pour nous un endroit idéal pour se retrouver. Surtout quand les professeurs sont en grève. Avec le groupe on se passe des livres. On a formé une petite bibliothèque composée des bouquins que chacun amène. Ensuite on fait tourner les bouquins. Parfois on parle du bon déroulement de nos études. Ce qui est mieux pour nos carrières. Les formations à suivre. Ça nous permet de se connaître, on noue des relations.»

Sokhna (sentiment partagé) : « Moi ma famille n'influence pas mes choix de carrière. Je discute peu de mes projets de carrière avec ma famille. Ce sont plus avec mes camarades de classe que je discute de mes choix ».

Encadré 3 : « On se sent moins favorisées que les garçons »

Composition du Groupe de Travail Non Mixte N°4 (2nde Scientifique)

Diouma D : 18 ans, père professeur, mère couturière, habite chez ses parents dans un quartier de Thiès

Awa S : 18 ans, père travaillant au service d'hygiène, mère femme au foyer, vit chez son tuteur dans un quartier de Thiès.

Astou Mb : 18 ans, père pompiste, mère femme au foyer, vit chez son tuteur tailleur à Thiès

Le travail de groupe se passe dans une salle du Bâtiment C du Lycée de Thiès. Le groupe auquel nous donnons le numéro 5 composé de 3 filles, toutes inscrites en classe de seconde S est installé dans une salle vidée par la grève, sur les premiers bancs qui font face au tableau. Une de leur camarade au tableau corrige des exercices de maths. En fait, au fur et à mesure des exercices que propose leur camarade au tableau, les deux autres assises en face font des commentaires et discutent des formules à appliquer pour l'exercice en question. A la fin, elles ouvrent le livre sous leurs yeux pour voir le corrigé. Ensuite, elles reviennent sur l'exercice en donnant leurs points de vue.

Après avoir fini la correction et clos la discussion sur l'exercice elles passent à l'exercice suivant.

A propos du groupe de travail :

« On se connaît depuis cette année-ci et on partage la même classe. Nous partageons aussi le même chemin pour rentrer chez nous.

Pourquoi il n'ya pas de garçons dans le groupe ? « On ne sait pas »

« Chacune d'entre nous était dans un groupe de travail en classe de troisième. On est trois parce que c'est le début et on vient de créer le groupe. Ensuite on informera les autres ».

A propos de l'intérêt du groupe de travail

« Le groupe de travail nous permet de réviser » ; (**Awa ajoute**) « il nous permet de réviser et de rester dans le calme ».

Sur le rôle joué par les parents :

« Le groupe n'a pas été formé sous l'impulsion des parents. Généralement, quand on quitte la maison et qu'on vient travailler ici ou chez une camarade on demande la permission et on essaye de rentrer tôt ; par rapport aux garçons on se sent moins favorisée que les garçons ».

Encadré N° 4 : « Les garçons sont des complexés »

« Il n'y a pas de filles dans notre groupe parce qu'il n'y a que 4 filles dans notre classe et parce que les garçons sont des complexés » 1ère S1 et S2, Groupe de Travail Non Mixte N°20

Le Groupe en séance de travail : Dans une salle située au rez-de-chaussée du bâtiment B du lycée de Thiès le groupe 1 composé de 5 garçons s'attelle à résoudre quelques exercices de physiques. La salle qui fait office de laboratoire est en état de délabrement et on voit au fond de celle-ci dans les armoires à vitrage, des tubes, des cranes d'animaux, le tout mangé par la poussière et les toiles d'araignée.

Composition du groupe : Le groupe est composé entièrement d'élèves issus des filières scientifiques S1 et S2 inscrits en classe de Première. Tous ont voulu garder l'anonymat sauf deux d'entre eux inscrit en S2.

Elève 1 : Habite chez ses parents dans un quartier de Thiès assez éloigné du lycée

Elève 2 : 17 ans, habite chez ses parents dans un quartier de la ville de Thiès

Elève 3 : 18 ans, père gendarme, mère femme au foyer, habite chez ses parents dans un quartier proche de l'établissement.

Elève 4 (Mokhtar): 17 ans, père instituteur, mère femme au foyer, vit chez ses parents dans un quartier de Thiès proche du lycée

Elève 5 (Tine) : 18 ans, père retraité, mère femme au foyer, habite à Pognène village environnant de Thiès et éloigné du lycée en sorte qu'il doit être hébergé dans une famille d'adoption où il loge durant les jours ouvrables .

« L'un d'entre nous (Elève1), participe à des cours de soutien et il est en même temps dans notre groupe de travail. Il a 4 heures de cours de soutien et de renforcement payés par ses parents. Mais tous les autres plus moi sommes seulement dans le groupe de travail. Je connais Mokhtar depuis la classe de sixième. Nous avons des discussions qui portent sur les cours et ça nous aide beaucoup. »

A propos du privé

« Dans les moments de débrayage et de grève comme ces temps-ci, le privé est préférable. Mais les meilleurs profs sont dans le public. »

Sur l'absence de mixité du groupe

« Il n'y a pas de filles dans le groupe parce qu'il n'y a que 4 filles dans notre classe. Mais aussi c'est parce que les garçons sont des complexés ».

Elève1 : « Moi, c'est avec mes amis que je discute beaucoup des projets scolaires. Dans le quartier aussi avec des camarades. Mais généralement je ne sors pas beaucoup pendant l'année scolaire, sauf pour les exercices à faire dans le cadre du groupe de travail. L'intérêt ici dans le lycée c'est qu'on trouve facilement une salle.»

Elève 4 (Mokhtar) : « Moi je suis toujours membre d'un groupe de travail qu'on avait formé l'année dernière et j'y participe encore ». « Avec ce nouveau groupe, on était pas dans la même classe, l'année passée. On vient de se connaître et on ne sait pas ce que chacun sait. On essaie de se voir régulièrement. On a fait la connaissance d'un autre groupe où il n'y a que des filles ». « On se retrouve en groupe parce que les études sont importantes parce que dans la vie, il faut un diplôme. Après le diplôme même chômeur les gens vont te respecter ; avec des diplômes on a plus de chance de décrocher un boulot ».

Le groupe de travail comme espace d'échanges

Les groupes de travail apparaissent comme un cadre d'échanges de divers contenus visant la réussite scolaire. Ces échanges tournent autour de l'école et de la manière d'améliorer les résultats scolaires. Dans les pages précédentes, nous avons montré que l'hétérogénéité sociale favorise l'accès à des contenus scolaires et informatifs. Les pages suivantes seront maintenant l'occasion d'évaluer l'impact de cet effort consenti par les élèves, lors des pratiques de sociabilité, sur leurs trajectoires scolaires. Plusieurs questions liées à cette relation groupes de travail et réussite scolaire seront posées dans le but d'étudier la traduction des activités de sociabilité scolaire sur la réussite à l'école.

Quel est l'impact des pratiques scolaires sur les performances réalisées lors des examens du baccalauréat par exemple ? La diversité des groupes de travail a-t-elle un impact sur les résultats enregistrés par les garçons et les filles ? Cette question prend son sens si l'on se rappelle que dans l'étude de la variation des modèles familiaux dans le choix du groupe de travail, la différenciation sexuée est apparue comme un trait caractéristique des groupes de travail (*cf. Chapitre VI*). L'impact de l'origine sociale sur les performances réalisées dans les groupes de travail sera aussi questionné. Les groupes sociaux ont-ils accès aux mêmes performances scolaires lors par exemple de l'examen du baccalauréat ?

8.4 - L'impact des groupes de travail dans la réussite des élèves au baccalauréat

Avec des parents originaires du Cambodge mais immigrés en France, le cas de l'élève Bun Nat cité en exemple plus haut (*cf. Chapitre IV*), permet de mesurer le décalage entre les résultats obtenus par certains élèves et la position sociale de leurs parents. Il existe donc, une dimension spectaculaire dans certaines réussites scolaires lorsqu'elles sont ramenées au contexte social dans lequel elles se sont produites. Le cas Bun Nat nous sert ici d'archétype dans la mesure où l'écart paraît abyssal entre la situation parentale et les performances scolaires de l'élève. « Nous avons donc un cas si l'on peut dire de surinvestissement scolaire de Bun Nat, sans surinvestissement de la part des parents. Par quelle voie les parents « transmettent-ils » ces dispositions scolairement adéquates qui font de Bun Nat un « super bon élève » ? « C'est sans doute, le style de vie familial d'ensemble, dans l'ordre moral domestique qui est indissociablement un ordre mental que l'on peut reconstruire les principes de production de comportements adéquats du point de vue scolaire » (Lahire, 1995 : 246-247).

Si le style familial apparaît comme déterminant dans la réussite de l'élève lahirien, les modes de sociabilité scolaire créés par les groupes de travail secrétant sans cesse, une ambiance scolaire favorable aux études, se sont avérés déterminants dans la volonté des élèves d'acquérir des capitaux scolaires. A ce climat favorable à la scolarité, s'ajoutent divers facteurs liés à l'ambition manifestée par les élèves de milieux défavorisés d'accéder à des responsabilités socioprofessionnelles, permettant de mettre les parents à l'abri du besoin.

Dans les collectifs d'acteurs comme les groupes de travail, les interactions prennent la forme d'un dispositif facilitant l'assimilation des cours et l'amélioration du niveau des élèves, quelle que soit la discipline étudiée. En ce sens, l'analyse du milieu familial reste complémentaire de l'étude du milieu scolaire parce qu'il est susceptible de créer les

conditions de l'apparition d'une ambition scolaire. Les pratiques éducatives dont l'espace scolaire est le lieu sont susceptibles aussi de doter les lycéens d'un « moteur interne » orienté vers la réussite. Le groupe de travail favorise par ailleurs, la mise en adéquation entre le cursus scolaire emprunté par l'élève et les choix de formation. Le temps que les élèves consacrent aux pratiques éducatives, renforce leur niveau scolaire, dans les différentes disciplines et génère ainsi, au fur et à mesure que montent en puissance les activités de sociabilité scolaire, les progrès favorisant l'accumulation de capitaux scolaires.

8.4.1 Le tableau des performances au baccalauréat

L'examen du baccalauréat est l'épreuve de vérité dans la vie des groupes de travail et des élèves. Au-delà des enjeux multiples, le baccalauréat permet de juger de la qualité de cet investissement et de voir s'il a été bénéfique. Il donne l'occasion aux lycéens d'accéder à des formations universitaires plus pointues, et aux lycéennes visant les formations professionnalisantes de prétendre à un niveau de formation donnant accès à plus de responsabilités professionnelles. Tous les élèves ayant réussi au baccalauréat, pendant l'année scolaire 2007/2008, sont pris en compte dans les trois tableaux ci-dessous, représentant la réussite au baccalauréat par sexe et par groupe de travail. Les groupes composés exclusivement de garçons (secteurs privé et public confondus) affichent une réussite plus importante (*Voir Tableau 16*).

Tableau 16 : Réussite au baccalauréat des élèves en fonction du type de groupe de travail (2007/2008).

Groupes de Travail	Effectif	Privé	Public	Effectif des élèves ayant réussi au baccalauréat
GT Mixtes	18	5	13	51
GT Masculin	63	12	51	141
GT Féminin	29	11	18	62
Total	110	28	82	254

Source : Données de notre enquête.

Lecture du tableau : Les groupes de travail mixtes sont au nombre de 18. Dans cet effectif, 5 groupes appartiennent au secteur privé et 13 au secteur public. 51 élèves ont réussi à décrocher le bac dans l'ensemble de ces groupes de travail mixtes, durant l'année scolaire 2007/2008.

Les élèves actifs dans les groupes de travail affichent dans l'ensemble de bons résultats (*Voir Tableau 16*). Dans le secteur privé par exemple, 80 élèves ont eu le baccalauréat après avoir été actifs dans les groupes de travail sur une population 132 nouveaux bacheliers répartis dans vingt-huit (28) groupes de travail (*cf. Tableau 17*). Le dynamisme des filles décidées à maintenir le cap vers les formations professionnalisantes ouvrant l'accès à un emploi dans une temporalité très courte, s'avère très payant. En effet, elles réalisent dans le secteur privé, les meilleures performances scolaires avec 58.75% de réussite au baccalauréat, durant l'année 2007/2008. Les garçons les talonnent avec 41.25% de réussite (*cf. Tableau 17*). Les lycéens dans leur envie de poursuivre de longues études, mais sans projet professionnel clair, n'ont pas pris le dessus dans le privé. Pourtant les performances scolaires de ces lycéens,

semblent de façon générale, se maintenir, comme le montrera les pages suivantes, où nous les verrons occuper la tête du classement.

Le clivage public-privé manifesté par une valorisation dans l'enseignement privé, des secteurs de la formation technique et professionnelle, au détriment du cursus général plus prisé dans le secteur public, donne des résultats très contrastés. Dans le secteur privé qui nous occupe nous avons vu que le caractère vague des projets professionnels et scolaires des garçons a donné des résultats moins brillants comparés à la détermination que les lycéennes ont affichés dans l'envie de rejoindre très vite le marché de l'emploi, une fois le baccalauréat en « poche ». L'obtention du baccalauréat chez les lycéennes du privé apparaît comme le dénouement heureux d'une longue attente dans la mesure où ce diplôme semblait être la dernière étape devant couronner une formation technique de courte durée, menant vers le marché de l'emploi. L'obtention du baccalauréat, pour des lycéennes voulant se marier à vingt deux ans, ouvre les portes de l'accès à l'emploi et à l'union matrimoniale dans une société sénégalaise où « la religion prône le mariage des filles, le plus tôt possible, afin d'éviter toute activité sexuelle hors mariage » (Safiétou Guèye, 2010 : 104).

Tableau 17 : Réussite au baccalauréat dans les groupes de travail présents dans le secteur privé en 2007/2008

Année	Effectif total dans le privé	Effectif Admis dans les Groupes	Effectif Admis Garçons	Effectif Admises Filles	% de réussite Filles	% de réussite Garçons
2007/2008	132	80	47	33	41.25	58.75%

Source : Données de notre enquête

Lecture du tableau : En 2008, sur un effectif total de 132 élèves participant aux groupes de travail présents dans le secteur privé, 47 garçons contre 33 filles ont été admis au bac soit un total de 80 élèves. Ainsi 41.25% de filles contre 58.75% de garçons issus du secteur privé ont décroché leur diplôme du baccalauréat.

La plus grande mobilisation des garçons a eu un effet positif sur leurs résultats scolaires dans les secteurs public et privé confondus. En effet, ils engrangent 87% de la totalité des admis dans l'ensemble des groupes de travail (*cf. Tableau 18*). Les taux de réussite au baccalauréat affichés par les garçons dans les groupes de travail monosexes, restent exceptionnels lorsqu'ils sont comparés aux performances réalisées dans les autres groupes, à savoir les groupes mixtes et les groupes monosexes à composante féminine. En effet, les taux d'admission au baccalauréat affichés dans chaque groupe, montrent bien que les garçons ont un taux de réussite de 87.03% au moment où les filles obtiennent 73% de réussite concernant l'année scolaire 2007/2008 (*cf. Tableau 18*).

Tableau 18 : Admission au baccalauréat selon le groupe de travail

Groupe Travail	Nombre d'élèves	Réussite au Bac	Taux de Réussite au Bac (%)
Groupe Mixte	75	51	68
GT Masculin	162	141	87.03
GT Féminin	84	62	73
Total	321	254	

Source : Données de notre enquête.

Lecture du tableau : Sur 75 élèves fréquentant les groupes mixtes, 51 élèves ont décroché le baccalauréat, soit 68%. Dans les groupes de travail non mixtes composés exclusivement de garçons, sur un total de 162 élèves, 141 ont réussi au bac soit 87.03%.

Quelle signification sociale attribuée à cette différenciation dans les performances scolaires réalisées ? Comment interpréter ces résultats affichés dans les groupes ? Les groupes mixtes obtiennent 68% de réussite (cf. *Tableau 18*). Il s'agit d'un taux élevé mais faible comparé aux résultats affichés dans les autres groupes. Les groupes mixtes semblent être victimes du décalage existant dans les emplois du temps féminins et masculins. L'organisation et la répartition sexuées des tâches domestiques désavantagent les filles et semblent paralyser du coup, l'ensemble des participants de ces groupes mixtes où garçons et filles ont du mal à trouver des emplois du temps concordants. Les élèves semblent être beaucoup plus performants dans les groupes de travail monosexes. Ils parviennent à trouver dans ces groupes non mixtes des horaires compatibles avec les contraintes sexuées.

Participation dans les groupes de travail et réussite au baccalauréat, apparaissent comme une réalité statistique. Les groupes de travail permettent aux élèves d'afficher de très bons résultats scolaires.

8.4.2 – Origine sociale et performances scolaires dans les groupes de travail

A travers les trois tableaux ci-dessus, portant sur la réussite scolaire dans les établissements privés et publics, plusieurs questions peuvent être posées. La première question est de savoir dans quelle mesure les modèles familiaux, les représentations sociales et les repères sociétaux inspirés par les appartenances de sexe influent sur les performances en milieu scolaire. Les résultats du baccalauréat montrent que les représentations sexuées ont un impact sur la configuration des groupes de travail et les performances réalisées par chaque groupe sexué. Si les garçons affichent de bons résultats, les performances féminines n'en demeurent pas moins encourageantes, tant dans le privé que dans le public. En effet, malgré le boulet des

tâches domestiques liées à l'apprentissage introverti, en préparation aux futurs rôles sociaux, et la précarité des conditions de vie matérielles témoignant du déficit des ressources socioéconomiques, les lycéennes affichent lors de l'examen du baccalauréat, de bons résultats scolaires. Elles obtiennent ainsi 58% de réussite dans le privé et 73% dans tous les secteurs confondus (*cf. Tableaux 17, 18*).

Ces performances féminines peuvent avoir plusieurs autres significations sociales. En effet, le modèle de socialisation introverti apparaît comme un modèle en mutation. Les modifications en cours dans ce modèle, n'ont pas encore engendré de grands bouleversements, en termes de redéfinition des idéologies sexuées et de renégociation des rapports hommes-femmes dans les structures familiales. Cependant, lorsque les capitaux scolaires sont en jeu, les filles ont tendance à emprunter des valeurs prônées dans le modèle de socialisation extraverti beaucoup plus combatif.

Les élèves issus des milieux défavorisés ont fait montre d'un grand engouement pour les activités de sociabilité scolaire. Leurs investissements scolaires dans les groupes se sont avérés payants dans la mesure où ils réalisent de très grandes performances. Ils constituent une grande majorité d'élèves à avoir passé avec succès l'examen du baccalauréat durant l'année scolaire 2007/2008. Dans le même temps, les élèves dont les parents sont issus des groupes socioprofessionnels intermédiaires avec 88% des admis, surclassent leurs camarades venant des couches supérieures qui comptabilisent 79% de taux de réussite (*cf. Tableau 19*). Les familles défavorisées affichent de très bons résultats au baccalauréat avec 73% d'admis. Ces derniers résultats sont moins brillants comparés aux performances réalisées par les autres groupes sociaux. Cependant, lorsque ces taux de réussite sont replacés dans les contextes

national et régional (Thiès) des admissions au bac, 42.3%¹⁰³ et 42.39%¹⁰⁴ respectivement, nous constatons que les élèves issus de ces milieux populaires ont réalisé de très bonnes performances scolaires.

Tableau 19 : Répartition des élèves ayant réussi au baccalauréat en 2007/2008, en fonction des groupes socioprofessionnels

Groupes socioprofessionnels	Effectif dans les Groupes	Effectif Admis au bac	% d'admis au bac
Groupes socioprofessionnels supérieurs	29	23	79%
Groupes socioprofessionnels intermédiaires	112	99	88%
Groupes socioprofessionnels défavorisés	180	132	73%
TOTAL	321	254	

Source : Données de notre enquête

Lecture du tableau : Les groupes socioprofessionnels supérieurs comptent 29 élèves répartis dans les groupes de travail et enregistrent 23 admissions au baccalauréat, soit 79%. Dans les groupes socioprofessionnels intermédiaires, 112 élèves participent aux groupes de travail. 99 élèves ont décroché leur bac parmi cet effectif soit 88%.

En réalité ¾ des élèves ayant pris part aux pratiques éducatives développées dans les groupes de travail, et s'étant présenté au baccalauréat, a obtenu le diplôme du bac. En ce sens, la réussite de Bun Nat est loin d'être un cas isolé dans le système d'enseignement sénégalais. En effet, il existe dans les milieux défavorisés sénégalais une « liaison impossible » entre les

¹⁰³ D. Mané, « Résultats du baccalauréat », Le Soleil 27 juillet, 2010.

¹⁰⁴ « Thiès Education : L'inspection d'académie livre les taux de réussite officiels du bfem et du bac », Thiès info, 26 Août, 2012.

projets professionnels que formulent les élèves issus de ces couches sociales et les conditions de vie familiale. Nous avons affaire à des familles vivant dans un déficit de ressources économiques, sociales et culturelles ne permettant pas à l'élève d'être dans les conditions de mettre en valeur ses projets professionnels, ou tout simplement de répondre favorablement aux attentes de l'école.

Cette liaison impossible rapproche curieusement les migrants installés en France (cambodgiens dans le cas de Bun Nat) des élèves sénégalais, dans la mesure où ils sont scolarisés dans une langue qui n'est parlée que par une faible partie de la population. En effet, les « configurations familiales, comme réseaux de relations d'interdépendance » s'insèrent mal au Sénégal, dans « les formes sociales légitimes » (Lahire, 1995 : 67) du fait de la grande distance culturelle. Les lycéens issus de milieux populaires vivent dans le contexte sénégalais « une césure par rapport aux univers sociaux scripturaux occidentaux ».

A ce niveau de la réflexion, nous pouvons maintenant nous interroger sur « ces dispositions scolairement adéquates qui font de Bun Nat » et par-delà, d'une partie des élèves issus des milieux populaires sénégalais participant aux pratiques éducatives, « de super bons élèves ». Dans la mesure où les résultats au baccalauréat 2007/2008 donnent à ces élèves issus de milieux modestes des taux de réussite élevés, cette interrogation revêt toute son importance. Le style de vie familiale a été exploré dans le but de « reconstruire les principes de production de comportements adéquats du point de vue scolaire » (Lahire, 1995 : 247). L'étude des activités de sociabilité scolaire fournit de nouveaux éléments dans l'explication de ce surinvestissement scolaire avec, en bout de parcours, de bons résultats obtenus. Nous pouvons dire, en nous appuyant sur les taux de réussite affichés par les élèves que le milieu

scolaire comme espace de socialisation susceptible de créer par l'intermédiaire de collectifs d'acteurs une ambiance scolaire favorable aux études, secrète de la vocation scolaire.

Les modes de sociabilité scolaire, les pratiques associatives orientées vers l'école (Club d'anglais etc.) sont des moments privilégiés au cours desquels les ambitions scolaires peuvent naître ou s'affirmer. Dans ce sens, l'école est loin d'être un simple lieu de validation des acquis familiaux. L'espace scolaire apparaît ici comme le lieu d'invention et d'appropriation des ressources sociales, économiques et culturelles utiles à l'école.

8.4.3 - Tel père, telle fille ?

Il existe des processus sociaux, en milieu scolaire à travers lesquels les élèves accèdent à la vocation et à des projets scolaires. Les groupes de travail apparaissent comme des lieux favorisant, valorisant, légitimant et donnant sens au surinvestissement scolaire des élèves. Le discours des lycéens participant aux activités de sociabilité, révèle une autre dimension de cette vocation scolaire que l'école est susceptible de faire naître chez les lycéens. Il s'agit d'une volonté de réussites scolaire et sociale que créent chez les élèves issus de familles modestes, le constat de l'échec parental et de la précarité familiale. Chez les lycéennes, la prise de conscience est double. D'une part, les élèves insistent sur les conditions de vie précaire des parents et d'autre part, sur les idéologies et les pratiques sexuées organisant les rôles familiaux et les choix matrimoniaux. Les lycéennes de familles défavorisées ont la certitude qu'elles devront une amélioration de leur condition sexuée, à une meilleure intégration dans les structures économiques.

Conclusion

L'étude des activités de sociabilité scolaire développées dans les groupes de travail, permet de rappeler que les énoncés, en sociologie, restent toujours en partie liés à des contextes spécifiques (Passeron, 2001). Les politiques d'ajustement au Sénégal ont rendu difficiles les conditions de vie des populations. Elles ont favorisé en même temps, l'entrée en scène de collectifs d'acteurs, les groupes de travail, qui font dorénavant partie des principaux animateurs de la vie scolaire. L'appauvrissement de la majorité des sénégalais, engendré par les politiques d'austérité imposées par le FMI et la Banque mondiale, à partir des années 1980, a poussé certains citoyens à réclamer « des ajustements structurels à visage humain », devant tenir compte impérativement du désastre social des précédentes réformes.

Le phénomène de confiscation de l'espace scolaire

L'instabilité permanente qui agite le système d'enseignement sénégalais où professeurs et élèves alternent les mouvements de grève, depuis les politiques d'austérité, les premiers pour la valorisation de leurs salaires, les seconds pour de meilleures conditions d'études, a créé une situation propice au développement des activités de sociabilité scolaire. Les groupes de travail occupent une place centrale dans cette étude, ils apparaissent comme des espaces d'organisation des activités de sociabilité où chaque élève vise l'amélioration de son niveau scolaire, et contribue indirectement à l'amélioration des performances scolaires de ses camarades.

A quoi renvoie l'instabilité dans laquelle l'école sénégalaise est plongée ? Dans les faits, elle s'explique principalement par les grèves scolaires. Cette instabilité aboutit à un phénomène de confiscation de l'espace scolaire. La confiscation de l'espace éducatif se révèle à l'analyste de deux manières, selon qu'il s'intéresse à la recrudescence de la contestation ou aux moyens de pression dont disposent les mouvements revendicatifs. D'une part la multiplication des scènes de revendication dans l'espace scolaire, a rendu incontournables les acteurs de la contestation. Ces derniers occupent de plus en plus de place, dans le jeu scolaire où, confrontations et rapports de force mettent directement aux prises, selon les circonstances, autorités étatiques ou leurs représentants, syndicats d'enseignants et collectifs d'élèves. D'autre part, l'interruption à répétition des cours de classe, moment de transmission « officielle » du programme d'enseignement, a donné à ces acteurs de la contestation des moyens de pression énormes sur les autorités étatiques.

Les groupes de travail, espace alternatif et concurrent de la transmission des contenus d'enseignement

Les interruptions intempestives des cours de classe ont conduit les élèves à se tourner de plus en plus, vers des espaces alternatifs et concurrents de transmission des contenus scolaires. Les groupes de travail apparaissent ainsi aux yeux des élèves, comme des espaces privilégiés où non seulement ils peuvent entrer en interaction les uns avec les autres, échanger sur les difficultés rencontrées dans les diverses disciplines, s'organiser collectivement en vue de combler les lacunes dues aux aménagements du programme d'enseignement, mais aussi confronter leurs projets scolaires, professionnels, matrimoniaux etc.

Les pratiques éducatives observées dans les groupes de travail, espace alternatif d'accès aux savoirs scolaires, apparaissent comme une réponse, sur le plan éducatif à un problème de dimension nationale lié au caractère erratique de la transmission des contenus d'enseignement et au manque d'accès par les élèves aux ressources sociales, économiques et culturelles valorisées par l'école. Notre propos centré sur l'émergence de ces nouveaux acteurs, montre clairement à quel point l'école sénégalaise, en crise, peine à assurer sa mission de transmission institutionnelle des savoirs scolaires, qui est au fond sa principale raison d'être.

L'enseignement tiré de l'étude des groupes de travail, montre que face à la « perte de prestige » de l'institution scolaire, comme centre décisionnel de l'avenir des élèves, et comme cadre de régulation des activités scolaires, de nouveaux acteurs ou forces sociales cherchent à prendre le relais, et à occuper le vide créé. Les élèves confrontés au niveau familial à l'absence de ressources économiques, aggravée par les répercussions des plans d'ajustement, et au niveau scolaire par l'impact négatif de ces plans d'ajustement sur le budget alloué au secteur éducatif, ressentent la nécessité de s'impliquer dans les groupes de travail. Ils trouvent dans la dynamique de ces collectifs d'acteurs, un espace social organisé autour de l'accompagnement vers la réussite scolaire, mais aussi de création de vocations scolaires et professionnelles ; autant de choses que l'institution scolaire peine de plus en plus à prendre en charge.

Les élèves confrontés au niveau familial à l'absence de ressources sociales, économiques et culturelles

L'implication des élèves dans les groupes de travail, espace où s'effectue une transmission informelle des contenus scolaires, permet ici de mieux comprendre les facteurs familiaux et sexués influant sur la construction sociale des trajectoires scolaires. La difficulté d'accès aux différentes ressources sociales et économiques, fait des pratiques éducatives observées dans les groupes de travail, une activité de sociabilité tournée vers l'optimisation collective des ressources individuelles, en vue d'améliorer le niveau scolaire de chaque élève.

La situation parentale et l'appartenance sexuelle de l'élève commandent l'accès aux ressources familiales. Cet inégal accès aux ressources conduit garçons et filles à se situer sur des temporalités scolaires très différentes et à une différenciation de leurs projets scolaire, professionnel et matrimonial. Les modèles de socialisation orientent les projets des élèves. Ces projets apparaissent à la fois comme un révélateur de la vision que les élèves ont de l'avenir et de leurs capacités à « s'extraire des contraintes familiales ».

Les modèles introverti et extraverti de socialisation, espaces de régulation de l'activité scolaire

La prégnance des modèles extraverti et introverti de socialisation joue sur le niveau de participation des élèves aux activités de sociabilité scolaire. Garçons et filles élaborent leurs projets en fonction des normes et des valeurs prônées dans le modèle social. Le modèle de socialisation introverti tourné vers la sphère privée, encadre les projets féminins tant sur le plan scolaire que professionnel et matrimonial. L'inculcation des normes sexuées à travers

cette socialisation introvertie conduit les filles à mettre l'accent sur leur projet matrimonial au détriment, non seulement de leurs études, mais aussi des diverses activités se déroulant dans la sphère publique (politiques, économiques etc.). Le désir d'accès au marché de l'emploi, dans une temporalité scolaire très courte, pousse les filles à se détourner de l'enseignement général, considéré de plus en plus comme une destination sans avenir. Dans la mesure où les filles affirment qu'elles veulent se marier tôt, elles se ferment les portes d'accès aux longues études que seule une faible minorité parvient à atteindre. Dès lors, on comprend mieux l'intérêt des filles pour les filières techniques et la formation professionnelle.

L'activité des filles est principalement tournée vers l'apprentissage domestique. Cette occupation contraignante les amène à faire un usage limité des groupes de travail. Les activités des garçons visent la réalisation de leurs projets scolaires et professionnels. Si les modèles familiaux valorisent cet investissement masculin vers la sphère publique, les représentations sociales véhiculées par des proverbes, des formules sentencieuses, et des contes leur rappellent qu'ils font partie intégrante « des structures alimentaires de la parenté » (Meillassoux, 1975) et qu'ils sont à ce titre, les principaux soutiens matériels de la famille.

Les transformations en cours dans les modèles familiaux

Les modèles familiaux acceptent ou tolèrent en fonction de la manière dont sont perçues les relations hommes-femmes, que les filles investissent d'autres domaines d'activités comme l'école, mais exigent qu'elles sachent avant tout cuisiner, s'occuper d'une maison, d'un époux, de la beau-parenté etc. Ces normes sexuées constituent la conformité sociale. La non-conformité des attitudes se paie au prix fort, au moment de la négociation matrimoniale dans la mesure où, ce non-conformisme entraîne un jugement moral. L'union matrimoniale est loin

d'être perçue dans les modes de sociabilité sénégalaise comme une affaire individuelle ou d'intimité. Elle constitue une entreprise sociale¹⁰⁵ pouvant mobiliser des ensembles aussi vastes que le quartier ou la communauté etc. « Aujourd'hui, les événements cérémoniels familiaux (liés à l'alliance, à la naissance, ou à la mort) sont l'occasion de paiements et d'échanges cérémoniels d'argent qui produisent, relancent ou commémorent des relations sociales à travers lesquelles des personnes sont construites et la société se reproduit. La circulation cérémonielle mobilise des sommes considérables par rapport au niveau de vie et sans comparaison par rapport à ce qui peut circuler dans d'autres espaces sociaux. Ce sont les seules occurrences de la vie sociale où l'ensemble des relations socio-matérielles d'une personne se cristallise et se concentre entre ses mains » (Ellison et Moya, 2005).

Les transformations en cours dans les structures familiales se mesurent aux relations que les élèves entretiennent avec les modèles parentaux. Notre enquête montre que l'acceptation « naturelle » de l'asymétrie des rôles domestiques est confrontée à une expérience sociale des lycéennes à la fois traumatisante et schizophrénique. Cette expérience remet en cause de façon sélective, la prééminence masculine. L'accès à la propriété, les rapports filiaux, les questions liées à la formation et à l'emploi sont autant d'espaces investis par les lycéennes et où les hommes reçoivent les coups de butoir répétés qui accompagnent l'assaut féminin contre ces forteresses masculines longtemps imprenables. La schizophrénie tient au fait que certains bastions de la prééminence masculine s'entourent encore de sacralité. Les lycéennes pianotent tantôt sur une touche traditionnelle tantôt sur une touche religieuse, pour justifier la domination des hommes. S'il est possible d'imputer le contournement de ces « bastions masculins » à de la « diplomatie sociale », une des explications majeures se trouve dans la

¹⁰⁵ Dans l'univers wolof l'environnement familial des époux est très important et est pris en compte dans le choix du conjoint dans la mesure où une expression dit que « jabar goro » pour signifier le fait que la beau parenté peut jouer un rôle négatif et réussir à briser le couple s'il n'est pas bien choisi. Cette expression m'a été rappelée par mon père lors de nos discussions téléphoniques sur les traditions wolof.

socialisation introvertie que reçoivent très tôt les jeunes filles sénégalaises. L'orientation des activités féminines vers la sphère privée, amène les lycéennes « à survaloriser le statut d'épouse et l'importance de l'homme dans leur vie ». (Nanitelamio, Antoine, 1995 : 14).

Pourtant comme les lycéennes le font remarquer, l'intégration des femmes dans le tissu économique est la nouvelle donne sociale. L'intériorisation des normes sociales fait que même l'accès féminin aux ressources économiques n'entraîne pas forcément, dans la société sénégalaise la redéfinition des rôles sexués. En effet si l'évènement cérémonial officialisant le mariage regroupe la famille ou la communauté, la manière dont le couple gère la maison relève d'un secret. Le manque de revalorisation des positions féminines s'explique par la nécessité ressentie par les femmes d'euphémiser voire de dissimuler (Blöss, 2002 :10) aux yeux de l'entourage et des « *nawlé* »¹⁰⁶, leur rôle de principal contributeur aux finances de la maison. La divulgation de ce secret peut diminuer le prestige social du couple bâti sur le modèle familial où l'homme prend en charge les besoins matériels de la maison.

Les groupes de travail permettent une meilleure intégration scolaire et sociale des élèves. Ils favorisent la mise en place de canaux d'échanges entre des groupes sociaux très hétérogènes. Les activités collectives à travers lesquelles les élèves améliorent quotidiennement leur niveau scolaire, dans les matières au programme, créent des expériences sociales et scolaires uniques. Celles-ci favorisent la transmission et le transfert de dispositions sociales et culturelles au profit du collectif. Les types de biens matériels, immatériels et symboliques échangés dépendent des capitaux sociaux et culturels des participants. Ces biens sont mis à la disposition du groupe.

¹⁰⁶ Nawlé, terme wolof désignant les personnes du voisinage avec lesquelles on entretient une relation empreinte de respect.

Les échanges de documents et de supports facilitant par exemple l'apprentissage des langues enseignées à l'école, sont monnaie courante dans les groupes. Les élèves sont intégrés dans un réseau de relations familiales permettant l'accès à quantité d'informations utiles pour les camarades. La circulation de ces informations est capitale pour les élèves issus de milieux modestes dans la mesure où notre enquête montre qu'il existe un décalage et une « liaison impossible » (Lahire, 1995) entre les élèves issus de milieux défavorisés dépourvus d'expérience scolaire et l'environnement éducatif où ils jouent leur partition scolaire. D'où l'aveu de l'élève admettant qu'elle ne discute pas avec ses parents de ses projets scolaires et professionnels.

L'absence de recherche sur les groupes de travail, obstacle à la prise en compte des activités de sociabilité scolaire dans l'élaboration des politiques publiques.

L'absence de lignes claires dans les politiques éducatives, au-delà du programme concernant la « scolarisation universelle », a favorisé une myopie et par conséquent le désintérêt pour les acteurs scolaires participant à faire vivre et « à muscler » le secteur éducatif. L'école sénégalaise vit dans une crise permanente depuis le début des ajustements structurels. L'espace scolaire est devenu un lieu où alternent explosions de violence et accalmie pendant lesquelles les élèves réclament des pouvoirs publics, une plus grande prise en charge, la mise à disposition de moyens d'études etc. La connaissance du fonctionnement interne des groupes de travail est plus que nécessaire, pour rendre efficace les politiques éducatives touchant à l'enseignement secondaire.

Cette conclusion permet en outre de s'interroger sur les dispositifs sociaux et financiers à inventer pour mettre les collectifs d'acteurs présents en milieu scolaire, en situation de mieux

jouer leur rôle de « passeur » de contenus scolaires, socioculturels et informatifs. Il ne serait peut-être pas vain de mener une réflexion qui aiderait à faire passer les groupes de travail des cadres informels où ils sont cantonnés jusque-là, à des cadres plus formels incluant l'affectation de différents types de ressources. Les interactions entre filles et garçons gagneraient peut-être à être renforcées malgré les résultats scolaires mitigés enregistrés dans les groupes mixtes. Les interactions entre élèves issus de différents groupes sociaux mériteraient elles aussi, une attention particulière. Ces différents types d'interaction assez inattendue entre élèves sont à encourager à notre avis, dans la mesure où ils contribuent à la réduction des barrières sociales entre groupes sociaux.

Les pratiques éducatives développées dans les groupes de travail, permettent de redécouvrir le collectif à un moment où le milieu éducatif est de plus en plus appréhendé à partir de schémas individualistes. Les groupes présents dans le cycle secondaire secrètent du lien social à travers des démarches, où les élèves sont eux-mêmes au cœur de l'initiative et du débat. Jusqu'à présent, les dispositions sociales, économiques et culturelles sous la forme souvent de propriétés incorporées venaient éclairer les trajectoires scolaires. L'apparition de collectifs d'acteurs, situés au croisement de la famille et de l'école, capables de maintenir dans la durée l'intensité des échanges entre groupes sociaux hétérogènes, ouvre de nouvelles perspectives théoriques. Le travail informel de transmission des contenus scolaires observé dans les groupes, permet de nourrir le débat sur l'école, et rappelle les enjeux de plus en plus occultés que constitue la question de la reproduction sociale et sexuée.

Bibliographie

ADJAMAGBO Agnès, ANTOINE Philippe, DIAL Fatou Binetou, « Le dilemme des dakaroises entre travailler et "bien travailler" », *Document de travail DIAL / Unité de recherche CIPRE*, IRD septembre 2003.

ALTINOK Nadir, « La Banque Mondiale et l'Education en Afrique Subsaharienne : De grandes paroles pour de petites actions », *Cahiers de l'IREDU N°64*, Décembre 2003, 225 p.

ANTOINE Philippe, « Le travail après la retraite ? Comparaison de la situation entre sept capitales africaines », *Document de travail DIAL / Unité de recherche CIPRE*, IRD 2006.
<http://www.erudit.org/livre/aidelf/2006/001424co.pdf>

ANTOINE Philippe, BOCQUIER Philippe, FALL Abdou Salam, GUISSSE Youssef, NANITELAMIO Jeanne, *Les familles dakaroises face à la crise*, Dakar, IFAN, IRD, CEPE, 1995, 211p.

ARBORIO Anne-Marie, *Un personnel invisible. Les aides-soignantes à l'hôpital*, Paris, Anthropos, 2001.

BALLION Robert, *La Bonne Ecole*, Paris Hatier, 1991.

BALLION Robert, *Les consommateurs d'Ecole*, Paris Stock, 1982.

BAUDELLOT Christian, Cartier Marie et Deprez Christine, *Et pourtant ils lisent...* Paris, Seuil 1999.

BAUDELLOT Christian, ESTABLET Roger, *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspéro, 1997.

BAUDELLOT Christian, ESTABLET Roger, *Allez les filles !*, Paris, Seuil, 1992.

BAUMANN Eveline, « L'ajustement structurel au service de la société civile ? Réflexions à partir d'exemples sénégalais », *ORSTOM*, Paris, IEDES, 1998, pp. 27-62.

BERTHELOT Jean Marie, *Le piège scolaire*, Paris; PUF, 1983.

BLÖSS Thierry, « Travail domestique et responsabilités parentales : présupposés et paradoxes de l'action publique », *Revue Informations Sociales*, CNAF, n°154, 2009.

BLÖSS Thierry, (sous la direction) *La dialectique des rapports hommes-femmes*, PUF, 2001.

BLÖSS Thierry, *Les liens de famille. Sociologie des rapports entre générations*, PUF, 1997.

BLÖSS Thierry, « L'individualisme dans la vie privée, mythe ou réalité ? » *Revue Projet* N°271, Paris, 2002, pp.71-80

BLÖSS Thierry, **ERLICH Valérie**, « Les nouveaux "acteurs" de la sélection universitaire : les bacheliers technologiques en question », *Revue française de sociologie*, n°4, octobre-décembre 2000, pages 747-775.

BLÖSS Thierry, **FRICKEY Alain**, *La femme dans la société française*, PUF, coll « Que sais-je », 1996.

BLÖSS Thierry, **ODENA Sophie**, « Idéologies et pratiques sexuées des rôles parentaux », *Dossiers de la petite enfance*, n°80, 2005.

BLÖSS Thierry, **GROSSETTI Michel**, *Introduction aux méthodes statistiques en sociologie*, Paris PUF, coll. Le sociologue, 1999.

BOLTANSKI Luc, *Les cadres : formation d'un groupe social*, Minuit 1982.

BOLTANSKI Luc, **THEVENOT Laurent**, *De la justification : les économies de la Grandeurs*, Paris Gallimard, 1991.

BONNARDEL Régine, *Saint-Louis du Sénégal, Mort ou naissance ?* L'Harmattan, 1993, 341p.

BOURDIEU Pierre, *La Noblesse d'Etat*, Paris, Minuit 1989

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean Claude, *Les héritiers*, Paris, Minuit 1964

BOURDIEU Pierre, « L'école conservatrice, les inégalités devant l'école et devant la culture », *Revue Française de sociologie*, 1966, vol 7, p325-347.

BOURDIEU Pierre, CHAMPAGNE Patrick, « Les exclus de l'intérieur », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 1992, Vol. 91, pages 71-75.

BOURDIEU Pierre, « Les trois états du capital culturel », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 1979, Vol. N°30, pp.3-6.

BOUDON Raymond, *Les méthodes en sociologie*, Paris, PUF, 1984.

BOUDON Raymond, *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, Armand Colin, 1973.

BRILLEAU Alain, ROUBEAU François, TORELLI Constance, « L'emploi, le chômage et les conditions d'activité », *stateco* n°99, 2005.

CAMARA Amadou, NDOYE Abdou Karim, « Sénégal : une école sans société », *Revue des sciences de l'éducation*, Vol 17, N°3, 1991, pp.491-498.

CAVICCHIO Vittoria, D'AMICO Sabrina, « L'éducation des filles dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne », *GRETAF*, document dactylographié, 4 février 2004, 24 p.

CHARLOT Bernard, *L'école en mutation*, Paris, Payot, 1987.

CISSE Mamadou, « Langues, Etat, et sociétés au Sénégal », *Revue Sud Langues* n°5, 2005, 135p.

CORDIE Anny, *Les cancrs n'existent pas*, Paris, Seuil, 1993.

COURBAGE Youssef, « Sur les pas de l'Europe du Sud, la fécondité au Maghreb », <http://www.un.org/esa/population/publications/completingfertility/RevisedCourbagepaper>.

DAFF Moussa, « Présentation de la situation du français au Sénégal à travers la grille d'évaluation des situations de francophonie élaborée par Robert Chaudenson ». In *Francophonie : représentations, réalités, perspectives, Langues et développement*, Paris : Didier Erudition, 1990, pp. 138-159.

DAUNE-RICHARD Anne Marie, « Hommes et femmes devant le travail et l'emploi, in *La dialectique des rapports hommes femmes*, Blöss Thierry (sous la direction), PUF, 2001, pp. 127-150.

DEVINEAU Sophie, « L'école pour les femmes : rapports sexués aux savoirs professionnels chez les candidats de l'I.U.F.M. », *Revue Orientation scolaire et professionnelle*, Mars 2006/ vol. 35/ n.1.

DIAGNE Abdoulaye, DOVOEDO Amen, « Décisions de scolarisation primaire des ménages et niveau de vie au Sénégal », *Document de travail MIMAP/SENEGAL, UCAD/FASEG, Novembre 2003, 34p.*

DIAGNE Alioune, « L'insertion professionnelle des jeunes à Dakar, une tendance vers plus de précarité en début de vie active », *Revue Erudit.org, Populations et travail, dynamique démographique et travail*, 2006, pp1031-1054.

DIAL Fatou Binetou, *Mariage et divorce à Dakar, Itinéraires féminins*, Khartala, 2008, 154p.

DIAOUNE Amadou, « Le PAS et l'emploi : le désastre social, l'exemple du Sénégal », Document de travail, 2000 unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/.../UNPAN006719.pdf

DIENG Amady Aly, *Notes de lecture d'un dissident africain*, Le Nègre éditeur, 2010, 559 p.

DIENG Amady Aly, *Réflexions sur les problèmes de l'Afrique noire*, Le Nègre éditeur (à paraître en 2014).

DIOP Momar-Coumba, *Le Sénégal : Trajectoire d'un Etat*, CODESRIA, 1992, 501 p.

DIOP Abdoulaye Bara, *La famille wolof : Tradition et changement*, Khartala, 1985, 262.

DIOUF Makhtar, « La crise de l'ajustement », *Revue Politique africaine*, Vol N°45, 1992.

DUPUIS Francis, *Anthropologie économique*, Armand colin, 2008.

DURU-BELLAT Marie, JARLEGAN Annette, « Garçons et filles à l'école primaire et dans le secondaire », in *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Thierry BLOSS, (sous la direction de) Paris, PUF, 2001, pp.73-83.

DURU-BELLAT Marie, *L'école des filles*, Paris, L'Harmattan, 1990.

EHRENBERG Alain, *la société du malaise, Le mental et le social*, Odile Jacob, 2010.

ELLISON Nicolas, MOYA Ismael, « Modernités économiques et normativité sociale. Perspectives comparatives sur le statut de l'économie dans les marges de la mondialisation », Document provisoire mis en ligne par le projet *Melissa*, 2005 http://www.melissa.ens-cachan.fr/IMG/pdf/elisson_moya.pdf

ERLICH Valérie, « Entrée dans l'enseignement supérieur et manières d'étudier », in *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Thierry BLOSS, (sous la direction de) Paris, PUF, 2001, pp. 89-101.

ESTABLET Roger, *L'école est-elle rentable ?*, Paris PUF, 1987.

ESSONO Louis-Martin, « Les classes multigrades pour développer la scolarisation en Afrique », *Thot Cursus*, N° 3-5-2004

FADIGA Maïmouna, *Etude longitudinale rétrospective sur l'efficacité externe et l'équité d'accomplissement des diplômés sénégalais de l'ENSETP de 1981 à 1994*, Thèse de doctorat soutenue en octobre 2003 à Louvain la Neuve, Belgique.

GUERIN Isabelle, « Le sexe de la monnaie », *Le Journal des anthropologues*, 90-90, 2002, pp.213-230.

GUEYE Babacar, « Au commencement était le rap », source : *chimurenga online*

GUEYE Mame Safietou Djamil, *Genre et gouvernance urbaine au Sénégal*, L'Harmattan, 2010.

GUICHARD Jean, *L'école et les représentations d'avenir des adolescents*, Paris, PUF, 1993.

HABERMAS Jürgen, *L'espace public*, Payot, 1993.

KEBE Mababou, CHARBIT Yves, « Genre et vulnérabilité au Sénégal : les femmes chefs de ménages », *Migrations internationales et vulnérabilités*, vol. 23-n°3, 2007, pp. 51-65.

LAHIRE Bernard, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard / Seuil, coll. « Hautes Etudes », 1995.

LAHIRE Bernard, *Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de l'« échec scolaire » à l'école primaire*, Lyon, PUL, 1993.

LAHIRE Bernard, *Les manières d'étudier*, Paris, La Documentation française, 1997.

LY Boubacar et Makhtar Diouf, « Ajustement structurel, emploi et pauvreté », *Addis-Abbeba*, PECTA-BIT, 1989.

LY El Housseynou et al ., « Diagnostic des politiques sociales au Sénégal », *Revue CRDI*, 1999.

MARO Malamine, *Les associations sénégalaises en France à l'épreuve du co-développement*, Université d'Evry Val d'Essonne, DEA, 2005.

MARTUCELLI Danilo, *Décalages*, Paris, PUF, 1995.

MEILLASSOUX Claude, *Femmes, Greniers et capitaux*, Khartala, 1992.

MERON Monique, SILVERA Rachel, *Travail, genre et sociétés*, La Découverte, 2006.

MERVELLET Nathalie, « Sénégalaise monte en puissance », *L'Est Républicain*, 21 Mars 2008.

MILNER Jean Claude, *De l'Ecole*, Paris, Seuil, 1984.

NDIAYE Lamine, *Parenté et mort chez les wolof : Tradition et modernité au Sénégal*, Khartala, 2009.

NDIAYE Moustapha, « plaidoyer pour l'apaisement des crises scolaires dans la région de Thiès », 2009 <http://www.pplateforme-ane.sn>

NIASSE Babacar, *L'enseignement supérieur à l'heure de la mondialisation : état des lieux, stratégies et qualité dans les établissements privés d'enseignement supérieur au Sénégal*, Mémoire de Master, Ucad, Fastef, 2009

MONDAIN Nathalie, DELAUNAY Valérie, ADJAMAGBO Agnès, *Maternité et mariage en milieu rural sénégalais*, IRD, 2004.

MONDAIN Nathalie, DELAUNAY Valérie, LEGRAND Thomas, « L'évolution de la polygamie en milieu rural sénégalais : institution en crise ou en mutation ? », *Cahiers québécois de démographie*, vol 33, n°2, 2004.

NANITELAMIO Jeanne, ANTOINE Philippe, « Peut-on échapper à la polygamie à Dakar ? » *Les dossiers du Ceped*, N°32, Septembre 1995.

NDIAYE Malick, *L'éthique cedido ou le comportement culturel des sénégalais d'aujourd'hui*, Dakar, Presses Universitaires de Dakar, 1997.

NIANE Babacar, « Le rap au Sénégal : les paradoxes d'un spleen », *Ucad/Fastef*, 2011.

NIANG Ndèye Tening, *La scolarisation des filles au Sénégal : une approche historique et sociologique*, Mémoire DEA, Université de Genève, 2006.

PASSERON Jean-Claude, « Les formes de preuves dans les sciences historiques », *Revue européenne des sciences sociales*, N°XXXIX-120, 2001, pp.31-76.

PILON Marc, « Confiage et scolarisation en Afrique de l'Ouest », *IRD-UERD*, 2003.

PIRAUX Joëlle, « Groupements de femmes rurales au Sénégal. Espaces de liberté ou plateformes pour le changement ? » *Bulletin de l'APAD*, 2000.

POSTIC Marcel, *La relation éducative*, Paris, PUF, 1992.

PROST Antoine, *L'enseignement s'est-il démocratisé ?*, Paris, PUF, 1986.

RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, TORELLI Constance, « La mesure de l'emploi et du secteur informel », *Stateco* n°104, 2009.

RIVET Daniel, *Le Maroc, de Lyautey à Mohammed V : le double visage du protectorat*, Paris, Denoël, 1999, 278p.

ROBIN Jean Marc, *Les parents éduqués et la réussite scolaire*, Académie de Toulouse, 2009.

RICCI Shryock, Les filles sénégalaises forcées d'abandonner l'école, *Novembre 2010*, *Unicef.org*.

ROY Delphine, « Tout ce qui est à moi est à toi ? ». Mise en commun des revenus et transferts d'argent dans le couple », *Terrain*, n°45, pp.41-52.

SALL Hamidou Nacuzon, *Efficacité et équité de l'enseignement supérieur*, Thèse de doctorat, Université Catholique de Louvain, 1996.

SAMB Moustapha, « Médias et langues nationales au Sénégal », *Revue Sud Langues*, N°9, 2008

SARR Fatou, « Analyse de la situation des enfants au Sénégal », *Rapport de Synthèse*, Décembre 2001, 68p.

SECK Tom Amadou, *La Banque mondiale et l'Afrique de l'Ouest. L'exemple du Sénégal*, Publisud, Paris, 1997.

SIDIBE Doudou, *Démocratie et alternance politique au Sénégal*, L'Harmattan, 2006, 210p.

SY Harouna, « Grève scolaires et universitaires au Sénégal : La mécanique revendicative et ses cadres organisationnels », *FASTEF*, 2008

SY Habib Jacques, « Pauvreté et hégémonismes : les sociétés civiles africaines face aux ajustements de type nouveau, le Sénégal à l'épreuve, » www.aidtransparency.org/ (Dakar : *AT/OXFAMAMERICA*, 2002).

TAMBA Moustapha, « L'enseignement supérieur privé au Sénégal », *Colloque de Ouagadougou, Burkina Faso*, 2004.

THOMAS Karine, *L'éducation des jeunes filles au Sénégal de 1930 à 1960*, Mémoire de Maîtrise, Université Paris VII, 1994.

VANDERMOTTEN Cécile, *Géopolitique de la vallée du Sénégal, Les flots de la discorde*, L'Harmattan, 2004, 165 p.

VAN HAECHT Anne, *L'école à l'épreuve de la sociologie, Bruxelles*, De Boeck- Ed universitaires, 1990.

WEBER Max. : *Economie et société*, Presses Pocket coll. Agora ; 1995

ZAHY Khadidja, *L'orientation dans l'enseignement secondaire et supérieur au Maroc : de l'inégalité d'accès à l'inégalité des parcours*, Thèse de doctorat de sociologie, Université de Toulouse Le Mirail, 2002.

Rapports / Enquêtes

Rapport d'activités, 2005-2006, *Office du Baccalauréat, document photocopie de 30 pages;*
janvier 2007.

Rapport du MEN (Ministère de l'éducation nationale) : *Coût-efficacité dans l'enseignement
moyen et secondaire, Juillet 2000.*

Rapport du Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement social, *Base des
inégalités entre les sexes au Sénégal;* juillet 2004, Document photocopie.

UNESCO : Effets des programmes d'ajustement structurel sur l'éducation et la formation,
Vingt huitième session, 1995 <http://unesdoc.unesco.org.pdf>

UNESCO : Plan de développement pour l'éducation des filles au Sénégal, 2008

WALF : Volontaires de l'éducation : le soutien de l'UNESCO, *Walfadrji, 13, 12, 1995*

ESP : Enquête Sur les Priorités au Sénégal : *Document de travail photocopie, 1991*

Sites consultés

<http://89.snuipp.fr/spip.php?article52>

<http://www.ibe.unesco.org/International/ICE47/English/Natreps/reports/morocco.pdf>

http://www.melissa.ens-cachan.fr/IMG/pdf/elisson_moya.pdf

http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/num-dakar-02/010015255.pdf

<http://www.erudit.org/livre/aidelf/2006/001424co.pdf>

<http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/stateco/stateco99/stec99d.pdf>

doc-aea.aide-et-action.org/data/admin/scol_fi_-_gretaf.doc

<http://www.un.org/esa/population/publications/completingfertility/RevisedCourbagepaper>

<unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/.../UNPAN006719.pdf>

<http://unesdoc.unesco.org.pdf>

<Unicef.org>

<www.aidtransparency.org>

<http://unesdoc.unesco.org.pdf>

<http://www.diasponews.com/2012/07/10/>

http://www.pep-net.org/fileadmin/medias/pdf/files_events/3rd_dakar/Abdoulaye_Diagne.pdf

PARTIE ANNEXES

Annexe 1 :

**Les outils d'enquête : Le
questionnaire et les guides
d'entretien**

1. Le questionnaire

Nom :.....Prénom :.....

Age :

LV2 choisie :.....

Vivez-vous chez vos parents ou chez votre tuteur/ tutrice ?.....

Dans quel quartier ou village environnant habitez-vous ?.....

Quel lien de parenté avez-vous avec votre tuteur/tutrice ?.....

Profession du père :.....

Lieu de résidence du père :.....

Profession du tuteur s'il y a lieu :.....

Lieu de résidence du tuteur :.....

Profession de la mère :.....

Lieu de résidence de la mère :.....

Qui paie vos études ?.....

Combien de frères et de sœurs avez-vous ?.....

Avez-vous fréquenté l'école maternelle ?.....

A partir de quelle classe avez-vous intégré l'enseignement privé ?.....

Différents établissements publics et privés fréquentés depuis la sixième :.....

.....

.....

.....

Quels sont les raisons qui vous ont poussé à vous inscrire dans le privé ?.....

.....

.....
Citez les différents séries que vous avez fréquenté depuis la seconde :.....
.....

Si cela ne dépendait que de vous, quelle filière d'étude auriez-vous choisi L, S1 ou S2* ?.....

Avez-vous un frère ou une sœur à l'université ?.....

Votre lieu d'habitation est-il éloigné de votre établissement scolaire ?.....

Vos parents ou tuteur/tutrice suivent-ils de près vos études ?.....
.....

Quels sont vos projets d'études ?.....
.....
.....

Etes-vous bien soutenu(e) par votre entourage dans ce projet ?.....
.....

Comment ce projet est-il né ?.....
.....
.....

Est-ce que vous vous occupé des tâches domestiques à la maison ?.....
.....

Sont-elles nombreuses ?.....

Combien d'heures par jour ?.....

Empiètent-elles sur vos heures de révision ?.....

Avez-vous déjà participé à un groupe de travail entre élèves ?.....

Comment le groupe a-t-il été formé et combien étiez-vous de filles et de garçons ?....
.....
.....
.....

.....
Cette année ci, êtes-vous inscrit(e) à un cours de soutien ou participez-vous à un groupe de travail entre élèves ?.....

.....
Vous faites-vous aider régulièrement par un élève de classe supérieure ?.....

.....
La personne le fait-elle de manière gratuite ?.....

Habite-t-elle dans le même quartier que vous ?.....

Vous arrive-t-il de vous réunir entre camarades de classe ?.....

.....
Dans quel but ?.....

Vous prêtez-vous des livres entre amis ?.....

De quelle(s) personne(s) de votre classe vous sentez-vous proche / très proche ? (Donnez des noms si possible).....

.....
Espérez-vous aller à l'université ?.....

Si oui, pour y poursuivre quelles études ?.....

Entre le public et le privé, lequel choisiriez-vous ?... ..

Pourquoi ?.....

.....
Vers quel métier voulez-vous vous orienter plus tard ?.....

Comment est née cette vocation ?.....

.....
A quel âge souhaiteriez-vous vous marier ?

Que signifie pour vous l'émancipation ?.....

.....
.....

(Pour les filles) Avoir un métier est-ce important dans la vie de couple ?

.....

Comment vous voyez-vous dans l'avenir ?.....

.....
.....
.....
.....

(Pour les filles) Seriez-vous dans votre propre maison ou dans celle de votre mari ?...

.....

Donnez vos raisons :.....

.....
.....
.....

Fréquentez-vous la bibliothèque ?.....

Depuis quand ?.....

A quel(s) moment(s) de la journée ?.....

.....

Combien de temps restez-vous à la bibliothèque ?.....

Avec qui venez-vous le plus souvent à la bibliothèque ?.....

.....

Y travaillez-vous en groupe ?.....

.....

Qu'est-ce qui vous a donné l'idée de venir travailler à la bibliothèque ?.....

.....

.....

Est-ce que vous y empruntez des livres ?.....

Si oui, quel(s) genre(s) de livres ?.....

.....

Combien de livres empruntez-vous par mois ?.....

Est-ce que vous rencontrez des camarades de classe à la bibliothèque ?.....

.....

Pour y faire quoi ?.....

.....

.....

.....

Les livres que vous y empruntez ont-ils toujours un lien avec vos cours ?.....

.....

Quelles peuvent être les choses à améliorer dans la bibliothèque ?.....

.....

.....

***S1 : Sciences physiques et mathématiques**

***S2 : Sciences naturelles**

Les guides d'entretien

2. Guide pour l'entretien destiné aux élèves

Présentation de l'élève ou de l'étudiant, informations sur sa famille et son insertion dans l'établissement

I La première partie porte sur son parcours et ses performances scolaires

- Année d'inscription au lycée
- Nombre de redoublement
- Filière(s) suivie(s)
- Question sur le choix de la filière : les raisons de ce choix, ceux qui y ont contribué
- Fréquentation des écoles de la petite enfance
- Nombre d'ouvrages hors programme lus par année
- Lecture de périodique, journaux....

II La deuxième partie porte sur son milieu familial

Description de la famille et déterminants sociaux

1) Informations factuelles :

- Vit-il chez ses parents (père et mère réunis, chez son père, chez son père polygame, chez sa mère, ou chez sa mère coépouse, vit-il dans une famille adoptive ?)

- nature de l'activité professionnelle des parents (père, mère, et grands-frères)
- nombre de frères et sœurs
- nombre de sœurs et frères poursuivant des études (université – lycée – collège- primaire)
- lieu d'habitation : habite en ville, dans un quartier proche, habite au village
- bénéficie-t-il de cours de soutien :**

- au niveau de l'école (*gratuit – payant – combien d'heures par semaine, statut de la personne qui fait le soutien scolaire, mensualités...*)

- au niveau de la famille (*fait par un membre de la famille – par une personne extérieure – soutien gratuit – payant*)

2) Perception des parents ou du tuteur de l'école : (trouvent-ils utile de poursuivre de longues études etc.)

3) Représentations associées à l'école publique, représentations associées au privé (qu'est-ce qu'ils pensent du privé et du public etc.)

4) Les attentes de la famille

5) Le tuteur : S'agit du père, de la mère, de votre frère aîné etc.

III La troisième partie renvoie à son intégration au sein de l'école, aux relations nouées dans l'établissement

1) Qu'est-ce que l'élève pense de l'école en général et plus particulièrement de l'école qu'il fréquente

- de ses professeurs,
- de ses camarades de classes.
- Est-ce qu'ils se fréquentent en dehors de l'école ?
- Est-il suffisamment lié avec ses camarades ?
- Sont-ils nombreux, combien ?
- Les performances scolaires de ses camarades

2) L'origine sociale de camarades de classe,

3) Est-ce qu'ils travaillent en groupe en dehors de l'école ou bien discutent-ils des cours en dehors de l'établissement ?

4) Depuis quelle période se fréquentent-ils;

Empruntent-ils en commun des ouvrages à la bibliothèque

Font-ils circuler entre eux leurs livres respectifs ?

5) Projection dans l'avenir

6) Ses relations avec ses professeurs, leur influence sur ses choix disciplinaires

7) Conditions de travail à l'école :

Taille de la classe

IV Problèmes rencontrés au cours des études

1) Au niveau de l'accès à l'information

2) Au niveau de l'accès aux fournitures scolaires, aux livres etc.

3) Eloignement de l'école du lieu d'habitation.

4) Autres difficultés liées à la situation familiale

- par rapport au logement

- par rapport à l'alimentation

- par rapport au lieu de révision et de préparation des exercices et des devoirs à faire à la maison

3. Guide d'entretien pour le personnel enseignant dans les lycées

I Conditions générales d'études

- Conditions de travail dans l'établissement
- Perception de l'élève / Motivation de l'élève
- Ses fréquentations au niveau de l'établissement
- Ses absences
- Ses performances scolaires

II Déterminants familiaux de ses résultats scolaires

- Environnement familial,
- Intérêt familial pour les études de l'élève
- Entourage familial appartenant au monde de l'éducation

III Déterminants scolaires des performances scolaires

- Insertion dans un groupe de travail
- Relation privilégiée avec l'enseignant,
- Prêts de livres entre camarades de classe.
- Fréquentation et prêt de livres à la bibliothèque
- Participation aux associations culturelles : club de philosophie, club de littérature, club d'anglais, d'allemand etc.

Annexe 2 :
L'agenda d'enquête

Agenda d'enquête

Enquêtes menées au cours de deux séjours de 4 mois environ pendant les années scolaires 2007/2008 et 2008/2009 dans les établissements suivants de la région de Thiès :

Etablissements publics :

Lycée Malick Sy

Etablissement privé d'enseignement :

Lycée Bédé Yacine de Thiès

Nombre d'établissements publics : 1

Total des établissements privés d'enseignement : 1

I : Objectif de ce premier contact avec le terrain :

- 1 : Connaître le nombre d'inscrits dans chaque établissement
- 2 : Connaître le total des inscrits garçons et filles dans chaque établissement
- 3 : Connaître le % des passages en classe supérieure durant des trois dernières années
- 4 : Connaître la répartition par sexe de ce passage en classe supérieure
- 5 : Connaître les CSP des parents de tous ces élèves redoublant ou passant en classe supérieure
- 6 : Connaître le taux de réussite au Baccalauréat dans le lycée choisi
- 7 : Connaître le lieu de résidence des élèves passant en classe supérieure
- 8 : Répertorier tous les groupes de travail en cours de formation ou déjà formés
- 9 : Distinguer les élèves qui vivent en ville de ceux qui rentrent au village chaque jour
et étudier les modes de fonctionnement différents que cela opère
- 10 : Etudier la répartition des élèves dans les filières et les disciplines.

II : Procéder à un échantillonnage

1 : Faire une sorte de biographie des individus de l'échantillon

2 : Voir leur implication dans les groupes de travail,

3 : Etudier de manière générale les liens « scolaires » et familiaux qui ont un impact sur « la vie scolaire » des élèves

4 : Suivre l'échantillon tout au long de l'année pour voir l'impact de tous ces points notés ci-dessus sur les résultats scolaires

5: Voir la manière dont l'orientation dans les filières s'effectue et étudier les facteurs participant de ce choix dans les divers champs disciplinaires ou les choix de métiers

Annexe 3 :
Coupures de presse

SÉNÉGAL: RISQUE D'ANNÉE BLANCHE À L'ÉCOLE



Le regard plongé dans le vide, comme pour chercher les portes d'un avenir incertain, ces deux lycéens respirent l'air frais de ce lundi matin hors des classes. Ces derniers jours la grève des professeurs a vidé les classes du lycée Moderne de Rufisque de sa population scolaire. Malik est un jeune lycéen en classe de terminale, lui et ses amis viennent chaque matin au lycée pour organiser des groupes de travail malgré la grève.

« Nous n'avons même pas encore terminé notre premier chapitre du programme de Philosophie. C'est très grave. Comment avec cette situation allons-nous avoir un bon niveau et être prêt pour le baccalauréat ? A ce rythme là, l'année blanche est souhaitable pour nous », se désole Malik.



Le mois de mars qui est sensé être celui du démarrage du deuxième semestre, n'a enregistré aucun cours encore moins d'interrogations écrites. La plupart des programmes de certaines matières sont à peine entamés dans ce lycée qui paye la configuration syndicale de son corps professoral (80 % des enseignants de ce lycée appartiennent au CUSEMS, l'un des syndicats en grève).

Entre espoir et angoisse, les sentiments sont partagés chez les élèves, mais aussi chez les responsables d'établissements. Ameth Tidiane Seck est le proviseur du lycée Moderne. Interpeller sur la grève des enseignants qui paralyse les cours dans son établissement, il exhorte l'Etat et les syndicats à faire preuve de dépassement pour éviter une année blanche aux élèves. Pour l'heure, les grèves se poursuivent à côté du processus électoral qui est sensé se terminer à la fin du mois de Mars.

Chez de nombreux élèves, l'année électorale a beaucoup d'impact dans les perturbations observées. Moussa Kouyaté est aussi élève en classe de terminale, il espère voir la crise scolaire réglée une fois les élections terminées. Un brin d'optimisme que partagent de nombreux élèves.

PUBLIÉ PAR ALEXANDRE LETTE, RADIO JOKKO FM, DAKAR, SÉNÉGAL, 08 MAR 2012

*Sotouboua : Les clubs de filles en campagne « Biaag » pour la scolarisation des filles
DÉCEMBRE 6, 2012*





LA SUPPRESSION DES INTERNATS

Le système éducatif sénégalais s'était caractérisé, à ses débuts, par l'internat. Lequel, dès la fin des états généraux de l'éducation et de la formation (Egef) de 1981, a été annulé. Les conséquences ont été notoires sur les performances scolaires.

Bien avant l'indépendance et jusqu'en 1981 (à la tenue des Egef), le système scolaire sénégalais se remarquait par l'existence de l'internat. Ils sont encore nombreux les nostalgiques de cette « belle époque ». Car, soutiennent-ils, les avantages étaient réels. Cela, à tous points de vue. A en croire le directeur de l'Enseignement secondaire général (Demsg), Mbaye Ndeb Alexandre Diop, l'internat a favorisé « la vie commune identitaire de l'établissement instaurant alors une valeur de solidarité chez les élèves, développé une émulation favorable et permis la maîtrise de la langue d'enseignement qu'est le français, pratiqué et apprécié ». Et Mohamed Coly du Syndicat unique des enseignants du Sénégal d'ajouter qu'« il a façonné tout simplement un type d'homme conscient de la solidarité dans une communauté » et a introduit « une culture qu'on a du futur enseignant, du futur fonctionnaire ».

Suppression

Ce qui fait dire au directeur du Projet des volontaires de l'éducation, Abdoulaye Diatta, que sa suppression a eu « sans ambages des effets négatifs sur le système ». Car, dès 1981, au lendemain des Egef, il fut malheureusement supprimé. « C'était l'application des toutes premières mesures émanant des Egef par le ministre Kader Fall, alors que c'était une suggestion, c'est-à-dire qu'elle devrait se faire progressivement », souligne Mohamed Coly. Expliquant les raisons de la mesure de suppression, le Demsg indique qu'il fallait répondre à la

politique de « massification dans un contexte de rareté des moyens ». « L'internat était réservé à une minorité au moment où la massification des effectifs est réelle. Et comme il coûte cher, on a opté pour l'élimination, afin de redistribuer les moyens et de permettre au maximum d'élèves d'aller à l'école », confie Alexandre Diop. Mais, pour Mohamed Coly, c'est tout simplement « le diktat des institutions de Bretton Woods ». Ces derniers, qui avaient imposé au Sénégal l'ajustement structurel avec le slogan de « moins d'Etat, mieux d'Etat », traitaient l'enseignement de « secteur improductif dans lequel toute forme d'investissement massif devait être banni », dit Abdoulaye Diatta.

Conséquences lourdes

Les conséquences de cette suppression sur le système ont été terribles pour nombre de jeunes sénégalais. « La suppression est intervenue au moment où de nombreux jeunes sénégalais en situation sociale délicate parvenaient à réussir à l'entrée en 6e. Avec l'inexistence de collèges et lycées de proximité à l'époque, ces jeunes se sont retrouvés dans des conditions ne leur permettant pas de progresser. Ils ont tout simplement abandonné », informe le directeur du Projet des volontaires de l'éducation. Abdoulaye Diatta estime qu'aujourd'hui, la multiplication des collèges de proximité, des lycées et même la création d'universités dans les régions constitue un « facteur de performance du système et de gestion de proximité », d'autant que l'enfant, « du préscolaire au supérieur, reste dans son milieu socioculturel ». Des propos corroborés par le syndicaliste Mohamed Coly. Il souligne que l'abandon a été massif du fait de « la disparition de l'assistance » et, surtout, de « la difficulté pour de nombreux élèves à trouver un tuteur ». Car, renchérit M. Coly, « il n'est pas rare de voir un élève quitter une zone pour une autre où il est sans attache ». Mais, de l'avis du Demsg Alexandre Diop, il faut nuancer. Car, rappelle-t-il, « aucune étude ne mesure encore réellement cette baisse de qualité qui serait due à la suppression de l'internat, même si on sait que ses avantages sont réels ». M. Diop d'indiquer qu'en 2007, par exemple, il y a eu 24.000 bacheliers dont 1500 mentions. « Donc, on peut faire de la qualité sans internat », estime-t-il. Mieux, poursuit-il, « nos élèves continuent d'être admis dans les grandes écoles françaises, américaines (Louis le Grand, Polytechnique X, Harvard, etc.)

et d'être dans le peloton de tête. C'est dire qu'il existe toujours des Sénégalais aussi cracks qu'avant », note le Demsg.

Cantines scolaires : un intrant de qualité

Ils sont nombreux dans le système à se féliciter de l'introduction des cantines scolaires, notamment dans les zones pauvres. Abdoulaye Diatta considère la cantine comme « un intrant de qualité », la qualité se définissant comme un paquet de services (équipement, environnement propre, enseignants formés, fournitures scolaires) qui implique « une bonne nutrition et une bonne prise en charge médicale ». A cet effet, dit M. Diatta, « la cantine est un intrant pédagogique de taille », puisque « ventre vide n'a point d'oreille ». Abdoulaye Diatta d'invoquer le cas de la Case des Tout-petits qui a « une approche holistique », c'est-à-dire, comprend « les dimensions éducationnelle, nutritionnelle et sanitaire ». C'est pourquoi le Demsg soutient qu'elle contribue « à assurer à l'élève plus de confort pour étudier », puisque dans certaines zones, l'accès à l'école est difficile. « Le concept de collèges de proximité veut rapprocher l'offre éducative de la demande (l'élève ne doit pas faire plus de 5 km pour se rendre à l'école). La cantine scolaire permet de fidéliser l'élève, de lui donner un minimum d'éléments nutritifs (nutrition équilibrée). Elle devient ainsi un intrant de qualité », souligne Alexandre Diop. Aussi, le syndicaliste Mohamed Coly estime-t-il que son introduction est « une idée salubre ». Cependant, il demande de la « rigueur » dans la gestion pour que l'intrant arrive « à bon port et dans un bon état ». Un avis partagé par le directeur du projet des volontaires.

SALWA : LES MARIAGES PRECOCES VIDENT LES CLASSES

*Le mariage précoce existe jusqu'à présent dans la zone. C'est l'un des facteurs qui bloquent un peu le système éducatif de Widou Thiengoly et de ses environs. Le président des parents d'élèves, Dame Ndiaye, est catégorique. Selon lui, ce sont les mariages précoces qui sont à l'origine des abandons massifs des filles de l'école. « A l'âge de 12 ans, on les donne en mariage », remarque-t-il. «Les mariages précoces sont ici, monnaie courante. Ils font partie des facteurs qui empêchent les filles d'aller à l'école ou de continuer leurs études, car on nous dit que cette fille a l'âge de se marier, il faut la donner en mariage », se désole le président des parents d'élèves. «Pour la plupart des parents, plus la jeune fille dure à l'école, plus elle pourrait être tentée par des pratiques non conformes aux valeurs » note Dame Ndiaye. **Le Soleil, 11 Septembre 2008***

SENEGAL : LES MARIAGES PRECOCES MENACENT LE MAINTIEN DES FILLES A

L'ECOLE

On a essayé de faire mieux que les années précédentes. », déclare Mamadou Salif Diallo, directeur-adjoint et responsable, cette année, de la classe de Cm 2. « De 1981 à nos jours, on ne comprenait pas pourquoi nous avons de faibles résultats ? », s'interroge-t-il avant d'avancer quelques explications. De l'avis du directeur-adjoint, le village est un peu «réfractaire » au développement parce que la population ignore les objectifs de l'éducation c'est-à-dire « la formation et le développement ».Cheikh Dieng Walfadjri, le 8 Mai 2002

LES DIPLOMEES SENEGALAISES NE SEDUISENT PLUS

Pour F. C., c'est décidé : pas d'inscription en thèse de doctorat l'année prochaine sans prince charmant pour aller dîner, danser, s'amuser à la plage. Charmante étudiante d'une trentaine d'années, cette jeune femme raffinée a du mal à dénicher l'âme sœur, en dépit de tous ses efforts de séduction. "J'ai sacrifié ma vie sentimentale à mes études et maintenant j'ai du mal à trouver un homme", avoue-t-elle avec amertume. Même son de cloche chez Rama T. qui vient d'obtenir son Diplôme d'études approfondies (DEA) en Droit à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad). "Maintenant, j'arrête tout. Je ne reprendrai que lorsque j'aurai trouvé un mari", martèle cette jeune crack, lassée de sa vie solitaire. Branchées, élégantes et séduisantes, ces étudiantes n'ont pourtant rien à envier à leurs sœurs sénégalaises moins instruites. "Nous sommes aussi belles, intelligentes et bien éduquées que les autres femmes qui se marient sans difficultés", lâche l'une d'elles, Absa Bâ. Abraham Brahim, Syfia Info, 30 Août 2005

**« LA PROLIFERATION DES ECOLES DE FORMATION EN SANTE COMMENCENT A
INQUIETER LES AUTORITES DE TUTELLE»¹⁰⁷**

« La pratique de la santé est trop sérieuse pour qu'on laisse cette pratique se faire dans n'importe quelle condition, souligne l'article. La qualité de formation est essentielle'. Le directeur de cabinet du ministère de la Santé et de la Prévention médicale, le Docteur Farba Lamine Sall qui s'exprimait hier, a ainsi mis le doigt sur la plaie. Présidant au nom du ministre la cérémonie de remise de diplômes de l'Ecole supérieure de santé à Sorano, il a plaidé pour une plus grande vigilance. 'Il faut résolument travailler à ce que les inspections se fassent avec plus de pragmatisme et pourquoi pas même amener à changer le dispositif. L'ouverture d'une école en santé ne doit pas seulement se faire sur la base d'une déclaration. Il faut qu'il y ait un cahier de charges qui soit soumis à ceux qui seraient tentés de se lancer dans la pratique', souligne le Dr Sall, ajoutant qu'il faut veiller à ce que le cahier de charges soit respecté.

A Dakar et dans certaines régions du Sénégal, on assiste à une prolifération des écoles de formation en santé. Ces dernières répondent-elles aux normes ? Offrent-elles toutes les garanties pour une formation de qualité ? Autant de questions qui interpellent les autorités, en l'occurrence le ministère de la Santé, ainsi que celui de la Formation professionnelle et de l'Enseignement technique.

¹⁰⁷ Source : Seninfosanté.com, publié le lundi 25 janvier 2010

BAGARRE AUTOUR D'UN REPAS : ELLE DONNE UN COUP DE PILON A SA COEPOUSE

Plus audacieux que la dame Ramata tu meurs. Dans la nuit du lundi 24 juin dernier au village de D., vers 22 heures, un différend l'a opposée à sa coépouse, Sadio, la deuxième femme du frigoriste Gassama. La dame n'a pas aimé que l'enfant de Ramata soit le dernier autour du bol du repas du soir. Sadio aurait retiré le bol de force. Ce qui n'a pas plu à Ramata qui s'est emparée d'un pilon pour rouer sa coépouse de coups. Évanouie, Sadio a été acheminée d'urgence à l'hôpital de Bakel. Lors de son jugement, Ramata a été condamnée à 3 mois avec sursis. Tapha Tounkara, Quotidien L'observateur, Jeudi 3 juin 2008

FORMATION PROFESSIONNELLE : POURQUOI LES ECOLES PRIVEES PULLULENT

L'absence de contrôle dans les établissements d'enseignement supérieur privé est la source des offres illimitées de formation professionnelle au Sénégal. C'est la révélation d'un agent du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle qui participait à un atelier.

*Un coin du voile vient d'être levé sur la cause de la prolifération des écoles et instituts de formation professionnelle privée au Sénégal. Si ces institutions poussent comme des champignons chez nous, au point de susciter des inquiétudes, c'est parce qu'il y a une absence de contrôle de ces établissements d'enseignement supérieur. Agent au ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Sadikh Mbaye en a fait hier la révélation au cours d'un atelier sur : 'L'Orientation professionnelle et le développement personnel'. 'Nous sommes confrontés à un sérieux problème. **Ndiakhté Gaye***

SENEGAL : LES ELEVES DE TERMINALE PAIENT LA LONGUE GREVE DES PROFESSEURS

La longue grève des professeurs, qui a privé les élèves du public de cours, durant 5 mois, se fait encore ressentir. En effet, aujourd'hui, les élèves, surtout ceux qui sont en classe d'examen, sont soumis à un rythme infernal. Ils vivent même un véritable calvaire depuis la reprise des enseignements que les professeurs dispensent à la vitesse de l'éclair, sous formes de fascicules et sans explications. Les élèves paient donc le prix fort, avec un enseignement sans qualité, à quelques semaines du Bac.

Au lycée John Fitzgerald Kennedy, c'est l'heure de la descente. Certaines élèves sont déjà dehors, tandis que d'autres qui viennent à peine de sortir des salles de classes sont dans la cour de l'école. Par petits groupes en général, ces jeunes filles en uniformes roses discutent de tout et de rien. Des éclats de rires, des hurlements de certaines animent l'enceinte de l'école. Si la plupart de ces élèves sont pressées de rentrer chez elles, certaines par contre, élèves des classes de terminales, ont d'autres préoccupations. Elles préfèrent rester encore à l'école pour réviser et apprendre leurs cours pour préparer les examens du Baccalauréat. Assises dans une salle de classe, les yeux rivés sur leurs cahiers, N. A. N et D. S apprennent leurs leçons de Science de la vie et de la terre (Svt). Elles se disent très préoccupées par les examens à venir, car n'ayant pas du tout bénéficié des explications des professeurs qui leur ont juste fourgué des fascicules. «En ce moment, c'est la galère. Les professeurs sont en train de nous bombarder de fascicules. En un mois, ils veulent nous évaluer sur des choses que l'on ne maîtrise pas, parce qu'on a perdu presque toute l'année scolaire à cause des grèves», regrette N. A. N.

A Kennedy, les élèves crient leur désarroi

Très attristée par cette situation qui risque de leur coûter cher, elle martèle: «Nous sommes en terminale série S2, mais vraiment c'est difficile. Pour les mathématiques, on n'a pas de problème parce que notre prof prend le temps de nous expliquer. Mais s'agissant des physiques chimiques, nous avons fini le programme, mais comment? Le prof a tout simplement bâclé les cours et on n'y comprend que dalle. Et ce n'est pas intéressant parce que c'est une matière dominante. Nous n'avons pas encore terminé le programme de SVT et on risque de le terminer tardivement, c'est-à-dire une semaine avant les examens».

A son tour, D. S de pester : «S'agissant des autres matières telles que l'histoire et la géographie, la philosophie, entre autres, c'est encore pire. Parce qu'on n'a rien appris du tout». Puis, la jeune fille de fulminer en lâchant : «Vraiment cette situation est pénible et cela ne nous arrange pas. On vit cela très difficilement. On va passer l'examen du Bac juste comme ça, pour la forme. Et si on réussit les examens, on se demande si on aura le niveau requis pour aller à l'université. Vraiment, c'est la catastrophe. Mais on n'y peut rien, on est obligé de faire avec».

Rencontrée dans la cour du lycée Kennedy, Ndèye Aïssatou Sow, également élève en classe de terminale S2, ne dit pas autre chose. «Actuellement, on n'apprend rien. Les professeurs se contentent de distribuer des fascicules et c'est tout. Ils ne nous expliquent même pas les cours», se désole-t-elle avant de confier qu'«hier déjà, notre professeur d'histoire et de géographie nous a dit carrément qu'il y avait des contraintes de temps et qu'il est obligé de nous donner des fascicules. Puis, il a ajouté que c'est à nous de trouver des solutions pour nous en sortir. Vous vous rendez compte de la gravité de la situation». Ndèye Aïssatou Sow de rappeler que tout cela n'est pas la faute des élèves. «Si faute il y a, c'est celle des professeurs

qui étaient en grève. Mais c'est à nous d'en subir les conséquences. Ce n'est ni juste ni normal», s'exclame-t-elle.

A Blaise Diagne, on se rabat sur les groupes de travail

Cette situation de désarroi dans laquelle se trouvent les élèves de terminale n'est pas propre au Lycée Kennedy. Au lycée Blaise Diagne aussi, les élèves sont victimes du même calvaire. Car là aussi, ce sont des cours en photocopies que les professeurs distribuent en lieu et place des séances d'explications et autres. Elève dans ledit lycée, Mamadou Ndiaye se dit «déboussolé et totalement désorienté», à l'approche de l'examen. «Nos professeurs ne prennent pas le temps de nous expliquer les cours comme il le faut, faute de temps. Ils nous donnent des fascicules sans aucune explication et nous demandent d'aller apprendre», fustige-t-il en soulignant qu'il leur est difficile de maîtriser quoi que ce soit, car ils ne connaissent rien de ces matières.

«Je suis en classe de terminale. Mais pour l'histoire et la géographie, par exemple, je ne peux pas tout apprendre. Je suis obligé de faire le tri et choisir quelques cours que je vais apprendre par coeur. Parce qu'on n'y comprend rien», dit Mamadou qui confie que «pour s'en sortir, on est obligé, entre amis, de faire des groupes de travail pour s'entraider». En fait, explique-t-il, au lycée Blaise Diagne, presque tous les élèves se retrouvent dans des groupes de travail pour tenter de préparer l'examen du Bac avec les moyens du bord.

Delafosse connaît moins de soucis

Et si la plupart des élèves rencontrés fustigent cette situation, au lycée Maurice Delafosse certains élèves disent s'en sortir tant bien que mal, en dépit de la pluie de fascicules dont les profs les arrosent. «C'est vrai qu'actuellement les profs nous distribuent des fascicules comme des petits pains, parce qu'ils disent qu'ils n'ont pas le temps de nous dispenser les

cours, normalement, alors que les examens, c'est bientôt. Mais ici, à Delafosse, ils prennent quand même le temps de nous expliquer un peu les cours. Et nous parvenons tant bien que mal à comprendre les contenus des fascicules», renseigne Aminata Diouf.

*La jeune élève de terminale soutient du reste que «pour la philosophie, nous avons déjà fini le programme et nous attendons les épreuves anticipées qui sont prévues pour le 20 juillet prochain». Selon elle, avec un peu de sacrifice, tous les candidats au Bac pourront s'en sortir. En revanche, elle ne garantie pas le niveau, car estimant que l'année scolaire a été bâclée du fait de la trop longue grève des professeurs. **Site de publication : Diasponews***
<http://www.diasponews.com/2012/07/10/>

Annexe 4 :

**Tableaux des
dépouillements**

LYCEE PRIVE BEDE YACINE

Florise S.	AwaE. C. Bac2	Nathalie M. Bac2	Moussa B.	Ndiaya N.	Bineta S. / Bac1 Format	Mariama G.	Effectif
F23	F21	F21	M 23	F21	F19	F 19	Sexe et Age
TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	Etudes suivies
T : gendarme P : Prof M-	T : P : tailleur M : ménagère	P : policier M -	T : P : émigré M : ménagère	T : mécanicien M : ménagère	T : ingénieur P : chauffeur M : ménagère	T : mécanicien P : professeur M : couturière	Profession parents
27 ans	Après bac	27ans	29 ans	23 ans	24 ans	22 ans	Age de mariage souhaité
Sage- femme Fac-	Fac-	Magistrat Fac-	Administration / Fac +	Ingénieur Fac-	Relations internationales Fac	Professeur Fac ou préfet	Orientation
+ -	+	+	Néant	+	-	+ (soucis familiaux)	Points de vue sur l'émancipation
Madeleine Nathalie M.	Désiré M.	-	B.	Mariama G.	Daba D.; Khadidiato T.	Ndiaga N.	Personne proche
F (pr S)	1G 5F	4F 2G	G	10F 15G (pS)	4F 1G	4F 4G	Groupe de travail
5H/j	+	+ -	Néant	Week- End	1H/J	Soir	Tâches

Rockyato S.	Charlotte D.	Touty M. Bac 2	Ndèye M. Bac2 /Form	Haby T.	Khadidiat T.	Effectif	Adji S. Bac2
F21	F23	F20	F20	F23	F-	Sexe et âge	F20
Pu/Pr	TL(2S Pu/Pr	TL Pr	TL Pu/Pr	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	Etudes suivies	TL Pr/Pu
T : ménagère P : enseignant M : ménagère	T : ingénieur P : retraité M : retraité	P : homme d'affaires M : prof	P : agent Sonatel M : vendeuse	P : commerçant M : ménagère	P : Comptable M : coiffeuse	Profession des parents	P : homme d'affaire M : ménagère
25ans	25ans	25ans	25ans	Après les études	23ans	Age de mariage souhaité	24ans
Enseignante Fac -	Sage-femme Fac+	Journaliste Fac-	Relations inter Fac-	Interprète Fac -	Communication/ Fac -	Orientation	Journaliste Fac-
-	+	+	+	+	+-	Points de vue sur l'émancipation	-
Touty M.	Mame Bara G.	Rockyatou S. / Rahmatou S.	Ablaye N.	Mariama	Deux ?	Personne proche	Diya S.
2G 1F	Non	6F	3F(prS) 5G	3G 3F	4F 1G	Groupe de travail	Non Aîné soutien
1H/J	-	2H/j	Week- End	Week- End	3-5H/j	Tâches	2H/J

Awa Désiré H.	Oulimata N.	Sokhna B. F.	Aminata D.	Néné G. Bac1 Fac	Muhamad B. c1	Effectif
F19	F20	F21	F23	F20	G23	Sexe et âge
TL Pr	TL Pr	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr, 1S	TL Pu/Pr	Etudes suivies
P : militaire M : ménagère	P :militaire M : ménagère	P : footballeur M : institutrice	P : receveur M :commerçte	P : irecteur/Pr M :secrtaire	P : chauffeur M : commerçante	Profession des parents
25ans	30ans	Ne sait pas	Après études	30ans	35ans	Age de mariage souhaité
Santé, beauté Socio Fac +	Indécise	Stylisme Fac -	Management Fac + -	Indécise	Administrateur Fac+	Orientation
++	+	+	+ -	+		Points de vue sur l'émancipation
Awa E C.	Même table	Gracet N. Oulimata N.	-	Cousine	Moussa S.	Personne proche
6élèves prf S	4F 3G	non	Pas encor(A)	4F 5G +	non	Groupe de travail
Week- End	4h/j	6h/j	-1/j	1h/j	1x 15j	Tâches

Mouraby S.	Moussa G. S.	Birane D.	Rahmatou T.	Diaba D.	Effectif
G19	G22	G19	F20	F18	Sexe et âge
TL Pu/Pr	TL Pr/Pu	TL(2,S) Pr/Pu	TL(2,1S) Pr	TL Pr	Etudes suivies
P : Cheminot M : commerçant	P : instit (dcd) M : ménagère Soeur : paie	P : Cheminot M : ménagère	T : gd-mère P : décédé M : Abidjan	P : électricien M : femme d'affaires	Profession parents
32ans	32ans	25ans	30ans	25ans	Age de mariage souhaité
Interprète Fac -	Instit Fac +	Directeur Sport	Avocat Fac +	Interprète Fac -	Orientation
+	++	+	+	+	Points de vue sur l'éman-cipation
Mamadou M.	Muhamad B.	Omar N.	Touty M. (cousine)	Khadi-diatou T. Bineta S.	Personne proche
2G 2F	6G 3F	3F 2G	2F,7G pf S1(A)	3F (A) 1G (pfS)	Groupe de travail
1h/j	1h/j	1/2/j	1/2h/j	2h/j	Tâches

Astou M. B./ Bac2/ Fac	Amadou S.	Ababacar G.	Ibrahima D./ Bac2	Mamadou M. Bac1	Effectif
F21	G20	G19	G	G21	Sexe et âge
TL Pu/Pr	TL(2S) Pr	TL Pr	TL Pu/Pr	TL Pu/Pr	Etudes suivies
P : comptable M : commerçante	P : médecin traditionnel	P : cheminot M : commerçante	P : électricien M : ménagère	T : commçte (vit...) P : commerçant M : ménagère	Profession parents
	30ans	30ans	30ans	30ans	Age de mariage souhaité
Anglais Fac +	Comptable (expert) Fac+ sce éco	Marketing Fac-	Mécanicien a déjà BEP	Interprète Fac-	Orientation
++		+		-	Points de vue sur l'émancipation
-	Mamadou B.	Diya S.	-		Personne proche
oui	3G prf S	Bfem4G; 1F/Prf L	Préf S	2G 2F	Groupe de travail
1h/j	Non	1/2/j	-	Non	Tâches

Diba S. Bac2/Fac	F18	TL Pr	TL(1,2s Pr/Pu)	TL Pr/Pu	TL Pr	Augustin M.	Antoine M.	Pape S. S. Bac 1/Fac	Effectif
Ndèye S. D.	F20	TL(1,2s Pr/Pu)	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr	Abdoulaye K.	G19	G20	Sexe et âge
P:surveillant privé M:dir agence	P : prof M : ménagère	P : architecte M: commerçante	P : retraité M : mission catholique	P : prof M: ménagère	P : entrepreneur M : commerçante	Profession parents	Age de mariage souhaité	Orientation	Points de vue sur l'émancipation
Qd j'aurai 1 job	25ans	Ne sait pas	Ne sait pas	Ne sait pas	24	Age de mariage souhaité	Orientation	Points de vue sur l'émancipation	Personne proche
Hotesse De l'air Fac + -	Ne sait pas Fac-	Prof Fac+	Beaux-arts Fac+	Sport, géographie Fac+	Prof Fac+	Orientation	Points de vue sur l'émancipation	Personne proche	Personne proche
++	+ -	+				Points de vue sur l'émancipation	Personne proche	Personne proche	Personne proche
Gassama	Personne	Mourabi S.			Voisin table	Points de vue sur l'émancipation	Personne proche	Personne proche	Personne proche
4F 2G	non	Non A	4G qtier A	Pr S A	2G (« classe et quartier »)	Points de vue sur l'émancipation	Personne proche	Personne proche	Personne proche
	non	parfois	Non	Non	Non	Tâches	Tâches	Tâches	Tâches

Madeleine K. T.	Mame B G. / Bac2	Souadou B. /Bac2/	Dieynaba S.	Aminata G. N.	Effectif
F	G20	F20	F22	F20	Sexe et âge
TL Pr/Pu	TL Pr	TL Pr/Pu	TL Pr/Pu	TL Pr	Etudes suivies
T : sœur: commerçante P : paysan M : paysan	P : douanier M : commerçante T : sœur	P : policier T : cheminot M : décédée	P : prof M : ménagère	P : ingénieur M : ménagère	Profession parents
25	25	Ne sait Pas	Ne sait pas	Après études	Age de mariage souhaité
Infirmière Fac -	Basketteur, Relations internationales Fac (histoire) + -	Hôtesse air Fac -	Sage-femme Fac -	Marketing Fac -	Orientation
+	+	++	++	++	Points de vue sur l'émancipation
Nathalie M.		Une amie	Une amie	Absa Diouf, B. F.	Personne proche
Pas encore	5F+ 2G	7G, 8F oncle	4G ; 3F A / prf S2	Groupe A prf S	Groupe de travail
6h/j	peu	Un peu	beaucp	Ça dépend	Tâches

LYCEE PUBLIC MALICK SY

Mamadou D.	Maguèye G.	Diouma D.	Astou D.	Sira .	Effectif
G19	G18	F18	F18	F 18	Age
TL Pr/Pu	TL	2 nd S	2 nd S Pr/Pu	2 nd S	Études
P : soldat T : agent M : ménagère	P : assitant M : ménagère	P : prof M : couturière	P : pompist M : ménagère	P : Service d'hygiène M :	Profession parent
30	30	22	Après un job	23	Age de mariage
++	+	++	- +	Bonne chose +	Point de vue sur l'émancipation
Officier Fac droit Ph.familles 6 G	Philosophie Fac+	Médecine Fac +	Médecin Fac++	Médecine Fac +	Orientation
non	Oui	3G 5F	5F 5G	3F aidé par	Groupe de travail
Avec des amis	1h/j	3h/j	Toute la journée	Nombreus es (5H)	tâches
	Avec des amis	2h/seule	2h/j avec amis		bibliothèques
oui	oui	oui	Oui		Prêt de bouquin

Abdoulaye T.	-	-	Adja Anta T.	Astou B.	Pierre G.	Abdoulaye C.	Effectif
G18	G18	-	F19	F20	G19	G20	age
1ère S	1e S	1 ^{ère} S	TL Pr/Pu	TL	TL	TL	Études
P : retraité M : ménagère	P :Gendarme M :ménagère		P : décédé M : prof	P : ajusteur	P : censeur M :couture	P : Ex-militaire M : ménagère	Profession parent
Après études	30		Après les études		35	25-27	Age de mariage <small>couubaité</small>
		++	Une bonne chose	++		++	Point de vue sur l'émancipation
Medecin pilote Fac-			sociologie	Journaliste ou hôtesse Fac.+ -	Relation internatio nales	Canada France ou Fac Doctorat	Orientation
Oui Ainé	oui	oui	Non	6G 2F	6G	6G	Groupe de travail
Pas beaucoup	1h/j	1h/j	non	1h/j	non	-	tâches
				Avec des amis	Avec amis	Avec des amis	bibliothèques
				oui	Oui	oui	Prêt de bouquin

Haicha H.	Aicha B.	Makhtar	-	-	Effectif
F17	F18	G17	F16	G17	age
1 ^{ère} L	1 ^{ère}	1 ^{ère} S	1 ^{ère} S	1 ^{ère} S	Études
P : prof M:teinturière	P: décédé M: fonctionnaire	P: instituteur M: ménagère	P: homme d'affaires M: enseignante	P: sous-préfet M:surveillant	Profession parent
Ni tôt ni tard (27ans)	26	25	22-24	28	Age de mariage souhaité
+	+		+-	+	Point de vue sur l'émancipation
Hotesse de l'air designerauto, Fac	médecine	Ingénieur Fac +	Ingénieur Fact--		Orientation
8F 4G non	3F 4G Un peu	3G 4F Non	3G,2F cours soutie 2h/j	2F,3G cours soutien Pas beaucoup	Groupe de travail tâches
Oui seule	Oui Avec des amis				bibliothèques
oui	non				Prêt de bouquin













Les usages sociaux des groupes de travail au Sénégal : facteurs d'égalisation des chances à l'école.

Les groupes de travail, objet d'étude de cette thèse font partie des principaux animateurs informels de la vie scolaire au Sénégal. Alors qu'ils sont au cœur des activités de sociabilité scolaire observées dans l'enseignement secondaire, ils n'ont fait l'objet d'aucune analyse sociologique. Force est pourtant de reconnaître qu'au fil des années, ils sont devenus des espaces concurrents et alternatifs à la transmission officielle des contenus d'enseignement face à l'incapacité de plus en plus croissante de l'école à assurer cette mission essentielle d'encadrement des élèves. Les enquêtes qualitative et quantitative effectuées auprès de 110 groupes de travail montrent que ces derniers sont un espace d'activation des pratiques sexuées. Deux modèles de socialisation introverti et extraverti régulent les activités sociales et les projets scolaires et professionnels des élèves. Le modèle que nous appellerons « introverti » pousse les filles à faire un usage limité des activités de sociabilité scolaire et à privilégier leur projet matrimonial et les formations de courte durée ; tout le contraire du modèle extraverti qui incline les garçons à construire un projet scolaire et professionnel solide. Ce travail de thèse interroge par ailleurs les transformations en cours, dans les modes de sociabilité sénégalaise, qui s'expliquent en partie par l'accès des femmes aux secteurs modernes de l'emploi. Cette présence féminine sur le marché de l'emploi, n'a pas forcément entraîné une renégociation des rapports parentaux. L'étude du rôle des groupes de travail dans la réussite scolaire des élèves montre que les groupes sociaux défavorisés tirent un grand bénéfice des activités de sociabilité scolaire, par l'accès à un espace social favorable à la création de vocations scolaire et professionnelle.

Mots clés : Groupes de travail / Enseignement secondaire / Collectifs d'acteurs / Activités de sociabilité scolaire / Pratiques éducatives / Modèles introverti et extraverti de socialisation / Groupes mixtes / Sénégal / Trajectoires scolaires / Modèles familiaux / Modèles parentaux / Réussite scolaire / Formations professionnelles / Représentations sociales / Groupes sociaux / Programmes d'ajustements structurels .

Social uses of work groups in Senegal: school opportunities leveling factors

Work groups are part of the main informal school life-stirring factors in Senegal. Though they are at the core of socializing activities in high school education, they have never been studied on a sociological basis. Nevertheless, one has to admit that in the past years, they have become simultaneous and alternative to official and regular transmission of education contents due to the ever growing incapacity of school to take on this essential mission of students' supervision. Qualitative and quantitative surveys carried towards 110 work groups show that these groups are where gender-related practices start off. Two socializing models, introverted and extroverted, regulate social activities and school and professional projects. The model we shall call "introverted" lead girls, one the one hand, to a limited use of school sociability activities in order to favor their matrimonial project and short-term trainings. On the other hand, boys in this model are encouraged to build on a strong school and professional project. This thesis study questions the on-going transformations in the Senegalese socializing trends, that can be partly explained by the access of women to modern employment sectors. This feminine presence on the employment market doesn't trigger necessarily a negotiation in parental terms. The study of the work groups' role in school success show that disadvantaged social groups benefit a lot from socializing activities through access to a social space prone to school and professional vocations.

Key words : Work groups / High school education / Actors community / School socializing activities / Education practices / Introverted and extroverted socializing models / Mixed groups / Senegal / School career / Family models / Parental model / School success / Professional trainings / Social representations / Social groups / Structure adjustment programs /

Laboratoire de rattachement : Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), UMR CNRS 7317

35 avenue Jules Ferry, 13626 Aix-en-Provence Cedex 01.